9e Année N° 13 1er Juillet 1919

GENERAL LIBRARY
AUG - 8 1919
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

SOMMAIRE

		Pages
Louis Barthou	*La Bataille du Maroc* — I.	5
Stendhal	*Rome, Naples et Florence* (Inédits)	31
A. Aulard	*Hoche et la République rhénane*	46
Georges de Lauris	*Sans retour* (1re partie)	64
André Mazon	*Prisons russes.* — II.	107
Édouard Estaunié	*L'Ascension de M. Baslèvre* (fin)	134
J.-É. Blanche	*Les Arts et la Vie*	180
Georges Lachapelle	*Les Finances françaises après la Guerre*	205

Copyright 1919, ***Revue de Paris.***

PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1919

A partir du **15 Juillet**, les conditions d'abonnement et de vente au numéro seront les suivantes :

ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Paris, Seine, Seine-et-Oise	60 »	31 »	16.50
Départements	66 »	34 »	18 »
Étranger	72 »	37 »	19.50

PRIX DU NUMÉRO : **3 fr. 50**

LIVRES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX OBERLÉ,
par **René Bazin.**

Pour la seconde fois, avec le même bonheur, M. René Bazin met en scène dans son roman l'Alsace qu'il connaît et qu'il aime avec une parfaite compréhension de son âme, de ses tendances et de ses instincts. Mais le nouveau livre nous montre l'Alsace pendant la guerre, avec toutes ses énergies en pleine action, tandis que dans les premiers *Oberlé*, elles n'étaient pour ainsi dire qu'en puissance. De là un singulier accroissement d'intérêt. Outre cette étude si passionnante de l'âme alsacienne, le livre nous offre les tableaux de guerre les plus vivants et les plus variés. Une fraîche apparition de jeune fille l'éclaire de sa grâce.

SI JEUNESSE SAVAIT!
par **René Béhaine.**

Il y a quelques années, M. René Béhaine donnait à cette *Revue* deux études de mœurs provinciales qui furent justement remarquées pour les qualités très particulières qui s'y manifestaient. M. René Béhaine observe avec minutie et il peint par nombreuses touches successives : il arrive ainsi à donner l'impression de la vie elle-même dans la multiplicité et la diversité des images menues où elle se décompose sous son regard clairvoyant. Les précédents ouvrages étudiaient les survivants d'une ancienne société ; celui-ci nous offre un intérêt nouveau, car c'est de la psychologie contemporaine qu'il traite avec la même application et le même bonheur.

CENT ÉPIGRAMMES GRECQUES,
traduites par
Paul-Louis Couchoud et René Maublanc.

Avec ce petit volume édité avec soin et élégance, la collection « miniature » du bibliophile s'enrichira précieusement. Figures au trait sobre, gravées en épitaphes ou en inscriptions votives, images d'une nature agreste animée par l'imagination païenne, scènes de mœurs esquissées avec un piquant réalisme et une souriante ironie, ces épigrammes, empruntées à dix siècles d'art littéraire grec, sont toutes d'une exquise saveur. Les traducteurs ont su conserver à la version française la précision et la pureté du modèle ; on les félicitera d'avoir choisi des épigrammes de ton varié, mais également parfaites et d'avoir fort heureusement rendu la grâce et la fraîcheur de ces courtes pièces, nourries en quelque sorte du suc de l'hellénisme.

MARINS D'EAU DOUCE,
par **Guy de Pourtalès.**

Les lecteurs de notre *Revue* ont vivement goûté le charme de ces pages où M. Guy de Pourtalès a retracé la douceur lumineuse du beau lac génevois, mêlée à celle de l'enfance et de la première jeunesse. Le cadre, paisible et gracieux, est parfaitement approprié à ces aimables souvenirs et d'une telle harmonie naît un agrément particulier dont on ne se lasse point. On suit avec le plus délicat plaisir un récit qui berce la rêverie aussi agréablement que les vagues aplanies sur lesquelles errent les « Marins d'Eau douce », et l'on ferme le petit livre à regret.

Dans son prochain numéro, la

REVUE DE PARIS *commencera la publication d'une série de*

LETTRES INÉDITES
de GUSTAVE FLAUBERT

LA BATAILLE DU MAROC

I

LES MENÉES ALLEMANDES. — L'ACTION MILITAIRE

La France ne sait pas toutes les batailles qu'elle a gagnées. Elle connaît, sans d'ailleurs les bien connaître, les victoires qui ont, sur son propre sol, des Flandres aux Vosges, arrêté, refoulé et chassé l'envahisseur, mais elle ignore à peu près tout du dehors. Quelques noms d'Orient ont frappé son imagination et flottent dans sa mémoire. Le reste, emporté dans le courant des événements plus prochains, lui a trop longtemps échappé. C'est ainsi que la bataille du Maroc lui est inconnue. Pourtant le Maroc a eu sa bataille, une âpre et rude bataille, que la guerre de 1914 avait trouvée engagée, et qui dure encore. L'armistice du 11 novembre 1918 n'a interrompu les hostilités sur aucune partie du front marocain. En portant ses conditions à la connaissance des admirables troupes d'occupation dont il est, dans tous les sens du mot, le grand chef, le général Lyautey ajoutait :

Votre tâche n'est pas finie. Ici notre adversaire n'a pas désarmé. Ignorant des choses d'Europe, aveuglé par les excitations qu'il a subies depuis quatre ans, il ne se rend pas compte encore que le sort a décidé et que rien, dans l'avenir, ne pourra échapper à notre force dégagée de toute entrave. Plus que jamais, il s'agit de lui faire tête.

Vous ne vous relâcherez pas un instant de votre vigilance dans la

345527

garde que la France vous a confiée. Vous y donnerez l'effort nécessaire pour y briser les dernières résistances. Vous vous rappellerez que dans le conflit qui vient de déchirer le monde, le Maroc a été le premier enjeu de nos ennemis, que les noms de Tanger, de Casablanca, d'Agadir y ont jalonné les étapes qui ont précédé la lutte suprême et que sa soumission totale doit marquer l'effondrement définitif des rêves de la domination allemande sur le continent africain.

Les noms évoqués par le résident général rappellent les efforts accomplis au Maroc de 1905 à 1911 par l'intrigue allemande. Malgré les sollicitations des pangermanistes, l'Allemagne avait paru se désintéresser jusqu'en 1905 de la question marocaine. Elle continuait la politique de Bismarck, qui préférait les diversions coloniales à une action continentale, et elle laissait « le coq gaulois gratter les sables du désert africain ». Sa diplomatie, absente ou indifférente, ne gênait pas la nôtre : elle affectait même d'abandonner à leurs difficultés le sultan et le Maghzen lorsqu'ils en appelaient de nous à elle. Le chancelier de Bülow ne voyait *ni profit ni gloire* à contrecarrer nos desseins. Ainsi, de 1901 à 1904 nous pûmes librement signer des accords auxquels l'Allemagne ne fit pas d'obstacle, avec l'Italie, l'Angleterre et l'Espagne.

En 1905 tout changea. Débarqué difficilement en rade de Tanger du *Hohenzollern*, l'empereur Guillaume II fit entendre le 31 mars des paroles dont le ton était nouveau. L'hommage qu'il rendait à la souveraineté du sultan semblait nous porter un défi, aggravé par la proclamation, nouvelle et imprévue, des intérêts de l'Allemagne au Maroc, qu'il entendait « sauvegarder efficacement, sur le pied d'une égalité absolue ». Ces intérêts, encore minimes, n'étaient menacés par personne, et la France, engagée à ce moment dans des négociations avec le sultan Abd-el-Aziz, songeait moins à s'assurer des privilèges qu'à obtenir dans l'empire chérifien des réformes nécessaires à la sécurité de l'Algérie. Le discours brutal de l'empereur exprimait une politique européenne plus qu'une politique marocaine. Il n'entendait pas dire avec le comte Reventlow que le « *Maroc était la dernière occasion offerte à l'expansion allemande* ». Il saisissait un prétexte, théâtralement préparé, pour exercer sur la France, dont tous les intérêts africains étaient solidaires, un chantage comminatoire, qui devait

s'accentuer avec persévérance à mesure que l'action allemande, favorisée par les Karl Ficke et par les Mannesmann, prenait une autorité plus grande dans des intérêts commerciaux et industriels habilement entretenus. Entre le débarquement du *Hohenzollern* à Tanger le 31 mars 1905 et l'apparition du *Panther* à Agadir le 1er juillet 1911, l'histoire enregistrera le développement d'une vaste intrigue, faite de négociations heurtées, de promesses et de refus, où l'Allemagne a montré, avant l'aveu, naïf ou cynique, de M. de Bethmann-Hollweg, ce que valent pour elle les traités internationaux. Liée envers nous par l'acte collectif signé à Algésiras le 7 avril 1906 et par l'accord spécial du 4 novembre 1911, elle n'avait cessé d'en discuter et d'en éluder les dispositions dans un sentiment d'hostilité systématique, contre lequel se brisait en 1913 une démarche loyale, inspirée par un désir d'apaisement, du général Lyautey. Le Maroc était devenu l'un des champs d'action où elle préparait la guerre. Il était en même temps l'un des enjeux de la victoire. Dès 1908 le gouvernement allemand avait fait transmettre à Casablanca par M. Hornung, rédacteur en chef du journal de la légation d'Allemagne à Tanger, des instructions cyniques : *S'il y avait la guerre, il faudrait qu'il fût fait en sorte que pas un Français ne sortît vivant de la Chaouïa.* De son côté, le duc Johann Albrecht von Mecklemburg avait dit : *La palme de la paix, emblème de la plus grande Allemagne, doit être plantée d'abord en Afrique.* Il ne faut rien de plus que ces deux phrases pour dévoiler le double objet de la politique allemande au Maroc, servie par des consuls actifs et par des nationaux sans scrupule, dont la révolte des tribus armées et soudoyées était le principal moyen, dès longtemps, patiemment et perfidement mis en œuvre.

***

Au moment de la déclaration de guerre, notre action militaire avait, au prix d'un grand effort, atteint, à Taza et à Khenifra, deux résultats dont l'importance stratégique était considérable. C'est à Taza que la liaison s'était faite entre le

Maroc oriental et le Maroc occidental par la rencontre, le 17 mai 1914, des troupes du général Gouraud venues de Fez et de la colonne du général Baumgarten arrivée d'Oudjda. D'autre part, la prise de Khenifra, enlevée par le général Henrys, avait réduit le redan, dangereux pour notre sécurité, qui, entre Azrou et le Tadla, menaçait le centre même du Maroc soumis. Accomplies à l'heure où l'Allemagne nous imposait la guerre, ces deux opérations, qui faisaient un égal honneur au commandement et aux troupes, avaient encore besoin, pour produire tous leurs effets, d'être consolidées. L'occupation de Taza devait préparer, pour couvrir nos communications, la soumission des tribus au nord et au sud de la ligne d'étape. D'un autre côté, si la prise de Khenifra nous avait permis d'aborder le pied même du moyen Atlas, les tribus turbulentes que nous avions rejetées de la plaine dans les montagnes au delà de l'Oum-er-Rebia n'attendaient qu'une occasion de reprendre leur hostilité. Aussi, quoique améliorée, la situation autour de Taza et de Khenifra pouvait, si l'on ne prenait pas des mesures complémentaires, devenir critique, Selon le mot du général Lyautey, la déclaration de guerre, au point de vue du Maroc, arrivait trois mois trop tard ou trois mois trop tôt. Trois mois trop tard, parce que, avant l'occupation de Taza et de Khenifra, nous n'étions pas aux prises avec les Riata, les Zayan et les Chleuh et qu'ainsi, maîtres de nos mouvements, nous aurions pu, dans une situation expectante, maintenir une occupation restreinte. Trois mois trop tôt, parce que les mesures de consolidation projetées par les généraux Gouraud et Henrys ne pouvaient amener qu'à l'entrée de l'hiver la soumission complète des tribus et notre pleine sécurité.

L'Allemagne ne s'avisa pas de prendre nos convenances et celles du Maroc. Elle choisit et elle nous imposa son heure. Elle avait, d'ailleurs, au Maroc comme en France, préparé ses mesures, disposé ses moyens, soudoyé ses espions, et elle escomptait avec une confiance égale la révolte du Maroc et la défaite de la France, qui devaient l'une et l'autre, dans un temps rapide, servir les desseins où se complaisait un rêve de domination dans lequel l'Europe, l'Afrique et l'Asie avaient leur part dès longtemps marquée.

Personne ne douta que le Maroc, d'autant plus âprement convoité que sa richesse et sa prospérité dépassaient toutes les espérances, ne fût un des enjeux de la guerre. Mais il ne se rencontra non plus personne pour songer à sacrifier la France au Maroc. Tout le monde comprenait, à Rabat et à Paris, que « le sort du Maroc se réglerait en Lorraine ». La question se posait seulement de savoir comment on pourrait pendant la guerre aménager ce sort et fixer, sans abandonner le protectorat ou sans le compromettre, la contribution qu'il devait apporter à la métropole. La question était délicate : elle n'était pas imprévue. Dès le 12 juin 1914 une dépêche du général Joffre posait les bases de la participation du corps d'occupation à la défense de la métropole. Il semblait au chef d'état-major général de l'armée que les progrès réalisés au cours des dernières années dans l'œuvre de pacification du protectorat permettaient d'envisager et de réaliser ce prélèvement, dont l'importance s'accroîtrait au fur et à mesure que notre autorité serait mieux assise au Maroc. Pour le début et comme principe, le général Joffre prévoyait qu'en cas de mobilisation le Maroc occidental fournirait à la défense nationale *quatre bataillons et quatre sections de mitrailleuses*, choisis parmi les tirailleurs algériens, tunisiens ou même marocains. Si restreint que fût cet appel, il ne revêtait pas une forme impérative, puisque le résident général était invité à faire connaître si la mesure projetée ne soulevait pas de sa part « d'objection primordiale ». D'autre part, les dispositions qui devaient assurer sa réalisation entraient en vigueur le 1er octobre. Je retiens cette date comme une preuve nouvelle des dispositions pacifiques de la France. Chaque fois qu'on ouvrira nos archives, militaires ou diplomatiques, des documents décisifs confirmeront ces dispositions, tandis que si l'on ouvrait les archives allemandes la preuve serait faite d'une préparation belliqueuse qui guettait et hâterait, au besoin, l'heure d'un conflit impatiemment attendu.

Sous réserve de certaines modalités d'exécution, le général Lyautey se mettait immédiatement en mesure de satisfaire aux demandes du général Joffre : il était trop avisé pour ne pas comprendre qu'en cas de guerre continentale, les forces de la métropole devaient être dès le début à leur maximum

de puissance. Un mois plus tard, le 20 juillet, alors que la tension diplomatique était devenue inquiétante, il ne dut pas être surpris que le chef d'état-major général envisageât le prélèvement complémentaire d'un groupe d'artillerie de campagne. Quatre bataillons, quatre sections de mitrailleuses et un groupe d'artillerie de campagne, tels étaient donc, au moment où la guerre allait éclater, les éléments du prélèvement que l'état-major général avait sollicité du général Lyautey sur les forces d'occupation qu'il commandait au Maroc.

Brusquement la conception changea et les exigences s'accrurent. Deux dépêches, parties de Paris le 27 juillet, à une heure d'intervalle, l'une à 18 h. 20, l'autre à 19 h. 20, apportèrent au résident général les instructions du Gouvernement, qui redoutait, et non sans raison, une aggravation de la situation. Le Gouvernement savait qu'il pouvait compter sur le talent et sur le patriotisme du général Lyautey, Français de Lorraine, pour apporter le plus large concours à la défense de la patrie, mais, obsédé par la guerre menaçante où le sort de cette patrie se jouerait, il ne tenait pas un compte suffisant de la situation du Maroc, qui exigeait, elle aussi, des précautions et des dispositions particulières.

La première dépêche, émanée du ministère des Affaires étrangères, était brève et impérative. *Elle limitait l'occupation du Maroc aux principaux ports de la côte et, si possible, à la ligne de communication Khenifra, Meknès, Fez, Oudjda. Tous les postes et marches avancés devaient être momentanément abandonnés.* Enfin, *le premier soin assigné* au général Lyautey consistait *à ramener aux ports de la côte les étrangers et les Français de l'intérieur pour assurer leur sécurité.*

Quoiqu'elle se référât à ce télégramme, la dépêche du ministère de la Guerre avait un ton moins impérieux. Elle paraissait laisser plus de place aux réflexions et à la liberté d'action du général Lyautey. Mais si l'ordre d'évacuation s'y exprimait avec moins de fermeté, le concours *indispensable et possible* qu'on lui demandait dépassait singulièrement celui qu'une dépêche datant à peine de six semaines lui avait fixé. Au lieu des quatre bataillons, des quatre sections de mitrailleuses et du groupe d'artillerie de campagne, c'était *la tota-*

lité de ses bataillons de chasseurs, des zouaves, de l'infanterie coloniale, des tirailleurs algériens et des batteries montées que, d'un geste rapide, on prélevait sur les forces dont il disposait pour occuper et défendre le Maroc.

Que lui restait-il donc? On parlait avec une précision catégorique de la *valeur de 28 bataillons*; mais, même en tenant pour exact le calcul de la quantité, qui était pourtant contestable dans un de ses éléments, la *qualité* et l'*emploi* de certaines troupes soulevaient des objections sérieuses. Il est en effet aisé de comprendre que tels soldats indigènes gagnent, en cas d'insurrection, à être éloignés des foyers locaux d'incendie, où leur présence est plutôt un danger qu'une force, et à être encadrés sur un front éloigné au milieu de troupes sûres. Cette préoccupation trop légitime n'empêchait pas le général Lyautey, qui est un soldat discipliné, de se mettre aussitôt à l'œuvre pour satisfaire aux demandes du Gouvernement dans toute la mesure et le plus rapidement possible. Dès le 31 juillet il avait pris des dispositions pour assurer l'envoi immédiat en France de vingt bataillons et de six batteries montées. J'ajoute, pour en finir avec la contribution directe du Maroc à la guerre continentale, qu'en trois mois il réussit à fournir 40 bataillons et de 40 escadrons, qui jouèrent sur presque tous les champs de bataille un rôle décisif et ajoutèrent des pages de gloire immortelle à l'héroïque histoire des troupes d'Afrique.

Cette contribution, qui avait *décuplé* les prévisions faites en juin 1914, s'accomplit sans que le général Lyautey abandonnât les postes et les marches dont l'évacuation lui avait été primitivement prescrite. Avec le sûr coup d'œil que donnent l'expérience, l'autorité et le sens du commandement, le résident général avait compris tout de suite que, même restreinte, cette évacuation compromettrait le sort du Maroc tout entier, livré aux tribus rebelles, dont le mouvement irrésistible entraînerait les tribus soumises. A peine nos troupes auraient-elles quitté le pays Zaïan que le mouvement général berbère se serait déclenché et aurait engagé dans la révolte, non seulement les Beni-Mtir et les Beni-Mguild que nous venions à peine de rallier à nos armes, mais encore, Marrakech étant livrée à elle-même, tout le pays du Sud, que nos alliés,

les grands caïds, auraient été impuissants à contenir. C'était la ruine assurée, avec le massacre de ceux qui nous avaient été fidèles, de tous les établissements européens à Marrakech, dans la Chaouïa, dans les Doukkala, dans la région de Meknès, et peut-être l'ouragan déchaîné n'aurait-il pas épargné le Gharb lui-même. Et comment, au milieu de l'exaltation de nos adversaires et de la décomposition des tribus soumises, les bataillons enlevés « aux postes et marches avancés » auraient-ils pu se frayer un chemin jusqu'à la côte? Harcelés par les rebelles, ils n'y seraient arrivés qu'au prix des plus grands efforts et des plus douloureux sacrifices, obligés d'abandonner leurs morts, peut-être leurs blessés, et presque impuissants à ramener leur matériel. Qu'eût valu pour la défense nationale un semblable appoint, décimé, fatigué, découragé, brisé par la retraite avant de venir à la bataille?

Le général Lyautey avait — est-il besoin de le dire? — le souci élevé et l'angoisse patriotique de concourir de tous ses efforts à cette défense. Il redoutait même, à l'heure où il pesait et prenait ses responsabilités, qu'on ne l'accusât de céder à un sentiment, personnel et local, de conservation du terrain acquis et qu'on ne lui prêtât l'arrière-pensée de vouloir, à tout prix, sous l'influence d'une ambiance irrésistible, garder le Maroc, « son Maroc », qui lui tenait tant à cœur. Ainsi mis en garde contre lui-même par une psychologie avertie et sagement méfiante, le résident général envisagea avec sang-froid tous les termes du redoutable problème qu'une situation tragique ouvrait devant sa conscience de Français et de Lorrain. Sur le *but* à atteindre, c'est-à-dire sur la contribution aussi forte que possible des troupes d'occupation à la défense nationale, il ne pouvait y avoir ni contradiction ni hésitation ni marchandage : le salut de la patrie primait tout. Sur les *moyens*, la divergence tenait aux différences de conception qui naissent de l'éloignement ou de la proximité des lieux où l'action s'exerce. L'ordre et la suggestion, celle-ci plus ou moins impérative, venus de Paris, trahissaient l'obsession, si naturelle, de la frontière de l'Est, mais ils méconnaissaient la situation du Maroc qui sur tout le front, de Kasbah Tadla à Taza, était en guerre, Au contraire, le général Lyautey, sans nier que le sort du Maroc se jouerait en Lorraine,

comprenait que le seul moyen de donner à la France le maximum de troupes était, *non pas de se mettre à la côte en évacuant l'intérieur, mais, au contraire, d'évacuer la côte, de vider tout l'intérieur en poussant tout ce qui pouvait rester disponible à l'avant, pour maintenir intacte l'armature extérieure.*

Cet avis prévalut dans un conseil du 30 juillet où les généraux Gouraud, Henrys et Brulard et les colonels Peltier et Gueydon de Dives furent convoqués à Rabat. Les régions de Fez, de Meknès, des Zayan, de la Chaouïa, de Marrakech et des Doukkala-Abda étaient ainsi représentées par leurs commandants directs auprès du chef supérieur et responsable. Avec le général Lyautey, il faut répondre franc et net : il n'est pas de ceux qui demandent à enregistrer leur propre opinion, suggérée à des subordonnés passifs ; quand il interroge, c'est pour savoir la vérité, et non pour se complaire dans les flatteries qui la détournent ou la déguisent. Les questions, au conseil du 30 juillet, sont brèves et précises : de même les réponses. Au colonel Peltier : « Pouvez-vous garder Mazagan et Safi avec vos seules réserves? — *R.* Oui, si Marrakech reste occupée; sinon, c'est cinq ou six bataillons qu'il me faudra. » Au colonel Gueydon de Dives : « Que vous faut-il pour garder Casablanca et protéger ses abords? — *R.* Presque rien si Marrakech reste occupée ; sinon, tout ce qu'il y avait en Chaouïa en 1908. » Le général Brulard précise sa situation : « Avec trois bataillons je me charge de garder Marrakech, et avec trois compagnies Agadir. Si je les évacue, tout l'Atlas et le Haouz lâchent, et les grands caïds ne pourront résister au mouvement, qui entraînera tout jusqu'à la Chaouïa. » Au général Henrys : « Que vous faut-il pour garder Meknès et la route d'étapes? — *R.* Presque rien, si Khenifra et le Tadla restent occupés, parce que je m'appuierai sur des populations soumises : sinon, tout ce que j'ai de forces en avant, et encore ! » Le général Gouraud se range à cet avis.

Ainsi la consultation de ces chefs éprouvés est unanime et décisive : elle confirme l'opinion du résident général. Dès qu'on lâchera quoi que ce soit du front avancé, tout craquera, dans un pays soulevé, où la révolte, exaltée par

notre retraite, qu'elle exploitera comme un aveu d'impuissance, coupera les communications et rendra les transports impossibles. Que seront, dans ces conditions, les débris expédiés à la côte, s'ils y arrivent ! Au contraire, en maintenant solidement et le plus longtemps l'armature avancée, on peut retarder, peut-être même conjurer, la rébellion, et conserver la liberté et la sécurité nécessaires pour enlever et envoyer le maximum d'unités et de cadres.

Cette conception hardie du général Lyautey a sauvé le Maroc. Prudent dans son audace même, le résident général avait réservé l'éventualité où, contraint de replier ses ailes, il tiendrait seulement, jusqu'à la dernière extrémité, sur le front Zaïan-Khenifra-Tadla. Mais la fortune aide ceux qui osent. Ni Agadir, ni Mogador, ni Marrakech, ni Taza n'ont été évacués et, par une juste récompense d'un long et glorieux effort, l'occupation du Maroc s'est étendue pendant la guerre à des tribus qui, en 1914, étaient en révolte ouverte contre l'autorité du sultan et contre le protectorat de la France.

Dès le 18 août, le général Lyautey, sans aller jusqu'à prévoir un aussi magnifique résultat, pouvait exprimer l'espoir de maintenir l'armature de l'occupation et de « garder un Maroc intact ». Ce « Lorrain de la frontière » avait peut-être l'ambition de servir ailleurs, sur ce front natal où les grandes batailles auxquelles il était apte allaient décider du sort de la patrie ; mais, quand on est soldat, on ne choisit pas son devoir, et il acceptait, sans rien demander de plus, le « rôle de sacrifice » que le destin lui assignait. D'ailleurs le ministre de la Guerre savait trouver les paroles qu'il fallait dire à ce grand chef et à ses magnifiques soldats pour les encourager dans leur dur et lointain labeur.

Le Gouvernement a dû, à son grand regret, renoncer à employer vos services sur la frontière, parce qu'il estime que vous êtes seul à même d'assurer la lourde tâche qu'il vous a confiée. Cette tâche n'est pas ingrate, puisque, grâce à votre esprit de sacrifice et à vos talents d'organisation, vous réussissez à donner à la Défense Nationale des effectifs plus nombreux que ceux que le Maroc lui avait enlevés... Soyez soutenu par la ferme conviction que l'intervention précieuse de vos contingents contribuera puissamment à hâter le succès décisif permettant de vous rendre rapidement les troupes qui vous sont

nécessaires. Dites à celles de vos admirables troupes qui restent, que le pays comprend toute l'étendue du sacrifice qu'il leur demande. Il leur envoie avec des bataillons territoriaux ses enfants de France pour partager les heures héroïques qu'ils vont vivre. Le haut exemple que vous leur donnez, votre indomptable énergie et votre foi patriotique sont les meilleures garanties du succès final.

Un tel langage ne laissait pas le général Lyautey insensible, mais il revendiquait, avec la ferme tranquillité que donne un plan méthodiquement conçu, la liberté de ses mouvements. Il ne pouvait opérer des réductions sur ses troupes et les expédier en France qu'en maintenant ce qu'il appelait pittoresquement « le contour apparent de l'occupation avancée ». Si les indigènes n'avaient pas l'impression que le front ne serait pas évacué, la digue risquait d'être crevée et de tout emporter dans sa débâcle. A la fin du mois d'août les nouvelles venues d'Europe n'étaient pas bonnes, et le service marocain des renseignements signalait des symptômes peu rassurants sur l'état d'esprit de certaines tribus. La moindre défaillance pouvait avoir le plus fâcheux retentissement et des répercussions irréparables. Pour contenir les rebelles et pour rallier les hésitants, il n'y avait pas d'autre moyen que de s'arc-bouter à l'avant. Le front avancé était la garantie de la sécurité assurée à l'hinterland et à la côte. En vain les Riata et les Berbères avaient-ils tenté des assauts furieux de Taza jusqu'à Khenifra. Le masque, inébranlablement maintenu, n'avait pas fléchi, et rien derrière lui n'avait bougé. L'Allemagne avait fait répandre le bruit qu'elle nous avait sommés d'évacuer le Maroc. Les premiers retraits de troupes qui avaient suivi la mobilisation et la réduction progressive des effectifs avaient donné un corps à cette légende. Ces mesures, dont une propagande habile dénaturait le caractère, avaient exalté le fanatisme et encouragé l'audace des rebelles. Mais au moment de la bataille de la Marne, les tribus, flottantes pendant quelques jours, étaient rentrées dans l'ordre. Elles avaient le sentiment de notre force. La stabilité du front, solidement défendu, avait démenti le mensonge allemand, tandis que l'arrivée des territoriaux affirmait par un fait tangible que la France n'était pas à court d'hommes et qu'elle avait la volonté et les moyens de

tenir le coup. La bataille du Maroc débutait par une victoire.

***

Le maintien intégral du front avancé ne fut pas la seule mesure dont l'influence salutaire s'exerça sur les tribus et assura leur tranquillité. D'autres dispositions, prises avec rapidité et énergie, ruinèrent, du premier coup, les espérances que la propagande allemande avait mises dans une révolte soudoyée du Maroc. L'Allemagne, mal contenue par l'acte d'Algésiras et peu scrupuleuse dans l'application de la convention de 1911, avait établi la légende de sa puissance inviolable et d'une immunité qui n'avait rien à redouter des autorités françaises. Ses menées, que notre diplomatie déplorait plus qu'elle ne les contrariait, justifiaient cette légende. La déclaration de guerre nous rendit notre liberté et il suffit d'une volonté résolue pour démontrer aux indigènes, attentifs aux événements, que nous étions les plus forts. La fermeture des bureaux de poste et des consulats allemands, la saisie de leurs correspondances, la remise dans le droit commun des protégés et des censaux qui avaient abusé pendant tant d'années d'un intolérable privilège, produisirent un effet immédiat. Mais rien ne prouva mieux notre force, mise au service du droit, que l'arrestation et la condamnation de quelques Allemands notoires, dont Karl Ficke, notre principal adversaire depuis son installation ancienne au Maroc, était le chef reconnu, tenace et habile. Sa maison-mère était à Casablanca. Il avait des succursales à Mazagan et à Marrakech. Depuis 1907 il s'était trouvé au centre de toutes les difficultés que nous avions rencontrées au Maroc, où il combattait notre action et narguait notre impuissance. Il n'était étranger à aucun des moyens mis en œuvre pour ruiner notre influence et pour provoquer notre éviction. Son neveu Nehrkorn et son associé Grundler étaient ses complices. Nehrkorn était pour la politique du sabre, mais il savait user d'autres ressources. En 1907, tandis que notre action au Maroc, pourtant si prudente et presque timorée, était violemment dénoncée à la Chambre, il escomptait l'intervention des socialistes pour seconder, à leur insu, les desseins de l'Allemagne. Aidé par

Nehrkorn et par Grundler, Karl Ficke ne négligeait aucune des armes dont il pouvait se servir pour nous nuire. Il protégeait la contrebande de guerre et il distribuait des fusils aux indigènes. Il aidait les légionnaires à déserter et il joua un rôle actif, que sa correspondance, saisie en 1914, a permis d'établir, dans l'affaire des déserteurs de Casablanca. Il avait ses espions, ses protégés et ses censaux, que le consul allemand couvrait de son autorité. Il collaborait, soit sur place, soit à Berlin, à des campagnes de presse où il exerçait un dénigrement haineux contre la France et où il répandait de fausses nouvelles. Il avait soutenu Moulay-Hafid dans sa lutte contre Abd-el-Aziz, tandis que la France ne prenait pas parti dans la querelle des deux frères. Il entretenait des intelligences avec les tribus qui nous étaient hostiles et dont il excitait la rébellion. Malfaisant et cynique, il passait pour invulnérable. Condamné à mort après un procès régulier, il subit le feu avec courage, mais il ne fallut pas moins que ces douze balles pour abattre sa puissance d'intrigue, d'orgueil et de haine, qui, se croyant à l'abri des lois de la guerre, nous avait porté un défi audacieux et prolongé.

L'exécution de Karl Ficke ébranla l'influence allemande : elle ne supprima pas l'action allemande. Le Maroc était un des atouts que l'Allemagne avait mis dans son jeu de guerre. Une carte perdue n'annihilait pas la partie, qui fut engagée selon un plan dont l'ensemble et les détails avaient été réglés, longtemps à l'avance, avec le soin le plus minutieux. Le major Kalle, attaché militaire allemand en Espagne, disait en 1913 : « C'est encore au Maroc qu'on pourra le mieux couper les jarrets de la France », et il avait préparé le couteau. Son chef était le prince Ratibor, grand seigneur fastueux et brutal qui avait transformé l'ambassade allemande à Madrid en un centre, puissamment ravitaillé, de renseignements, d'espionnage et de propagande. Le major Kalle avait pour collaborateurs l'attaché naval von Krohne, de qui relevait tout naturellement l'action sous-marine, et le conseiller von Stoehrer. Ce quatuor fonctionnait avec discipline. Il n'avait pas pu mettre la main sur l'ancien sultan Abd-el-Aziz dont la popularité habilement exploitée aurait pu gêner sérieusement notre influence, et il avait dû se rabattre sur

son frère Moulay-Hafid, dont le règne brutal et cupide n'avait laissé que de déplorables souvenirs. Moulay-Hafid avait plus d'ambition que de courage. Il se vendit, mais, ayant plus de goût pour la débauche que pour l'action, il ne tenta jamais une aventure qu'il jugeait trop périlleuse.

A défaut de sultans détrônés, il ne manquait pas au Maroc de dissidents dont l'ambition et la cupidité pouvaient être utilement exploitées. L'Allemagne ne se refusa pas cette chance. Déjà avant la guerre, elle avait lié partie avec Raïssouli, chérif et brigand, qui, comme chérif, descendait du Prophète et, comme brigand, avait payé dans les prisons du Makhzen les méfaits trop évidents d'une vie d'aventures. Ce singulier personnage opérait dans la zone espagnole, où certaines tribus Djebala lui étaient soumises, et il trompait avec une habileté consommée, par de feintes promesses, le grouvernement de Madrid, dont trop d'ag nts locaux ne partageaient pas les illusions et ne suivaient pas les instructions, en apparence loyalement correctes. Si Raïssouli gagnait mal l'argent espagnol, — qu'on lui versait à raison de 200 000 pesetas par mois pour rétablir l'ordre ! — il était plus sincère envers les Allemands, qui escomptaient moins son action directe que son influence. Raïssouli opérait devant notre front Nord, et il était rattaché, dans le plan allemand, au port de Tétouan.

A l'Est, dans le Moyen Atlas, Moha-ou-Saïd, rattaché au port de Larache où le consul allemand surveillait et conduisait l'affaire, exerçait son influence sur des tribus berbères que notre récente action sur la Moyenne Moulouya avait séparées sans diminuer leur ardeur belliqueuse. Moha-ou-Saïd, auprès duquel le sultan de Stamboul avait agi en même temps que l'Allemagne, avait dans le Moyen Atlas, dans le Tafilalet et dans le Haut Atlas des lieutenants, chérifs et marabouts, faux ou vrais, dont l'argent venu de Berlin entretenait le zèle.

Au Sud, El Hiba, relié au port de Tarfaya, était pour l'Allemagne un appoint considérable. Il était, comme Raïssouli, un allié déjà éprouvé, dont les frères Mannesmann avaient secondé la fortune, un instant prodigieuse. Fils d'un sorcier, mais intelligent et dévot, lettré et habile, il avait réussi à se faire proclamer prétendant, à rallier les tribus du

Sous, à former une importante harka et, d'étape en étape, à entrer triomphalement à Marrakech le 15 juillet 1912. Pendant deux mois il vécut un rêve magnifique et tous les espoirs paraissaient ouverts à son ambition illimitée quand, brusquement, le 6 septembre, l'armée du colonel Mangin vint troubler la fête. Elle bouscula, dans la plaine de Sidi-bou-Othman, l'armée du prétendant, qui put prendre la fuite. Battu de nouveau en 1913, il trouva dans la guerre de 1914 l'occasion de satisfaire son ambition et sa haine : l'Allemagne, habile à exploiter l'une et l'autre, crut qu'il serait son meilleur agent.

Ainsi, au Nord, à l'Est et au Sud, l'Allemagne avait mis ou remis la main sur des chefs influents, mais isolés, qu'elle devait relier entre eux pour provoquer un soulèvement général. Il fallut quelque temps pour l'organiser. En attendant, nos troupes ont à lutter un peu partout contre les efforts dispersés des tribus rebelles, dont la guerre européenne, que l'Allemagne exploite comme une guerre sainte où l'islamisme aura sa juste revanche, exalte le fanatisme. A Khenifra, attaquée par les Berbères, la situation est un instant tragique. Le général Lyautey télégraphie le 9 août : « Dès maintenant le détachement laissé à Khenifra peut être regardé comme assiégé, mais il tiendra aussi longtemps que possible ; c'est de lui que dépend toute la liberté d'action sur la ligne Fez-Rabat pour le mouvement des troupes à vous envoyer successivement en France ; car le jour où il cédera, la poussée berbère se précipitera. Mais il sait qu'il a un rôle de sacrifice et le remplira jusqu'au dernier homme. » Ce sacrifice est d'autant plus méritoire que les yeux et les cœurs sont tournés vers le front de Lorraine où se joue la partie décisive. Pourtant c'est le même ennemi que, là-bas et ici, nos troupes combattent, et ici le risque n'est pas moindre que là-bas. L'événement ne tarde pas à le démontrer. L'affaire d'El-Harri, à l'est de Khenifra, imprudemment engagée le 13 novembre 1914, par un commandant audacieux, qui a transgressé les ordres reçus, s'achève pour nous par un coûteux désastre. Nous perdons plus de 600 hommes, 30 officiers, 2 batteries et une quantité d'armes et de munitions. Si douloureuses que soient ces pertes, l'effet d'excitation qu'elles produisent sur les tribus en est la plus redoutable conséquence, et il ne faut

rien de moins que la ferme volonté du général Henrys pour rétablir une situation dangereusement compromise.

Dès lors, grâce au général Lyautey et à des collaborateurs dignes de servir avec lui la France, les derniers mois de l'année 1914, où nous réussissons à contenir partout les tribus rebelles, n'ont pas apporté à l'Allemagne les résultats qu'elle escomptait. Son organisation, que notre esprit de décision a déconcertée, n'a pas eu le temps de ramasser et de lier ses efforts. Mais elle juge la partie trop nécessaire, et elle la croit trop sûre, pour l'abandonner. Au cours de l'année qui s'ouvre, elle redouble d'activité, et, du Nord au Sud, elle met en mouvement toutes ses forces, avouées ou occultes, toutes ses influences, anciennes ou nouvelles, tous ses moyens d'action et de corruption, et elle augmente ses partisans d'une recrue d'élite.

Ce n'était pas, en effet, un mince personnage que cet Abd-el-Malek dont l'Allemagne réussit à obtenir le ralliement et le concours au début de 1915. Agé de quarante-cinq ans, il était le propre fils d'Abd-el-Kader, l'émir fameux qui avait laissé dans les tribus un souvenir inoubliable. Le fils ne valait pas le père, mais, fier de son origine, il rêvait de jouer un rôle. Tantôt brouillé avec le Makhzen et tantôt réconcilié avec lui, mécontent et méfiant, aigri et jaloux, il crut que l'Allemagne représentait la force, et il se mit du côté du plus fort. Sa trahison et sa fuite provoquèrent le suicide de son fils qui, boursier de Beyrouth et obligé de la France, refusa de le suivre et préféra la mort au déshonneur : il était, lui, de la race d'Abd-el-Kader. Abd-el-Malek avait, au temps du Rogui, commandé des harkas chez les Rifains; depuis il avait, pour le compte du Makhzen, inspecté les tabors de Tanger. L'avenir démontra pourtant que, si les Allemands ne s'étaient pas trompés sur l'influence de son nom, ils avaient fait un faux calcul en escomptant ses talents militaires.

Avec Raïssouli, Abd-el-Malek, Meha-ou-Saïd et El Hiba, secondés par des lieutenants dont quelques-uns n'étaient pas sans importance, le prince Ratibor avait réuni les éléments propres à hâter l'agression collective qu'il méditait. Tous ces personnages étaient directement reliés aux ports de la zone espagnole, Larache, Tétouan, Melilla, et l'argent qui les entre-

tenait venait d'Espagne. Le coup, pour être bien monté et prêt à l'heure, exigeait l'accord de leurs mouvements, qui déchaîneraient une insurrection générale ; il y eut entre eux des émissaires, et le major Kalle, celui qui voulait nous couper les jarrets au Maroc, tenait tous les fils de la vaste intrigue. On s'étonnera toujours qu'une ambassade installée en pays neutre ait pu avoir l'audace et la liberté d'organiser presque au grand jour une semblable entreprise.

Si bien préparé qu'il fût, le plan allemand avait trop compté au Nord sur Raïssouli et sur Abd-el-Malek, et pas assez avec le général Henrys, qui déploya, au cours d'expéditions successives, des qualités admirables de sang-froid clairvoyant et énergique. Nul n'a mieux que le général Lyautey, attentif à toutes les opérations, qu'il surveillait et au besoin rectifiait, rendu justice à son collaborateur, auquel Fez, menacée par les Djebala, dut son salut au mois de juin. Il est impossible d'écrire en détail, sinon à un point de vue technique pour lequel la compétence me fait défaut, et qui d'ailleurs intéresserait les seuls spécialistes, une histoire compliquée où s'enchevêtrent les noms barbares des tribus mêlées de gré ou de force à cette campagne. Ce que j'en ai lu m'a donné l'impression d'une compétence, d'une méthode et d'une organisation qui ne furent jamais prises en défaut, et ce que j'en ai vu sur les lieux mêmes, où la sécurité des routes conquises et construites égale celle d'Europe, m'a permis de juger des avantages que la nature donnait à nos adversaires. La guerre ne peut s'apprécier que sur le terrain où elle est faite. Celle du Maroc fut difficile et longue, âpre et meurtrière. On ne dira jamais assez quel héroïsme patient, patriotique et désintéressé il a fallu aux chefs et aux troupes pour la mener à bonne fin — une fin qui n'a pas seulement conservé, mais qui a consolidé et agrandi notre domaine dans toute l'étendue de l'empire chérifien.

Au Sud comme au Nord, les Allemands payaient d'audace. Partout ils avaient des agents, des espions et des alliés. Jamais l'argent, qui est le nerf des intrigues, ne faisait défaut. Il en pleuvait à Tarfaya comme à Melilla. Partout les autorités espagnoles fermaient les yeux et on voudrait ne pas pouvoir dire que des agents subalternes ouvraient les mains. Entre Las Palmas et Tarfaya et même entre Tarfaya et Larache,

entre le consul allemand et El Hiba, les courriers fonctionnaient, porteurs d'instructions et d'argent. L'expédition d'un sous-marin, l'*U.-C. 20*, construit spécialement à Stettin, armé d'un canon et de deux tubes lance-torpilles, fut ainsi décidée. Elle entrait dans les plans de l'Allemagne et dans les vues d'El Hiba. Ce fut l'ancien consul allemand à Fez, un personnage de mœurs singulières, mais expert aux choses du Maroc et arabisant, le docteur Probster, qui se chargea de la préparer et de l'entreprendre. Gêné par des chalutiers français et difficilement opéré devant l'estuaire de l'oued Dra, le débarquement fut précipité et sommaire. Menacé et dévalisé par des indigènes pillards, contraint, après sept jours d'abandon, de prendre la route d'Assaka, où des émissaires d'El Hiba et deux rekkas du consul allemand de Larache le rejoignent, le docteur Probster promet et promet encore, mais rien ne vient. Il faut repartir. Cette équipée ridicule n'en vaut pas moins au docteur déçu, quand il rentre à Las Palmas, de la part du consul d'Allemagne, l'accueil qu'aurait mérité la réussite de l'entreprise. Telle est bien l'habitude de l'Allemagne de nier aussi longtemps qu'elle le peut ses défaites et de recevoir en triomphateurs les soldats qui les ont subies. La réception faite en 1915 au docteur Probster par le consul allemand des Canaries est, en raccourci, l'image anticipée des acclamations qui, après l'armistice du 11 novembre, saluèrent à Berlin les troupes défaillantes du Kaiser disparu.

A chacun son rôle. Tandis que le major Kalle organisait la communauté des efforts entre les chefs marocains hostiles à la France et que l'attaché naval von Krohne suivait avec une sollicitude inquiète les préparatifs de l'équipée de l'*U.-C. 20*, est-ce le conseiller von Stohrer qui alimentait la propagande? J'hésite entre lui, M. Weisberger, qui avait parcouru toute l'Afrique du Nord et le prince Aziz-Hassen, le vaincu de Lula Bourgas, — car, sous l'autorité du prince Ratibor, Allemands, Autrichiens et Turcs rivalisaient d'émulation pour exciter l'Espagne contre nous et pour préparer dans le Maroc tout entier un soulèvement contre le protectorat français. Les brochures, les appels, les pamphlets se multiplient. De Madrid, de Tanger, de Larache, de Tétouan, de Melilla partent les fausses nouvelles, les accusations injustifiées et les

menaces. Telle feuille venimeuse, éditée à Madrid, est rédigée pour jeter le doute sur la solidité de l'armée française et sur sa force de résistance. Un employé du consulat d'Espagne à Tanger rédige un journal germanophile. Au nom de Mahomet V, le sultan de Constantinople, un factum habile prend la forme coranique pour prêcher la guerre sainte contre les Anglais, les Français et les Russes. Un autre appel rédigé par un chérif s'adresse aux musulmans qui servent « malgré eux » dans les rangs étrangers ou habitent des colonies françaises, et les somme, au nom du Prophète, de rallier la cause de l'Islam, promise par l'Allemagne à une éclatante revanche. D'autres appels à la désertion sont répandus à profusion. Aucune occasion n'est manquée de dénaturer la vérité et d'attaquer la France. Quand le général Lyautey expose devant une grande affluence d'indigènes à Souk-el-Arba du Gharb les raisons de la victoire assurée des Alliés, c'est Salah Chérif, secrétaire arabe au ministère de la guerre ottoman, qui lui oppose une réplique où l'ironie se fait perfide et la perfidie agressive.

Comment une semblable propagande, passionnée, mais nuancée, habile à revêtir selon les lieux et les temps toutes les formes, n'aurait-elle pas produit ses effets? Après les terribles ripostes que l'ennemi avait essuyées, au nord de Fez et de Taza, sous les coups durement frappés du général Henrys, il s'était recueilli, mais il n'était pas soumis. Les Allemands tolèrent mal l'inertie de leurs alliés. Ils n'avaient pas lié partie avec Abd-el-Malek et avec El Hiba et ils ne leur avaient pas fourni des subsides pour les laisser dans l'inaction. Les deux chefs dissidents du Nord et du Sud avaient formé d'importantes harkas. La bataille était inévitable. Nos groupes mobiles la livrèrent avec leur vaillance habituelle. Sidi Rabo, le lieutenant d'Abd-el-Malek, fut, le premier, dispersé. Puis Abd-el-Malek, battu à son tour, connut une pitoyable défaite et prit le chemin de la montagne (27 janvier 1916). A défaut de l'honneur, il sauva la caisse, entretenue par l'Allemand Bartels, qui, obligé aussi de prendre la fuite, télégraphia à Madrid : « L'argent est sauf. » Au Sud, le général de Lamothe bouscule les groupes d'El Hiba. Ces actions brillantes furent suivies d'une série d'opérations dont le résultat fut de dégager le

couloir de Fez-Taza et d'exécuter le chemin de fer qui, de l'autre côté, avait été ouvert entre Taza et Oudjda, le 14 juillet 1915. Les régions de Fez, de Meknès, de Khenifra et de Kasba Tadla furent libérées. Il fallut plus de temps pour assainir la région du Tafilalet, mais l'année ne s'acheva pas sans que les tribus, dont les harkas avaient été dispersées, fissent leur soumission. Ce fut une année magnifiquement employée.

L'année 1917 fut consacrée dans la zone insoumise de l'Atlas à une manœuvre qui compte parmi les plus belles de la bataille du Maroc. Elle est ainsi résumée dans un récent *Bulletin de la section d'information du G. Q. G.*

« Cette zone comprenait deux groupements rebelles : au Nord les Riata et les Braber, au Sud les Chleuh, établis dans les massifs les plus élevés, aux extrémités de la chaîne.

» Pendant que le groupe mobile de Bou-Denib (colonel Doury) enveloppe à l'Est le massif des Brabers, en remontant la Moulouya, pendant que les groupes de Fez et de Taza contiennent les rebelles du Nord et de nouvelles attaques d'Abd-el-Malek, et pendant que les groupes de la région de Marrakech, par des colonnes nombreuses, contiennent les Chleuh, une colonne partie de Meknès s'enfonce dans la montagne entre les groupes Braber et Chleuh, la franchit et donne la main dans la vallée de la Moulouya au groupe mobile de Bou-Denib. La zone insoumise est ainsi bloquée et traversée. Les deux groupements rebelles sont investis. De nombreuses tribus font leur soumission. L'importance de cette manœuvre est capitale. On en comprendra les difficultés si l'on pense que l'altitude de la montagne est de 2 000 mètres dans la région la plus basse. »

J'ajoute à ces lignes exactes et sèches que les difficultés et l'importance de cette opération ne peuvent être pleinement appréciées que dans une étude attentive des détails, poursuivie la carte à la main. Si l'opinion publique n'avait pas été absorbée par les événements qui se passaient sur le front de France, elle aurait accordé à ce glorieux épisode de notre action marocaine le juste hommage dont la conception et l'exécution de la manœuvre étaient également dignes.

Ce n'est pas ainsi que les Allemands et leurs associés les Turcs avaient envisagé la campagne. A la suite d'un succès prétendu d'El Hiba, l'ambassadeur d'Allemagne à Madrid et l'ambassadeur de Turquie lui avaient envoyé une lettre qui a été trouvée dans la doublure du pantalon d'un rekka arrêté par un chalutier. Ce document n'est pas assez connu. Il n'en est pourtant aucun qui témoigne avec plus de force probante des moyens employés par la propagande allemande, installée à Madrid, pour maintenir et encourager la dissidence. Il perdrait toute sa saveur si un seul mot en était supprimé :

Louange à Dieu unique !

Que Dieu comble de bonheur les jours du considérable, honorable, respectable chérif, combattant dans la voie de Dieu, Moulay Ahmed Hibat Allah ben Ha El Aïnin.

Que Dieu vous donne la victoire sur vos ennemis.

Que le salut soit sur vous, innombrable, ainsi que la miséricorde d'Allah et sa bénédiction.

Nous faisons connaître à Votre Excellence que nous avons rendu compte aux gouvernements ottoman et allemand de votre grande victoire remportée sur la mehalla du partisan des Français et de l'ennemi de l'Islam, le caïd Haïda ou Mouis.

Nous ne doutons pas de la joie et de la satisfaction de ces gouvernements quand cette nouvelle leur apprendra que leurs partisans et leurs alliés du Mogreb El Aqsa sont victorieux de leurs oppresseurs tandis qu'eux-mêmes remportent la victoire sur leur ennemi dans toute l'Europe et sur toutes les mers.

Il n'est pas douteux que ce soit la preuve qu'Allah (Qu'il soit exalté !) accorde son aide à ceux qui combattent dans la voie de Dieu, pour l'honneur de l'Islam et la liberté des musulmans.

LL. MM. l'empereur allemand et le sultan ottoman, qui s'informent avec joie de la façon dont vous travaillez à la réussite de nos affaires et des vôtres, nous ont prescrit de féliciter, en leur nom, Votre Excellence, à l'occasion de Sa victoire.

Nous vous faisons savoir que, malgré les très grandes difficultés qu'Elles ont rencontrées jusqu'à ce jour, Elles sont toujours disposées à faire tout leur possible pour aider Votre Excellence de tout leur pouvoir et de toute leur force jusqu'à ce que vous soyez parvenu au bout de vos désirs, c'est-à-dire jusqu'à la libération de votre cher pays, de l'oppression des Français. (Qu'Allah les anéantisse !)

En ce qui nous concerne, personnellement, nous vous félicitons également de votre victoire et nous vous faisons connaître que nous sommes prêts à faire, pour vous, tout ce qui sera utile afin que vous arriviez au noble but que vous poursuivez.

Nous demandons à Dieu de vous accorder aide contre l'ennemi. Puissiez-vous demeurer dans la joie et la tranquillité.

Fait à Madrid, le 10 *février* 1917 *de J.-C.*

A gauche :
Suit un cachet portant en arabe, *au centre :* Mohammed Rechad ben Abd-el-Mejid Khan. An 1326.
En exergue : « C'est toi l'avertisseur et tout peuple a un guide.
« O peuples, suivez-moi, je vous mènerai sur le droit chemin. »

A droite :
Suit un cachet portant en allemand :
« Deutsches Vaterland.
Mit Gott für Kaiser und Reich. »

L'année 1918 était pour les Allemands l'année décisive où ils étaient assurés de consommer notre déroute. Quelques déceptions qu'ils eussent trouvées au Maroc, ils ne pouvaient pas négliger de se servir d'un atout de cette importance, dont le gain devait contribuer à la victoire et fixer une de ses conditions essentielles. La rébellion générale était préparée. Le général Aubert dans la région de Taza, le général Poeymirau dans la Moulouya, le colonel Doury dans le Tafilalet, réussirent à déjouer les desseins d'un adversaire exalté par les nouvelles venues du front français. Le résultat de leurs opérations fut de consolider, en l'élargissant, le couloir de Taza et d'ouvrir définitivement la route de Meknès au Tafilalet. L'Allemagne était vaincue à la fois sur le front français et au Maroc. Et le général Lyautey, fier de ces succès, pouvait dire à ses troupes au moment de l'armistice :

Alors qu'en France vos compagnons d'armes lui rendaient l'Alsace-Lorraine, vous lui avez, au Maroc, non seulement gardé la situation acquise en 1914, mais vous y avez largement étendu la zone pacifiée.

Soumis à des privations matérielles et morales constantes sous un climat sévère, vous avez mené cette lutte opiniâtre et ingrate loin de la Patrie, privés du réconfort qu'apportaient à ceux qui combattent sur son sol les encouragements quotidiens.

En ces derniers mois, il a fallu vous demander un effort redoutable sur tous les fronts du Maroc contre un ennemi qui jouait ses dernières cartes.

Vous avez fait preuve d'une endurance, d'une vaillance, d'une abnégation et d'un esprit de discipline dont je suis le témoin et le garant.

Au nom de la France, que je représente à votre tête, je vous remercie.

L'effort demandé à ses troupes par le général Lyautey ne s'acheva pas avec l'armistice. Il a continué pendant huit mois, et il dure encore. A la veille de l'armistice, les Allemands, qui se sentaient perdus sur le front de France, n'avaient pas renoncé à jouer leur partie au Maroc. Réfugiés dans la zone espagnole, où trop souvent l'hospitalité ressemblait à de la complicité, leurs agents, toujours munis de ressources abondantes, excitèrent le zèle de Raïssouli et d'Abd-el-Malek. Les Zaïan, les Tadla, les Ghiata, les Qzenaïa, toutes les tribus guerrières et rebelles furent conviées à la guerre sainte, tandis qu'El Hiba restait en relations radiotélégraphiques avec Fock, l'ancien vice-consul de l'Allemagne à Rabat, qui s'était réfugié à Las Palmas sous le nom de Guillerme Schneider !

L'armistice ne produisit pas immédiatement ses effets au Maroc. En zone soumise il fut interprété comme un gage de pacification et de sécurité. Mais la propagande, inspirée par le consul de Larache, le fit passer dans les cercles insoumis de la zone du Nord comme un répit demandé par l'Allemagne pour préparer une lutte nouvelle et achever la victoire. Il fallut du temps avant que la vérité connue et loyalement interprétée produisît une détente. Dans le Haut Guir et au Tafilalet, nous eûmes à subir, en décembre, de violentes attaques dont la répression, confiée aux colonels Huré et Théveney, fut poursuivie pendant deux mois d'opérations brillantes et décisives. Mais, au nord de Fez, dans la vallée de l'Ouergha, où la pacification paraissait se consolider depuis quelque temps, une brusque conflagration se produisit au début de mars. La Kasba d'Aïn Mediouna, entourée de groupes dissidents et bloquée, connut avant d'être délivrée des journées tragiques, au cours desquelles le lieutenant Salomon montra un sang-froid admirable et un véritable sens de commandement.

J'ai visité avec le général Lyautey le 4 mai cette vallée de l'Ouergha où nos troupes avaient, un mois avant, écrit une des belles pages de notre histoire militaire au Maroc. Cette journée m'a laissé le souvenir inoubliable d'une chevauchée pittoresque dans les fleurs et les hautes herbes, où les spahis, les goumiers et les mokhaznis déroulaient leur brillant cortège,

tandis qu'un avion ronronnait au-dessus de nos têtes et que de tous les côtés les indigènes, peut-être hostiles hier, accouraient aujourd'hui, attirés par la curiosité de voir le grand chef légendaire. Un cirque de montagnes, dont les mamelons se succèdent et se prolongent en lignes parallèles, barre l'horizon. A nos pieds l'Ouergha déploie nonchalamment ses spirales. A gauche, l'animation d'une ville de tentes; on y achève la construction d'un blockhaus qui assurera la tranquillité de ces lieux tourmentés où, il y a trois jours, la révolte gronda encore et qu'un 75 (comment, et par ces pentes, est-il venu là?) a rapidement apaisée. A droite, sur une verte colline, les burnous blancs et les selles rouges, déposés à terre, tandis que les chevaux paissent ou s'ébrouent, composent le plus charmant tableau. Le général Lyautey, d'un pas rapide, va, vient, interroge et inspecte. Il connaît tout son monde et rien ne lui échappe. Dans le bivouac d'Aïn-Aicha la tente abrite un déjeuner sommaire que nous prenons assis sur des caisses, autour de tables improvisées avec deux planches. Le général m'a fait l'honneur de sa table, où prennent place les colonels Theveney et Huré, deux chefs énergiques qui ont fait leurs preuves, et, par une attention délicate, le lieutenant Salomon, le héros de la Kasba d'Aïn-Mediouna. On cause librement, familièrement, en camarades. La guerre — et, ici, où le canon tonnait hier, c'est encore la guerre — rapproche les distances et les grades. Après le déjeuner, les officiers se réunissent sous la présidence du général Lyautey qui, pendant une heure, examine sous tous ses aspects la situation générale et expose à ses collaborateurs son programme et son plan d'action. Admirable leçon, méthodique et claire, au cours de laquelle m'apparaissent les difficultés spéciales à la guerre marocaine, sa complexité, ses surprises, ses dangers. Le général subordonne les décisions et les actions particulières à une conception d'ensemble dont il entend rester le maître. Il ne veut pas se laisser devancer, déborder ou engager par des initiatives isolées et imprudentes : il tient à garder les mains et les cartes libres dans la partie qu'il expose et qu'il s'apprête à jouer jusqu'à l'hiver. Il parle bien, avec des trouvailles d'expression, des formules pittoresques, des images saisissantes où se révèlent un artiste lettré et un voyageur. Quand il se répète,

c'est volontairement, pour enfoncer une idée ou pour réfuter une objection. Seule, autour de nous, la télégraphie sans fil coupe le silence avec son bruit ininterrompu qui ressemble à la marche d'un moteur. Le général ponctue son exposé de fréquents *voilà*. Chacun de nous a une expression qu'il répète, une préposition familière, un adverbe coutumier, une sorte de tic de la phrase, inévitable et inconscient. Le général Lyautey consomme une quantité énorme de *voilà*, dont il nuance les accents au gré de sa pensée, prodigieusement alerte, mobile et vivante. Ses *voilà* ont tous les tons et ils prennent tous les sens. Ils sont impérieux, caressants, persuasifs, irrités, tendres, ironiques, Celui-ci commande, celui-là doute, tel autre interroge. Quand le général a terminé, son *voilà* ouvre la discussion sur des idées précises et sur un plan clairement établi, mais, *voilà*, personne n'a rien à dire, tout a été dit, et vu, et prévu, de telle façon qu'il n'y a plus qu'à passer à l'exécution. Le chef a parlé en chef et j'ai pris, sous cette tente, une belle leçon d'autorité et de discipline.

Quand je sors, je remarque trois fanions plantés en terre, à l'entrée. De couleurs différentes, ils représentent plusieurs unités, mais ils ont tous, accrochés à la hampe, des croix et des palmes qui disent l'héroïque participation de ces corps d'élite aux campagnes de France. Autour de nous des officiers et des soldats, la plupart blessés plusieurs fois, sont des revenants de la grande guerre. Ils savent déjà que le Maroc a sa bataille, et qu'elle est dure ; ils savent, et ils disent, que dans ces montagnes aux âpres défilés, où les surprises sont meurtrières, c'est la France qui continue sa partie. Eux qui reviennent de *là-bas*, ils honorent de leur sympathie fraternelle les camarades dont l'impatience patriotique a si souvent voulu les rejoindre et que leur devoir et leur destin ont retenus *ici*. Avant eux, qui sont des témoins, le ministre de la guerre avait, dès le mois d'octobre 1914, parlé en chef et en juge. Il télégraphiait au général Lyautey :

J'accepte le principe des propositions que vous me faites. Je n'ignore pas combien plus lourde est rendue la tâche de ceux qui sont autour de vous et je tiens encore à rendre hommage à leur esprit de sacrifice en même temps qu'à votre clairvoyant patriotisme. Mais il faut que tous ceux qui doivent rester là-bas, troupes

de l'armée active, des réserves et de l'armée territoriale, sachent — et je vous prie de leur dire en mon nom — que s'il existe de par la force des choses des théâtres d'opérations qui sont secondaires, il ne viendra jamais à l'esprit de personne d'établir de semblables distinctions quant à l'esprit du devoir dans les heures graves que nous traversons. Le devoir de tout Français est de se rallier sous les ordres des chefs autour du drapeau, quel que soit l'endroit où il flotte, et quand la victoire définitive couronnera nos efforts, la reconnaissance du pays ira à tous ses enfants sans distinction, quelle que soit la frontière qu'ils auront défendue.

La victoire est venue. Le pays tout entier prend à son compte les promesses de M. Millerand, et sa reconnaisance va avec fierté aux officiers et aux soldats qui, sous le haut commandement du général Lyautey, ont gagné la bataille du Maroc, — une bataille française, que l'Allemagne, déçue dans tous ses plans, a irrémédiablement perdue.

(La fin prochainement.)

LOUIS BARTHOU

ROME, NAPLES ET FLORENCE

INÉDITS DE STENDHAL

Des cinq fragments inédits publiés ci-après, et que nous avons utilisés pour notre nouvelle édition de Rome, Naples et Florence [1], *les quatre premiers sont tirés d'un des volumes de manuscrits de Stendhal qui appartenaient au pasteur Maystre de Genève; acquis en 1900 par M. Chéramy, ce volume a été adjugé en 1913 à M. Édouard Champion.*

Ils sont entièrement et très lisiblement écrits, au recto de feuillets grand format, de la main de Stendhal, avec de nombreuses ratures et corrections. L'anecdote de Gina est sur quatre feuillets, les marionnettes de Naples sur sept, les marionnettes de Rome sur douze, la préface sur sept.

Ces quatre fragments datent de 1824, époque à laquelle d'actifs pourparlers étaient engagés avec des libraires parisiens pour une deuxième édition de Rome, Naples et Florence [2]. *Stendhal en parle à Mareste dans une lettre du 8 août 1824. Les trois premiers ont été introduits dans l'édition de 1826, mais avec des changements notables; on les trouvera aux dates des 1er octobre 1816, 20 juillet et 10 octobre 1817. Le quatrième est très probablement la préface au sujet de laquelle Stendhal demanda*

1. Qui va paraître incessamment à la librairie Champion (*Collection complète des œuvres de Stendhal*).

2. Qui ne parut qu'en 1826 ; la première, comme on sait, est de 1817.

l'avis de Victor Jacquemont en août 1824 par l'intermédiaire de Mareste, et que Jacquemont trouva détestable *en septembre (voir lettre à Jacquemont du 24 décembre 1825 signée* Tempête). *L'édition de 1826 parut sans la préface. Romain Colomb comptait la donner dans son édition de 1854 (elle est annoncée dans le prospectus de Michel Lévy frères), puis il projeta, d'après une note de sa main consignée sur le manuscrit, de l'insérer dans le volume de* Mélanges *promis par le même prospectus ; mais ce volume ne parut pas à cette époque. Les* Mélanges d'art et de littérature, *publiés en 1867, ne la contiennent pas non plus.*

Le cinquième fragment est extrait du journal le Globe, *numéros des 2 et 8 octobre 1824; l'article, non signé, est intitulé : « Italie. Les Fantoccini à Rome. (Lettre.) » Le manuscrit a disparu ; confié au* Globe *pour l'impression, il n'a sans doute pas été rendu à l'auteur. La partie de l'article que nous reproduisons (les Marionnettes tragiques) a été également écartée par Stendhal de l'édition de 1826, et personne n'en avait plus parlé depuis.*

I

ANECDOTE DE GINA

Un homme fort riche, Zilietti [1], banquier de Milan, arrive un jour à Brescia : il vole à l'Opéra, il y voit une jeune femme d'une figure frappante. Il lui parle ; elle s'appelait Gina ; son mari était le coiffeur à la mode de Brescia. Ici la musique et l'amour font toute la conversation d'une duchesse comme de la femme de son coiffeur ; et, quand celle-ci a de l'esprit, la différence n'est pas fort grande. Il y a des fortunes différentes, mais il n'y a pas de *mœurs différentes*. Tous les Italiens parlent des mêmes choses, chacun suivant son esprit. C'est un des traits frappants de l'état moral de l'Italie : la conversation du plus grand seigneur et celle de son valet de chambre sont la même. C'est qu'une cour dédaigneuse ne s'est pas amusée pendant deux siècles à créer des mots ou des manières ignobles.

1. Note de Colomb sur le manuscrit : *Soreri, véritable nom.*

Zilietti, qui ne devait que passer à Brescia, s'y arrête trois jours ; le quatrième, il enlève la femme du coiffeur [1].

Il vit ici avec elle depuis seize ans ; elle est encore fort belle ; elle en a trente-cinq, et je lui ai été présenté ce soir dans sa loge, où pour la première fois de ma vie j'ai joué au *tarocco*.

Il y a six mois, son amant était malade, car, depuis deux ans, elle a un amant, Radaelli [2], ce charmant poète qui ressemble si peu à nos poètes de l'Académie et qui est maître de langue pour vivre. Zilietti, toujours amoureux à la folie, — après seize ans, notez bien, — est jaloux comme un tigre, et nullement par vanité ; il ne va plus dans le monde depuis seize ans qu'il aime Gina. Celle-ci, hors d'elle-même de savoir son amant en danger, se procure des habits d'homme, et, ne voulant pas se compromettre avec ses gens, invente de descendre de son balcon dans la rue, c'est un premier étage fort élevé *à l'italienne*. Elle descend par une échelle de corde, et, à deux heures du matin, elle va chez son amant habillée en homme. Celui-ci est ravi : il n'était triste de mourir que parce qu'il ne pouvait espérer de la voir encore une fois avant ce dernier moment [3]...

Certainement, rien au monde ne semblerait plus ridicule aux belles dames de Paris et de Londres, et moi qui admire une telle équipée, je m'attends bien à partager le ridicule.

Tout cela m'a été conté par un ami intime de Gina qui ce soir m'a présenté à elle. Je ne prétends pas approuver de telles mœurs, mais je suis attendri, exalté ; demain, il me sera impossible de ne pas approcher Gina avec respect ; mon cœur battra comme si je n'avais que vingt ans. Or voilà ce qui ne m'arrive plus à Paris ou à Londres.

1. Cette *femme de coiffeur* est devenue dans la rédaction définitive de 1826 la *femme d'un noble fort riche*. C'est là un exemple de ce que Mareste appelait d'un mot si juste : *la ducomanie*, qui était un des travers de Stendhal et qui paraissait, même aux contemporains, un tantinet ridicule.

2. *Malaspina*, dans la rédaction définitive de 1826.

3. Nous ne reproduisons dans ce fragment, ainsi que dans les deux suivants, que les passages qui diffèrent de la rédaction définitive de 1826.

II

LES MARIONNETTES DE ROME

Rome, le .....[1].

Il pleut à verse ; impossible de faire notre course au cirque de Caracalla, que M. Nystrom, cet homme d'esprit, Suédois, voulait bien nous démontrer. Je vais, mon cher ami, vous parler des *Marionnettes* : c'est une des choses les plus singulières que j'ai vues dans ce pays.

Il y a quinze jours, à cinq heures et demie, je sortais du café Ruspoli. Ce café, situé sur le *Corso*, le Bondstreet, la rue à la mode de Rome, se compose de huit salles magnifiques ornées de peintures à fresque sur les voûtes et de marbres antiques le long des murs. Dans la plupart de ces salles, les peintures se détachent sur un fond d'or. Elles ont de grandes portes-fenêtres qui ouvrent de plain-pied sur un jardin rempli d'orangers dont les oranges sont jaunes et prêtes à cueillir. Tout cela est magnifique, direz-vous. Hélas ! Tout cela est garni depuis dix ans de je ne sais combien de milliers de toiles d'araignée, qui portent le témoignage de la paresse des Romains, et de leur horreur pour le travail. Les gens du Nord, faibles, blonds, étiolés, ont horreur de ces toiles d'araignée ; elles leur cachent tout à fait la magnificence de ce palais, que dix laquais avec des balais rendraient fort propre en une demi-journée.

Je sortais donc avant-hier soir[2] de ces salles magnifiques et pourtant si choquantes pour nous qui sommes habitués à la propreté de Londres. Vis-à-vis le café, se trouve le palais *Fiano* : un homme à la porte d'une espèce de cave disait : *Entrate, o signori !...* (Entrez, entrez, Messieurs, voir la farce, ça va commencer.) J'entre en effet dans ce singulier spectacle pour la somme de vingt-huit centimes...

1. En marge sur le manuscrit, à l'encre : *Corrigé le 7 août* 1824. Titre raturé : *Lettres de Rome*, n° 1. *Les Marionnettes.*

2. Stendhal a oublié de corriger sur son manuscrit : *avant-hier soir*, et de le remplacer par : *il y a quinze jours*, comme il l'avait fait plus haut, au commencement du deuxième paragraphe.

Le peuple de Rome est peut-être celui de toute l'Europe qui aime le mieux la satire fine et mordante. Son esprit extrêmement fin saisit avec avidité et bonheur les allusions les plus éloignées. Ce qui le rend si fort au-dessus du peuple de Londres par exemple, c'est le désespoir. Accoutumés depuis longtemps à regarder leurs maux comme inévitables et interminables, les bourgeois de Rome ne se mettent point en colère contre le pape ou contre son ministre, ils ne désirent pas leur mort : ces ministres seraient remplacés par d'autres également méchants. Ce qu'il veut avant tout, c'est se moquer d'eux, rire à leurs dépens : de là les dialogues si célèbres en Europe de *Pasquin* et *Marforio*. L'on ne saurait rire aux dépens des puissants du jour dans les comédies qui passent à la censure la plus méticuleuse avant d'être représentées ; le *rire* s'est donc réfugié aux *Marionnettes*, qui jouent toujours des pièces improvisées. J'avais besoin, mon cher ami, de cette longue préface, faute de laquelle vous n'auriez pas manqué de vous écrier : « Mauvaise tête ! Esprit romanesque ! »

Je vous dirai donc, sans craindre vos plaisanteries, que j'ai passé une soirée délicieuse aux marionnettes du palais *Fiano*...

Vous avez à Londres la manière à la mode, pour un officier des gardes, de se promener dans Bondstreet ; ici, un jeune *monsignor* de grande maison, par exemple *monsignor Spada*, a une certaine manière de marcher et d'entrer dans un salon qui sur-le-champ fait deviner le rang qu'il occupe...

Les spectateurs s'écriaient à tous moments : *Brava la ciabattina!* On savait que cette cavatine était chantée dans la coulisse par la fille d'un savetier qui a une voix superbe et à qui l'*impresario* des marionnettes donne un écu (cinq francs soixante centimes) chaque soir pour chanter un air...

Cassandrino en un mot étale tous les ridicules d'un vieux garçon, nomme par des sobriquets tous les marchands à la mode de Rome, indique par ses gestes les fats célèbres ou l'étranger (et il y en a toujours un) qui par l'excès de ses ridicules parvient à se faire connaître du peuple de Rome. A chaque mot, il approche sa chaise de celle de la jeune fille. Mais une si agréable visite est interrompue par le jeune peintre, frère de la demoiselle, qui paraît avec des favoris énormes et

des cheveux bouclés fort longs : c'est ici le costume obligé des gens de génie ; je crois qu'il a été inventé par le peintre Bossi de Milan, un des charlatans les plus heureux de ces derniers temps [1]...

Celui-ci, resté seul avec sa sœur, lui dit : « Comment avez-vous l'imprudence de recevoir en tête à tête un homme qui ne peut pas vous épouser ! » Ce trait fort clair et qui désigne l'état de Cassandrino a été applaudi à tout rompre, apparemment par des maris vexés de voir des prêtres chez eux...

Voilà l'esquisse imparfaite d'une farce délicieuse qui constamment a fait rire les spectateurs à gorge déployée, ou leur a donné cette sorte de *rire intérieur* et contenu encore plus agréable...

III

LES MARIONNETTES SATIRIQUES DE NAPLES

Naples, le .....

Je vous ai parlé des marionnettes comiques, des marionnettes tragiques [2] ; il me reste une tâche bien plus difficile : c'est de vous décrire une représentation qui m'a fait un plaisir bien autrement vif.

Après un serment fort sérieux d'être à jamais discret, j'ai vu des *marionnettes satiriques*. Il faut savoir que j'ai retrouvé ici une famille de gens d'esprit, mes anciens amis, extrêmement dévots en apparence, mais au fond *carbonari* s'il en fut. Le résultat de la confiance qu'on a dans ma discrétion a été de me faire admettre à une comédie satirique, dans le goût de la *Mandragore* de Machiavel, jouée par des marionnettes. Dès les premières scènes, la pièce m'a rappelé le délicieux proverbe de Collé intitulé : *la Vérité dans le vin*. Mais ici il y a un feu, une vie dramatique, une énergie baroque dans les situations et dans le style, qui laisse bien loin les

1. Stendhal avait d'abord écrit : *C'est ici le costume obligé des gens de génie, qui cherchent à imiter lord Byron, dont la personne est fort populaire en Italie, depuis surtout qu'il est allé aider les Grecs de sa bourse et de sa personne.*

2. Pour les marionnettes tragiques, voir plus loin le fragment n° 5.

proverbes spirituels et fins, mais froids et décolorés, de Collé et Carmontelle.

La farce d'hier soir est intitulée : *Si fara si o no un Segretario di Stato?* (Aurons-nous un premier ministre?)

Le principal rôle est rempli par un non moindre personnage que Pie VII, le pape actuellement régnant, qui abhorre son *pro segretario di Stato* (son premier ministre *par interim*), le cardinal *della Rovere*[1], vieillard de quatre-vingt-deux ans, autrefois libertin fort adroit et grand séducteur de femmes, mais qui a presque tout à fait perdu la mémoire : ce qui ne laisse pas de produire un singulier effet dans la place de premier ministre...

J'ai remarqué avec plaisir que le manque de respect envers S. S. Pie VII se bornait à le faire paraître sur la scène. Le rôle qu'on lui prête n'est pas ridicule, j'oserais même dire que ce rôle est plus beau que nature. Ce prince, affaibli par l'âge, n'a plus de volonté : on retrouve au contraire quelques restes d'énergie dans la comédie dont le cadre (*l'ossatura*) a été fait par un abbé fort malin qui me semble l'amant d'une des maîtresses de la maison. Un abbé n'oublie jamais en Italie qu'il peut avoir un moment de fortune et devenir cardinal.

Ai-je besoin de vous rappeler que le cadre de la petite comédie est toujours convenu d'avance entre les acteurs, ou, pour mieux dire, entre les personnes qui doivent parler pour les marionnettes. Ce cadre est fixé dans la coulisse sur un pupitre éclairé par deux bougies. Il y a autant d'acteurs dans la coulisse parlant pour les marionnettes, qu'il y a de personnages dans la pièce.

L'actrice qui parle pour l'amoureuse de la comédie est toujours une jeune personne. Je me souviens qu'un jour à Rome, au théâtre du palais *Fiano*, je ne trouvai de place qu'au parterre, tout à fait près de la rampe. Malgré moi je voyais la jeune fille qui parlait pour l'amoureuse, et ce malheur détruisit sur-le-champ ce *faible degré d'illusion* nécessaire pour que le plaisir dramatique soit produit. Je sortis bien vite ; mais, avant que de quitter le théâtre, je remarquai les

1. On remarquera que, dans la rédaction définitive de 1826, Stendhal a supprimé les vrais noms propres, et y a substitué des noms de fantaisie.

gestes de la jeune fille parlant dans la coulisse : ils étaient aussi animés et bien plus naturels que si elle-même se fût trouvée en scène ; et je me souviens qu'elle déplorait la mort de son amant, et avec tant de naturel et de vérité, que trois ou quatre fois le public l'interrompit pour l'applaudir.

En général le dialogue improvisé des marionnettes est plein de naturel et riche d'inflexions, les acteurs parlent bien mieux que s'ils étaient eux-mêmes en scène : ils n'ont à s'occuper ni de leurs gestes ni de l'expression de leurs physionomies...

Ce genre de comédie, quand il ne tombe pas dans le plat défaut d'être méchant et trop satirique, mais quand il reste gai, naturel, comique, de bon ton, est suivant moi l'un des plaisirs les plus vifs que l'on puisse goûter dans les pays despotiques. Je voudrais qu'on introduisît ce genre de plaisir à Paris. Il serait plaisant, au sortir de l'audience d'un ministre, de retrouver Sa Grandeur avec sa toge sur un théâtre de marionnettes.

A propos de despotisme, j'ai oublié de dire à Rome que le premier acteur du théâtre de marionnettes du palais *Fiano* va régulièrement en prison trois ou quatre fois par an. Il paye les deux ou trois espions que la police entretient pour faire un rapport sur l'indécence de l'improvisation de chaque soir. Mais, au lieu de les payer après, il leur compte leur argent avant la représentation, et d'ordinaire les pauvres gens, à demi ivres, sont hors d'état de faire un rapport bien sévère. Ce qui caractérise bien un pays despotique, c'est qu'à Rome le directeur des marionnettes et son associé, le mécanicien qui les fabrique, soldent chaque soir toutes les dépenses du théâtre, comme s'il ne devait jamais rouvrir et se trouver fermer le lendemain. Ils se retirent chaque soir, m'a-t-on assuré, avec un bénéfice net de cinq écus (vingt-huit francs [1]).

1. En face de ce dernier paragraphe, sur le verso blanc du feuillet précédent du manuscrit, une multiplication de la main de Stendhal : 5,60 (valeur de l'écu) × 5 = 28 francs.

IV

PRÉFACE

Un libraire de Londres m'a fait l'honneur de donner une seconde édition de cette brochure. Car en vérité ce n'est pas un livre. L'auteur n'a pas même relu la plupart des notes sur lesquelles fut imprimée la première édition. En ce temps-là j'avais en horreur l'affectation, et j'étais bien résolu de ne pas mendier un succès littéraire à Paris auprès des journalistes. Je comptais ne jamais habiter cette capitale du monde qu'un mois tous les deux ans, pour voir les nouveautés dans les mœurs et au théâtre. Je pensais qu'on ne court la chance d'avoir quelque mérite qu'en étant soi-même, et que, pour réussir à Paris, il faut avant tout *être comme les autres*. J'avais en un mot toute la fierté d'un homme qui vient d'être heureux pendant six mois.

Dans cette troisième édition, je présente au public mon livre de notes à peu près complet ; en 1817, la prudence m'avait obligé à ne pas imprimer beaucoup de choses fort innocentes, et fort peu remarquables assurément, mais qui pouvaient nuire en Italie à des personnes qui m'étaient chères. Ces motifs n'existent plus. La société où l'on s'amuse, la société à la mode, change si fort en sept ans [1] !

Quel intérêt peut présenter aujourd'hui un portrait de l'Italie telle qu'elle était en 1817? — C'est la réponse que j'ai faite aux personnes qui avaient la bonté de m'engager à faire une nouvelle édition. « Tous les voyageurs ne peignent

1. Les ratures n'empêchent pas de lire la phrase primitive ainsi conçue : « *Hélas ! ces motifs n'existent plus. Le monde change si fort en sept ans, La plupart de mes amis sont morts en prison ou exilés, ou ne m'aiment plus.* » Stendhal avait en outre *piqué* la note suivante qui est restée inachevée : « *Le lecteur rencontrera peut-être ici avec quelque plaisir une phrase de Lord Byron. Ce grand poète m'écrivait le...* 1822... » Allusion sans doute à la lettre de Byron à Stendhal du 29 mai 1823, publiée par *le Globe* du 2 novembre 1824, reproduite par Romain Colomb, dans sa *Notice sur Beyle*, et où se trouve un passage concernant les amis disparus : « Tant de changements ont eu lieu depuis cette époque dans le cercle de Milan, que j'ose à peine en rappeler le souvenir... La mort, l'exil et les prisons autrichiennes ont séparé ceux que nous aimions... Le pauvre Pellico ! J'espère que, dans sa solitude cruelle, sa Muse le console quelquefois... pour nous charmer encore un jour, quand son poète sera rendu avec elle à la liberté. »

que les *choses* de l'Italie, les monuments, les sites, les aspects sublimes qu'y présente la nature. Vous, m'a-t-on dit, vous esquissez tant bien que mal les mœurs des habitants, la *société italienne*, cet ensemble d'habitudes singulières d'amour, de volupté, de solitude, de franchise, etc., qui laisse encore quelquefois échapper des grands hommes, un Canova, un Rossini. Tandis qu'en Angleterre et en France, l'affectation indispensable pour le *succès* et la *considération* change tous les artistes en *poupées*. La plupart des voyageurs français qui vont à Rome pour jouir de la belle Italie et se donner une année de délices, en reviennent mourant d'ennui, sans avoir adressé la parole à trois femmes de la société, et le plus beau moment de leur voyage est celui de leur rentrée au café Tortoni. »

Je n'ai pas changé vingt lignes à ces notes telles qu'elles furent écrites en 1817. J'étais heureux alors, et je ne respecte rien au monde comme *le bonheur*. Je ne ferai point d'excuses au public de lui présenter un mauvais livre. Après les deux pages que je viens d'écrire, le lecteur le plus étranger à ma manière de sentir doit savoir à quoi s'en tenir. Si ce livre ennuie, on ne le lira pas ; on voit bien que c'est comme s'il n'existait pas. Il y aurait *tromperie*, si j'avais des amis parmi les gens de lettres qui disposent des journaux. Mais jamais l'on ne m'a fait le plus petit article. Le libraire qui vend un volume intitulé *l'Amour* m'écrit la lettre suivante, que je reçois comme je corrige l'épreuve de cette page :

Paris, 3 avril 1824.

« Monsieur,

» Je désirerais bien être arrivé au moment où je devrais vous faire compte des bénéfices que j'espérais avoir sur votre ouvrage de *l'Amour*, mais je commence à croire que cette époque n'arrivera pas ; je n'ai pas vendu quarante exemplaires de ce livre, et je puis dire comme des *Poésies sacrées* de Pompignan : Sacrées elles sont, car personne n'y touche...

» J'ai l'honneur d'être, etc.

» F. MONGIE l'aîné,

» libraire. »

Mes ouvrages dussent-ils rester sacrés, comme le dit élégamment M. Mongie, cette circonstance funeste me semble moins humiliante que la nécessité d'aller dans le bureau du *Constitutionnel* solliciter un article. Je sais bien qu'en suivant ma méthode, l'on n'arrive guère à ce qu'on appelle ici de la gloire. Mais, si je voulais solliciter, j'irais à Rome demander une place de *monsignore* : c'est en vérité la seule que je désire. Malgré tout ce que le vulgaire dit et imprime sur l'Italie, un homme qui joue la comédie est aussi rare dans la société à Rome ou à Milan qu'un homme naturel et simple à Paris. Mais, dit-on, à Rome, on ne dit pas de mal de la religion : c'est comme ici un homme bien né ne prononce pas des mots grossiers dans un salon.

Vous croyez que l'Italien est un hypocrite consommé, toujours dissimulant, et c'est l'être le plus *naturel* de l'Europe et qui songe le moins à son voisin. Vous le croyez un conspirateur profond, l'être prudent par excellence, un Machiavel incarné : voyez la niaiserie enfantine des conspirateurs du Piémont et de Naples [1].

Montmorency, le 30 juillet 1824.

V

LES MARIONNETTES TRAGIQUES

Mon cher V***, vous insistez pour que je vous dise quelque chose de la *Ville éternelle*, que j'ai habitée pendant quelques mois; mais quelle partie de son bizarre aspect, moitié ant que, moitié moderne, pourrais-je choisir pour texte, qui n'ait été rebattue par les innombrables voyageurs de tout pays, de tout sexe, de toute condition, qui s'y sont succédé depuis dix ans? Rêvant au choix d'un sujet, comme je descendais le *Corso*, je fus tiré de mes idées par les vociférations d'un homme qui, à l'entrée d'une espèce de cave sous le palais *Fiano*, criait à tue-tête : « *Entrate, o signori*, etc. Entrez, Messieurs, entrez, on va commencer ! » J'entrai, et je trouvai

1. Suit une phrase barrée à l'encre : *Ils se sont laissé détruire* (?) *pour n'avoir pas osé dans le principe souiller leur cause en répandant le sang innocent.*

ce que je cherchais pour vous, un sujet encore vierge. En payant trente-huit centimes, je pus assister à un spectacle de marionnettes [1]...

Ce ne fut que trois jours après, que je pus trouver une soirée libre pour revoir mes chers *fantoccini* du palais *Fiano* ; mais alors la nature du spectacle avait changé du doux au grave, du plaisant au sévère. On nous donna tout simplement en prose une tragédie intitulée *Temisto*, et je crains presque de vous faire rire, en vous avançant que ce soir je pleurai presque autant que j'avais ri la première fois. Voici la tragédie de *Temisto*, qui produisit tant d'émotion, bien que représentée par des acteurs de douze pouces. L'action se passe en Grèce pendant la célébration des fêtes de Bacchus. Le roi Cresphonte fut d'abord marié à Temisto, dont il eut un fils, nommé Phlistène. Erista, femme aussi méchante que belle, ayant conçu une passion violente pour le roi, lui persuada que Temisto lui était infidèle ; bientôt après, la reine outragée disparut, et fut, par les intrigues d'Erista, vendue comme esclave à quelques Égyptiens, qui l'emmenèrent avec eux dans leur pays. Le roi alors épousa Erista. Dix ans après, Temisto revint d'Égypte sous un autre nom, et comme elle était profondément versée dans les mystères mythologiques de cette contrée, elle fut élevée à la dignité de grande-prêtresse de Bacchus, et devint confidente de la méchante reine Erista. Cette exposition, qui pourra vous paraître longue à la lecture, fut improvisée d'une manière claire et rapide aux *fantoccini* : le style avait du naturel et du mouvement. A la vérité, l'histoire était légèrement altérée, et on voyait bien que c'était un Italien du XIXe siècle, et non un Grec des temps héroïques, qui parlait ; mais ce défaut était compensé par l'extrême vivacité du dialogue, qui devint quelquefois si pressé, que les interlocuteurs s'interrompaient l'un l'autre, sur quoi une salve d'applaudissements éclatait dans l'assemblée. A l'ouverture de la tragédie, la reine Erista veut assassiner Phlistène, et, dans ce dessein, elle s'adresse à la grande-prêtresse de Bacchus, qu'elle charge de l'exécution du meurtre, comme pouvant aisément

1. Suit, dans *le Globe*, l'analyse de *Cassandrino, élève en peinture* et du *Puits enchanté*, texte à peu près semblable à celui qui figure dans l'édition de 1826 de *Rome, Naples et Florence*.

l'accomplir au milieu de la licence des Bacchanales. Temisto, quoique saisie d'horreur à la proposition de détruire son propre fils, feint d'y consentir, de peur que la reine ne confie cette exécution à d'autres mains. Il serait trop long de suivre en détail le développement de cette tragédie. Le fond du sujet et la manière dont l'action se noue m'ont rappelé la *Mérope* de Voltaire. J'ajouterai seulement que, dans la dernière scène, l'émotion des spectateurs fut portée à son comble, et que j'ai vu rarement, pour ne pas dire jamais, couler des larmes aussi vraies et aussi abondantes à une représentation tragique donnée par des acteurs de chair et d'os.

Après vous avoir parlé des *fantoccini* tragiques et comiques, je terminerai cette lettre, beaucoup trop longue, par quelques mots sur les *fantoccini* satiriques. Ayant rencontré ici une charmante famille que j'avais intimement connue à Naples, sous le règne de Murat, je fus invité à une représentation particulière d'une comédie satirique dans le genre de la *Mandragora* de Machiavel. Dans cette pièce, les mœurs actuelles de quelques grands de Rome sont retracées avec une fidélité étonnante. Dès la première scène, on se rappelle les proverbes français de Carmontelle, et l'admirable vérité avec laquelle cet écrivain, trop peu apprécié, a peint les mœurs des Français sous Louis XVI. La pièce que je vis dans cette circonstance avait pour titre : *Fera-t-on ou non un Secrétaire d'État*[1]?...

J'oubliais de vous dire que le principal acteur, ou, pour parler plus justement, le principal orateur du palais *Fiano*, va régulièrement trois ou quatre fois par an en prison pour quelque atteinte aux bienséances morales ou politiques qui lui échappe dans la chaleur de l'improvisation. Il y serait encore plus souvent envoyé, sans le directeur, qui a soin de payer les deux ou trois espions chargés par la police de surveiller les représentations des *fantoccini*, et de rapporter les indiscrétions impromptues dont ils peuvent se rendre coupables. Ce directeur, homme sage dans son espèce, au lieu de graisser la patte à ces argus après la représentation, le fait d'avance,

1. Suit, dans *le Globe*, l'analyse de la pièce, à peu près semblable à la rédaction définitive de 1826.

en sorte qu'ils sont généralement à moitié ivres au lever de la toile. Une autre circonstance non moins curieuse, c'est que le directeur de ce théâtre et son associé, qui est un charpentier, font chaque nuit leurs comptes, et satisfont à toutes les demandes, comme si l'entreprise était finie. Je me suis laissé dire que leur profit net, une soirée dans l'autre, était d'environ quarante francs à chaque représentation. Girolemo, directeur du théâtre des *fantoccini* à Milan, est mort il y a peu de temps, après avoir amassé une fortune de trois cent mille francs ; il est vrai qu'il la dut en grande partie à l'excellence de ses ballets. Il eût fallu voir, pour y croire, le degré de grâce et de moelleux qu'il savait donner aux ronds de jambes et aux entrechats de ses petits figurants de bois. Il n'était pas rare d'entendre dire à Milan que la première marionnette de Girolemo valait mieux que le premier danseur de la *Scala*. Le principal personnage comique des pièces de Girolemo n'était pas, comme à Rome, Cassandrino. Dans un pays où le gouvernement n'est pas exclusivement entre les mains des célibataires, un pareil caractère eût manqué de sel. Granduja, personnage comique inventé par Girolemo, est un valet piémontais qui, étonné des mœurs et des usages du bon peuple de Milan, fait là-dessus les plus drôles observations dans le patois de son pays. Il y a quelque gaieté dans l'idée d'un tel personnage qui, surpris de tout ce qu'il voit, en demande la raison, ou se l'explique à lui-même par les suppositions les plus burlesques et les plus caustiques. Les Italiens aiment beaucoup dans leurs comédies impromptues ces caractères invariables, dont les habitudes sont de tradition et connus d'avance. Ils épargnent l'ennui d'une exposition ou d'une explication : de là la vogue d'Arlequin, de Pantalon, de Brighella, et il paraîtrait d'après quelques découvertes faites dernièrement à Naples, que des personnages semblables étaient employés dans les pièces atellanes qu'on jouait avant et sous les Romains, à Capoue et dans les villes voisines. Les *fantoccini* sont une ressource unique pour la comédie satirique. J'ai entendu parler d'une comédie de ce genre, jouée dernièrement à Naples, et qui était d'une nature si dangereuse, que les acteurs et le public ne faisaient en tout que six personnes, dont trois spectateurs. A la seconde représentation, les spec-

tateurs changèrent de rôles avec les acteurs, afin que ceux-ci pussent s'amuser à leur tour, etc. [1].

Les fragments I, II et III constituent, en somme, le premier jet *de morceaux imprimés plus tard ; c'est à ce titre que nous les avons reproduits. Ils fourniront aux lettrés un exemple curieux de la méthode de travail et de rédaction de Stendhal.*

Quant à la préface, dont on doit s'étonner qu'elle n'ait pas été publiée plus tôt, elle est intéressante à plus d'un titre; on remarquera surtout que Stendhal y cite in extenso *la lettre du libraire Mongie, qui contient le fameux mot sur le livre de* l'Amour, *mot que tout le monde répétait depuis bientôt cent ans, et dont on ignorait l'origine. On sent que notre auteur a été sensible à la nuance insolente de cette lettre, et il réussit, en quelques mots, à faire partager à ses lecteurs sa juste rancœur. Les nombreuses éditions et traductions de* l'Amour *ont aujourd'hui vengé Stendhal de la raillerie* commerciale *de Mongie.*

DANIEL MULLER

1. L'article du *Globe* se termine par cet *etc.*, peu élégant ; sans doute le rédacteur en chef a coupé la fin de l'article.

HOCHE ET LA RÉPUBLIQUE RHÉNANE

Pendant la Révolution française, il y eut des projets de République rhénane. Un de ces projets reçut un commencement de réalisation à l'époque du Directoire exécutif et sous les auspices du général Hoche. Au moment où une République rhénane vient de s'établir, il n'est pas sans intérêt de rappeler ces précédents, qui ont déjà été racontés en 1882 par Alfred Rambaud dans son livre : *les Français sur le Rhin*; en 1915 par M. Georges Lote, dans la *Revue des Études napoléoniennes*, et, l'an dernier, avec beaucoup d'ampleur et de précision, par M. Sagnac, sous ce titre : *Le Rhin français sous la Révolution et l'Empire*. Je vais résumer les résultats de leurs recherches, mais en y ajoutant ceux de mes propres recherches au ministère de la Guerre.

I

Lors de la première conquête française, au temps de Custine (1792-1793), la République rhénane qu'on vit alors apparaître disparut aussitôt.

On sait qu'une Convention nationale rhéno-germanique (c'est le nom qu'elle prit), élue par les Rhénans, se réunit le

17 mars 1793, à Mayence, dans la salle des chevaliers de l'Hôtel de l'Ordre Teutonique. Ses chefs étaient d'ardents républicains francophiles : Forster, Hofmann, Wedekind, Dorsch, Metternich. Sur leur initiative, l'Assemblée décréta, le lendemain 18, que, « dès à présent, toute l'étendue du pays entre Landau et Bingen inclusivement, dont les représentants constituent la présente Convention, ne fera plus qu'un État libre, indépendant, indivisible, et soumis à des lois communes à tous et fondées sur les principes de la liberté et de l'égalité ». Comme, d'autre part, la Convention rhéno-germanique ne se contentait pas de rompre le lien avec l'Empereur et l'Empire, mais déclarait déchus tous les ci-devant souverains du pays, petits ou grands, c'était ou il semblait que ce fût la République rhénane.

Mais ni les Rhénans ni les Français ne songeaient sérieusement à établir, alors, un État indépendant.

On le vit bien par l'accueil enthousiaste qui fut fait au général Custine, à son état-major, aux représentants en mission Haussmann, Merlin (de Thionville), Reubell et Simond, quand, à peine le décret rendu, ils entrèrent dans la salle de séances pour féliciter les conventionnels rhéno-germains. Custine assura que la France serait victorieuse. Hofmann remercia les Français qui mettaient leur force de géants au service des faibles Rhénans. On s'embrassa avec des cris de joie, au bruit du canon et au son de la musique militaire qui jouait la *Marseillaise* et le *Ça ira*[1].

Le lendemain, la Convention rhéno-germanique commença à discuter les trois hypothèses : république indépendante? république protégée? incorporation à la France?

Les orateurs semblent avoir été unanimes à demander l'incorporation, au moins provisoire. Ni l'indépendance ni même une alliance n'auraient pu préserver les Rhénans du retour et de la vengeance de leurs anciens tyrans. Forster entraîna l'unanimité par un discours très vif, et fit voter ce décret : « La Convention nationale rhéno-germanique, considérant que ce n'est qu'à la République française et à ses armes victorieuses que l'État naissant du pays situé sur la rive

1. Voir A. Chuquet, *Mayence*, p. 122.

gauche du Rhin entre Landau et Bingen doit son indépendance décrétée le 18 mars 1793; que les liens de l'amitié, de la reconnaissance et des avantages réciproques invitent les deux nations à une réunion fraternelle et indissoluble, décrète à l'unanimité que le peuple rhéno-germanique libre veut l'incorporation à la République française et la lui demande; qu'il sera nommé une députation, prise dans le sein de la Convention nationale rhéno-germanique, à l'effet de manifester ce vœu à la Convention nationale de France. »

De même et récemment, les Savoisiens, par l'organe de leur « Convention nationale des Allobroges », et les Niçois, par l'organe de leur « Convention nationale des colons phocéens », n'avaient proclamé leur indépendance que pour s'incorporer aussitôt à la France.

Les trois commissaires nommés furent Forster, Potocki et ce magnanime Adam Lux qui, plus tard, s'éprit de Chartotte Corday au point de mourir pour elle. Ils emportèrent une adresse signée de quatre-vingt-dix députés, représentant autant de villes et communes. Solennellement accueillis par la Convention nationale de France le 30 mars 1793, Forster déclara en leur nom que les « Allemands libres » demandaient la réunion à la France et étaient « ambitieux de partager la gloire qui attend le nom français ». Le président, qui était Jean de Bry, embrassa les trois Mayençais. Séance tenante, la Convention décréta qu'elle acceptait, « au nom du peuple français, ce vœu librement émis », et, en conséquence, décréta que les villes et communes de Mayence, Worms, Dürkheim, Grünstadt, Fussgönheim, etc., « font partie intégrante de la République ».

Mais ce beau décret resta lettre morte. La République rhénane n'avait fait que paraître et disparaître. Il en fut de même de cette Rhénanie déclarée province française. Battus, nos généraux durent évacuer le pays. Mayence, assiégée, finit par capituler. Toute cette région de la rive gauche du Rhin retomba sous le joug de ses anciens maîtres.

II

Ce ne fut pas pour longtemps.

Dès l'été de 1794, voilà l'ennemi chassé de France, et, après la victoire de Fleurus, voilà la Belgique, voilà le pays rhénan qui retombent en notre possession.

Le Rhin formera-t-il, par une annexion générale, la frontière naturelle et nécessaire de la France, cette frontière jadis proclamée à la tribune par Danton? Aux débuts de cette seconde occupation, ce sont plutôt les idées de modération qui l'emportent, et Carnot est le principal interprète de ceux qui, en fait de frontière, se contenteraient de la Meuse.

Ce n'est plus le système de fraternisation enthousiaste qu'on avait appliqué à la fin de l'année 1792, conformément au décret du 19 novembre de la même année, qui assurait notre aide à tout peuple décidé à secouer le joug de ses maîtres, et au décret du 15 décembre suivant, qui organisait le Révolution dans les pays où nous entrerions. Ces décrets avaient été révoqués par le décret dantonien du 13 avril 1793, où la Convention déclarait qu'elle ne s'immiscerait pas dans les affaires des autres peuples. Le second Comité de salut public revint à la politique militaire de l'ancien régime, et, le 15 septembre 1793, par l'organe de Jeanbon Saint-André, il obtint de la Convention un décret par lequel elle désavouait tout le système de propagande et de fraternisation. Aucun historien, je crois, ne l'a rapporté. Le voici : « La Convention nationale, après avoir entendu le Comité de salut public, décrète que les généraux commandant les armées de terre et de mer de la République, renonçant désormais à toute idée philanthropique adoptée par le peuple français dans la vue de faire sentir aux nations étrangères le prix et les avantages de la liberté, se conduiront envers les ennemis de la France de la même manière que les puissances coalisées se conduisent à son égard, et exerceront à l'égard des pays et des individus subjugués par leurs armes les droits ordinaires de la guerre. »

Le surlendemain, le Comité prit un arrêté en conséquence,

où il était dit que, quand les troupes de la République entreraient en territoire ennemi, les généraux prendraient des otages, lèveraient des contributions, vivraient sur le pays, feraient « prendre et passer sur les derrières de l'armée les vivres, fourrages, bestiaux, chevaux, cordes, fers, chanvres, toiles, cuivre, étoffes, laines et toute espèce de hardes, charbon, bois de chauffage, et tous les objets qui ne seraient pas d'une nécessité indispensable pour le moment et qui pourraient leur être utiles par la suite », saisiraient l'argenterie des églises, les fonds appartenant au fisc, toutes les propriétés publiques transportables, feraient raser les forteresses, combler les puits, détruire les ponts, canaux, écluses, dépaver les chemins.

Quand ce décret fut rendu et quand cet arrêté fut pris, la France était envahie. Mais nous voilà victorieux et envahisseurs. Ces dures mesures seront-elles effectivement appliquées? Oui et non. Oui, en ce sens que nos généraux purent tâcher et tâchèrent de vivre sur le pays, avec plus ou moins d'exactions. Non, en ce sens qu'on ne renonça pas « à toute idée philanthropique », comme le voulait le décret, ni surtout à toute idée de propagande. Ainsi, quand nos armées envahirent l'Espagne, soit à l'Est, soit à l'Ouest, nous fraternisâmes avec les Espagnols.

Que se passa-t-il dans le pays rhénan?

Ce fut l'arbitraire, tantôt un arbitraire doux, tantôt un arbitraire violent, qui nous aliéna pour un temps le cœur des Rhénans.

Je ne ferai même pas une esquisse de l'histoire de cette occupation; car, si bref que je pusse être, il me faudrait beaucoup de place.

Je rappellerai seulement qu'au début, ce fut un régime mixte, militaire et civil. Il y avait les généraux commandant en chef l'armée de Sambre-et-Meuse (Jourdan) et l'armée de Rhin-et-Moselle (Moreau). Il y avait les représentants en mission, dont le plus actif était Merlin (de Thionville). Une administration centrale fut établie à Aix-la-Chapelle. Les membres étaient tous des Français. Le pays fut divisé d'abord en sept districts, administrés par des Rhénans. L'armée manquait de tout. On réquisitionna durement. On se fit presque haïr. Rien ne marchait. Tyrannie et anarchie.

Le Directoire exécutif changea cette organisation. Il supprima l'administration centrale et les administrations de district. Il les remplaça par deux directions générales, qui siégèrent l'une à Aix-la-Chapelle (devenue *Aix-Libre*), pour les pays entre Meuse et Rhin, l'autre à Coblentz, pour les pays entre Rhin et Moselle. Les deux directeurs furent des Français. Ils eurent sous leurs ordres les municipalités, qu'on épura.

Les choses ne marchèrent pas mieux. Nos soldats et les habitants, ceux-là déguenillés et ayant faim, ceux-ci écrasés de réquisitions, ne firent que gémir. « L'armée de Sambre-et-Meuse, dit un contemporain, qui avait conquis un territoire presque aussi grand que la France, était accablée de la plus affreuse misère. Les peuples vaincus avaient été dépouillés, et les vainqueurs languissaient dans le besoin, avilis et méprisés par une foule de fournisseurs et de commissaires du Directoire qui administraient les pays conquis. Ces hommes étalaient le luxe aux yeux du soldat, qui mourait sans secours dans les hôpitaux [1]... »

C'est pour remédier à cette situation désastreuse que le Directoire exécutif s'adressa à Hoche.

III

Les deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle avaient été réunies sous le commandement de Moreau. Le Directoire les sépara de nouveau. Par arrêté du 5 pluviôse an V, il nomma Hoche commandant de l'armée de Sambre-et-Meuse, en maintenant Moreau à la tête de l'armée de Rhin-et-Moselle. Puis, il chargea Hoche d'administrer les pays entre Meuse et Rhin, c'est-à-dire ceux qu'occupait son armée, et aussi les pays entre Rhin et Moselle, c'est-à-dire ceux qu'occupait l'armée de Moreau. Celui-ci n'accepta pas volontiers cette étrange situation, puis il se soumit civiquement.

Avant de quitter Paris, Hoche écrivit au Directoire, à la

1. *Histoire du général Hoche*, Paris, 1809, in-12.

date du 14 pluviôse an V, une lettre qui se trouve aux archives historiques de la Guerre et que je crois inédite. Elle fait bien connaître et la situation du pays rhénan et le programme de Hoche, ce programme dont l'application favorisa l'idée d'une République rhénane.

Hoche y résumait les plaintes générales. « Toute l'armée, disait-il, accuse hautement les administrateurs de l'affreuse disette qu'elle éprouve, sinon au sein de l'abondance, du moins dans un pays qui n'est pas absolument dépourvu. Ne conviendrait-il pas de supprimer ces administrations qui, en admettant qu'elles soient composées des plus honnêtes gens du globe, coûtent infiniment et ne sont de presque aucune utilité, la plupart des commissaires ignorant la langue du pays, et, comme étrangers, n'ayant aucune connaissance de ses productions ni des fortunes particulières de ses habitants. N'est-il pas à craindre, d'ailleurs, que les commissaires, dont les mœurs, les goûts et les usages ne peuvent être les mêmes que ceux des habitants des rives du Rhin, ne dégoûtent ces derniers de la Révolution française et du gouvernement républicain par une exagération mal entendue et de faux principes politiques ou administratifs? Ne serait-il pas plus convenable et utile de rendre aux habitants des pays occupés par l'armée de Sambre-et-Meuse leurs administrations naturelles, les baillis, et aux biens ecclésiastiques leurs chapitres? L'économie semble réclamer cette mesure, que la politique ne désavoue pas. Qui assurera qu'elle n'attirera pas à la République les cœurs aliénés par les brusqueries et les fautes des administrateurs français?... »

Hoche croit qu'une administration de gens du pays sera plus fructueuse pour nous : « L'expérience a prouvé, dit-il, que tel chapitre administré par ses moines nourrissait dix mille hommes et qu'à peine aujourd'hui peut-il fournir à la subsistance de six ou huit cents. L'abbaye de Closterback, près Coblentz, est dans ce cas, et qu'on ne dise pas que ce changement doive être attribué à la présence continuelle des armées, à l'épuisement : la manière vicieuse d'administrer est seule la cause. Qu'on consulte à cet égard les hommes éclairés de l'armée, Jourdan, Kléber, Lefebvre, etc., etc. Il paraît donc convenable de rendre à ce pays ses administrations,

ses tribunaux civils, ses magistrats et ses usages ; c'est au commissaire ordonnateur en chef ou à ses subordonnés à faire, sous la surveillance du général en chef, les demandes de grains, bestiaux et généralement toutes celles dont l'obtention peut être utile aux défenseurs de l'État. »

Mais ne serait-ce pas une réaction? Non, répond Hoche. « L'expérience doit nous avoir corrigés de notre manie de vouloir municipaliser l'Europe. Je nie au surplus que les habitants puissent nous haïr plus qu'ils ne le font et en supposant que la paix nous laisse strictement la rive gauche du Rhin pour limite, je doute qu'on doive établir dans le Palatinat, le Hundsruck, l'archevêché de Trêves, le duché de Berg, etc., le régime constitutionnel. On ne devient pas républicain en un jour ; et ceux qui achètent la liberté aussi cher l'aiment rarement, lorsque sous un maître ils ont été habitués à ne pas payer d'impôts, ou au moins fort peu. Avant donc de savoir si nos opinions peuvent devenir celles des Germains, de qui la nature nous a faits si différents, faisons la guerre à leurs dépens, puisque leur souverain actuel nous y contraint. Vous ne faites d'ailleurs pas de pas rétrogrades. Lorsque vous voudrez introduire nos lois dans le pays conquis, ce qui ne sera peut-être qu'à la paix, il sera temps d'y envoyer des commissaires : comme ils n'auront rien à demander, nul doute qu'ils ne réussissent s'ils se comportent sagement [1]. »

Le Directoire entra dans les vues de Hoche. Il l'autorisa à supprimer les administrations existantes et à en créer une nouvelle. Le ministre de la Guerre lui écrivit, le 18 ventôse an V : « Je ne doute pas que vous ne confiiez cette adminis-

1. Hoche termine cette lettre par des vues de politique extérieure. Pour décider le roi de Prusse à se joindre à nous contre nos ennemis, il propose de faire à son ambition d'énormes concessions. Accordons-lui « ce qu'il désire avec ardeur, une province dont Erlangen serait le centre et qui comprendrait Wurtzbourg, Amberg, Bamberg, Nuremberg, Schweinfurt et peut-être Francfort ». A l'objection que ce serait agrandir bien considérablement le roi de Prusse, il répond : « Que vous importe? Pensez-vous que la maison d'Autriche puisse jamais consentir à cet arrangement, dont après tout le roi de Prusse a dû peser les conséquences? Votre but est la paix continentale. Vous l'obtenez, si votre allié prend les armes un seul moment, et vous vous débarrassez pour longtemps de l'inquiétude de le voir renouer avec l'Angleterre, qui n'économisera rien pour la continuation de la guerre et vous susciter de nouveaux ennemis. » On le voit : Hoche était un politique plus réaliste que sentimental.

tration, ainsi que vous l'annoncez, à des hommes purs, capables et modérés, qui augmentent les produits, les obtiennent sans vexations et en rendent un compte fidèle. Il me semble que le plus sûr moyen de rendre la répartition des contributions plus juste, moins désagréable pour les imposés et exempte des concessions qui aliènent les peuples conquis et déshonorent le nom français, est de confier cette répartition, autant qu'il sera possible, aux propres magistrats du pays. Il n'est pas naturel qu'ils se permettent envers leurs concitoyens les exactions et les injustices qu'ont pu commetre des agents étrangers qui ne faisaient dans le pays qu'un séjour momentané. Par ce moyen, les fonctions des agents immédiats du gouvernement se borneront à stimuler le zèle de ces magistrats et à surveiller l'exacte rentrée des contributions. » En ventôse an V (mars 1795), Hoche prit deux arrêtés de réorganisation, l'un pour les provinces prussiennes de la rive gauche du Rhin, l'autre pour le reste du pays. On peut dire que l'ancien régime était rétabli dans plusieurs formes de ses institutions et dans une partie de son personnel, aux points de vue administratif, municipal, judiciaire, ecclésiastique, avec les anciennes dénominations. Le clergé était partiellement laissé ou remis en possession de ses biens, avec la dîme. A la place des deux directions, il était créé une Commission intermédiaire unique, composée de cinq Français, et présidée par Shée, homme capable, intègre, sachant l'allemand. Elle siégeait à Bonn, et avait sous ses ordres six districts, administrés par des fonctionnaires rhénans d'ancien régime. Près de chacun de ces districts, un fonctionnaire français, sachant l'allemand, exerçait des fonctions analogues à celles qu'exercaient en France les commissaires du Directoire exécutif près les administrations de département et de canton.

IV

J'ai trouvé aux archives historiques de la Guerre, dans les souvenirs manuscrits du commissaire ordonnateur Pigeon, le texte des premières instructions que Hoche donna à la

Commission intermédiaire. Il lui définit ses fonctions et il lui trace ses devoirs, avec sa précision lumineuse. Pour le moment, il ne s'agit ni d'une politique d'autonomie, ni d'une politique d'annexion, mais seulement de faire l'éducation civique des habitants. Ce ne sont pas les termes qu'il emploie, mais c'est l'esprit de son discours. Quand un fonctionnaire public viendra à manquer, là où il n'était pas élu, la Commission nommera son successeur, qui sera toujours un homme du pays présenté par les autres magistrats. « Dans les villes libres, ajoute-t-il, vous devez faire procéder au remplacement par la voie du choix du peuple, et il est à remarquer que, sans prétendre faire de ce pays une République séparée, ou de nouveaux départements réunis, nous devons augmenter, par tous les moyens qui sont en notre puissance, l'esprit de liberté qui commence à germer dans ces contrées, et dont sont fortement animées les villes de Cologne et d'Aix-la-Chapelle, dont les constitutions sont vraiment democratiques. Vous ferez donc bien de publier de temps en temps de bons écrits, dont la rédaction soit à portée des campagnes. Notre Constitution actuelle est sans doute le meilleur choix que l'on puisse faire, mais la traduction doit être soigneusement traitée. »

Toutes ces vues sont inspirées sans doute par une pensée politique, mais aussi par des nécessités positives et immédiates, par le sentiment des besoins pressants de l'armée. C'est du pays même que le général est obligé de tirer de quoi la faire vivre. Or le pays paiera bien mieux, s'il est content ou rassuré.

Plus va, plus Hoche associe les administrations indigènes à la gestion financière.

Par arrêté du 28 ventôse an V, il avait passé un traité avec le citoyen Durbach pour la régie et la perception des domaines et contributions. Le 16 prairial suivant (4 juin 1797), il résilia ce traité, pour confier cette régie et perception aux vieilles autorités appelées Régences et Sénats, sauf pour les biens du clergé, puisque le clergé les récupérait. Mais Hoche profitait de la concession qu'il faisait ainsi pour élever de huit millions à douze une contribution tant en numéraire qu'en denrées, qu'il avait établie par un arrêté du 10 du même

mois. Il était convaincu que, de la sorte, la contribution de douze millions, perçue par les habitants eux-mêmes, leur serait moins dure que si elle avait été perçue par des agents français, et que, par conséquent, elle rentrerait mieux.

Si on voulait étudier à fond et sur documents originaux l'histoire de l'administration de Hoche, tant financière qu'à tous points de vue, il ne faudrait pas seulement lire, aux archives historiques de notre ministère de la Guerre, ce qui concerne les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, il faudrait explorer le fonds de la commission intermédiaire aux archives d'État de Coblentz. M. le général Mangin a eu l'heureuse idée de le faire inventorier, et ce que j'ai pu voir de cet inventaire m'a montré l'intérêt de ce fonds. Le général songe, m'assure-t-on, à faire copier ceux de ces documents qui ne font pas double emploi avec les documents du ministère. Les historiens lui en seront reconnaissants.

Je me borne aujourd'hui à indiquer quelques traits qui expliquent comment l'idée d'une République rhénane fut favorisée par le système d'administration bienveillante et, pour ainsi dire, conservatrice que suivit le général Hoche dans le pays rhénan.

Sa fiscalité, habilement déguisée sous les anciens usages du pays et appliquée par le vieux personnel indigène, parut presque douce, par rapport aux nouveautés violentes et arbitraires de l'administration précédente, et elle fut bien plus productive.

Une certaine liberté de la presse fut accordée.

Pour la religion, Hoche, qui avait, comme l'a justement remarqué M. Sagnac, l'expérience de la Vendée, se montra très prudent. Il laissa subsister provisoirement, dans ce pays foncièrement catholique, les ordres religieux. Il donna aux curés des pensions convenables.

Ces ménagements n'allèrent pas jusqu'à permettre l'intolérance. Il n'aimait pas les juifs. Il écrivait à Shée « qu'ils ne méritaient nulle part le titre de citoyen », et cependant il approuva un arrêté par lequel la Commission intermédiaire leur accordait les droits civiques.

Quant aux protestants, jusqu'alors persécutés par les catholiques, il prit lui-même l'initiative de leur appliquer

le principe de la liberté religieuse. Ainsi il brisa la résistance du Sénat de Cologne, qui faisait des difficultés à leur accorder un temple.

Il rouvrit l'Université de Bonn.

Il donna généralement une impression de justice et de bonté, en même temps qu'une impression de force et de talent. On l'admira et on l'aima. D'autre part, les Rhénans acquéraient sous lui le sentiment de leurs intérêts communs, une conscience nationale, plus rhénane qu'allemande. Tout ce que faisait Hoche préparait un état de choses, à la fois matériel et moral, d'où une république indépendante semblait pouvoir sortir bientôt.

V

On a dit que, quand les Rhénans apprirent qu'aux préliminaires de Léoben, Bonaparte semblait avoir renoncé, au nom de la France, à la limite du Rhin, ceux des habitants du pays qui s'étaient compromis pour nous eurent peur que les armées françaises, par une brusque retraite, ne les abandonnassent sans défense à la vengeance de leurs anciens maîtres, comme en 1793. C'est pour cela qu'ils auraient voulu s'organiser en République indépendante, afin de tâcher de se défendre eux-mêmes.

Il est possible, probable même, que la nouvelle des tractations faites par Bonaparte avec l'Autriche ait fortifié, développé chez les Rhénans le désir de former une République indépendante. Hais ce désir existait déjà.

Les préliminaires de Léoben sont du 29 germinal en V (18 avril 1797). Or Hoche écrivait au Directoire exécutif dès le 17 germinal (6 avril) pour lui dire que l'état de république indépendante avait les préférences des Rhénans. Quoique cette lettre ait été publiée (par M. Chuquet), on la connaît peu. Hoche y disait que, par ses instructions à la Commission intermédiaire, il s'était proposé « de rapprocher le plus possible les habitants du pays conquis des idées de liberté et des principes de la Révolution française », — ce qui était un peu exagéré : on a vu son opportunisme presque conservateur. Il disait ensuite :

« Il est intéressant que je connaisse l'opinion du Directoire sur cet article. Verrait-il avec plaisir ces peuples se réunir pour former une république indépendante? Son dessein serait-il de les réunir à la France, si ce vœu, formellement exprimé par les habitants, était appuyé par des succès sur la rive droite du Rhin? La première de ces propositions serait sans doute adoptée avec plus de plaisir par les habitants : reste à savoir ce que peuvent commander nos intérêts. Ici où toutes les démarches sont le fruit de la réflexion, l'enthousiaisme ne peut rien. Il faut nécessairement commander par l'estime si l'on peut obtenir de bons résultats. Quelle que soit l'opinion du Directoire, elle sera la règle de ma conduite, et je m'empresserai de seconder ses vues. »

Le Directoire répondit à Hoche sans retard, c'est-à-dire le 24 du même mois (13 avril), et cette réponse est importante pour notre sujet : « Nous sommes satisfaits, disaient les Directeurs, de la direction que vous donnez à l'esprit de ses habitants (les habitants du pays qui borde la rive gauche du Rhin) vers la liberté. Mais ils ne paraissent pas susceptibles de devenir en ce moment citoyens français par la réunion de leur territoire à celui de la République. Ils seraient plutôt propres à former une République séparée, et c'est sous ce point de vue qu'il est utile de les faire aspirer à un nouvel ordre de choses. Nous ne pensons pas, au reste, qu'ils puissent former de quelque temps encore un État indépendant ; mais si le progrès des lumières et le rapprochement des intérêts dans les divers bailliages vous paraissent tels qu'on pût leur appliquer le régime intérieur de la République, nous vous autorisons à l'y introduire sous le titre de règlement qui doit émaner de vous seul. En leur donnant toutefois notre Constitution, nous ne prétendons pas nous priver de nos droits de conquête. Nous venons d'adopter cette mesure pour le pays conquis en Italie, où toutes les institutions françaises, à l'exception du Corps législatif, seront mises en activité, l'exercice de la puissance législative étant réservé au général en chef. Nous réunissons ainsi le double avantage de former ces peuples au régime de la liberté, et d'ôter, par cet acte d'autorité, tout prétexte aux vengeances de l'ennemi contre ceux qui auraient embrassé nos principes, dans le cas où ils rentreraient sous

sa domination par l'événement de la paix dont on ne peut prévoir les conditions. » Conclusion : « Méditez, citoyen général, les vues que renferme cette lettre. Entourez-vous de tous les renseignements les plus étendus et les plus fidèles, afin que votre détermination soit à la fois conforme à tous les intérêts qu'elle doit concilier.

» *Signé :* CARNOT, L.-M. REVELLIÈRE-LEPEAUX, BARRAS »

L'établissement d'une République rhénane fut donc proposé nettement par Hoche et adopté non moins nettement par le Directoire exécutif (sans doute malgré un des Directeurs, l'annexioniste, Reubell). On y vit l'accord des vœux des habitants avec les intérêts de la France. Ces vœux ne furent pas sollicités, provoqués : la bienveillante administration de Hoche donna aux Rhénans le goût de l'indépendance et leur en inspira le désir.

Quoique Hoche eût rétabli quelques formes de l'ancien régime, ce n'est pas des conservateurs rhénans que vint l'initiative de fonder un État indépendant, mais au contraire des républicains de 1792, ces francophiles et ces révolutionnaires. C'est une république égalitaire, démocratique, à la la française, qu'ils voulaient fonder. Ils la voulaient aussi unitaire, ce qui ne faisait pas l'affaire des anciens privilégiés, qui perdaient ainsi l'espoir de voir restaurer ces petites tyrannies locales dont ils avaient vécu.

A Cologne, les auteurs de ce mouvement de démocratie et d'indépendance, parmi lesquels il y avait aussi des partisans du rattachement immédiat à la France, étaient surtout l'avocat Sommer, l'ancien franciscain Geich, le journaliste Viergans, avec sa hardie feuille décadaire *le Brutus* ; à Bonn, l'avocat Eschweiler, le médecin Anschel, le professeur Gall ; à Mayence, Metternich ; à Andernach, l'avocat Michel Venedey, originaire de Cologne ; à Coblentz, le professeur Gerhard, le juriste Grebel, le prêtre Beaury, et un tout jeune homme, Joseph Goerres, physiologue et orientaliste, qui semblait avoir hérité de l'enthousiasme d'Adam Lux. A vingt ans, il avait écrit un livre : *la Paix perpétuelle, un idéal.* Il avait envoyé au Directoire un projet de paix perpétuelle

en dix-sept articles : « Il était réservé à notre génération, disait-il, après de longs siècles d'horreur, de voir apparaître tout à coup une puissante nation, qui arrachait à son tyran les droits de l'homme, couverts d'une rouille séculaire, et devenus méconnaissables, qui les proclamât et les plaçât devant les yeux de l'Europe étonnée, dans leur splendeur originelle. Cette grande lumière, qui éclaira toutes les obscurités, épouvanta les despotes... » Dans son journal, *la Feuille Rouge* (*das Rothe Blatt*), il se moqua des princes évêques, des rois confédérés. L'autorité militaire française supprima ce journal, pour un article contre le landgrave de Hesse, avec qui nous étions en paix : Goerres le fit reparaître sous un autre titre : *le Gnome en habit bleu* (*Rubezahl im blauen Gewande*).

Ce jeune homme organisa à Coblentz tout un foyer de propagande pour une république rhénane, ou plutôt, comme il disait, *cisrhénane*. Les partisans de cette république s'intitulèrent, dans tout le pays rhénan, fédérés ou confédérés cisrhénans. Ils arborèrent la cocarde verte, ils déployèrent un drapeau tricolore, vert, rouge et blanc. Le signe d'adhésion à la République cisrhénane consista surtout dans la plantation de *Freiheitsbäume*. La Commission intermédiaire déclara que les communes qui planteraient ainsi des arbres de la liberté et accepteraient le Constitution républicaine seraient affranchies des dîmes et des droits seigneuriaux.

Alfred Rambaud et M. Sagnac ont tracé un intéressant tableau de ce mouvement. J'y renvoie le lecteur. J'en extrais seulement ces deux ou trois traits :

A Coblentz, les corporations de métiers et le Sénat s'étant déclarés contre la République cisrhénane, le général Hardy, qui commandait la place, remplaça le Sénat par une municipalité composée de fédérés, dont Goerres.

Même incident à Bonn, où le Sénat fut également cassé, et remplacé par une municipalité, présidée par Eschweiler. Shée, le président de la Commission intermédiaire, n'hésita pas à assister à une plantation de l'arbre de la liberté, où il s'écria : « Vive la République française ! Vive la République cisrhénane ! »

A Cologne, il fallut briser les mêmes obstacles élevés par les

partisans de l'ancien régime. Les fédérés purent cependant, sous la protection française, célébrer la fête de l'arbre de la liberté et déployer le drapeau cisrhénan.

La petite ville de Rheinbach fut la première et la plus ardente à proclamer la République cisrhénane.

Tout ce mouvement n'était que d'une minorité de gauche. Mais il se développait sans cesse, et il semble bien qu'il aurait réussi, sans le coup d'État du 18 fructidor.

VI

Ce coup d'État n'influa pas seulement sur la politique intérieure de la France. La proscription de Carnot, l'entrée de Merlin (de Douai) au Directoire firent triompher la politique d'annexion.

Dès que Hoche apprit l'événement, il en comprit, il en craignit les conséquences, et, dans la lettre même où il félicitait le Directoire, il lui posa la question avec sa netteté ordinaire. Dans cette lettre, datée de Wetzlar, le 27 fructidor an V, et qui se trouve au ministère de la Guerre, il s'exprime ainsi : « Le peuple français, par votre énergie et grâce à votre persévérance, vient de recouvrer sa liberté. Vous connaissez, citoyens Directeurs, l'horreur dont j'étais animé pour les conspirateurs : plus elle était profonde, plus je dois me réjouir de la grande victoire que vous venez de remporter. Mais, citoyens directeurs, tandis que d'indignes Français redemandaient des fers, un peuple tout entier recouvrait sa liberté ; les habitants de la rive gauche du Rhin proclament hautement les droits de l'homme, et déjà le canton entier de Rheinbach s'est déclaré indépendant et a pris le nom de République *cisrhénane*. Bientôt, si vous le voulez, de Landau et Dusseldorff paraîtra, entre nos frontières constitutionnelles et le Rhin, une république amie des Français. C'est à vous, citoyens Directeurs, à juger de quelle utilité peut nous être un peuple libre entre l'Empire et nous. »

La réponse du Directoire renouvelé ne se fit pas attendre.

Elle est datée du 30 fructidor. Le Directoire s'y réjouit de « l'élan vers la liberté des habitants de la rive gauche du Rhin ». Il ajoute : « Il importe à ces peuples eux-mêmes que vous dirigiez cet élan, et que vous les portiez, non à chercher à se former en une République particulière, qui ne pourrait pas se soutenir d'elle-même, et qui serait pour la France une source d'embarras, mais plutôt à solliciter leur prompte réunion à la République française. Vous acquerrez par là un gloire d'autant plus solide que vous aurez fait une chose extrêmement utile à votre pays. » Cette lettre était signée de Merlin (de Douai), de Reubell, qui avaient toujours été partisans de la politique d'annexion, mais aussi de Barras, le versatile Barras, qui avait signé cette lettre du 24 germinal précédent, où était formulée la politique opposée.

Hoche put-il lire le désaveu de toute son œuvre en pays rhénan? C'est fort douteux. La lettre est du 16 septembre 1797 : Hoche mourut le 19.

A ses funérailles, à Coblentz, Goerres et ses amis déployèrent le drapeau cisrhénan à côté du drapeau français.

La Commission intermédiaire et son président Shée essayèrent de continuer, malgré la lettre du Directoire, la politique de Hoche. Ils firent arborer partout le drapeau vert, blanc et rouge. Ils abolirent les dîmes et les droits seigneuriaux. On dirait que la Commission intermédiaire voulût mettre le Directoire en présence d'un fait accompli. Mais le Directoire ne recula pas. Il cassa la Commission par arrêté du 14 vendémiaire an VI. Il décida en même temps que les habitants de la rive gauche du Rhin ne pourraient porter « d'autre signe de ralliement que la cocarde nationale de France ».

La République cisrhénane n'avait guère consisté que dans son drapeau : supprimer ce drapeau, c'était la supprimer elle-même. Elle avait donc vécu, à peine née.

Deux jours avant le coup d'État du 18 fructidor, l'ancien Directoire avait ôté à Moreau le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, pour réunir cette armée à celle de Sambre-et-Meuse, et confier le commandement de ces deux armées réunies à Hoche sous le nom unique d'armée d'Allemagne. Le successeur de Hoche fut Augereau, qui reçut des instructions pour préparer l'incorporation à la France.

Comment cette incorporation eut-elle lieu? Les documents authentiques des Archives nationales disent que ce fut par une sorte de plébiscite spontané, par un libre mouvement d'adhésion à la République française. Mais c'est là un autre sujet d'étude, fort intéressant. J'ai seulement voulu aujourd'hui, quand ce mot de République rhénane retentit de nouveau dans l'histoire, rappeler un précédent trop oublié, bien qu'illustré par l'initiative et la personne du général Hoche.

Les circonstances sont bien différentes. La première République rhénane était fondée par des démocrates ardents, par des « Jacobins », comme on disait. Celle-ci semble plutôt fondée par des hommes de droite, par des conservateurs. Puisse-t-elle avoir du moins pour résultat de détruire, au pays rhénan, l'hégémonie prussienne !

A. AULARD

SANS RETOUR

I

Les Valleyres passaient tous les étés à une heure de Paris, dans la vallée de la Marne. Leur maison située au flanc d'un coteau dominait un paysage étendu et riant. C'était une petite gentilhommière très simple avec une tourelle et de bons murs. Elle datait d'un siècle environ et s'appuyait à la futaie d'un parc de quatre à cinq hectares. A quelque distance devant la maison, une route séparait ce parc d'un jardin fleuriste en terrasse où une pièce d'eau carrée reflétait le ciel.

Un jour du mois d'août 19.., tous les volets étaient soigneusement clos sur la façade que frappait un ardent soleil. Madame de Valleyres, vers les trois heures de l'après-midi, s'occupait dans sa chambre à demi obscure et fraîche, aux menus rangements, aux patientes recherches qui la tenaient souvent dans une sorte d'activité ménagère, lorsqu'elle entendit le roulement d'une voiture sur le pavé de la grille, puis sur le sable de l'allée. Elle en fut heureuse, car elle aimait les visites, presque toutes les visites indistinctement. Bientôt, on vint lui annoncer que la marquise de Maisoncelles l'attendait au salon.

Madame de Maisoncelles, qui approchait de la cinquantaine comme madame de Valleyres elle-même, habitait dans le voisinage un château Louis XIII entouré d'un parc à la française très réputé. Elle possédait la plus belle fortune du pays. Grande et droite, un peu forte, elle intimidait bien des jeunes femmes par son air de tête et ses petits yeux embusqués

sous un large front. A première vue, elle se formait sur les personnes des idées qui se modifiaient rarement ensuite et qu'elle mettait au-dessus des opinions courantes et de quelques préjugés. Elle avait ainsi des indulgences et des sévérités qui lui appartenaient en propre. Elle ne manquait pas d'une certaine liberté d'esprit et savait même, à l'occasion, s'affranchir des passions du jour. On la rencontrait fréquemment chez de nouveaux riches. Il est vrai qu'elle goûtait la flatterie et n'en trouvait nulle part de plus constante. Madame de Maisoncelles jugeait fort bien les gens de son monde; elle se moquait agréablement des snobs; hors de ce cercle, elle était sujette à d'étranges erreurs. Il était plaisant de voir les littérateurs et les artistes qu'elle accueillait de temps en temps.

La baronne de Valleyres entra dans le salon, souriante. Ses cheveux grisonnants étaient coiffés en bandeaux à l'ancienne mode. Il semblait que les grâces mondaines eussent poli pendant de longues années son visage ovale et régulier où les sentiments les plus convenus s'exprimaient avec un naturel parfait. Personne mieux que madame de Valleyres ne s'entendait à dire : « Quelle aimable surprise ! » ou « Cette chère enfant ». Il y avait une sorte d'onction dans ses manières et l'on sentait sous son front calme et lisse la présence des opinions immuables qui donnaient le repos à sa pensée.

Des meubles de différentes époques se trouvaient réunis dans le salon. Naturellement, le second Empire y dominait. Mais la laideur complexe de l'ensemble était atténuée par la poésie du passé. Cette pièce vous rappelait des intérieurs que l'on avait connus dans son enfance. Elle vous faisait songer à vos grand'mères et l'on y respirait une atmosphère salubre. Les fenêtres ouvertes vers le nord, sur le parc, laissaient entrer la fraîcheur d'une pelouse et de la futaie voisine.

La physionomie de madame de Valleyres fut bientôt animée par le jeu des propos mondains. Elle avait le plaisir d'y exceller. Bien qu'on n'en fût encore qu'à l'échange d'impressions sur la chaleur excessive, toutes les petites histoires du pays se réveillaient agréablement dans sa mémoire. On allait parler sans doute de la santé de madame d'Orival qui vivait

presque toujours sur une chaise longue depuis la naissance de son premier enfant et venait, malgré cela, d'en avoir un second, des toilettes audacieuses de la petite comtesse de Saint-Ribert, des incompréhensibles dépenses des Vargemont que l'on savait pauvres, du château semblable à un palace-hôtel que le baron Fuchs se faisait construire. Madame de Valleyres pouvait écouter pendant des heures de pareilles conversasations. Elle aimait que le bruit du monde lui fût ainsi évoqué. La sensation de solitude, qu'elle redoutait par-dessus tout, en était d'autant mieux éloignée. Facile à distraire, elle ne s'ennuyait avec personne, si l'on excepte bien entendu son mari et ses enfants. Une visite de madame de Maisoncelles était la meilleure aubaine.

— Il faut que j'envoie chercher Germaine. Elle serait désolée de ne pas vous voir, — dit madame de Valleyres après quelques instants.

— Tout à l'heure. Je suis venue justement pour vous parler de votre chère fille. Je pense bien souvent à elle, je l'aime beaucoup et ce serait une grande joie pour moi si un jour elle me devait un peu le bonheur qu'elle mérite à tant d'égards. Comme il est difficile de marier nos enfants, de concilier le cœur et la raison dans cette grave affaire !

— Il me semble que vous avez pleinement réussi pour votre fils.

— Oui, ma belle-fille est charmante, je le reconnais...

Elle appuya sur le mot « charmante » pour qu'il en dît long sans qu'il fût besoin d'insister. De fait, elle craignait toujours, en s'étendant sur les mérites de la jeune comtesse de Maisoncelles, d'en arriver au tournant où la franchise reprendrait ses droits. Elle ne comprenait rien aux goûts de ces nouvelles générations élevées en plein air sur des terrains de golf et de tennis.

Elle reprit :

— Germaine embellit tous les jours. Elle est infiniment gracieuse, à la mode du meilleur temps. Sans doute, il s'est déjà présenté de nombreux partis pour elle, mais je crois bien que vous ne regretterez pas d'avoir différé votre choix.

— Nous voulons d'abord un jeune homme agréable et

intelligent, — dit madame de Valleyres. — Le premier point, comme vous pensez, est qu'il sache plaire à Germaine et lui inspirer confiance. Les autres conditions, que nous ne pouvons pas oublier, mon mari et moi, dans notre souci éclairé de son bonheur, ne sont pas moins difficiles à rencontrer. Les jeunes gens de notre monde cherchent la fortune qui devient de plus en plus nécessaire, il faut bien le dire. Ils la cherchent même, et surtout peut-être, quand ils sont déjà riches. Ceux à qui la dot de Germaine, toute faible qu'elle est, hélas ! a paru suffisante, avaient eux-mêmes de maigres revenus. Et je vous avoue qu'il m'est pénible de n'envisager pour cette chère enfant qu'un avenir trop modeste.

— Comme je vous comprends ! Il faut que les soucis d'argent lui soient épargnés.

— C'est mon rêve. Nous avons fait bien des sacrifices pour qu'elle ne souffrît jamais d'être moins riche que ses amies. J'imagine mal qu'une existence de privations doive commencer pour elle au lendemain de son mariage. Évidemment, avec les sentiments dans lesquels elle a été élevée et les qualités sérieuses que je lui vois, — vous m'excuserez, chère amie, de ne point parler d'elle modestement, — il est certain qu'elle supporterait une telle existence avec un courage admirable et chrétien. Mais il m'est bien permis de désirer pour elle une destinée plus douce et plus brillante. Germaine a été heureuse jusqu'à présent ; je voudrais qu'elle le devînt encore davantage.

Madame de Valleyres se tut pour considérer en elle-même le rayonnement de sa propre bonté. Toutes les preuves de son dévouement pour sa propre fille ne s'effaçaient jamais de sa mémoire. Elle les évoquait si souvent ! A ses yeux, tout n'était que tendresse et désintéressement dans son âme. De bonne foi, elle n'y découvrait jamais aucune ombre et n'y voyait pas même les fumées de la vanité.

— J'ai pensé, — dit madame de Maisoncelles, — à un jeune homme intelligent, riche, ambitieux dans la bonne acception du mot. Il ne manquera pas, j'en suis sûre, d'apprécier tout le charme, toute la beauté de Germaine. Et de plus, il sentira, comme il convient, la valeur des alliances et des relations qu'elle lui apporterait en l'épousant. C'est un ami de mon

fils qui joue au polo avec lui. Ne croyez pas cependant qu'il s'adonne exclusivement aux sports. Il m'a paru très au courant de la politique. Il se nomme Ravenel.

— Monsieur de Ravenel?

— Non, Ravenel tout court, mais le nom sonne bien et s'il y joignait un titre, sa noblesse aurait bientôt l'air de remonter à l'Empire, au second Empire tout au moins. Son père, qui est mort il y a plusieurs années, était banquier à Lyon où il a fait une très belle fortune. Il faut savoir gré à Maurice Ravenel de ne pas songer seulement à dépenser cette fortune avec des chevaux, des cocottes et des automobiles. C'est un garçon parfaitement élevé. Il cause agréablement et s'est toujours montré plein de déférence à mon égard. Il va volontiers dans le monde, mais ne témoigne pas d'une façon trop naïve son admiration pour une société qui est encore nouvelle pour lui. Il comprend très bien son époque et je suis persuadée qu'avant peu de temps, il saura se créer à Paris une situation excellente. Il a de la suite dans les idées, de la volonté. Tout cela se lit sur sa physionomie, vous verrez. Enfin, il est bien de sa personne, aimable, spirituel quelquefois : par exemple, lorsqu'il parle des petits jeunes gens d'aujourd'hui. Pour moi, il est marqué du signe de la réussite. Je voudrais bien qu'il plût à Germaine.

— Je le voudrais aussi, après tout ce que vous m'en avez dit. Je sais que vous êtes si bon juge.

— Je dois à ma vieille expérience de ne pas me tromper souvent. Ravenel fera son chemin s'il trouve la femme que je lui souhaite et personne n'est mieux qualifiée que votre fille pour l'aider et pour l'éclairer. Elle recevra les gens avec cette grâce qui ne s'apprend pas et que bien des jeunes femmes de notre monde se sont appliquées à perdre. Ravenel ne veut pas d'une vie oisive. Il compte, après son mariage, acheter une grande propriété, s'établir dans un pays afin de se préparer un avenir politique. Toute une carrière de charité intelligente s'ouvrira pour Germaine. Peut-être Ravenel deviendra-t-il un homme influent, un député très en vue. On dit qu'il parle avec facilité. Il s'est exercé, paraît-il, en soutenant à Lyon quelques candidatures bien pensantes qui furent d'ailleurs malheureuses. Espérons qu'un jour il défendra les bonnes

idées à la Chambre avec éloquence, avec habileté, sans trop permettre à ses électeurs de s'en apercevoir.

— Je suppose qu'il se fera nommer par des conservateurs.

— Certainement, mais il est bon d'avoir aussi les voix de quelques autres. Pour terminer l'éloge de Ravenel, j'ajouterai qu'il a toujours sa mère et qu'il est un très bon fils. Seulement, madame Ravenel n'a aucun goût pour le monde et n'aspire qu'à mener une existence fort retirée. Quelques bonnes œuvres absorbent son esprit d'autorité qui ne s'étend pas sur sa famille. Maintenant, je vous ai tout dit. Voulez-vous voir ce jeune homme?

— Je crois bien, et je vous ai une grande reconnaissance, ma chère amie.

— Il m'a promis de passer une semaine chez moi, après Trouville où il se trouve en ce moment avec mon fils. Je crois qu'ils arriveront tous les deux dimanche prochain ou lundi. Venez déjeuner avec Germaine le jeudi suivant. Je compte aussi, bien entendu, sur monsieur de Valleyres. Ce sera une petite réunion intime qui n'aura rien d'une entrevue officielle.

— Je ne sais comment vous dire...

— Ne me remerciez pas. J'aime beaucoup Germaine. Ma récompense, ce sera son bonheur... si elle en veut bien. Embrassez-la pour moi et dites-lui ou ne lui dites pas nos idées, comme il vous conviendra. Votre fils n'est pas ici?

— Non, il est à Dinard, chez des amis.

— Vous ne pensez pas encore à le marier?

— Mais si, est-ce qu'une mère pense à autre chose? Seulement, il est très jeune. Ah! il nous donne bien quelques soucis, mais je suis convaincue qu'il sera raisonnable à son heure. Mon mari, qui a des amis dans beaucoup de conseils d'administration, voudrait l'envoyer en Angleterre, cette année, pour qu'il apprît les affaires, pour qu'il fût occupé, surtout.

— Il y ferait du « banking », comme dit le jeune Rouzier, qui préfère se livrer à d'autres sports, ainsi que votre fils sans doute. Allons, à jeudi; n'oubliez pas d'embrasser Germaine de ma part. Si vous ne lui dites pas de quoi nous avons parlé, comme je n'ai pas demandé à la voir, elle va supposer qu'il y a dans le pays un tas d'histoires qui ne sont pas pour jeunes filles.

— Au revoir, vous êtes notre Providence.

Après réflexion, madame de Valleyres décida de ne point raconter à Germaine sa conversation avec madame de Maisoncelles. Elle craignait de voir sur le visage de sa fille la petite expression d'inquiétude que l'idée de mariage ne manquait jamais d'y amener. Il lui parut inutile de provoquer par de trop vifs éloges de Ravenel cette simple et sage réponse : « Attendons de le connaître, maman. » Madame de Valleyres ne tenait point à juger par elle-même et sentait bien que son siège était fait pár tout ce que lui avait dit madame de Maisoncelles. Les espérances se levaient avec une remarquable facilité dans son âme légère. Et jamais elles ne tombaient que toutes à la fois. Il fallait pour cela qu'une influence nouvelle s'emparât soudain de son esprit. Elle défendait bien contre sa famille des opinions qu'elle avait acceptées de toutes pièces, mais quelques mots dits sur un ton d'assurance par une personne étrangère pouvaient tout ruiner. Les idées se succédaient chez elle sans se combattre. Elle ignorait le doute. La clarté sereine qui émanait, dans sa pensée, de quelques principes indiscutables baignait tous ses jugements.

Elle était bien assurée, cette fois, de demeurer prévenue en faveur de Ravenel. Aucun trouble ne se mêlait à son impatience de le connaître. Comment le verrait-elle autrement que madame de Maisoncelles ne l'avait dépeint? Ses regards s'arrêtaient aux surfaces et d'elle-même elle ne remarquait jamais que les défauts d'éducation. Ravenel lui offrirait l'exemple d'un jeune homme accompli. Déjà, elle évoquait les images fastueuses de l'existence qui serait celle de Germaine. Elle se voyait parlant de sa fille heureuse et riche à de vieilles amies qui devaient la plaindre aujourd'hui. Il est doux que le mariage de nos enfants nous prépare des revanches.

Madame de Valleyres attendait l'heure du thé pour laisser paraître aux yeux de Germaine toute la bonne humeur dont elle ne voulait pas lui dire les raisons. Elle recommanda qu'il y eût du pain grillé. Puis, guidée par de menues pensées, elle circula dans la maison à pas de religieuse. Elle allait inspecter le buffet de la salle à manger, revenait mettre de l'ordre

sur sa table à ouvrage, dans un angle du salon, vérifiait l'état des fleurs disposées en quelques grands vases, songeait à toutes les observations que méritaient le valet de chambre et le jardinier. Bientôt, elle fit ouvrir les volets sur la façade que le soleil ne chauffait plus. L'allée tournante, au sable tout à l'heure étincelant, la pelouse un peu brûlée, les corbeilles de géraniums se trouvaient maintenant à l'ombre des grands arbres qui s'élevaient sur la droite. Une lumière de plus en plus dorée s'épandait sur le jardin fleuriste et sur la vallée. Quelques oiseaux commençaient à traverser de grands espaces. La paix prochaine du soir était annoncée par le bruit déjà plus clair d'une fontaine. Des voix montaient de l'horizon, faibles encore, renforcées par des échos qui se réveillaient à peine. A mesure que le bleu du ciel se fonçait vers l'orient, toute la campagne devenait plus sonore.

Germaine quitta sa chambre, comme elle en avait l'habitude, lorsqu'elle entendit les volets claquer contre les murs. Elle vint prendre le thé avec sa mère dans la salle à manger carrelée où des boiseries, couleur de noyer, luisaient sous la patine du temps. Madame de Valleyres observait la jeune fille d'un regard éclairé par une joie secrète. Elle se disait : « Madame de Maisoncelles a raison. Germaine embellit tous les jours, elle est surtout gracieuse et distinguée. » L'orgueil maternel gonflait son cœur. Toutes les ambitions lui paraissaient justifiées.

En vérité, on apprenait peu à peu combien Germaine était jolie. Sous ses cheveux blonds ondulés, le charme de son visage semblait délivré ou retenu par le mouvement même de ses pensées et la finesse de ses traits se révélait à travers quelque chose d'immatériel et de délicat. De temps en temps, elle dévoilait toute la fraîcheur de ses yeux bleus, toute la rose jeunesse de son teint. Lorsque, animée par la conversation, elle se redressait un peu, l'harmonie de sa personne apparaissait. Elle élevait, pour un instant, les formes sveltes de son corps au-dessus de son indolence.

— Tu sais peut-être, — dit madame de Valleyres, — que j'ai eu tout à l'heure la visite de madame de Maisoncelles. Ses enfants reviennent de Trouville ces jours-ci et elle nous a invités à déjeuner pour jeudi prochain. Nous allons voir

se rouvrir la seule maison qui mette quelque animation dans le pays. J'en suis bien contente pour toi qui n'as pas tant de distractions pendant l'été.

— Oh ! maman, je ne me plains pas. N'est-il pas agréable d'avoir tout le temps qu'on veut pour lire, jouer du piano ou se promener? Je suis très bien entre mon père et vous, dans cette maison et ce jardin que j'ai toujours connus.

— Tes sentiments sont parfaits, ma chère enfant, mais je crois tout de même qu'une existence un peu plus gaie que la nôtre te conviendrait mieux. La seule amie de ton âge qui habite les environs est Françoise de Gouvernes et il est impos sible de te conduire souvent chez elle, à cinq kilomètres d'ici, avec un cheval qui fait jusqu'à trois fois par semaine le service de la gare pour ton père. Enfin, ta destinée n'est plus de rester bien longtemps près de nous. C'est peut-être le dernier été qui nous réunit ainsi.

— Maman, vous me disiez la même chose l'an passé.

— Je finirai par avoir raison. Du reste, je suis persuadée que tu feras un excellent mariage. Il y a dans ton caractère quelque chose de réservé qui plaira certainement à l'homme sérieux et bon que je désire pour gendre. Les jeunes filles qui sont trop en dehors, qui manifestent avec trop de vivacité leurs goûts, leurs opinions, trouvent difficilement des maris.

— Il vaut mieux qu'on ne vous connaisse pas trop pour vous épouser.

— Mon enfant, les hommes veulent croire qu'ils seront les maîtres. Il est plus important encore de ne pas les effrayer que de les séduire. Ton charme est fait de douceur, de modestie. Il doit provoquer les sentiments les plus durables, ceux qui sont liés dans les cœurs à toutes les idées saines, à tous les principes qui régissent la famille. Tu as toutes les qualités qu'il faut pour être aimée de la bonne manière.

Madame de Valleyres attendait peu de réponses lorsqu'elle causait avec ses enfants. Elle songeait à tous les soins, à tous les enseignements, à tous les exemples qu'elle leur avait donnés. Elle respirait le parfum d'une bonne conscience et regardait ses paroles s'épandre autour d'elle comme les plis ordonnés d'une robe de douairière. De plus, en toutes les occasions, même s'il lui arrivait de sermonner son fils sur des

fautes qui la choquaient singulièrement ou de parler à Germaine du mariage heureux d'autres jeunes filles, elle entendait au fond d'elle-même une voix qui calmait ses craintes et l'assurait que bientôt tout serait pour le mieux. Elle devait son optimisme à la philosophie qu'elle avait su tirer de sa religion. Elle croyait en effet que la Providence agit souvent par des moyens terrestres pour nous récompenser ou nous punir. Il avait bien fallu qu'elle partageât la vie médiocre qu'avait méritée M. de Valleyres par son inconduite. Mais il était impossible que la fortune lui fût refusée pour ses enfants. Autrement, elle n'eût plus rien compris à la justice du Ciel.

Le goûter était terminé. Germaine se disposait à quitter la salle à manger. Elle se tenait debout près d'une fenêtre, devant la lumière du ciel lointain. Un désir d'activité animait ses yeux. Les mouvements délicats de ses épaules et de ses bras, libres et nus sous une chemisette de linon, disaient le bien-être de son jeune sang rafraîchi par l'approche du soir. Et tout son charme montait à la surface de sa personne.

— Sois tranquille, mon enfant, — reprit madame de Valleyres, — les conseils de mon expérience ne te manqueront pas et tu peux être sûre que je ne t'engagerai jamais à épouser un homme qui ne te donnerait pas toutes les garanties de bonheur.

Elle attira Germaine contre elle et l'embrassa sur la tempe. A l'idée que bientôt elle serait séparée de sa fille qui deviendrait madame Ravenel, la comtesse Ravenel peut-être, elle sentait déjà poindre en son âme une résignation qui lui paraissait une vertu.

— Maintenant, — dit-elle, — tu devrais te promener un peu avec ton père. Tu le trouveras sans doute au fumoir.

Germaine effleura d'une joue les cheveux gris de sa mère, en lui rendant son baiser. Elle ne dit pas ses propres opinions sur le mariage. Du reste, le ton de la conversation, sous sa douceur apparente, refoulait dans le cœur de la jeune fille tout ce qui eût ressemblé à des confidences et jusqu'aux effusions d'une tendresse trop spontanée. Il en était toujours ainsi avec madame de Valleyres. Depuis longtemps, Germaine attendait l'heure d'intimité qui aurait donné une liberté toute nouvelle à ses sentiments. Elle se disait : « Je ne com-

prends pas ce qui paralyse ma confiance auprès de maman et pourquoi, après toutes mes résolutions de lui témoigner plus d'affection et de me faire mieux connaître d'elle, j'en arrive, en sa présence, à l'écouter tout simplement. » Elle évoquait le souvenir des nuits que sa mère avait passées pour la soigner en de graves maladies de son enfance. Et quelquefois une sourde inquiétude pénétrait en son âme. Tout ce dévouement lui était-il adressé bien personnellement? Madame de Valleyres n'était-elle pas, avant tout, une femme de devoir qui ne réglait jamais sa conduite sur des raisons d'ordre sentimental et préférait une sorte de contentement orgueilleux et dévot, qu'elle ne tirait que d'elle-même, à la tendre reconnaissance de ses enfants? Germaine écartait cette idée qui l'eût un peu glacée.

Elle se rendit au fumoir où son père sommeillait à demi près du dernier roman acheté à la gare. Alourdi par quelque embonpoint, M. de Valleyres portait sur son visage aimable et coloré, coupé d'une moustache grise, l'expression d'un renoncement facile aux plaisirs qui lui avaient coûté cher. Rien ne lui restait, en effet, de sa fortune personnelle et même il s'était heurté un peu brutalement au régime dotal de sa femme. Mais les souvenirs de son passé galant le visitaient sans trop l'attrister, une atmosphère de tranquillité se reformait autour de lui dès que madame de Valleyres voulait bien se garder d'allusions pénibles, et il se reprochait d'avoir compromis la dot de sa fille avec un attendrissement qui noyait ses remords.

Ses relations dans un monde qui touche à la finance et notamment celles avec le baron Fuchs lui avaient valu plusieurs places en des conseils d'administration. A Paris, il trouvait accueil chez des femmes fort répandues autrefois et qui s'étaient fait une dignité en vieillissant. Là, on s'honorait de son amitié; on le considérait pour son nom, ses générosités anciennes, les bonnes grâces de ses manières. Il entendait vanter le temps passé ; il s'indignait des mœurs nouvelles de la société et se sentait devenir moral, vertueux plus librement que dans sa famille. M. de Valleyres avait toujours été un viveur ingénu.

Germaine se laissait toucher par le doux égoïsme de son

père et ne se défendait pas d'être émue lorsqu'il s'appuyait à son bras en lui disant : « Tu es ma consolation. » Elle voyait en lui de la faiblesse et de la bonté.

Il pensait : « N'est-ce pas surtout à moi qu'elle ressemble? » En vérité, elle avait comme lui des yeux clairs mais tenait de plus loin la petite flamme qui montait parfois dans ses regards et ne brillait pas chez les Valleyres à toutes les générations.

Elle entraîna son père vers le plateau qui s'étendait au-dessus du parc. Ils se promenèrent au long des champs de blé sur les chemins qui dominent les pentes où croissent des arbres fruitiers. Des peupliers à mi-côte voilaient les premières maisons du village, marquaient l'emplacement d'un lavoir. Au tournant de la vallée, la rivière miroitait sous les ponts d'une petite ville et des collines s'abaissaient à l'horizon. Ce paysage était familier à Germaine depuis son enfance. Il lui avait donné des impressions de solitude et de liberté. Il lui rappelait le temps où elle ignorait le monde. Maintenant, l'idée du mariage telle que la comprenait sa mère, pesait sur son esprit. Elle ne croyait plus que la vie s'ouvre toujours de plus en plus devant nous. Il lui semblait, au contraire, que son avenir était au bout d'une voie étroite et mystérieuse.

II

Huit jours plus tard, une dizaine de personnes se trouvaient réunies au château de Maisoncelles, dans la grande salle à manger où des panneaux d'Hubert Robert mettaient la solennité rêveuse de leurs escaliers déserts, de leurs portiques en ruines que la verdure environne. Par les hautes fenêtres, on découvrait le parc endormi d'un jour d'été avec le manteau de feuillage d'une allée de marronniers et les masses bleues d'une futaie. Le silence des parterres ensoleillés semblait monter dans l'air.

Malgré ses cheveux gris et sa démarche fatiguée, on comprenait encore que le marquis de Maisoncelles eût longtemps intéressé les femmes. L'âge avait mis des cendres sur son visage agréable et distingué. L'expérience avait aiguisé son

regard et souvent il ne partageait pas les opinions que l'on professait autour de lui. Mais une parfaite urbanité et un grand fonds de scepticisme l'éloignaient de toute discussion.

Son fils paraissait bien ne lui devoir que des traits purement physiques et rien qui touchât à l'esprit. Le comte Jean, cavalier élégant, joueur de polo, chasseur à courre et à tir, se montrait dépourvu de toute ironie. Le sérieux des hommes qui se sont mariés très jeunes ne l'abandonnait jamais. Il admirait en tout sa femme, Louise de Maisoncelles, une Diane blonde, adroite à tous les sports et voyageuse infatigable.

A ce déjeuner, en dehors des Valleyres et de Ravenel dont on favorisait la rencontre, il y avait encore la comtesse de Montbarry et Lucien Jaman.

Madame de Montbarry était une vieille fée au profil d'oiseau qui depuis la mort de son mari offrait l'exemple d'une agitation continue. Elle s'était créé des relations dans tous les mondes et multipliait les séjours chez des amis. Tout ce qu'elle observait dans la société nourrissait la vivacité méchante de ses yeux. Merveilleusement affranchie des sentiments de famille, elle disait volontiers : « Mon gendre est stupide, » ou « Ma fille est folle. »

Lucien Jaman, maigre et pâle, presque chauve à trente ans, avait une physionomie ingrate et tourmentée où l'aigreur de son âme provoquait une grimace constante. La délicatesse de sa complexion et la tournure de son esprit lui faisaient rechercher la compagnie des femmes âgées. Il unissait dans sa personne le snobisme des relations mondaines à celui des connaissances artistiques. Il racontait des anecdotes pleines de sous-entendus avec des contorsions du buste, des roulements d'yeux et une voix qui lui eût valu d'explorer librement les détours de tous les sérails.

Ravenel était placé auprès de Germaine. Il avait les cheveux et la moustache d'un noir brillant, les traits réguliers, le menton un peu fort. Large d'épaules et de taille moyenne, il se tenait très droit. Ni l'assurance ni le tact ne lui manquaient. Il se sentait heureusement porté par sa fortune et songeait à la conquête de mademoiselle de Valleyres. Le plaisir qu'il éprouvait en cette réunion choisie animait son visage d'un

éclat mobile. Cet éclat et toute expression de ses sentiments s'atténuaient sous le voile des idées conventionnelles dès qu'il commençait à parler. Il ne cherchait pas à se distinguer des autres, mais à leur ressembler. Madame de Valleyres jugea bien vite qu'il était digne du titre de comte. Elle avait beaucoup réfléchi et tenait à ce qu'il l'obtînt du pape pour son mariage.

Ce fut Lucien Jaman qui donna d'abord le ton à la conversation. Il y jeta des noms propres à foison. On sut que le duc de Lancé se rendait à Dinard, que les Champdeuil étaient rentrés dans leur propriété de Bourgogne. Il fut question des chasses de Touraine, de la saison qui s'ouvrirait en septembre à Biarritz. Madame de Pontault s'était ennuyée à Vichy. Les demoiselles Fringant ne se mariaient pas. On avait encore vu sur le champ de courses de Deauville l'audace maladroite et désespérée de leurs flirts. Félix de Morsang cherchait toujours une héritière, et voici que mademoiselle Le Catelier, cette riche orpheline, venait d'épouser Robert de Grigny, un jeune officier dont on n'avait jamais entendu parler auparavant.

— Elle ne veut pas qu'il donne sa démission, — dit Jaman.

— Elle a bien raison, — déclara madame de Valleyres.

Le marquis de Maisoncelles souriait :

— Elle changera d'avis. Il ne serait pas nécessaire d'être si riche pour se payer un bonheur de province et des joies d'intimité.

— Elle est peut-être née pour ces joies, — reprit Jaman.

— Peut-être, mais je serais étonné que son mari ne rêvât pas bientôt d'une existence moins familiale, — répliqua M. de Maisoncelles.

Madame de Montbarry raconta qu'elle avait connu plusieurs de ces jeunes ménages qui affectaient le goût de la simplicité et le mépris de la vie mondaine. Au bout de quelque temps, on apprenait sur eux des histoires invraisemblables.

— Ainsi, — dit-elle, — vous rappelez-vous les d'Artigny?

— Oui, oui, — répondit madame de Maisoncelles qui se hâtait d'interrompre sa vieille amie en lui indiquant du regard la présence de Germaine.

Madame de Montbarry se contenta de préparer en elle-même pour une occasion meilleure un récit très circonstancié du scandale d'Artigny.

Le comte Jean songeait à sa promenade du matin. Les mouches avaient tourmenté son cheval. Celui de sa femme s'était un peu blessé au garrot. La sécheresse de l'été durcissait tous les chemins. En ce pays, on manquait vraiment de routes sablonneuses et de prairies où il fût agréable de galoper. Il fit à Germaine les éloges de la forêt de Compiègne et des environs de Chantilly.

De temps en temps, il s'adressait à Ravenel. La jeune fille apprit que celui-ci avait acheté une automobile d'un modèle nouveau, une merveille, et qu'il possédait de remarquables poneys de polo. Elle dut avouer qu'elle pratiquait peu de sports et jouait seulement quelquefois au tennis avec Françoise de Gouvernes.

M. de Valleyres confiait à madame de Maisoncelles qu'il était obligé d'aller bien souvent à Paris.

— Ce n'est pas pour mon plaisir, — disait-il, — mais que voulez-vous? lorsqu'on est entré dans les affaires, on n'a plus toute sa liberté.

Il ajoutait :

— Du reste, c'est très intéressant.

Cependant la conversation de tout à l'heure avait enfin pénétré la pensée de Louise de Maisoncelles, jusque-là distraite. Elle dit :

— Moi, je n'aurais jamais pu m'habituer à la vie de garnison. Il est bien heureux que Jean n'ait pas été officier.

Ravenel comprenait que l'on donnât sa démission. L'armée d'aujourd'hui ne ressemblait plus à celle d'autrefois. Il n'y régnait plus la même discipline, les mêmes traditions. Elle était travaillée par la politique. Beaucoup d'officiers des plus capables avaient été déçus à la fois par leurs chefs, leurs camarades et leurs soldats. D'ailleurs, Renan lui-même n'a-t-il pas dit que le plus difficile pour une démocratie était d'avoir une armée?

On fut surpris que Renan eût si bien pensé, et Ravenel, qui pouvait le citer, acquit quelque considération.

— Quelles sont maintenant les carrières ouvertes aux

jeunes gens? — demanda madame de Maisoncelles. — La diplomatie n'a-t-elle pas aussi ses inconvénients?

— Oui, — répondit Ravenel, — je crois qu'il vaut mieux rester indépendant.

Pour sa part, il étudiait la politique étrangère. Il comptait publier en des revues plusieurs articles sur le système des alliances en Europe et l'importance croissante des questions économiques internationales.

— Il vous faudrait un siège de député, — dit madame de Valleyres.

— Je m'en occuperai plus tard.

Louise de Maisoncelles voulut savoir s'il était bonapartiste ou royaliste. Il ne se prononça point. Le ton de la jeune femme révélait tant de grâce étourdie et d'indifférence qu'il fit chanceler le sérieux de la conversation. On sourit et chacun revint à ses préoccupations particulières. Madame de Maisoncelles était contente que Ravenel eût brillé. Quant à lui, il désirait fort peu renverser la République. En somme, il n'affichait le souci des intérêts de la France que pour servir ses ambitions mondaines. Il regarda sa voisine qui lui plaisait déjà et pensa qu'un jour il présiderait peut-être avec elle des dîners très élégants.

Comme on se levait de table, on entendit Lucien Jaman qui disait de sa voix éclatante et fausse :

— Ce qui changera les conditions de bien des choses, c'est que nous aurons assurément la guerre avant deux ans.

Dans le salon, tandis qu'on prenait le café, Ravenel sut apprécier un portrait de Nattier qui représentait une jeune marquise de Maisoncelles avec une fine et gracieuse épaule nue. Puis il s'approcha de madame de Valleyres. Ils échangèrent des propos d'une bienveillance un peu naïve sur des gens que Ravenel connaissait au moins de vue et qui appartenaient à la société du Blaisois. Madame de Valleyres demeurait affectionnée à ce pays qu'elle avait habité pendant longtemps, avant son mariage.

— C'est là, — dit-elle à celui qu'elle considérait déjà comme son futur gendre, — que vous devriez acheter des terres et vous créer une situation politique.

On descendit dans le parc. Bientôt Germaine se trouva

seule avec Ravenel sous les hauts marronniers, à droite des parterres et de la pièce d'eau. Tout le monde s'était éloigné discrètement. Elle ne pouvait plus douter que ce fût une entrevue et sentit au cœur une petite défaillance. Que d'inconnu il y avait pour elle en cet homme sur qui sa mère lui demanderait tout à l'heure son opinion avec tant d'insistance ! Le paysage se voilait à ses yeux d'irréalité.

Ravenel s'informa des goûts de la jeune fille. Elle n'était pas très mondaine. Les mois d'été qu'elle passait à la campagne dans une demi-solitude ne l'effrayaient pas. Depuis son enfance, tout son temps s'était partagé entre Paris et la propriété de ses parents. Au fond, il n'y avait encore eu d'important chez elle qu'une vie intérieure dont elle ne parlait pas. Comme elle craignait de se montrer prétentieuse, elle ne se permit qu'une allusion rapide et modeste à la musique et aux livres qui lui plaisaient. Elle ignorait presque les voyages.

— Les aimeriez-vous? — dit Ravenel.

— Oh ! oui, je crois même qu'en voyage, je deviendrais tout autre que je ne suis. On me reproche souvent ma paresse et j'étonnerais tout le monde par mon activité.

Seulement elle ne goûtait pas beaucoup le voyage qui consiste à se rendre pour un mois dans une ville d'eaux ou sur une plage à la mode. L'Italie et l'Espagne l'attiraient.

Ravenel raconta que, cette année, il avait visité en automobile Caen, Bayeux, le château de Balleroi. Il s'étendit un peu sur les châteaux de France, ces belles demeures qui malheureusement n'appartiennent souvent plus aux familles d'autrefois ou bien sont misérablement entretenues.

— Un des plus beaux châteaux que je connaisse est ce château de Maisoncelles, — ajouta-t-il.

Et tous deux le regardèrent qui se reflétait dans la calme pièce d'eau avec les hautes fenêtres de son rez-de-chaussée, la couleur vieillie de ses briques et les pentes raides de son toit. Germaine aimait aussi le parc, les grandes allées droites qui donnaient au loin sur la campagne.

Ils paraissaient fort bien s'entendre. Ravenel admirait la beauté de Germaine, sa taille flexible. Il songeait que sans doute elle serait écartée de toute coquetterie dangereuse par

l'agréable indolence qu'on remarquait dans sa démarche. Enfin, il voyait en elle tout ce qui témoignait une douce nature et une éducation parfaite. Quelque attendrissement lui venait à l'idée du bonheur qu'il comptait lui offrir avec la fortune. Ah ! il n'avait vu jusque-là que des jeunes filles bien différentes. Il aimait à ne pas sentir devant lui une personnalité qui pût offusquer la sienne, et celle de Germaine était délicatement voilée.

Après qu'on se fut séparé, madame de Valleyres, dans la voiture qui n'avait pas encore franchi la grille de Maisoncelles, s'écria :

— Comme monsieur Ravenel a l'air intelligent ! — n'est-ce pas, Germaine ?

— Oui, maman, peut-être bien, je ne sais pas.

Madame de Valleyres leva des yeux étonnés sur sa fille et dit avec un peu de mauvaise humeur :

— Tu es drôle, mon enfant. Je ne te comprends pas.

III

Germaine fut invitée par madame de Maisoncelles à des goûters, à des parties de tennis. Elle rencontra souvent Ravenel. Possédé chaque fois par une vanité particulière, il aimait que la conversation mît en relief tantôt son intelligence, tantôt ses relations et quelquefois seulement sa fortune. Bientôt il laissa paraître discrètement les ambitions de son cœur. Il songeait que, dans le monde, on lui saurait gré d'un mariage qui allait réparer les injustices du sort à l'égard d'une personne jolie et bien née. Il voyait déjà le sourire d'accueil que la duchesse de Lancé adresserait à la nouvelle jeune femme et qui viendrait tout naturellement jusqu'à lui.

Un jour, madame de Maisoncelles dit à madame de Valleyres qui se trouvait assise auprès d'elle sur le perron du château :

— Ma chère amie, ce que j'avais prévu est arrivé. Ravenel est très épris de votre fille. Il me l'a confié hier soir avec beaucoup d'émotion et de chaleur dans la voix.

— Je ne doute pas, — répondit madame de Valleyres, —

que Germaine reconnaisse tous les mérites de monsieur Ravenel. Elle est fort touchée de ses attentions. Mais cette chère enfant n'interroge pas son cœur sans inquiétude. Je vois tous les combats qui se livrent en elle, bien qu'elle me les raconte peu. Assurément, elle se défend de penser à la fortune de monsieur Ravenel. Elle a tous les scrupules que vous devinez. Le sentiment seul les fera taire.

— Germaine a bien raison de ne pas se hâter. Elle prend le temps de connaître et d'apprécier Ravenel. Il sera d'autant plus flatté de la réponse que pour ma part j'attends avec grande confiance.

Madame de Valleyres partagea cette confiance. Il lui sembla que le mystère qui enveloppait à ses yeux le cœur de Germaine se dissipait soudain et qu'elle apercevait en ce cœur toute la noblesse d'âme, tout le désintéressement qui ne sauraient nuire. Elle se dit : « Ce qui se prépare, c'est un mariage d'amour de part et d'autre. » Dans le ciel pâle qui se creusait au-dessus des grands arbres, par delà les parterres et la pièce d'eau, elle discernait comme un sourire de la Providence, et le couple qui se promenait à quelque distance, au long de l'herbe, lui parut charmant et romanesque. Les larmes lui venaient aux yeux. Dans un élan de gratitude, elle serra la main de madame de Maisoncelles qui lui dit :

— Germaine est un ange, voyez-vous, je l'ai toujours pensé. Ravenel saura de moi toutes les raisons qui la rendent parfois un peu silencieuse auprès de lui. Ses sentiments en deviendront plus forts, je suis heureuse du bien que je vais lui faire. Il est très sincèrement épris, je vous assure. Entre nous, il vaut mieux que bien des petits jeunes gens de notre monde. Et si vous saviez comme il est instruit ! Hier, à propos de quelques bibelots qui nous viennent de famille, il a parlé en connaisseur des objets d'art du dix-huitième siècle. Ah ! votre fille sera entourée de jolies choses. Il a pour la peinture moderne tout le mépris qui convient. « Les artistes d'autrefois, dit-il, se conformaient aux goûts des grands seigneurs qui les employaient. Maintenant, ils ne veulent plus suivre que leur inspiration. On voit le résultat. »

Après quelques instants, madame de Valleyres demanda :

— Croyez-vous qu'il consentirait à porter un titre de comte?

— Mais oui, je n'ai pas vu chez lui d'orgueil mal placé. Et de plus, qui ne trouvera naturel qu'un mariage avec votre fille l'ait anobli?

— Pauvre petite, — dit madame de Valleyres, — il me tarde qu'elle se confie à moi. Je pourrais si bien l'aider à voir clair dans ses pensées.

— Ne vous tourmentez pas, chère amie, Germaine est un ange, oui, je vous le répète, un ange.

Ce soir-là, madame de Valleyres observa sa fille avec un demi-sourire attendri et patient. Elle se livrait à de romanesques imaginations que favorisaient de fréquents silences. Les souvenirs de lectures anciennes se ranimaient en son esprit. N'avait-elle pas aimé les livres qui font à l'idéal une part si légitime, nous exposent de si nobles débats de conscience et s'achèvent, après le récit de nombreux et délicats épisodes, sur l'annonce heureuse d'un mariage riche? Maintenant, elle se disait que Ravenel saurait provoquer chez Germaine le plus désintéressé des amours. N'avait-il pas plus d'intelligence et de cœur que le « jeune homme pauvre » de Feuillet? On pouvait oublier qu'il était riche et ne se le rappeler qu'à l'heure solennelle et rayonnante où le notaire intervient. Madame de Valleyres pensait devant la gravité mélancolique du visage de Germaine :

« Il ne faut point la troubler. Il faut lui permettre de vivre tout son roman puisqu'en somme on ne doit en avoir qu'un seul dans la vie. »

Le lendemain matin, la jeune fille quitta le piano comme sa mère entrait dans le salon.

— Maman, — dit-elle, — je voudrais voir un peu moins souvent monsieur Ravenel.

— Pourquoi, mon enfant, est-ce qu'il te déplaît?

— Non, mais je serais bien contente de passer ici quelques journées de calme et de liberté. Ensuite nous verrons. Dans des trop courts intervalles qui séparent maintenant nos visites à Maisoncelles, je reste sous l'empire d'impressions confuses. Je me souviens de paroles qui semblent témoigner chez monsieur Ravenel, de la générosité de cœur et de l'ouverture

d'esprit. Mais pourquoi me suis-je demandé s'il était sincère? Je me rappelle des compliments qui auraient dû me toucher plus qu'ils n'ont fait. Quelquefois je me dis : nous pourrions vivre longtemps l'un près de l'autre sans jamais nous connaître mieux qu'aujourd'hui. Cependant il m'apparaîtra peut-être sous un jour tout nouveau si je parviens à m'associer à ses ambitions. Ce qui m'éloigne de lui c'est peut-être qu'il est tourné vers l'action tandis que moi, jusqu'à présent, je n'ai guère été portée qu'à la rêverie. Monsieur Ravenel rêve très peu. Assurément, il a de la volonté. Qu'en fera-t-il? Je le saurai plus tard... trop tard.

— Monsieur Ravenel emploiera sa volonté à te rendre heureuse. Ensuite, il servira des idées excellentes qui sont les nôtres, les tiennes. Je ne comprends pas ce qui t'inquiète.

— Quelquefois aussi, — continua Germaine, — j'aimerais qu'il fût moins riche. Je ne sais trop si l'existence brillante qu'il veut m'offrir est conforme à mes goûts. J'ai peur de lui devoir, pour la grande fortune qu'il m'apporte, une sorte de reconnaissance qui me donne quelque timidité vis-à-vis de lui.

— Où vas-tu chercher cette idée? Lorsqu'on a été élevée comme toi, mon enfant, et que l'on appartient à la meilleure société, je t'assure qu'il vous semble tout de suite qu'on a toujours été riche.

— Ah ! je voudrais bien éprouver des sentiments qui ne me permettraient pas de tant raisonner.

— Laisse-moi te dire que tu te défends trop contre eux. Je croyais vraiment qu'il y aurait en toi plus de chaleur et plus d'élan. Enfin, tous ces scrupules te font honneur, mais monsieur Ravenel mérite d'en triompher. Et il y réussira. Personnellement, il ne saurait t'inspirer de la répulsion?

— Non, mais laissez-moi retrouver pendant quelques jours le calme ancien de ma pensée.

— C'est entendu, je parlerai à madame de Maisoncelles et tu réfléchiras toute une longue semaine. Monsieur Ravenel pourra s'éloigner pendant ce temps. Nous sommes ici dans un tel voisinage de Paris qu'il lui sera facile de revenir. Seulement, à son retour, il s'agira de le décourager tout à fait ou d'accepter la perspective de prochaines fiançailles. Réfléchis, mon enfant, c'est à toi seule de te décider. Tu es complète-

ment libre. Toutefois, j'ai le devoir, je pense, de t'éclairer sur quelques points pour que tu ne sois pas victime de ton inexpérience et ne t'exposes pas à regretter un jour ta décision.

Madame de Valleyres entraîna Germaine vers un canapé couvert d'une cretonne à grand fleurage. Les tableaux se détachaient sur les boiseries blanches du salon à leurs places familières. Le parc se montrait par les fenêtres dans l'immobilité d'une heure déjà chaude. On voyait l'herbe fraîche et touffue à l'ombre de la maison et, plus haut, le tournant d'une allée sous un bouquet d'arbres puis un espace découvert, ensoleillé, libre. Il semblait à la jeune fille qu'elle eût mieux respiré là-bas dans la solitude bruissante du jardin. Elle songeait aux retraites qui l'avaient souvent abritée et revoyait jusqu'aux profondeurs des massifs dont les branches basses avaient griffé autrefois ses mollets nus. Comme il lui était arrivé de tenir de longs dialogues avec des personnages imaginaires ! Tout un monde rêvé allait disparaître devant les réalités précises d'un avenir qui ne dilatait pas son cœur. Ces pensées ne prirent à Germaine que le temps d'un soupir. Elle était assise près de sa mère, au bord du canapé. La fatigue courbait un peu son buste, ses cheveux blonds mettaient une ombre sur la douce pureté de son front et la mélancolie de ses yeux s'éclairait à demi. En ce moment, il était bien certain qu'aucune force intérieure ne l'armait pour la lutte.

— Ma chère enfant, — dit madame de Valleyres, — il faut d'abord que tu saches les sentiments de monsieur Ravenel. Il les a confiés à madame de Maisoncelles qui est pour nous une véritable amie. Elle en était émue. Il est absolument sincère. Du reste, pourquoi ne le serait-il pas? Il est un excellent parti et bien des jeunes filles de notre monde seraient heureuses de l'épouser. On lui a fait souvent des avances. Madame de Maisoncelles m'a cité des noms à ce propos. Seulement, monsieur Ravenel a justement discerné que tu n'étais pas comme les autres, il te sait même gré de ton absence de coquetterie à son égard. Il y voit la preuve de tout le sérieux, de tout le désintéressement qu'il y a en toi. Enfin, il te comprend et moi qui te connais si bien, ma chère enfant, et qui trouve que tant de jeunes gens seraient indignes de toi

j'avoue que je m'intéresse à ses sentiments. Il m'inspire confiance. Madame de Maisoncelles a beaucoup d'estime pour ce jeune homme, beaucoup d'estime. Elle lui a rendu de grands services auprès du monde et il ne les a pas oubliés. Depuis sa première jeunesse, il a toujours recherché les sociétés distinguées. On ne peut lui adresser aucun reproche. Sa fortune a été gagnée très honnêtement par son père. « Sous un autre régime, m'a dit souvent madame de Maisoncelles, on l'eût certainement anobli. » Réfléchis donc, mon enfant, mais garde-toi des impressions fausses qui te montreraient monsieur Ravenel tout autre que ne le voient des gens très avisés et très difficiles. Pendant toute cette semaine, je ne te parlerai plus de lui. C'est seule avec toi-même que tu prendras ta décision. Je m'en remets à ta sagesse ainsi qu'aux lumières qui te viendront de plus haut. Je ne doute pas, en effet, que tu demandes ces lumières et qu'elles te soient accordées.

Madame de Valleyres sourit avec confiance. Elle embrassa Germaine sur le front comme pour la bénir avant que la fortune descendît sur elle.

— Tu as toujours été une enfant reconnaissante et douce. Comme je voudrais que ton frère te ressemblât ! Je serai largement payée de tous mes soins, de toutes mes peines si je te vois heureuse.

En quittant le salon, elle se répétait la phrase de madame de Maisoncelles : « Germaine est un ange. » Et pour elle cela voulait dire : « Toutes ses hésitations sont de pure forme, elle épousera Ravenel. »

Pendant huit jours, tout le mystère caché dans l'âme de la jeune fille frémit sans se révéler. Elle n'arrivait point à se connaître. Elle ne s'entendait pas non plus à observer les gens. Et surtout, elle n'avait pas une confiance aveugle en ses impressions. Les regards très jeunes se reflètent et ne pénètrent point; le monde leur apparaît à travers une sorte de brume où semble emprisonnée de la lumière. Germaine était souvent inquiète : elle ne deviendrait clairvoyante que plus tard.

Le matin, elle ouvrait sa fenêtre de bonne heure au souffle frais de la vallée. Puis, en son lit étroit, parmi les meubles clairs qui lui étaient familiers depuis l'enfance, elle songeait : « Comme il me suffirait de vivre encore avec des espérances

un peu vagues ! » Les yeux tournés vers la blancheur du plafond, elle emplissait sa pensée du silence de la maison endormie. Et si on lui avait dit alors : « Il ne sera plus question de Ravenel », elle fût tombée sans doute dans un sommeil tout plein des rêves d'autrefois.

Cependant elle se disait : « D'où me viendra le courage de désoler mes parents en refusant monsieur Ravenel? » Et sa propre faiblesse l'attristait. Puis elle se demandait : « Que dois-je espérer? »

La jeune fille se souvenait d'avoir flirté avec Raymond de Vauchamps au printemps de l'autre année. Elle revoyait la silhouette élégante du jeune homme, son visage mobile comme celui d'un acteur qui sait feindre les émotions. Il excellait à recouvrir d'une douceur insinuante et d'une malice enjouée le plus pratique des égoïsmes. Il se composait un personnage, peut-être pour se tromper un peu lui-même sur la sécheresse de sa nature. Un soir, pendant un cotillon chez madame de Nazel, il avait tout à coup changé d'expression en causant avec Germaine. Avait-il aperçu dans les yeux bleus de la jeune fille une offre naïve, quelque chose comme une fleur pure et fragile qui montait à la rencontre de ses regards à lui? En vérité, il ne désirait pas qu'on le prît trop au sérieux. Germaine était alors presque inconsciente du sentiment qui s'était si peu voilé dans son apparition première et ingénue. Mais elle remarqua fort bien que Raymond de Vauchamps se détournait d'elle. A la même seconde, elle lut dans son cœur, et dans celui du jeune homme. Une angoisse l'étreignit. Troublée, honteuse, comme elle eût voulu disparaître de la petite chaise dorée où elle se trouvait sans voix, avec un sourire qui retombait lentement ! On l'invita pour une valse. Dans le tourbillon de la musique, des lumières, des voix, elle vit s'engloutir une illusion qu'elle ne croyait pas si chère. Pendant le reste de la soirée, Vauchamps fut poli, mais lointain, mais distrait par mille obligations de politesse. Rentrée chez elle au petit matin, Germaine pleura longtemps au creux de son oreiller. Ainsi, celui qu'elle avait cru différent des autres valait à peine le pire d'entre eux. Quelle confiance pouvait-elle garder en son propre jugement? Qu'était le monde? Elle frémit à l'idée d'une découverte pareille à celle de ce jour-là et

qui eût suivi de plus longues illusions. Il lui sembla qu'elle distinguait au plus profond de son cœur un trésor obscur et doux qui resterait toujours ignoré. Elle sentit qu'elle était éloignée de la vie même par toute l'âme qu'elle avait su se créer dans ses rêveries. Cette âme, en qui plus tard elle puiserait peut-être des forces imprévues, lui paraissait bien lourde dans le désarroi de ses sentiments.

Depuis ce temps, Germaine s'était laissé reprendre par son indolence. Bientôt, elle avait appris sans surprise le mariage de Vauchamps avec une riche héritière. Aujourd'hui, voici qu'elle devait se décider pour ou contre Ravenel. Et, devant l'opinion de ses parents, ne lui fallait-il pas plus de confiance dans la vie, plus de volonté pour le refuser que pour l'accepter?

Elle se demandait parfois ce que sa plus chère amie, Simone d'Aigremont, penserait de Ravenel. Simone portait dans ses yeux noirs une flamme droite et tranquille. Elle s'exprimait avec une assurance discrète qui vous rangeait à son avis. L'orgueil de l'intelligence ne se montrait pas chez elle. Il semblait seulement que la vérité rendît un son particulier en tombant sur son âme. On ne connaissait de Simone que la finesse de sa nature et la fraîcheur des impressions que lui donnait l'amitié. Il était impossible de prévoir sa destinée. Sensible et réfléchie, elle n'avait pas l'air de trop rêver.

Un après-midi, Françoise de Gouvernes vint jouer au tennis avec Germaine. Le terrain se trouvait situé à mi-hauteur entre le fond de la vallée et le petit château des Valleyres, dans la prairie qui s'étendait au pied du mur de soutènement du jardin fleuriste. Une avenue de platanes montait sur la gauche. Vers cinq heures, l'ombre d'un bouquet d'arbres s'allongeait sur le jeu. Toute la lumière de l'été l'environnait, largement épandue sur le coteau qui attendait le soir pour respirer. Un peuplier isolé marquait la hauteur du ciel que soulevaient plus loin les toits de la maison et les cimes de la futaie. On sentait, en regardant de ce côté, toute la profondeur calme et ensoleillée du paysage champêtre.

Les deux jeunes filles avaient des chemisettes et des jupes de toile blanche. Elles se reposaient en des fauteuils d'osier, sur l'herbe, près de la table du goûter. Françoise était petite et cambrée, avec des cheveux presque roux et une singulière

vivacité d'expression sur son visage aux narines retroussées. Elle apportait à tous les sports et à la danse des muscles infatigables. Même au repos, son corps souple aux contours arrondis et nets laissait prévoir la rapide agilité de ses mouvements. Très libre auprès de madame de Gouvernes et riche de l'héritage de son père, elle songeait peu à se marier. Les plaisirs de sa vie présente lui suffisaient.

— Germaine, as-tu vu les Maisoncelles depuis leur retour? — demanda-t-elle.

— Oui, plusieurs fois.

— Ah ! ils ne m'ont pas invitée, — reprit-elle sur un ton légèrement pincé, puis elle sourit en regardant son amie.

— Il paraît, — continua-t-elle, — qu'ils avaient en séjour un homme charmant dont tout le pays dit grand bien, monsieur Ravenel. Tu as dû le rencontrer?

— Mais oui.

— On faisait encore son éloge, l'autre jour, chez les d'Orival. J'ai surpris la fin d'une conversation très flatteuse à son sujet et que mon arrivée a interrompue.

« Évidemment, pensa Germaine, on parle de lui et de moi dans toutes les propriétés des environs. Et si je le refuse, je découragerai à jamais la bonne volonté de nos amis. Je passerai pour fantaisiste. Il ne semblera plus qu'on puisse, en conscience, faire cadeau de ma personne à un bon jeune homme. Il n'y a rien à dire contre monsieur Ravenel. Dans ma situation, je dois l'épouser... et l'aimer. »

— Je n'ai pas trouvé monsieur Ravenel désagréable, — répondit-elle à Françoise, — il a l'air instruit et ambitieux.

Françoise n'insista point. Elle n'attendait pas de confidences et voulait seulement savoir si elle avait deviné juste. Les confidences se font d'ailleurs très rarement aux heures d'incertitude. On ne raconte volontiers que l'irréparable.

Quelques instants plus tard, comme elles allaient recommencer de jouer, Françoise eut une seconde d'attendrissement qu'elle n'expliqua point et dit :

— Ma petite Germaine, je t'aime bien.

Le dimanche suivant, les huit jours de réflexion et de liberté se trouvaient largement écoulés. Madame de Valleyres choi-

sit son heure. Ce fut au retour de la messe qu'avec un visage souriant et composé, elle dit à Germaine :

— Eh bien, mon enfant, que faut-il écrire à madame de Maisoncelles?

— Mon Dieu, maman, — dit Germaine, — je ne puis pas...

Elle releva les yeux avant de terminer sa phrase. Quelque chose de dur se mêlait à l'expression inquiète des traits de madame de Valleyres. Des larmes assez douloureuses voilèrent les regards de la jeune fille qui dit :

— Maman, je veux bien revoir monsieur Ravenel.

A ces mots, sa mère lui ouvrit les bras, et, pleurant elle-même, la serra tendrement sur son cœur.

IV

Le temps avait passé et Germaine était depuis plusieurs années déjà la comtesse Ravenel. Un jour, beaucoup de gens se trouvaient à l'heure du thé chez madame de Saint-Hilliers, rue de Rivoli. La clarté d'un ciel de juin où flottaient de beaux nuages entrait par les fenêtres, mais de grands chapeaux surmontés de plumes ou d'aigrettes mettaient à l'ombre les visages des femmes. Il y avait des robes de toutes nuances, de toutes formes et souvent l'indiscrétion de la robe révélait agréablement ce qu'une femme préférait en sa personne. Quelques hommes s'occupaient à poursuivre des flirts. On signalait la présence d'un littérateur connu, celle d'un poète nouveau. Des vieux messieurs, blanchis dans la mondanité et dont les rides ne contenaient point d'ombre, circulaient à travers les salons, et de petits jeunes gens maniérés se dressaient en des groupes d'où fusaient, par instants, des éclats de voix et des rires.

Une robe du bleu le plus tendre accusait les charmes opulents de madame de Saint-Hilliers, faisait ressortir les couleurs étudiées de son teint et le blond ardent de ses cheveux. Les sourires qu'elle adressait à ses invités s'éloignaient en ses yeux comme des soleils couchants. Ils évoquaient le paysage accidenté d'une jeunesse déjà longue. Tout le monde avait connu les intimités de madame de Saint-Hilliers avec un

musicien célèbre, puis avec un poète. L'âge aidant, elle était venue jusqu'à la politique. Maintenant elle rêvait d'incliner sa beauté vers de jeunes ambitieux et de respirer l'encens des plus naïfs éloges.

Dans un coin du salon, la petite comtesse de Chérence, une brune aux épaules maigres que l'on voyait jouer sous la soie luisante d'une sorte de tunique, se tenait dans un fauteuil bas, les jambes croisées, le buste en avant. Quelque chose de troublant rayonnait de sa personne singulièrement repliée. Elle levait une tête chargée de lourds cheveux noirs vers un jeune homme timide. Il semblait qu'en l'écoutant, elle abritât de ses paupières à longs cils tout le travail de sa pensée. Elle ne dérangeait pas en elle-même l'éclosion d'un désir. Peut-être, tout à l'heure, son regard apporterait-il au jeune homme la plus chaude des promesses et comme une image dévoilée de l'amour prochain. Peut-être au contraire ne serait-elle plus tout à coup qu'indifférence.

Debout, très entourée, madame Oisemont balançait une tête magnifique, un peu trop forte. Ses grands yeux se détournaient lentement de ses admirateurs. Elle avait l'air de pâturer en un jardin secret et lointain.

Cependant, la vieille madame de Montbarry était confortablement installée devant une tasse de thé, des gâteaux à la crème et des tartelettes. Un petit cercle recueillait les oracles de sa malveillance et Lucien Jaman lui donnait la réplique. Elle se livrait à de sévères appréciations sur nombre de jeunes femmes.

— Ce sont des poupées, — disait-elle, — ou de petits animaux. Croyez-moi. Du reste, qui se soucie de les aimer?

— Mais je crois, — répondit Jaman, — que l'on aime très souvent madame de Chérence.

— Oui, en passant. Elle fait aux cocottes une concurrence déloyale.

— Pas si déloyale, — murmura Jaman.

Et il se pencha vers l'oreille de son voisin pour insinuer que la jeune comtesse de Chérence ne témoignait pas toujours le mépris absolu des questions d'intérêt. Elle songeait au prix de ses faveurs dès qu'elle commençait à les accorder moins volontiers.

— Je vous entends bien, — dit très haut madame de Montbarry.

Elle railla ensuite la stupidité de madame Oisemont faite pour les entrées majestueuses et muettes dans le restaurant d'un grand hôtel étranger.

— Ses proportions ne sont pas intimes, — dit-elle.

Jaman lui signala madame de Saint-Ribert dressée sur de hauts talons, avec une bouche comme une cerise et des yeux agrandis au crayon bleu. Une robe blanche très étroite et garnie de dentelles permettait d'admirer toute sa personne menue et ronde.

— Celle-ci, — dit-il, — est une petite Walkyrie de la mondanité. Aucun flirt ne peut l'émouvoir. Elle aime infiniment à s'habiller et le contraire ne lui paraît justifié que par la perspective du repos. Que ferait-elle d'un amant? Déjà, elle ne sait où prendre le quart d'heure d'une attention bien distraite que son mari réclame quelquefois.

— Tenez, — s'écria madame de Montbarry, — j'aperçois madame Ravenel. Ah ! si j'étais un homme, voici la femme dont je m'occuperais. Son charme est doux et profond. Il y a une ombre de tristesse dans ses jolis yeux. Son mari la néglige sans doute ou ne lui plaît guère. Regardez comme elle se distingue de toutes les autres. Ah ! je suis bien persuadée qu'elle a une âme.

— Une âme, je ne dis pas.

— A vous de comprendre tout ce que j'entends par là.

— Oh ! je ne suis pas en cause, — dit Jaman avec une aigre modestie. — D'ailleurs, vous n'ignorez pas qu'elle est très recherchée par Henri de Sénart. Il est ici.

Germaine, qui portait depuis deux ans et demi bientôt le nom de comtesse Ravenel, venait en effet d'arriver. Elle causa d'abord avec madame Berthelier qui s'était prise pour elle d'une vive amitié. Madame Berthelier, maigre et brune, les épaules étroites, avait une physionomie intelligente et de beaux yeux. L'amour l'avait déçue, son mari ayant recommencé sa vie de garçon dès le retour de son voyage de noces. Maintenant, il consacrait aux chevaux et aux chiens tout le temps qu'il ne donnait pas aux petites femmes de Paris. Il buvait, en un fumoir que décoraient des bibliothèques

de fusils et de cigares, de nombreux verres d'eau-de-vie. Jeanne Berthelier veillait avec un soin minutieux à la santé et à l'éducation d'une petite fille de cinq ans. Elle s'était créé des goûts indépendants et avait acquis un vrai talent de musicienne. Enfin, elle se montrait pour quelques personnes une amie ingénieuse, dévouée, parfaite. Résolument, elle se défendait de tomber dans l'abîme des peines sentimentales. Mais c'était au prix d'un effort constant qui rendait intéressante l'expression de son visage.

— Ma chérie, — dit-elle à Germaine, — nous devrions bien aller un soir, sans nos maris, écouter *Tristan* aux fauteuils d'orchestre de l'Opéra.

— Ah! je le voudrais bien, — répondit Germaine, — mais tu n'imagines pas ce qu'est mon existence en ce moment. Je me réserve à peine une soirée de temps en temps et je suis si fatiguée que je ne sais plus ce qui pourrait me plaire.

— Je crois que tu t'exagères un peu l'obéissance qu'on doit à son mari. Tu ne vis plus que selon ses goûts à lui. C'est injuste. Il me tarde que tu te reprennes un peu, que tu résistes à ce terrible courant de mondanité.

— Ce serait difficile. J'admire ton énergie. Moi, je suis bien faible, bien faible. Viens donc me prendre, un après-midi, nous irons à la roseraie de Bagatelle ou bien au parc de Saint-Cloud.

— C'est entendu. Veux-tu demain?

— Demain, il y a une garden-party à l'ambassade d'Angleterre et j'y conduis Françoise de Gouvernes.

— Alors, téléphone-moi et, sur ce, je me sauve. Au revoir, ma chérie

Comme Jeanne Berthelier s'éloignait, Henri de Sénart s'approcha.

— Je craignais votre amie, — dit-il. — Elle m'a souvent privé d'un tête-à-tête avec vous. Ah! madame Berthelier vous aime beaucoup. Aujourd'hui, elle est venue ici de bonne heure et je sentais bien qu'elle vous attendait... comme moi.

— C'est une amie.

— Et moi, que suis-je?

— Oh! vous, vous êtes tout à fait autre chose, je crois.

Germaine désirait prendre une tasse de thé. Sénart l'accom-

pagna dans la salle à manger. Ensuite, elle consentit à s'asseoir près de lui dans un petit salon où l'on remarquait déjà quantité de conversations particulières. Madame de Saint-Hilliers y pénétrait parfois discrètement. Madame Oisemont, massive et lourde sur une chaise fragile, se perdait avec un jeune homme très correct dans un flirt presque silencieux. La petite Chérence avait quitté son timide adorateur. Elle riait maintenant au nez d'un monsieur grisonnant. Et le canapé du fond était occupé par deux adolescents imberbes et maniérés.

Sénart, âgé de trente-cinq ans environ, avait des cheveux très noirs séparés par une raie impeccable, le visage mâle et bruni d'un homme de sport, la taille bien prise. A juste titre, on l'estimait séduisant. Quelque chose de velouté passait souvent dans ses regards lorsqu'il causait avec une femme. C'était, pour ainsi dire, un reflet de la peau délicate qu'il avait entrevue, une expression sincère, chaude et pourtant mesurée de sa convoitise. Tout jeune, presque au sortir du régiment, il s'était marié selon les volontés d'une mère dévote. Dès qu'il eut mis sa femme en état de connaître les devoirs de la maternité, il partagea son temps d'une façon réfléchie entre l'amour et les sports de plein air qui donnent au corps de l'élégance et de la vigueur. Amant discret, prévenant, il appartenait tout entier aux femmes du monde et faisait sonner très haut son mépris des amours vénales et rapides. On parlait à mi-voix de quelques-uns de ses succès. L'hiver dernier, une rupture l'avait attristé, disait-on.

— Au fond, je suis un peu surprise que vous soyez si assidu anprès de moi, — lui dit Germaine.

— Il est vrai que vous ne m'encouragez pas beaucoup, — répondit Sénart. — J'ai d'ailleurs tout de suite et parfaitement compris que vous n'étiez pas coquette. Mais vous a-t-on dit que j'étais léger? Je ne le pense pas. En tous cas, vous auriez tort de le croire. Si vous lisiez en moi, vous ne pourriez pas être blessée des sentiments que je vous porte.

— Sont-ils respectueux comme ceux que l'on exprime au bas d'une lettre?

— Mais... oui, en ne donnant pas au mot « respect » un sens... d'éloignement. Vous êtes une intelligence, vous êtes

un cœur, j'ai vu tout cela, je vous le jure, et j'ai vu aussi, pardonnez-le-moi, la beauté délicate, attirante de votre personne. Enfin, puisque cet aveu me brûle les lèvres depuis si longtemps, pourquoi le contenir encore? Je vous aime.

— Vraiment?

— Oui, j'ai résisté d'abord, je prévoyais tant d'obstacles. Maintenant...

— Maintenant, après réflexion, vous ne résistez plus. Pourquoi?

— Vous allez me trouver orgueilleux, mais après réflexion, comme vous dites, j'ai estimé que je n'étais peut-être pas trop indigne de vous. Dans le monde, ils ne sont pas nombreux, les hommes capables d'éprouver un sentiment pareil au mien. Un grand charme d'amitié se mêle à mon amour. Le bonheur qui me viendrait de vous vaut qu'on le mérite longuement. Je le sais, et j'attendrai. J'attendrai que vous ayez le goût, l'impatience d'être aimée. Un jour, toute la sincérité de mon cœur vous apparaîtra. Je suis troublé, conquis profondément. C'est par un prodige de bonne éducation que je ne saisis pas la petite main que vous avez dégantée tout à l'heure pour prendre un gâteau.

— Votre ton m'effaroucherait un peu si je ne pensais pas que de pareilles phrases vous ont déjà servi bien souvent. Croyez-vous que j'ignore toute la réputation... flatteuse que vous avez su acquérir? Il est entendu que vous ne vous souciez pas de votre femme. Mais je vous préviens que mon mari n'a pas fini de compter pour moi. Et si j'ai provoqué votre amour je n'en suis pas fière.

— Vous me faites beaucoup de mal. Pourtant je veux garder confiance. Il est tellement clair que Ravenel ne vous mérite pas. Il est bien incapable de vous comprendre. Du reste, il le prouve et quand on pense... enfin, nous en reparlerons.

— Non, nous n'en reparlerons pas.

Germaine se leva pour s'éloigner en gardant le sourire qui avait constamment voilé aux indifférents le mouvement de cet entretien. Bientôt, elle prit congé de madame de Saint-Hilliers.

Dans l'automobile qui la ramenait chez elle, avenue de

l'Alma, la jeune femme songea surtout aux derniers mots de Sénart. Il avait eu le ton d'un homme renseigné qui se tait par une délicatesse toute provisoire. « Qu'a-t-il voulu dire? se demandait-elle, et que sait-il? »

Le soir, après un dîner chez les d'Orival, Ravenel accompagna Germaine dans sa chambre. Il attendit que, revêtue d'une robe d'intérieur bleu persan, elle commençât de se décoiffer. Jamais, elle n'avait tant désiré être seule. Le parfum de ses cheveux dénoués inquiétait sa pudeur.

— Ma chère amie, — lui dit-il, — je crois que nous avons enfin trouvé la propriété qui nous conviendra. Elle touche à la forêt d'Amboise et se compose d'un château Louis XVI vaste et confortable, d'un parc d'une quarantaine d'hectares, de quelques fermes d'un bon rapport. Les propriétaires actuels sont les Pontault. On a justement parlé, ce soir, de l'homme de confiance qui les a presque ruinés. Ils chassaient à courre et nous céderaient leur équipage. Grâce à cet équipage, notre situation dans le pays sera tout de suite excellente, surtout si j'obtiens de quelques personnes des environs qu'elles soient mes associées à part variable. Elles m'apporteront leur expérience, elles seront intéressées à l'éclat des réunions. Et nous aurons de très brillants automnes.

— Qui vous a parlé de cette propriété?

— Bien des gens, mais celui qui me l'a vantée avec le plus d'insistance est Henri de Sénart. Il habite auprès d'Amboise et s'y entend admirablement en vénerie. Je suis certain qu'il se donnera beaucoup de mal pour que je réussisse. Il a de grands dons d'organisateur que sa fortune modeste ne lui permet pas d'employer pour lui-même.

— Ne sera-t-il pas chez vous comme chez lui? Monsieur de Sénart a merveilleusement les allures de celui qui commande. L'argent et les femmes des autres lui ont toujours assuré de belles revanches contre le sort. Seulement, cette fois, il a peut-être compté sans moi. Je n'ai pour lui aucune sympathie.

— Pourquoi cela? Tout le monde le trouve charmant. Il a de l'esprit, de l'élégance, des succès de toute sorte.

— Que voulez-vous? Il me déplaît.

Ravenel leva les yeux sur Germaine qui avait ramené ses

cheveux blonds des deux côtés de son cou et les nattait sur sa poitrine. Il était contrarié dans ses projets. Un grand désordre régnait dans sa pensée. Tout lui paraissait maintenant compliqué, difficile. Les images qui avaient flatté sa vanité étaient bien près de s'évanouir, et cette vanité se contractait en lui sous une forme irritable et défensive. Sa femme lui devenait bien étrangère dès qu'elle ne servait plus ses ambitions. Comme elle partageait peu ses goûts, ses idées! Ah! il était bien naturel qu'il ne l'aimât point davantage. Bientôt il regretterait de l'avoir épousée. Cependant, il luttait contre ces sentiments dont toute expression eût été maladroite. Il fallait qu'à ses propres yeux, la vérité brutale et basse de son cœur prît le temps de se masquer. Au premier mouvement en succédait un second, plus raisonnable, plus hypocrite. Il se souvenait que des femmes dont l'autorité mondaine était incontestable lui avaient fait de grands éloges de Germaine, et qu'il y avait répondu par un sourire de mari convaincu et amoureux. Il se disait qu'elle lui épargnerait toujours le ridicule d'être trompé. Seulement, les principes les plus sérieux ne commandent pas les attitudes intransigeantes. Quelques paroles de Sénart avaient dû l'offenser. Sans doute, elle s'était exagéré leur importance. Peut-être, en femme du monde habile, aurait-elle pu se faire un ami de ce séducteur sans lui rien accorder.

— Je suis très embarrassé, — dit Ravenel. — Tous les renseignements que j'ai sur cette propriété, je les tiens de Sénart. Comment me passer de lui maintenant? Et je sens bien qu'il le faut. Je suppose qu'il vous a fait la cour un peu... cavalièrement.

— Il me l'a faite aussi sérieusement qu'il en est capable, mais ce n'est pas là ce qui vous trouble, je vois. Du reste, je me serais bien gardée de vous rien dire si monsieur de Sénart n'avait pas été en passe de devenir votre meilleur ami.

— Je juge son procédé comme il convient, n'en doutez pas. Mais laissez-moi vous avouer que je suis très ennuyé. Tout s'annonçait si bien : un pays admirable, habité on ne peut mieux, des chasses à courre et à tir, peut-être un avenir politique. On est très désaffectionné des radicaux dans toute cette région. Il y aurait un rôle intéressant et beau à jouer. Je

désire depuis si longtemps qu'un champ pareil s'ouvre à mon activité. Seulement, si j'ai mécontenté Sénart, il agira contre moi sans aucun scrupule, je le connais. Il a la dent très dure, de l'influence. Que faire?

— Je ne sais pas.

— Évidemment, vous ne cherchez pas beaucoup à m'aider.

— C'est difficile.

— Enfin, n'en parlons plus et nous réfléchirons l'un et l'autre.

Germaine sentit le vague espoir que recouvraient ces mots. Assurément son mari ne lui demanderait pas de grandes explications si elle consentait à se rapprocher de Sénart. « Il pense que tout dépend de moi, se dit-elle. Peut-être n'oubliera-t-il jamais l'occasion que je lui fais manquer. Et il me verrait sans jalousie causer de nouveau et souvent avec monsieur de Sénart. »

— J'ai encore un projet à vous communiquer, — dit Ravenel après quelques instants. — J'espère que, cette fois-ci, je serai plus heureux.

Il voulait donner au cercle du Polo un dîner suivi d'une comédie et d'un bal. Au nombre des invités qui lui feraient honneur, il cita le duc et la duchesse de Lancé, les Maisoncelles, les Champdeuil, les d'Orival, puis, à la surprise de Germaine, les Vargemont. Ceux-ci avaient relevé de leur propre autorité le nom d'une famille depuis longtemps éteinte. Ils vivaient de ressources inconnues. Vargemont, sournois et affairé, n'inspirait pas confiance. Sa femme était fort belle. Elle avait accordé à plusieurs banquiers, disait-on, les faveurs d'une domination méprisante.

Un soupçon traversa l'esprit de Germaine. Elle n'oubliait pas que Sénart l'avait à demi prévenue de l'infidélité de son mari.

— Est-il bien nécessaire d'inviter à dîner les Vargemont? — demanda-t-elle. — Il me semble qu'ils sont un peu déplacés dans une réunion si choisie?

— Vous vous trompez absolument, — répondit Ravenel. — La beauté, l'intelligence de madame de Vargemont sont très appréciées. Je sais qu'elle voit souvent la duchesse. Nous l'avons rencontrée récemment chez les Champdeuil. Et tout

ce qu'on dit sur elle, par jalousie, ne l'atteint pas. Sa situation reste excellente, croyez-moi. Je goûte moins son mari ; cependant, je dois reconnaître que son duel avec le baron Fuchs lui a fait grand bien.

Il se tut, puis reprit devant le silence de Germaine :

— Évidemment, vous ne changerez pas d'opinion sur leur compte et je suis navré de vous déplaire. Mais que voulez-vous, cette fois, il nous est presque impossible de ne pas les inviter.

— Faut-il que nous les ayons pour amis ou pour ennemis, comme monsieur de Sénart ?

— Épargnez-moi votre ironie et cherchez plutôt à me comprendre. J'ai rencontré aujourd'hui même madame de Vargemont au Polo et je lui ai dit mon projet.

— Avant que je le connaisse. Ah ! vous êtes beaucoup plus lié avec elle que je ne pensais. D'ailleurs, vous avez sur cette femme des illusions révélatrices.

— Ne prolongeons pas cette conversation. Vous êtes fatiguée, nerveuse. J'espère que demain vous jugerez de tout plus sainement. Bonsoir.

Germaine demeura seule. Elle ne doutait point que son mari eût une maîtresse. « Il ne m'a épousée que par vanité, se dit-elle, il ne m'a jamais aimée. » Pour tout avenir, elle n'entrevoyait qu'un calme désolé, car elle se promettait bien de répondre toujours avec le même mépris aux déclarations pareilles à celles de Sénart.

V

Aux premiers jours d'octobre, Germaine était aux environs de Compiègne, à Choisy-au-Bac, chez son amie, madame Berthelier. Ravenel ne l'avait pas accompagnée, préférant, en cette saison, le séjour de Paris d'où il est plus facile de se rendre à des invitations de chasse dans toutes les directions. Berthelier, grand chasseur également, ne troublait que de temps à autre le calme de Choisy par les éclats de sa bonhomie un peu brutale.

A la fin d'une soirée paisible, madame Berthelier annonça l'arrivée prochaine d'un jeune peintre à qui elle avait commandé le portrait de sa petite Alix.

— J'espère que cela ne te contrarie pas, — dit-elle à son amie. — C'est un garçon très gentil, très simple, et je lui crois du talent. Tu l'as rencontré autrefois, en Seine-et-Marne. Il se nomme Marcel Jablines.

Germaine assura qu'elle serait contente de le revoir, sur un ton de sincère et profonde indifférence. Puis elle sentit que le nom de Jablines restait doucement écrit dans sa pensée. Les parents de ce jeune homme avaient loué, plusieurs étés de suite, une petite maison à Lagny, dans le voisinage des Maisoncelles. Il avait souvent joué au tennis avec Germaine. Souvent il s'était plu à lui confier un peu de ses ambitions et de ses rêves. Elle évoqua la courbe claire de son front sous ses cheveux noirs, ses yeux sombres. Elle se souvint qu'à bien des reprises, il avait paru troublé auprès d'elle et fut étonnée que sa mémoire lui rapportât tant d'expressions du visage et tant de regards qui avaient témoigné chez lui un sentiment contenu. Voici que les paysages du passé revivaient en elle avec une âme qui était celle de Jablines. Elle se répétait qu'il était intelligent, sensible, ouvert à des impressions de poète. Elle appréciait avec son expérience d'aujourd'hui la qualité des hommages qu'elle avait reçus de lui autrefois.

Dès le premier soir, le jeune peintre fut heureux de l'attention que lui accordait Germaine. Tout d'abord, ils parlèrent assez longuement ensemble du temps de Seine-et-Marne. Puis, se parant de modestie aux compliments qui lui étaient adressés sur ses œuvres, il laissa voir le goût passionné qu'il avait de son art. Enfin, la conversation douce et variée lui permit de révéler, par quelques jugements sur des gens ou sur des aventures, par l'aveu de ce qu'il eût éprouvé en telles ou telles circonstances, un peu des inquiétudes qu'il portait en lui. Il se sentait encouragé, approuvé, délicatement environné par la sympathie de Germaine. La destinée lui paraissait répondre à ses désirs les plus anciens.

Les jours suivants, il se trouva fréquemment seul avec Germaine. Elle l'interrogea sur les projets qu'il avait pu réaliser, sur sa peinture, sur des voyages, sur les charmes d'une existence indépendante. Tout en se livrant à demi, il observait le plaisir qu'elle prenait à causer avec lui. Il reconnut de

mieux en mieux sous la tristesse dont le mariage l'avait revêtue, celle qui lui était apparue autrefois si différente des autres. Ah ! il ne doutait pas qu'elle eût été fortement déçue par Ravenel. Il était content qu'elle fût capable d'émotion devant un paysage ; qu'elle trahît, par la nuance d'un souvenir ou le ton d'un mot, ce qu'il y avait en elle de poésie cachée. Jamais elle ne cherchait à briller par des remarques subtiles. Il semblait toujours qu'elle ne demandât qu'à mieux comprendre encore. La vanité ne fermait pas son esprit, Jablines se montra dépourvu de fatuité. Elle n'eut pas à se reprocher de coquetterie. Ils tournaient à pas de velours autour du mystère de leurs sentiments. La sonorité du monde se faisait douce pour eux par les belles après-midi d'automne dans le jardin de madame Berthelier. Et le soir, ils voyaient s'étendre, au delà des lignes d'horizon qui s'atténuent dans le crépuscule, les libres espaces qui font rêver.

Cependant Marcel travaillait au portrait de la petite Alix dont la fraîcheur blonde s'éclaira bientôt sur sa toile. Lorsque au bout d'une semaine il reprit la route de Paris, le mouvement des plaines ensoleillées qu'il aperçut de son wagon berça ses regrets de l'intimité interrompue. Il était à la fois triste et souriant. Les images qu'il emportait au fond de son cœur lui conseillaient d'espérer. Il était flatté d'avoir su découvrir chez la jeune femme une âme délicate qu'il sentait réservée, un peu farouche, mais qu'il ne soupçonnait pas de froideur. Il songeait aussi qu'elle avait pu remarquer en lui ce que justement il rêvait d'exprimer à travers sa peinture, ce qui le rendait propre à une vie sentimentale, active et profonde. Il se disait : « Ce n'est donc pas en vain que je l'ai aimée autrefois. Je devais la retrouver. Mais il fallait qu'elle eût souffert par son mariage. » Dès qu'il fut dans la solitude de son atelier qui donnait sur des jardin, au delà du Luxembourg, il comprit qu'il n'attendrait pas, sans quelque fièvre, le jour où il lui serait possible de revoir Germaine. Il y avait en lui, sur le bonheur d'un sentiment partagé avec la jeune femme, une sorte de certitude qu'il n'avait peut-être jamais connue. Il s'écriait : « Je veux au moins son amitié. » Il avait l'impression d'être attiré vers elle par une clarté bienfaisante, douce, infinie. Ei il se rappelait bien que les sentiments qui, autre-

fois, l'avaient fait souffrir, étaient toujours nés dans une ombre inquiétante.

Une liaison déjà ancienne l'avait instruit de tous les tourments que cause la jalousie. La rupture définitive remontait à plus de deux années. Depuis ce temps, son cœur et sa sensualité qui parvenaient difficilement à s'entendre, s'étaient fait à tour de rôle des concessions malheureuses. Ainsi le charme de telle femme s'évanouissait lorsqu'elle reprenait avec sa robe son âme un peu vulgaire, lorsqu'elle quittait le silence de la volupté ; celui de telle autre tombait au contraire avec ses vêtements.

Pendant longtemps, Marcel avait craint de s'engager. Longtemps il s'était dit : « Au moment où on croit que le mystère d'une personne va vous être révélé, ce qu'on apprend, c'est tout ce qui l'entoure et se reflète en elle, c'est la banalité de l'existence qui comble ses vœux et la médiocrité du milieu qui lui plaît. Elle cesse immédiatement de nous paraître un peu au-dessus des autres, indépendante et personnelle. Elle rentre, pour ainsi dire, dans le rang, sous nos yeux déçus ; bientôt nous pouvons détester en elle une sottise qu'elle partage avec beaucoup de gens. »

Toujours il avait entendu ne se fier aux conseils de personne, ni même à ses propres raisonnements pour le choix d'une destinée. Il éprouvait une répugnance invincible à s'enfermer au petit bonheur dans un cercle d'habitudes et d'obligations. « Il est singulier, pensait-il, que je me voie amant plutôt que mari. L'idée de famille, dès qu'elle ne m'est pas représentée par mes parents, m'effraie. La famille, je ne la comprends qu'antérieure à moi et, par là, mystérieuse en tout ce qui a présidé à sa formation. »

Marcel était depuis quelques jours à Paris lorsque, à la fin d'un après-midi, il reçut à son atelier la visite d'André Gibert. Celui-ci reprochait souvent à son ami de se confiner dans une demi-solitude. Pour sa part, il comprenait la vie différemment. Joli homme, de tournure élancée, il s'habillait avec recherche et aventurait en de nombreux flirts son amour-propre qui se payait de sourires. Beaucoup de jeunes femmes connaissaient, grâce à lui, les derniers échos des modes intellectuelles. Il parvenait même à créer un goût

subtil chez celles dont les visages annonçaient la plus saine simplicité d'esprit. Récemment, il avait publié un recueil de sonnets. Tout le monde observait sa carrière avec indulgence et, généralement, on estimait qu'un jour il réussirait un beau mariage.

Les deux amis descendirent ensemble jusqu'à la rue de la Paix. Gibert eut occasion de saluer la duchesse de Lancé, la jeune comtesse de Maisoncelles. Il parut en grand flirt avec une belle personne blonde qui sortait d'un magasin. Tout de suite il affecta près d'elle de connaître mille petits secrets qui pouvaient l'intriguer. En l'écoutant, elle ouvrait tout grands des yeux où l'ombre d'aucune pensée ne voilait les sources claires de la jeunesse. Lorsqu'il risquait un nom propre pour la mettre sur la voie des grandes découvertes qu'il avait faites et qui la concernaient, elle comprenait encore moins. Mais elle lui était reconnaissante de provoquer le rayonnement de sa beauté par les traits multipliés de cette conversation vive et factice. A la malice du poète mondain, elle opposait son sourire comme une armure adamantine. En s'enveloppant de la grâce lumineuse et fraîche de ce sourire, elle avait l'air de protéger sa liberté.

Marcel entendit qu'elle se nommait madame Sorèze. Il lui fut présenté comme un peintre du plus grand avenir et protesta modestement. Du reste, la jeune femme regardait Gibert avec le sentiment qu'il se moquait peut-être d'elle. Bientôt, elle monta dans son automobile.

Vers huit heures, Marcel accompagna Gibert dans le restaurant où le peintre Jean-Claude, qui rappelait les hommes de la Révolution par son visage rasé, ses lèvres minces et ses yeux vifs, usait en verve méchante toute l'ardeur que son travail n'avait pas dépensée, ce jour-là. Il enseignait ses passions plutôt que son art à tout un cercle de disciples. Pendant le dîner, Gibert conta des anecdotes sur la société parisienne. Il engagea Marcel à sortir enfin de sa retraite dans l'intérêt même de sa peinture.

— Je t'assure que les succès de la personne aident à celui de l'œuvre, — disait-il. — D'ailleurs, tu ne t'ennuieras pas dans le monde si tu veux bien t'occuper des femmes. Presque

toutes ont trouvé dans le mariage une déception qui les a un peu affinées.

Marcel accepta d'être présenté en des maisons où, plus tard, il aurait sans doute des occasions de rencontrer Germaine. En racontant son séjour chez madame Berthelier, il ne consacra à madame Ravenel qu'une mention rapide et banalement élogieuse. Il n'aimait à parler d'elle qu'avec lui-même et, lorsqu'il aventura le nom de la jeune femme dans la conversation, parce qu'il eût été maladroit de le taire, il ne se défendit pas d'un frisson d'inquiétude comme si l'air ambiant avait touché son secret. Et il s'étendit sur la gentillesse de la petite Alix qui avait posé avec des mines de coquetterie ingénue, en faisant les doux yeux à son peintre.

Mais Gibert lui dit :

— Je ne te conseille pas d'attaquer madame Ravenel. C'est une vertu. Je ne dis pas cela par malveillance. Madame Ravenel n'a aucune affectation d'austérité. On aimerait à l'aimer. Seulement, pour vouloir triompher d'une vertu, il faut avoir une bien grande conscience de son amour... ou de sa muflerie.

Marcel parut réfléchir. Puis il se dit qu'en somme il n'avait encore aucune décision à prendre. Il pensa même : « N'y aurait-il pas quelque lâcheté à m'éloigner de cette jeune femme? On se prépare vraiment une belle existence si l'on n'emploie sa volonté qu'à des renoncements successifs. Du reste, je ne prétends pas attaquer madame Ravenel. Je veux la revoir tout simplement. L'intérêt qu'elle me témoigne me touche. Il m'est agréable de causer avec elle. Je l'admire. »

Tandis que, par ces réflexions, il cherchait à se rassurer, une sorte de chaleur et de trouble montait en lui. Son cœur se serrait étrangement. Tous ces signes indiquaient bien qu'il n'était pas tout à fait sincère vis-à-vis de lui-même. Mais parfois il nous suffit à nos propres yeux d'avoir l'air de nous tromper sans qu'il soit nécessaire d'y réussir. En vérité, l'image de Germaine devenait de plus en plus vivante dans sa mémoire. Ses sentiments n'avaient d'autres exigences pour l'instant, que de grandir et de s'étendre. Ils réclamaient des entrevues avec la jeune femme. Ils voulaient se nourrir avant de s'imposer. De plus, il y avait en eux l'assurance

inavouée, timide, qu'ils sauraient ne pas déplaire. Toute la modestie de Marcel n'empêchait pas que tels regards de Germaine, certainement involontaires, lui eussent donné des espérances.

Il consentit à se rendre à des thés. Il fit aux Maisoncelles des visites qui le remirent en faveur auprès d'eux. Bientôt, madame de Saint-Hilliers lui prodigua les invitations. Et il revit souvent Germaine.

Lorsqu'elle entrait dans un salon avec sa démarche souple et le balancement léger de son buste, il avait le sentiment qu'elle s'insinuait en son regard pour y laisser une empreinte ineffaçable. Chaque fois, tout en causant avec elle selon l'inspiration du jour, il se livrait aux impressions qui éveillaient en lui des rêves d'intimité et de tendresse. L'éclosion spontanée de ces rêves, dans l'atmosphère que composait pour lui la présence de la jeune femme, lui donnait une joie qui éclairait son visage aux instants où il ne craignait pas que ce rayon fût surpris par d'autres que par Germaine. Il était impossible qu'elle ne le vît point. Marcel attachait de l'importance aux moindres opinions qu'elle exprimait sur les gens ou sur les choses. Il se captivait aux grâces des attitudes qu'elle affectionnait particulièrement. Il aimait ainsi qu'elle s'accoudât au bras d'un fauteuil et que, redressant un peu la tête, elle offrît son cou à la lumière. Toute l'âme qu'il avait appris à lui connaître circulait, pour ainsi dire, autour d'elle, passait sans cesse comme une onde sur ses bras nus, sur sa gorge voilée d'une écharpe, paraissant les découvrir mieux encore et rapprocher des yeux leur douceur. Il remarquait à fleur de la peau non cet éclat de vanité qui est en somme un vêtement, mais je ne sais quoi d'attirant, le frémissement de la pudeur qu'aurait à vaincre l'amour. Comme les lèvres de a jeune femme lui semblaient à la fois proches et lointaines !

Il commença bientôt de vivre dans une sorte d'agitation constante et devint incapable de toute pensée qui n'eût pas son amour pour objet immédiat. Il n'était pas maître de ne pas désirer plus que l'amitié de Germaine. Tous les obstacles qui le séparaient d'elle lui apparurent. Il se souvint qu'elle avait témoigné son goût de l'absolu, son horreur des situations où l'on est obligé de mentir. Il songea douloureuse-

ment qu'il n'était pas riche. Que pouvait-il lui proposer qui fût digne d'elle? « Ah ! le plus sage serait de m'éloigner », se disait-il souvent. Puis il s'attendrissait tout à coup, comme si en cherchant à ne plus l'aimer, il se fût montré injuste, presque cruel à son égard. Volontairement il cessait de réfléchir, craignant de fortifier en lui des scrupules et des inquiétudes.

(*A suivre.*)

GEORGES DE LAURIS

PRISONS RUSSES[1]

(D'AOUT A DÉCEMBRE 1918)

II

MOSCOU

Nous sommes à Moscou le lendemain 17 septembre, vers quatre heures de l'après-midi, et, sous une fine pluie d'automne précoce, dans la boue d'une voirie abandonnée à elle-même depuis la révolution d'octobre, nous nous rendons à pied de la gare de Tver au dépôt de la rue Grande Loubianka, nº 9. C'est là qu'est le siège central, pour toute la Russie des Soviets, de la Commission extraordinaire; c'est là que siège le *praesidium* inexorable, composé du Polonais Dzerzinski, président, du Letton Peters, son adjoint, et de moindres personnages, tels que le Juif Bêlenki et le soi-disant Petit-Russien Skrypnik.

Notre arrivée passe inaperçue. Le commandant du dépôt, un Letton malingre et sournois, n'en a pas été avisé.

— De quoi êtes-vous accusés? nous demande-t-il.

Et nous ne pouvons que lui retourner cette même question que périodiquement, par la suite, nous nous entendrons poser un si grand nombre de fois, alors que nous-mêmes nous serions plus curieux que quiconque d'y obtenir une réponse. Le commandant nous renvoie à ses bureaux, où des gens qui

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juin 1919.

ne parlent entre eux que le letton, paraissent ne savoir que faire de nos personnes. Enfin, conduits par une grande fille blonde au regard dur et à la voix rêche, une Lettonne aussi, nous échouons dans une salle étroite que l'on prendrait pour une salle d'attente, n'étaient les deux gamins hargneux, costumés en soldats, qui en gardent farouchement la sortie.

C'est la salle nº 7. Une trentaine de personnes sont là, attendant leur tour d'être interrogées : quelques-unes allant et venant, les autres assises sur l'unique banquette du lieu ou sur le parquet. Autour de nous des jeunes gens et des jeunes filles parlent anglais avec animation : la Commission extraordinaire a fait arrêter ce matin tout le personnel de la respectable *Young Men's Christian Association* contre laquelle elle lance les accusations les plus étranges, comme de n'avoir contribué au ravitaillement des prisonniers de guerre autrichiens que pour recruter parmi eux des Tchéco-Slovaques antibolchévistes, ou de n'avoir organisé des cantines pour les soldats de l'armée rouge qu'en vue d'entretenir parmi ceux-ci des agents d'espionnage. La gaieté des inculpés, dont la plupart n'ont pas vingt-cinq ans, les venge d'ailleurs de l'absurdité de ces accusations. A les entendre rire on oublierait presque où l'on se trouve. Il suffit, pour s'en souvenir, de jeter un coup d'œil dans le renfoncement de la salle, à la gauche de l'entrée, où, les yeux grands ouverts, deux hommes sont étendus sur le dos, l'un et l'autre, dit-on, Polonais au service des Soviets, convaincus de prévarication et, de ce fait, condamnés à mort, attendant d'un instant à l'autre leur exécution.

Un appareil téléphonique, surmonté d'un avis en interdisant l'usage sous la menace des peines les plus sévères, paraît avoir été mis tout exprès à portée de la main des détenus de la salle 7 pour les engager à prévenir de leur situation leurs amis de Moscou : les factionnaires ont apparemment la consigne de ne pas regarder de ce côté, et là-bas, quelque part, un écouteur est assurément à son poste, le crayon à la main, prêt à noter les communications imprudentes. Mieux vaut ne pas faire confiance au téléphone. Mieux vaut aussi se garder du jeune « mécanicien de la marine » qui se présente comme socialiste-révolutionnaire de droite ayant

beaucoup connu jadis à Paris le camarade Lébédev[1] et désirant tant savoir ce que celui-ci est devenu. Mieux vaut se tenir à distance de ce *menchévik* insinuant qui, chacun le sait, traîne ici depuis des semaines, et dont certains jeux de physionomie, tandis que nous parlons français entre nous, témoignent qu'il s'intéresse plus qu'il n'est convenable à tout ce que nous disons. Nous sommes dans une maison où la confiance règne : les vieilles méthodes de provocation de l'ancienne police y revivent à nouveau, et, sous telle ou telle étiquette, le « mouton » se glisse partout.

Une nuit sur le parquet ; puis une longue journée, au cours de laquelle les interrogatoires se succèdent sans relâche. Vainement nous attendons l'appel de nos noms. Vers quatre heures de l'après-midi, M. Pierre Darcy est amené. Invité poliment, par l'intermédiaire du ministre de Danemark, à se rendre de Pétrograd à Moscou pour y donner quelques explications à la Commission extraordinaire, il vient, alors qu'il se présentait spontanément ici et avant même tout interrogatoire, d'être purement et simplement écroué pour la seconde fois : sa venue bénévole à Moscou atteste sa bonne foi ; son arrestation donne la mesure de l'hypocrisie de la Commission. Par lui nous apprenons les dernières nouvelles : le représentant de l'Angleterre, Lockhart, est interné au Kremlin, tandis que le consul général de France, M. Grenard, le général Lavergne, attaché militaire à l'ambassade de France, et l'un de ses officiers, le commandant Du Castel, sont bloqués dans l'ancien consulat des États-Unis devenu une annexe du consulat de Norvège; Ludovic Naudeau, quelques employés du consulat de France et plusieurs sous-officiers français se trouvent dans la prison de Boutyrki, quelques-uns, comme Naudeau, après avoir passé tout un mois dans la prison de la Taganka ; un certain nombre d'industriels et de commerçants français sont encore détenus dans l'ancienne préfecture (*Gradonatchalstvo*). Peu après son arrivée, M. Pierre Darcy est convoqué chez le juge d'ins-

1. Socialiste-révolutionnaire de droite ayant longtemps habité à Paris comme émigré, engagé volontaire dans l'armée française durant la guerre, lieutenant au 1er régiment étranger, puis au 4e chasseurs d'Afrique, adjoint au ministre de la Marine sous le Gouvernement provisoire.

truction ; il n'est pas encore de retour dans la soirée, lorsque nous sommes transférés dans la salle 8 : a-t-il été lui-même transféré dans une autre salle? aurait-il été libéré?

La salle 8 est sous les combles du bâtiment occupé par la Commission extraordinaire. C'est une sorte de galetas froid et poussiéreux auquel on accède par un méchant escalier de bois en colimaçon : une vingtaine de personnes peuvent y tenir ; de fait, nous sommes là d'abord une douzaine, campant tant bien que mal sur le plancher. L'unique grabat dont nous disposions, repaire de punaises, est abandonné à un cabaretier caucasien, arrêté pour vente clandestine d'alcool, et dont la peau basanée est à l'épreuve de toutes les piqûres d'insectes ; je partage ma couverture avec un Grec, citoyen des États-Unis, M. Kalamatianou, destiné à devenir, cette nuit même, le principal personnage du procès Lockhart, et, pour cette raison, isolé de nous quelques heures plus tard. Nous resterons là du mercredi 18 au mardi 24 septembre, au milieu d'une compagnie bigarrée et changeante : le pasteur anglican de Moscou ; un officier de réserve anglais, le capitaine Hill, et sa jeune femme, Russe de Crimée (ils sont mariés depuis huit jours); le correspondant de l'agence Reuter, M. Beringer ; le régisseur d'un théâtre de Moscou ; un ancien président de tribunal de district ; un ex-officier russe ; et, fumant sans cesse des cigarettes ou se faisant tirer les cartes, une petite artiste du Théâtre des Arts, Ekaterine Alexêevna Kalita, et la sœur du colonel Friede qui s'attend à apprendre, d'une minute à l'autre, l'exécution de son frère. Un « mouton », comme il va de soi, s'est mêlé à nous : nous le voyons recevoir quotidiennement un repas fort convenable apporté par un camarade de la Commission, et, chaque soir, écrire sous nos yeux le rapport où il consigne ce qu'il a observé et entendu dans la journée.

Notre ravitaillement, depuis notre arrivée à Moscou, est des plus maigres ; hors la soupe aux choux, les 150 grammes de pain et le dixième de morceau de sucre que la Commission nous alloue, nous en sommes réduits aux menus reliquats de nos réserves antérieures, aux quelques pommes que nous réussissons à faire acheter en ville. A la fin de la semaine seulement, mademoiselle Chidlovskaïa, de la *Young Men's*

Christian Association, nous rend le grand service de nous faire apporter par la Croix-Rouge américaine quelques lamelles de viande et des pommes de terre froides. Pas plus qu'à la forteresse de Pierre-et-Paul les prisonniers n'ont droit à aucune promenade, mais nous ne négligeons pas une occasion de descente au lavabo ou d'excursion à la cuisine, en quête d'eau bouillante pour le thé. Les factionnaires, bien que peu liants, nous escortent volontiers dans ces allées et venues à l'intérieur du dépôt. La plupart de ceux à qui nous avons affaire sont de jeunes garçons qui semblent à peine avoir dépassé la quinzaine, de jeunes morveux qui ne savent être que plats ou provocants, suivant qu'ils ont plus ou moins de raisons de compter sur un pourboire, prodigieusement novices d'ailleurs dans le métier militaire, et dont l'inexpérience suffit à nous expliquer l'avis imprimé que nous lisons partout sur les murs du dépôt, le plus souvent en russe, quelquefois en letton : « Maniez vos armes avec prudence » (« *Obrachtchatsia ostorojno s oroujiem* »). L'un d'eux ne s'est-il pas avisé, au cours de la nuit dernière, vers les deux heures du matin, de s'exercer à charger et à décharger son fusil dont il dirigeait bravement le canon vers les dormeurs commis à sa garde? Le capitaine Vaquier l'ayant vigoureusement tancé comme s'il se fût agi d'un homme de sa compagnie, le gamin sans mot dire, ainsi qu'un enfant pris en faute, est allé déposer son arme dans un coin de la salle.

L'avant-veille de notre départ de la salle 8, le 21, vers neuf heures du soir, nous recevons la visite de deux « camarades » en vareuse de cuir, le revolver à la ceinture ; l'un au front bombé, au menton cruel, au regard mauvais haineusement fixé sur nous comme sur des condamnés : c'est Peters ; — l'autre aux yeux vifs et à l'allure un peu dégingandée de certains ouvriers parisiens, tout prêt à causer avec nous, mais nettement hostile : c'est Bêlenki. Le visage ascétique et au regard fiévreux de Dzerzinski apparaît une minute dans l'encadrement de la porte. L'état-major de la Commission recense lui-même les détenus non encore interrogés : nous faisons observer que, depuis notre arrestation, c'est-à-dire depuis déjà trois semaines, nous attendons vainement un interrogatoire, et Peters, qui, avec un ton menaçant et gros

de sous-entendus accusateurs, affecte de connaître nos noms à tous, se retire en déclarant qu'il va charger « le camarade de La Fare » de nous interroger dès demain. Or le lendemain dimanche, le capitaine Vaquier seul est appelé : il n'est accusé d'aucun fait précis, sauf d'avoir habité Moscou, où, avant d'y être amené *manu militari*, il n'avait de sa vie mis les pieds.

Le mardi 24 septembre, par groupes de cinq à six, nous descendons les uns après les autres de la salle 8 dans le bureau des enregistrements, où nous n'entendons parler autour de nous que le letton, et là chacun de nous répond par écrit sur une fiche à un questionnaire imprimé : quels sont nos nom, prénoms, lieu et date de naissance, degré d'instruction, profession et *ressources personnelles*, quand, où et *pourquoi* avons-nous été arrêtés? *A quel parti politique sommes-nous inscrits* ou *à quel parti politique vont nos sympathies* ? Ces dernières questions ne nous surprennent point : n'a-t-on point demandé à tel ou tel de nos compatriotes de Pétrograd ce qu'il pensait du « président impérialiste Poincaré », du « dictateur Clemenceau », des « bandes tchéco-slovaques » et surtout de « l'intervention des Alliés dans les affaires intérieures de la Russie »? A l'exception des femmes, dirigées, dit-on, sur un dépôt spécial, nous sommes ensuite presque tous conduits dans le grand dépôt des hommes, au fond de la cour du rez-de-chaussée.

C'est une ancienne salle de la société d'assurances « Iakor » qui peut contenir jusqu'à environ 150 personnes. Une soixantaine de lits en bois (*nary*) y sont disposés sur les côtés et dans la partie centrale ; les derniers venus couchent où ils peuvent, soit dessus ou dessous la longue table étroite où, le jour, s'alignent les théières en fer-blanc, soit, aux soirs de grands arrivages, sur le sommet des casiers destinés jadis aux polices d'assurance : étendus alors dans un équilibre instable aussi dangereux pour les autres que pour eux-mêmes, ils secouent sur les dormeurs qu'ils dominent la poussière de leurs bottes et celle du plafond. La punaise pullule dans toute cette boiserie ; le pou de corps, tombé des vêtements des prisonniers les plus sales, infeste les paillasses.

Nous trouvons là M. Pierre Darcy, de qui la nouvelle arres-

tation, après un interrogatoire caricatural de vingt minutes, a été tout bonnement maintenue ; l'adjudant Guyon, et le chauffeur Dubuis, tous deux arrêtés à la fin du mois de juin et enfermés jusqu'à ce jour d'abord à la Taganka, puis à Boutyrki ; un major et cinq soldats anglais, faits prisonniers sur le front d'Arkangelsk ; un courrier diplomatique roumain, M. Stefanesco ; — parmi les Russes, l'ex-amiral Roujek que nous avions connu à Helsingfors, durant l'hiver 1917-1918, commandant la flotte de la Baltique, et M. Chamil, l'une des têtes du mouvement musulman après la révolution de février. Nous verrons amener ici par la suite : M. Rosset, vice-consul de France, détaché au consulat général du Danemark à Moscou; l'historien Kizévetter, l'un des fondateurs du parti cadet en 1905 et actuellement membre du Comité central du parti, mais que la fragilité de sa santé tient éloigné de toute action politique, et de qui l'arrestation n'en paraît de ce fait que plus odieuse et plus inique ; Melgounov, le directeur de la revue d'études historiques *Golos minouvchago*, et en même temps l'un des leaders de ce parti socialiste populiste auquel les bolchéviks ne pardonnent pas d'avoir soutenu, au lendemain de la paix de Brest-Litovsk, le programme le plus net et le plus ferme de collaboration avec les Alliés ; Arséniev, privat-docent de l'Université de Moscou, qui paie de son emprisonnement quelques brochures libérales et pro-alliées qu'il a publiées, il y a un an, sous le Gouvernement provisoire, comme Alexinski, à la suite de son arrestation au printemps dernier, paye lentement de sa vie la mise au jour dans la revue de Plékhanov, en juillet 1917, de documents accablants pour les bolchéviks.

La foule des détenus comprend par ailleurs les éléments les plus composites :

Des soldats ou des fonctionnaires des Soviets convaincus de « faute dans le service » (« *préstouplénié po doljnosti* »), comme ce matelot accusé d'avoir laissé tomber entre les mains de l'ennemi, gardes blancs ou Tchéco-Slovaques, le train blindé dont il avait le commandement (c'est notre *staroste*), — ou ce sous-officier qui se qualifie « instructeur de cavalerie », juif corpulent d'Ékaterinodar, tout fier de ses culottes rouges, qui aurait mis la main sur la caisse de son escadron, — ou ces quelques Lettons d'un détachement de Vologda coupables,

à les en croire, d'avoir « refusé de marcher contre les Alliés », mais en réalité, semble-t-il, simples pillards, ayant agi pour leur propre compte sous le couvert de perquisitions qu'ils s'étaient donné à eux-mêmes mandat d'exécuter (ce délit nouveau plaisamment baptisé *samoobysk*). De soi-disant spéculateurs, du plus humble au plus considérable, depuis ce petit marchand habitué à opérer au plein air du marché de Smoensk ou de la Soukharéva jusqu'à M. Naïdionov, l'un des plus grands hommes d'affaires de Moscou, un émule du défunt *self made man* Vtorov. Des contre-révolutionnaires, comme le général Zagriajski, inculpé de relations avec le consulat des États-Unis, — ou comme le matelot Sikorski, naguère ici même juge d'instruction de la Commission extraordinaire, présentement suspect d'avoir je ne sais quels liens avec la contre-révolution, — ou comme tous ces officiers de réserve que nous voyons passer ici chaque jour ; mais ceux-là sont légion...

Puis de simples voleurs, des bandits comme les gens de la noce que nous avons vu amener une nuit sur deux camions automobiles (ils étaient une cinquantaine, hommes, femmes et enfants), épaves de la *Rogojskaïa tchast* cueillies dans un salon d'hôtel borgne, au beau milieu d'un souper de mariage.

Enfin, les pauvres diables arrêtés au hasard, par la lubie d'un milicien ou d'un commissaire : ce Persan, écroué depuis juillet dernier, à qui la Commission vient de faire connaître que, tous renseignements pris, il est retenu « pour s'être soustrait à la corvée de neige » (au plus fort de l'été !); — ce promeneur, victime d'une tentative de vol à main armée, arrêté pour le scandale qu'il a soulevé sur la voie publique en appréhendant son agresseur, lequel a été libéré dans les quarante-huit heures, tandis qu'il est lui-même détenu depuis quatre semaines; — cet employé de la Compagnie des Wagons-Lits qui, dans l'attente d'une personne avec laquelle il avait rendez-vous, a eu l'imprudence de faire les cent pas dans la Loubianka et, ayant de la sorte éveillé la méfiance d'un factionnaire, s'est vu conduire à la Commission où, fouillé séance tenante, il a été trouvé porteur d'une carte de membre de l'Alliance française (mauvaise affaire); — et ce passant inoffensif que des soldats, débouchant de la porte

de la Commission extraordinaire au moment où il se trouvait à la hauteur du redoutable n° 9 de la Loubianka, ont arrêté et emmené sur-le-champ « en remplacement » de l'un de leurs prisonniers dont ils venaient de constater l'évasion : celui-là ou un autre, peu importe. Gardez-vous, passants, de la Loubianka.

Nous restons ici quinze jours. Le programme de la journée est invariable. Vers dix heures du matin le *staroste* ramasse la correspondance (il est permis d'écrire sous le contrôle d'une censure très sévère); il recueille aussi les pétitions (*zaïavléniia*) adressées à la Commission ; puis il établit la liste des commissions suivant un tarif environ deux fois plus élevé que celui de la forteresse Pierre-et-Paul (le fromage, par exemple, coûte de 35 à 44 roubles la livre). Vers onze heures, distribution de la mince tranche de pain noir et du minuscule morceau de sucre qui reviennent à chacun de nous. Vers une heure de l'après-midi, distribution, par platées de cinq, de l'éternelle soupe de choux au poisson. Vers deux heures, arrivée des « paquets de vivres » envoyés par les amis (pour nous, par la Mission militaire et par la Croix-Rouge), et dont une portion, d'autorité, est confisquée au bénéfice des camarades qui ne reçoivent rien. Vers trois heures, appel des détenus à diriger sur la prison de Boutyrki et départ de ceux-ci soit dans un « panier à salade », soit sur un camion automobile découvert ; quelquefois, entre quatre et sept heures, deuxième ou même troisième appel et nouvelle expédition de prisonniers à Boutyrki. Tout le long de la journée des détenus sont individuellement convoqués par les juges d'instruction (*na dopros*, c'est-à-dire : à l'interrogatoire).

Souvent dans la soirée, entre neuf et dix heures, un dernier appel se produit, sur le sens duquel personne ne se méprend s'il est suivi de l'avis « inutile d'emporter vos affaires » : c'est l'appel des condamnés à mort. Ceux qui sont ainsi appelés passent dans le vestibule qui précède le dépôt ; ils y sont dépouillés de tout ce qui reste dans leurs poches, puis, les mains liées derrière le dos et deux par deux, ils sont emmenés au lieu d'exécution, tantôt dans les caves de l'Académie militaire Alexandre, sur la place de l'Arbat, tantôt au

parc Pétrovski, parfois même dans le sous-sol de la Loubianka : une balle de revolver dans la nuque, et leur affaire est réglée ; les popes, lorsqu'il y en a, sont préalablement habillés de vêtements civils.

Les condamnés ainsi exécutés le sont tous sur simple décision du *praesidium* de la Commission extraordinaire : ils ignorent leur condamnation à mort, car celle-ci ne leur est jamais régulièrement signifiée. Il arrive à certains d'entre eux de vivre, des semaines durant, dans l'ignorance du sort qui leur est réservé, sous la menace permanente d'une exécution éventuelle. Un soir le commandant qui fait l'appel s'arrête au nom de « Riabov ». Deux frères d'une vingtaine d'années, debout l'un contre l'autre, lui ont crié :

— Lequel de nous deux?

Il regarde sa liste et épelle dans le silence de mort de la salle :

— Riabov Léon.

Et celui-ci vient à peine de dire adieu à son frère qu'il croit sauvé, lorsque le commandant appelle cette fois :

— Riabov Pierre, — et ajoute pour éviter tout malentendu : — donc, tous les deux.

La liste de ce soir-là comprenait vingt-sept noms. Le journal nous apprit un peu plus tard que la petite artiste Kalita, notre camarade de la salle 8, fut fusillée ce même jour comme complice des frères Riabov.

Un matin nous voyons amener de Boutyrki le colonel Friede et le jeune Potiomkine (celui-ci n'a pas vingt ans), tous deux accusés d'avoir fourni des renseignements militaires au consulat des États-Unis : assurés, et la rumeur publique confirme cette assurance, d'être fusillés le soir même, ils attendent l'appel de la nuit avec un sang-froid souriant auquel il faut rendre justice. Or, à dix heures, rien ; le lendemain soir, rien non plus ; le surlendemain, ils sont conduits à Boutyrki : leur exécution a été remise sans délai. Ils vivront en prison trois mois encore, ignorant chaque matin s'ils seront encore vivants le soir, jusqu'à ce qu'enfin, la Commission extraordinaire ayant été dessaisie, ils soient traduits, à l'occasion de l'affaire Lockhart, devant le tribunal révolutionnaire suprême : Krylenko fera condamner le premier à mort et le second à cinq années d'emprisonnement. Si la Commission ne fait pas

donner la question, ce dont au reste je ne me porte pas garant, elle sait du moins pratiquer la torture morale.

Notre *staroste*, le matelot Kalétaev, vit d'ailleurs dans une pareille incertitude du lendemain : ses deux prédécesseurs immédiats ont été fusillés ; lui-même ne sait s'il ne le sera pas bientôt à son tour. Cela ne l'empêche pas de vivre joyeusement, réalisant sur les commissions de la journée d'appréciables bénéfices qu'il partage avec le couple de mélodrame de nos gardiens lettons, un boiteux haut comme une botte et un grand maigre bilieux : les « purs », qui, au premier étage, luttent avec une sévérité si implacable contre la spéculation, ignoreraient-ils ce qui se passe au rez-de-chaussée, dans la salle commune du dépôt? Kalétaev n'a pas vingt-cinq ans, mais il a le prestige un peu canaille d'un garçon qui a fait le tour du monde et tiré beaucoup de bordées, à Toulon comme à Vladivostok ; il a l'autorité d'un beau parleur et d'un fort-en-gueule, incapable qu'il est de prononcer une phrase sans l'orner d'un juron effroyable, d'un « mot maternel [1] », comme il dit lui-même. Il faut voir avec quelle malice savoureuse il sait, suivant la consigne qu'il a reçue, distribuer aux citoyens de la troisième catégorie les plus ingrates corvées du matin, glisser sans hésiter le balai des basses œuvres entre les bras des plus bourgeois d'entre les bourgeois. Il faut l'entendre égayer ses voisins de couchette aux dépens des petits Juifs « chpékoulateurs » (il imite leur prononciation), ou chanter gravement les grands offices de l'Église orthodoxe suivant les variantes obscènes de tradition dans la marine russe. Ce serait ironie que de lui demander s'il est bolchévik ou socialiste-révolutionnaire de gauche. Sa réponse est connue d'avance : un crachat de côté avec un « mot maternel ». Les formules politiques, à coup sûr, ne l'impressionnent pas : il est trop vivant pour en être dupe. Il n'est venu à la révolution d'octobre que par indiscipline naturelle, par goût de la lutte ou plutôt de l'aventure ; et dans la flotte ils ont été quantité comme lui. L'ex-amiral Roujek, au moment de partir pour Boutyrki, lui donne l'accolade :

1. Les Russes qualifient de « maternels » (« *matiornyia slova* ») les mots obscènes qui prennent injurieusement à partie « la mère » de l'interlocuteur à qui ils sont adressés.

— Au revoir, tu es tout de même un brave gamin. (« *A ty vsiojé khorochiï malchik.* »)

Et lui de répondre comme autrefois, avant le fameux *prikaze n° 1* :

— Heureux de vous servir, amiral.

Les journaux, ici, nous arrivent régulièrement, entendons les deux seuls journaux dont l'impression soit autorisée à Moscou : les *Izvêstiia*, officiel du gouvernement, et la *Pravda*, officiel du parti gouvernemental. Nous apprenons ainsi, bien que par fragments et sous une présentation tendancieuse, les derniers succès du front français et la victoire du front macédonien aboutissant à l'armistice bulgare. La défaite allemande apparaît dès à présent comme évidente; et, jusque dans le cadre de notre vie de prison, nous en avons comme la consécration par le Gouvernement des Soviets, lorsque nous voyons amener, le 3 octobre, un distingué courrier diplomatique allemand, von S...ki, arrêté à Orcha soi-disant pour tentative de transfert de bijoux de Russie en Allemagne : notre *staroste*, qui, à défaut de connaissances précises en politique générale, a du moins du flair, ne balance pas une minute sur les égards qu'il mérite et, d'emblée, le commande de corvée aux water-closets. Où sont les temps où le Commissariat des Affaires étrangères n'avait que sourires pour M. de Mirbach? On doit pourtant rendre cette justice à la rigueur de ses principes que, si présentement il est sévère aux impérialistes allemands que, vaincus, il n'a plus à craindre, il n'en reste pas moins figé dans son attitude haineuse à l'égard des impérialistes alliés à la victoire de qui il n'a jamais voulu croire ; et nous n'éprouvons pour notre part nulle surprise à voir arriver ici le lendemain même un chancelier du consulat de Danemark, lequel est chargé, comme on le sait, des intérêts français, et, quelques jours plus tard, l'agent consulaire de France à Tsaritsyne, M. Charbot, et les deux agents consulaires des États-Unis à Tsaritsyne et à Astrakan, l'un et l'autre citoyens américains.

La Commission extraordinaire a fini par s'acquitter envers nous des interrogatoires qu'elle nous doit ; elle a fait tout au moins le simulacre de s'en acquitter. Le 30 septembre, le capitaine Faux-Pas a été interrogé : son tort est d'avoir été

chef du service des passeports à Paris et, de ce fait, chargé en son temps de faire exécuter l'arrêté d'expulsion pris par M. Malvy contre Trotski. Le 2 octobre, il a été conduit chez Trotski, qui l'a reçu en roi de France dédaignant de venger les injures du duc d'Orléans, mais ne l'en a pas moins renvoyé entre les mains de la Commission, et pour longtemps. Le 6, j'ai paru à mon tour dans le cabinet du camarade de La Fare, un jeune garçon d'une vingtaine d'années aux traits fins, mais vulgarisés par une usure précoce, aux longs cheveux rejetés en arrière : né en Russie de parents français, élevé à l'asile français de Pétrograd, il a servi, dit-on, sur le front français, puis, envoyé en Russie en congé de convalescence, n'a pas rejoint son corps ; il est poète futuriste et lit ses vers dans les cabarets de Moscou ; bohème devenu policier, il est entré au service de la Commission extraordinaire, où il remplit les fonctions de secrétaire de Dzerzinski et, accessoirement, pour les affaires françaises, celles de juge d'instruction. L'interrogatoire, en français, a duré cinq minutes :

— Vous êtes accusé d'espionnage contre le pouvoir des Soviets, — prononce en substance le camarade de La Fare. — Vous protestez, et vous demandez sur quoi se fonde cette accusation? Sur des papiers trouvés dans la chambre où vous avez été arrêté. Vous déclarez ignorer ces papiers et priez qu'ils vous soient mis sous les yeux? Il m'est impossible de vous les montrer aujourd'hui, car j'ai transmis votre dossier au Comité Central Exécutif qui statuera. Il n'y a d'ailleurs rien de grave contre vous. Peut-être serez-vous libéré dans huit jours. En attendant, consignez par écrit ce que vous avez à déclarer.

En dix minutes j'ai récusé par écrit l'accusation portée contre moi d'après des documents fantômes, — et j'ai pris congé du camarade. Cette formalité a duré un quart d'heure : je n'ai jamais été réinterrogé par la suite.

Après cinq semaines de prison, les méthodes de la Commission nous apparaissent maintenant en pleine lumière. La Commission arrête le plus souvent au hasard. Elle n'ouvre pas d'enquête, ne poursuit pas d'instruction ; elle ne cherche ni preuve, ni même présomption : elle se contente d'utiliser ce que sa chance peut lui en fournir. Elle n'est active que

dans la mesure où elle « provoque ». Par ailleurs, elle n'est qu'une force passive d'inertie et de désordre qui tâche à garder ceux qu'elle tient. Le *praesidium* décide en son arbitraire souverain : il fait soit exécuter, soit maintenir en prison pour une durée qui n'est jamais fixée, jusqu'à ce qu'une amnistie, ou le manque de place dans les prisons, ou une intervention d'ami, ou simplement un pot-de-vin adroitement payé vienne déterminer par surprise une libération.

Quant aux étrangers comme nous, quant aux Alliés plus particulièrement, ils ne sont que des otages, de qui le sort dépend tout entier des variations de la politique extérieure du Gouvernement des Soviets, et l'on sait combien celui-ci est sensible, dans ce domaine, aux plus légères impressions : nous sommes à la merci d'un discours ambigu de Lloyd George, d'un télégramme de M. Ransome, d'un article de M. Longuet, et surtout d'un nouvel attentat contre Lénine.

Le 8 octobre, M. Pierre Darcy et le capitaine Vaquier sont emmenés vers trois heures à la prison de Boutyrki. Deux heures plus tard, le capitaine Faux-Pas et moi, nous prenons place à notre tour sur le camion automobile découvert, où, soit assis à la turque, soit accroupis, une vingtaine de détenus se serrent les uns contre les autres. L'un des matelots, en armes, qui se tiennent debout sur le devant et sur l'arrière du camion, lance, au moment du départ, ce simple avis : « Le premier qui se lève, fusillé sur place ! » ; et notre « charrette » de prisonniers remonte à rapide allure la Loubianka, traverse les boulevards et, par une série de rues parallèles à la Dolgoroukovskaïa, arrive à l'entrée de la prison de Boutyrki. Nous avons pendant vingt minutes, avec une sensation de plein air que nous ignorions depuis trois semaines, le spectacle étrange à nos yeux de gens allant et venant librement dans la ville, comme si nous apercevions un autre monde, vivant d'une vie autre et dont nous sommes, nous, retranchés.

Cette impression est plus forte, une fois le triple portail de la prison franchi. La grande salle voûtée, mal éclairée, où nous sommes dépouillés une dernière fois de ce qu'il peut nous rester en fait d'argent, de montres et de canifs, — la cour

silencieuse plantée de tilleuls, au centre de laquelle s'élève une petite église et qu'entourent des quatre côtés de hauts bâtiments aux fenêtres étroitement quadrillées de barreaux de fer, — les longs corridors humides sur lesquels donnent les portes des cellules percées d'un viseur exactement de la dimension d'un œil (il n'y a plus même ici le guichet carré de Pierre-et-Paul), tout ce que nous voyons d'abord promet l'abandon et l'oubli. C'est, me souffle le capitaine Faux-Pas, le *lacu profundo*, le fond du puits : du moins n'irons-nous pas plus bas ; peut-être remonterons-nous? Mais c'est aussi, nous le constatons l'un et l'autre en plaisantant, après l'incertitude de nos dernières journées de liberté de la fin d'août, après le va-et-vient fiévreux des dépôts où nous avons séjourné, comme une arrivée dans un port tranquille, avec la double assurance de n'être ni arrêté ni exposé à changer de domicile d'une heure à l'autre.

Derrière chacune de ces portes de cellules toute une maisonnée achève cependant la journée. La longue table du milieu est débarrassée des théières et des cuillers en bois qui l'encombraient. Des parois des murs, contre lesquelles ils ont été appliqués le matin, les lits pliants, constitués par un cadre de fer tendu d'une toile (*koïki*), sont rabattus et calés à leur extrémité opposée par un petit banc mobile dont l'intérieur est creusé en armoire. Quelques prisonniers sont déjà couchés ; d'autres examinent méticuleusement leur linge où le pou foisonne ; d'autres font une chasse préventive aux punaises qui descendent le long du mur vers les dormeurs. Il y a vingt-cinq lits, par conséquent vingt-cinq places par cellule ; de fait, cet effectif est dépassé dans la plupart des cellules, car la prison, qui est faite pour 3000 détenus, en contient en ce moment quelques centaines de plus.

Dès notre arrivée nous sommes en pays de connaissance, et l'on nous accueille comme des camarades. Dans la cellule 58 du corridor 12, où nous sommes amenés, des mains se tendent aussitôt vers nous : nous reconnaissons, parmi plusieurs compagnons de la Loubianka, M. Naïdionov et un petit garde rouge qui avait été notre voisin de couchette. Transférés dès le lendemain matin dans la cellule 60 du même corridor, nous y trouvons le sergent Cadet et le soldat Hug, le major anglais

d'Arkhangelsk et ses cinq hommes, deux négociants anglais, MM. Camber-Higgs et Holdercroft, un professeur anglais, M. Urch, un courrier de la légation de France à Bucarest, M. Story, un officier serbe, deux aviateurs roumains, un petit Italo-Slovène de Trieste qui siffle du matin au soir la chanson de Stenko Razine, et enfin un Bulgare, Pentchévitch de son nom véritable, Sêverski dans la presse, anarchiste de profession et notre *staroste*. M. Pierre Darcy et le capitaine Vaquier se joindront à nous quelques heures plus tard. Ce seront là, avec l'ingénieur Popov et M. Smirnov, attaché à la légation de Serbie, nos compagnons de prison les plus stables; c'est avec eux que nous serons transférés, le 2 novembre, dans la cellule 23 du corridor 3. Nous verrons encore passer ici par la suite, pour des séjours plus ou moins longs, M. Charbot, le sergent Grosley, le caporal Oussikoff, le chauffeur Berthon, MM. Cunières, Faurès, Kammerer, Kerkoff, Pons, Pottier, Schmidt, Yund, trois Belges, M. Pierrard et les frères Grisay, et les deux Américains de Tsaritsyne et d'Astrakhan.

Soit à la promenade où nous nous rendons par corridors, soit dans la promiscuité odieuse des water-closets (ceux-ci sont construits sans cloison de séparation d'après le modèle que l'on trouve encore sur certaines places publiques de Moscou), nous faisons la connaissance de plusieurs Tchèques et de quelques Polonais, la plupart arrêtés l'été dernier au moment où, *via* Arkangelsk, ils se préparaient à rejoindre en France leurs unités nationales ; nous rencontrons aussi l'ex-procureur du Synode Samarine et l'ancien général-gouverneur de Moscou, Djounkovski. Parfois, les jours où la Croix-Rouge vient nous ravitailler (trois fois par semaine), nous pouvons échanger quelques mots avec le professeur Maksa et M. Cermak, à qui leur qualité de collaborateurs de Masaryk vaut d'être logés dans le bâtiment des « cellules pour un et pour deux » (appelées uniformément *odinotchki*). C'est dans ce bâtiment que se trouvent le lieutenant Charpentier, arrêté dès le mois de juillet, le docteur Kichkine, président du Comité Central moscovite du parti cadet, quelques autres membres du même Comité, et de hauts dignitaires ecclésiastiques ; c'est là qu'a échoué l'historien Kizévetter, là que seront conduits la plupart des officiers de la Mission militaire française

arrêtés par la suite. De temps à autre, nous apercevons des figures de connaissance à travers les barreaux des fenêtres qui nous dominent (j'aperçois un jour Melgounov), et des conversations s'engagent, criées à tue-tête, de bas en haut et de haut en bas ; quelquefois, suspendu à une longue ficelle, un morceau de pain contenant la poste fait le va-et-vient le long du mur entre le rez-de-chaussée et les étages supérieurs; les gardiens laissent faire.

Le règlement de la prison de Boutyrki est celui de l'ancien régime. A six heures du matin, lever (le gardien frappe avec sa clef sur la serrure en criant : « *Vstavat !* » « Debout ! »); à six heures un quart, contrôle rapide par un adjoint du commandant (*provêrka*) ; puis distribution du pain ; ensuite sortie de dix minutes pour se rendre au lavabo et au water-closet à l'extrémité du corridor ; vers la fin de la matinée, promenade facultative d'une demi-heure dans une des cours intérieures, fermée par de grands murs ; vers onze heures, soupe de choux au poisson et quelquefois, en plus, un peu de chou solide ou même de viande bouillie ; après la soupe, nouvelle sortie de dix minutes dans le corridor ; à quatre heures, seconde soupe de choux au poisson ; vers cinq heures, troisième et dernière sortie de dix minutes dans le corridor ; à six heures du soir, nouveau contrôle. Après le contrôle du soir toute sortie dans le corridor est interdite jusqu'au contrôle matinal : un haut baquet cylindrique, la *parachka*[1], tient lieu de tinette ; deux prisonniers, à leur tour de rôle, vont le vider le matin, le portant chacun par une oreille. La lumière crue des lampes électriques est de rigueur dans les cellules pendant toute la nuit. Une fois tous les quinze jours environ, le bain de vapeur. De temps à autre, des corvées qu'on recherche plutôt qu'on ne les évite, comme celle d'aller chercher le pain dans les cuisines (centre unique d'informations, d'ailleurs généralement reconnues inexactes), ou celle de fendre et de scier du bois dans la cour (passe-temps apprécié dans la belle saison).

1. *Parachka* est proprement le diminutif familier du prénom féminin *Prascovie*. On dit donc plaisamment en russe « la petite Prascovie », comme on dit en français « M. Jules » en parlant d'un vase de nuit, ou « un Eustache » en parlant d'un couteau.

En conservant son ancien règlement, la prison de Boutyrki a gardé en même temps la plus grande partie du personnel subalterne de l'ancien régime. Ce sont les gardiens (*nadzirateli*) placés sous les ordres des gardiens-chefs (*otdêlionnyé*), ceux-ci à raison d'un par corridor. A part quelques vieux, tout ce monde est foncièrement vénal, complaisant ou brutal suivant que sa patte est ou non graissée ; notre gardien-chef du corridor 3, un nouveau venu de la révolution d'octobre, le matelot Doukhonine, est à cet égard d'un cynisme qui désarme. Le directeur de la prison (*natchalnik*) est un jeune homme d'une trentaine d'années que les prisonniers jugent favorablement. Le commandant, par contre, Bêlogorodski, ancien portier du *Polytechnicum* de Riga, n'est qu'une créature de la Commission extraordinaire détachée ici pour que les règlements y soient appliqués dans l'esprit de férocité et de fanatisme propre à la Commission. Nous l'avons vu venir une fois dans notre cellule, petit pot à tabac rouquin, aux yeux rusés et cruels, à l'air candidement fat, et comme notre *staroste* se réclamait, à je ne sais plus quel propos, de sa qualité de Bulgare :

— Pardon, cher, — l'a-t-il interrompu avec un geste large de suffisance et en jouant avec sa chaîne de montre, — il n'y a pas de Bulgare qui tienne ici ; nous n'avons plus aucune nationalité : le règne de l'Internationale est venu...

Les secrétaires chargés de l'enregistrement des prisonniers (*pisari*) sont choisis parmi les prisonniers mêmes : il y en a un par corridor et, à un grade supérieur, un par corps de bâtiment. Nous avons souvent, dans la cellule 23, la visite du *pisar* de notre corps de bâtiment, vieux renard maigre emprisonné depuis des mois pour une vilaine affaire d'argent et qui, du ton le plus obligeant et seulement pour « rendre service », nous propose sans relâche « les affaires les plus avantageuses », jonglant, pour quelques tablettes de chocolat, avec des centaines de roubles, ni plus ni moins que M. Mechtcherski dans sa cellule de Pierre-et-Paul ; on le traite de vieille canaille : cela ne le trouble ni ne le décourage. Les garçons chargés de l'entretien des corridors et des salles sont pareillement des prisonniers. L'un d'eux, un vieux paysan de Pouchkino qu'on appelle Stépan, fait commerce d'eau bouil-

lante pour le thé, et il vante sa marchandise comme il vanterait de hauts crus : — « Qui veut de l'eau, de la plus bouillante, de la meilleure ? »

Les semaines passent ainsi les unes après les autres, longues, lourdes d'incertitude. Nous n'avons, pour en alléger le poids, que les nouvelles victorieuses de France et la curiosité passionnée avec laquelle nous suivons le développement des événements en Russie. Tout contact avec l'extérieur, si bref soit-il, nous est à cet égard infiniment précieux : visites du représentant de M. de Scavenius à Moscou, l'infatigable M. Schou-Kjeldsen ; échange rapide de quelques propos d'ordre tout pratique avec les infirmières admirablement dévouées de la Croix-Rouge internationale que voit chaque semaine celui d'entre nous qui est chargé de la distribution des paquets (d'abord mesdames Gillet et Silly, puis mademoiselle Carlier, qui s'est juré de ne quitter la Russie qu'en même temps que le dernier prisonnier français) ; enfin la lecture quotidienne des deux grandes feuilles gouvernementales, ligne à ligne et surtout entre les lignes. C'est à cela que tient notre patience, à cela et encore à la vue que nous avons de la cellule 23, par-dessus des bâtiments et des cours intérieures, dans l'encadrement d'un portail, à deux cents mètres de nous, d'un carré de rue où l'on aperçoit à chaque instant des gens libres qui passent.

De ces diverses sources nous apprenons que le siège du consulat des États-Unis a été levé, et que M. Grenard, consul général de France, et le général Lavergne ont été autorisés à quitter la Russie en même temps que M. Lockhart, en échange du plénipotentiaire des Soviets à Londres Litvinov et de sa suite. M. Labonne, consul de France, adjoint à M. Grenard, s'est joint à ceux qui partaient. Le commandant Du Castel a été séparé du général Lavergne pour être conduit d'abord à la Commission extraordinaire, puis de là au Kremlin. Nous apprenons d'autre part qu'après avoir été bloqués pendant huit jours dans le collège français de jeunes filles de Sainte-Catherine, où ils ont leur résidence, les derniers officiers de la Mission militaire française ont été arrêtés le 23 octobre et amenés à Boutyrki : le commandant Chapouilly, chef du détachement, le commandant Guibert, les lieutenants Barré,

Beaulieux, Illiaquers et Foissy, et l'adjudant Jeannot. Le 1er novembre, les *Izvêstiia* nous apportent la nouvelle de la constitution d'un gouvernement national en Bohême, et nos camarades tchèques entonnent gravement dans les cellules voisines l'hymne d'amour à leur terre natale « *Kde domov muj ?* ». Le 7 novembre, nous prenons notre part, entre quatre murailles, de la célébration de l'anniversaire de la révolution d'octobre : double ration de pain, un quart de beurre et des bonbons de la fabrique française Siou qui n'ont pas dû coûter cher à ceux qui nous les offrent ; il ne nous manque que de pouvoir admirer les chefs-d'œuvre futuristes qui s'étalent sur la place Rouge et sur le marché des Chasseurs (*Okhotny Riad*).

La révolution allemande se développe à nos yeux dans le miroir déformateur et souvent d'ailleurs plaisant de la presse bolchéviste. Elle nous est présentée d'abord comme une révolution éminemment socialiste, et l'on nous annonce la reprise imminente des relations diplomatiques entre Berlin et Moscou; le Comité Central Exécutif, d'enthousiasme, décide l'envoi immédiat d'un train de blé en Allemagne. Or, Ioffé n'est pas rappelé à Berlin, et le blé est refusé par les Allemands. La campagne contre les socialistes non spartakistes, un instant calmée, se ranime aussitôt avec une violence nouvelle : indépendants aussi bien que majoritaires sont traités en ennemis pires que leurs adversaires bourgeois. Leur chute est annoncée chaque jour pour le lendemain ; Spartacus doit triompher; déjà Radek entrevoit l'alliance de la Russie des Soviets avec l'Allemagne spartakiste contre les impérialistes alliés, et voilà que Liebknecht et Rosa Luxembourg sont assassinés... Les thèmes essentiels des *Izvêstiia* et de la *Pravda* sur la révolution allemande nous sont devenus familiers ; nous pouvons prévoir à coup sûr quel est celui qui sera traité à propos de tel ou tel télégramme de Berlin, et nous saurions, s'il le fallait, à la condition d'avoir le talent de MM. Reboux et Muller, écrire des *A la manière de...* Stéklov ou de Boukharine.

Quant à la politique intérieure, nos camarades russes de Boutyrki, à défaut même des journaux, suffiraient à nous tenir au courant. Conversations et lectures se complètent. Les feuilles officielles annoncent la réconciliation imminente

des *menchéviks* avec les bolchéviks; le Comité Central Exécutif admet à nouveau en son sein ces pécheurs repentants : mais les prisons russes, et la nôtre d'abord, sont remplies de *menchéviks*, et Martov et Dan, à qui la parole vient d'être rendue, ont dit en un meeting à quel point ils demeuraient les adversaires des dictateurs bolchéviks. La leader des socialistes-révolutionnaires de gauche, Spiridonova, a été mise en liberté, mais combien reste-t-il encore de ses compagnons de parti entre les mains de la Commission extraordinaire? Combien de socialistes-révolutionnaires de droite ont-ils été fusillés? Combien sont encore détenus? Combien en arrête-t-on encore chaque jour? Malgré l'avantage momentané qu'ils ont su tirer du recul des troupes tchéco-slovaques et des éléments volontaires de la Volga, malgré la consolidation que leur vaut la révolution allemande, les bolchéviks demeurent des isolés dans le vaste camp socialiste russe, et quiconque n'est pas de leur « fraction » est leur ennemi.

Aussi bien voyons-nous qu'à l'intérieur même de cette fraction la lutte est fréquente entre les purs révolutionnaires et les hommes du gouvernement. C'est ainsi qu'un conflit, depuis longtemps latent, se précise dans le courant d'octobre entre la Commission extraordinaire et les commissariats de l'Intérieur et de la Justice : une polémique s'engage ouvertement dans la presse officielle entre ces divers organes. Le camarade Peters soutient brutalement, à sa manière, les prétentions de la Commission, nouveau Comité de Salut public qui tend à s'affranchir du pouvoir central et devient une menace pour celui-ci. Il fait publier dans la revue de la Commission [1] un appel à la violence émanant d'une Commission de district du gouvernement de Viatka. Pourquoi, lit-on en substance dans cet appel, pourquoi avez-vous laissé Lockhart quitter la Russie? « Dites pourquoi vous ne lui avez pas fait subir les supplices les plus raffinés afin d'obtenir de lui les renseignements, les adresses dont il devait, cet oiseau d'importance, avoir les poches pleines. Vous auriez sans peine découvert de la sorte quantité d'organisations contre-révolution-

1. *Hebdomadaire des Commissions extraordinaires pour la lutte avec la contre-révolution et la spéculation* (en russe: *Ejénédélnik...*, etc.), n° 3 du 6 octobre 1918, pp. 7 et 8.

naires... Assez de mignardises ! Assez jouer à ce jeu méprisable de la *diplomatie* et des *représentants étrangers* ! Lorsqu'on a pris un gredin dangereux, il faut en tirer tout ce qu'on peut, puis, sans plus, l'expédier dans l'autre monde. » L'esprit de la Commission est tout entier dans cet appel, et, quelques mesures que le Kremlin se décide à prendre en son décret du 2 novembre [1], il ne le maîtrisera pas. Le commissaire adjoint aux Affaires étrangères Karakhan continuera à se rendre en personne chez le camarade Peters à chaque fois qu'il aura besoin de lui parler; il ne le fera pas simplement mander dans son cabinet : Peters restera une puissance qu'il faut ménager.

Cet esprit de la Commission n'est-il pas d'ailleurs au fond celui de la révolution d'octobre? Si le Kremlin, publiquement, le désavoue, ne laisse-t-il pas le champ libre, dans la coulisse, à ceux qui s'en inspirent? Ni Lounatcharski, ni Riazanov, ni Kaménev n'admettraient d'être les complices de cette *Troisième section*, renouvelée de l'ancien régime, qu'est devenue la *Commission extraordinaire* ; Kaménev met quelque coquetterie à présider la commission de contrôle imposée à Dzerzinski-Peters par le Comité Central Exécutif, comme Litvinov, qui, le 15 novembre, nous fait l'honneur de sa visite, Juif trapu, rond et rasé, affecte de parler avec un dédain souriant du système d'otages alliés admis par le commissariat des Affaires étrangères. Mais de fait, derrière cette façade officielle que le Gouvernement des Soviets tient à montrer à l'Europe, tout continue comme par le passé.

Le 14 octobre, le capitaine Faux-Pas, ayant refusé de répondre aux questions d'ordre militaire qui lui étaient posées par le camarade de La Fare, a été immédiatement enfermé sur l'ordre de celui-ci dans une sorte de carcer de 2 m. 10 de longueur et de 1 m. 70 de largeur, éclairé par un guichet de 15 centimètres sur 20 centimètres et meublé de deux banquettes de 55 centimètres de largeur : il a été laissé trois jours dans ce réduit en compagnie de deux autres prisonniers, l'un des trois reclus devant s'étendre sur le plancher entre les deux banquettes. Le 3 novembre, une « laideur »

1. Ce décret fait dépendre la Commission extraordinaire du Conseil des Commissaires du peuple et lui impose la collaboration avec les commissariats de l'Intérieur et de la Justice.

de vingt ans, accompagnée d'un jeune homme en vareuse de cuir, vient nous soumettre à un nouvel interrogatoire d'identité ; elle demande à M. Pierre Darcy, comme d'ailleurs à chacun de nous successivement :

— Quand et *pourquoi* avez-vous été arrêté? Quelles sont *vos ressources personnelles* ? Vivez-vous *de votre travail* ? Quelles sont *vos convictions politiques* ?

Au vieux Stépan, notre *ouborchtchik*, elle ne pose que cette simple question : — « Combien de désiatines de terre possèdes-tu ? » Ce qui veut dire : ne serais-tu pas de ces paysans riches *(koulaki)* ou tout au moins aisés *(sérédniaki)* que les communistes considèrent comme leurs ennemis?

La plupart des dossiers, déclare-t-elle, sont égarés : il faut les reconstituer ! Le 15 novembre, Litvinov, apparaissant à la porte de notre cellule, appelle « les soldats anglais », seulement *les soldats* : il veut ignorer le major qui est là ; quelques jours plus tard, à la suite de cette visite, les soldats sont transférés à la maison de la Propagande, où le dogme bolchéviste leur sera enseigné en leur langue par quelque Israélite du Nouveau Monde, cependant que le major Frazer, après avoir éprouvé plusieurs jours durant le confort du *carcer* du capitaine Faux-Pas, sera remis en cellule à Boutyrki au régime de réclusion le plus sévère. Le 23 novembre, le Letton Antonov, membre du *praesidium* de la Commission, ex-musicien au cachet des salons bourgeois de Riga, conduit auprès de nous M. Martini, le délégué de la Croix-Rouge danoise, et, non sans un imperceptible pli d'ironie au coin des lèvres, promet pour le lendemain ou le surlendemain à l'un sa libération, à l'autre son transfert dans une clinique, à un troisième la liquidation immédiate de son affaire, toutes promesses sans autre fondement que ce procédé de moquerie grossière habituel à la Commission, cet *izdêvatelstvo* qui soulève la colère des prisonniers. Le 10 décembre, un gardien vient appeler à la porte de la cellule 12 :

— Anichine ! Y a-t-il ici quelqu'un de ce nom-là? (« *Est takoï ?* ») — Et, comme il croit entendre qu'on lui répond affirmativement, il prononce le mot magique : — *Na svobodou !* (En liberté !) — Et il ajoute ce mot plus magique encore : — *Na voliou !* (Va vivre à ta fantaisie !)

Ses appels tombent dans un silence de mort ; contrairement aux rites, personne n'applaudit : Anichine a été fusillé il y a cinq jours par ordre de cette même Commission qui prétend aujourd'hui le libérer. L'arbitraire demeure, et il va s'aggravant d'un chaos chaque jour plus profond.

Pour se défendre contre cet arbitraire et ce chaos, le prisonnier n'a le choix qu'entre deux armes : la grève de la faim (*golodovka*) ou l'*avis à la Commission* (*zaïavlénié*). La première est de tradition dans les prisons russes : on la dit encore efficace, et cela, contre toute apparence, même auprès de la Commission ; de fait, on y recourt moins souvent qu'à la seconde. Celle-ci est à la portée de tous les courages et de tous les estomacs, et certains de nos compagnons en font usage, sans aucun effet d'ailleurs, plusieurs fois par semaine : on les voit, le soir, sous la lampe, écrire de longs avis à la Commission ; ils en donnent lecture à leurs intimes ; après une mise au point laborieusement concertée, ils les font remettre au réveil par le *staroste* à l'adjoint du commandant. Il n'est pas un de nous, je crois, qui n'ait cédé à la tentation de ces faciles coups d'épée dans l'eau : je n'y résistai pas, quant à moi, lorsque le 24 novembre le camarade Skrypnik passa dans notre cellule, et je fis le geste, qui me paraissait vain, de lui remettre en mains propres mon *avis à la Commission* rédigé la veille.

Le 12 décembre au soir, vers neuf heures, j'entendais à ma grande surprise appeler mon nom suivant les formules d'usage :

— Y a-t-il ici quelqu'un de ce nom? Ah ! c'est vous? Votre prénom et celui de votre père? Oui, c'est bien vous. Rassemblez vos affaires (« *Sobiraïte vechtchi* ») ; en liberté!

On applaudit. M. Pierre Darcy et le capitaine Faux-Pas, camarades de trois mois devenus des amis (il y a des amitiés de prison comme il y a des amitiés de tranchée), n'étaient malheureusement pas appelés. Je traversai la cour plantée de tilleuls, ces tilleuls verts encore à notre arrivée, puis bientôt jaunes, tout couverts de neige maintenant. Une heure plus tard, mon billet de sortie en poche, j'étais à la porte de la prison, dans la nuit, par vingt-cinq degrés de froid, tenant d'un bras un panier et de l'autre un gros paquet de couvertures, hésitant sur la direction à prendre, et j'entendais le

factionnaire, du fond de son col de fourrure, m'encourager d'un ton bonhomme :

— Allons ! qu'est-ce que tu attends là? Veux-tu aller à droite? Tu le peux. Veux-tu aller à gauche? Tu le peux aussi. Tu es libre à présent.

Oui, sans doute, mais il faut reprendre l'habitude de la liberté.

Le lendemain, vers les trois heures de l'après-midi, dans les bureaux de la Commission extraordinaire, où j'étais venu pour retirer mon passeport, je me trouvais en face du camarade de La Fare, qui me fixait d'un regard d'étonnement et de courroux :

— Que faites-vous ici? Qui vous a libéré, vous?

— Mais, n'est-ce pas vous-même, camarade?

— Moi, non pas! De ma vie je n'ai pensé le faire (n'avait-il pas cependant parlé, il y a plus de deux mois, d'une libération dans les huit jours?). J'ai transmis votre affaire à Krylenko, au tribunal révolutionnaire suprême. Il n'y a que Krylenko qui ait pu vous faire mettre en liberté. Il faut tirer cela au clair.

Coup de téléphone au tribunal révolutionnaire suprême : là-bas on ignore mon nom ; sur un second coup de téléphone, on s'en souvient, mais on fait connaître en même temps que Krylenko n'a pas encore pris connaissance du « dossier des affaires françaises » et, par suite, n'a pu songer à me libérer. Coup de téléphone au *praesidium* de la Commission : existe-t-il un ordre de libération à mon nom? Il est répondu qu'il n'en existe pas. Coup de téléphone à la prison : de qui est signé l'ordre en exécution duquel j'ai été mis en liberté la veille au soir? Le commandant de la prison demande à prendre son temps, et il finit par répondre, vingt minutes plus tard :

— L'ordre est signé du camarade Skrypnik.

De La Fare n'a pas attendu la réponse ; c'est Bélenki qui la reçoit ; il hausse les épaules et dit simplement, comme s'il se parlait à lui-même :

— C'est Skrypnik qui a eu la fantaisie de cette libération ! (En russe : « *Skrypnik vzial da i osvobodil.* »)

Contre toute attente je suis maintenu en liberté.

Le camarade Skrypnik, ayant lu en toute bonne foi et sans nulle prévention mon *avis à la Commission* du 24 novembre, m'avait compris dans une longue liste d'amnistie, tandis que le camarade de La Fare me déférait devant le tribunal révolutionnaire suprême. J'avais été arrêté par hasard : j'étais libéré par hasard. Il m'était accordé par mégarde ce que, malgré tous leurs efforts (dont je les remercie), les meilleurs de mes amis russes n'avaient pu m'obtenir.

Me voilà rendu à la liberté dans la Moscou des Soviets (*Sovêtskaïa Moskva,* comme s'intitule fièrement le nouveau livre d'adresses des administrations officielles). C'est une Moscou déserte, affamée, morte. Tous les magasins, à quelques dizaines près, y sont fermés pour cause de nationalisation ou de municipalisation : que leurs vitrines soient demeurées découvertes ou qu'elles soient masquées par des volets, c'est d'ailleurs partout le même vide. Peu de passants. Presque plus de traîneaux (les chevaux sont mobilisés), et à quel tarif montent sans broncher ceux des *izvochtchiks* qui tiennent encore? Le prix moyen d'une course atteint *cinquante roubles* (*polousotnia*), au lieu des *quinze* à *vingt* roubles de l'été dernier, au lieu des *trente* à *cinquante kopeks* de l'avant-guerre. Seuls, les tramways continuent leur service, surchargés de grappes humaines, pris d'assaut, à 1 r. 20 la place (en attendant le prix prochain annoncé par Larine : une *kérenka,* soit 20 roubles la place). Plus de vivres : les rares magasins des Soviets ne sont pas en état de fournir les rations auxquelles les cartes d'alimentation donnent droit ; on en est réduit à rôder aux alentours des gares pour y guetter l'occasion d'acheter quelques livres de pain (de 12 à 15 roubles) ou de viande (de 35 à 45 roubles). Plus de combustibles : le bois, en raison de la désorganisation des chemins de fer, n'arrive plus en quantité suffisante à Moscou. Plus de vie intellectuelle non plus : il ne s'imprime de littérature que la littérature « du parti » et du gouvernement. La recherche de la vérité a pris fin, puisque la vérité est trouvée, et nous en lisons l'une des formules imprimées en lettres rouges sur tous les murs de Moscou : « La révolution est la locomotive de l'histoire. »

C'est l'âge d'or.

M. Pierre Darcy, notre ami, est mort le 23 décembre, quelques heures après que nous eûmes arraché à la Commission l'autorisation de le transporter dans une clinique. Il était demeuré dans l'hôpital de la prison pendant cinq jours, abandonné aux soins d'un infirmier ignorant et d'un criminel de droit commun. Karakhan, deux mois durant, avait refusé avec acharnement au Gouvernement danois sa mise en liberté; Karakhan encore s'était opposé avec un pareil acharnement à son transfert dans une clinique.

ANDRÉ MAZON

L'ASCENSION DE M. BASLÈVRE[1]

XVII

Vingt-quatre heures plus tard, M. Baslèvre reçut du gardien de bureau envoyé aux nouvelles l'annonce que Claire n'était plus. Jusqu'à ce moment, il avait dû aller et venir comme tout le monde, garder la patience de chaque jour, et subir avec un visage égal les affres d'une agonie mentale qui, minute par minute, suivait celle du visage. Il n'est pas au monde de pires tortures : elles paient les joies cueillies dans le mystère.

— La concierge a répondu que la dame avait passé, aujourd'hui, vers quatre heures...

— Ah !... la concierge vous a... hé bien, c'est parfait... me voilà renseigné...

Et M. Baslèvre qui achevait sa signature, avec le secrétaire à ses côtés, acquiesça d'un signe de tête. Il avait envie de pousser des cris : cependant, il ne se serait pas exprimé autrement s'il avait appris qu'un dossier perdu était retrouvé. La plus grande aventure sentimentale dont le bureau directorial eût été le témoin, s'achevait sans éveiller d'échos sinon de phrases administratives.

Le dernier paraphe tracé, M. Baslèvre parut soupirer d'aise,

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er mai, du 15 mai, du 1er juin et du 15 juin 1919.

sourit au secrétaire et, sur l'assurance qu'il ne restait aucun travail, déclara :

— Profitons-en pour lever plus tôt la séance : imitez-moi et partez.

Quand il eut traversé l'antichambre, les gardiens de bureau échangèrent un coup d'œil averti.

— Étonnant, — murmura l'un d'eux, — à quel point le patron, ces temps-ci, est devenu de bonne humeur !

Dans la rue, des rédacteurs qui rencontrèrent aussi M. Baslèvre firent la même remarque, bien qu'il ne parût pas, cette fois, s'apercevoir qu'on le saluait.

Arrivé chez lui, il ferma sa porte à double tour, et avant de fermer aussi la fenêtre, se pencha une seconde vers la place. Les arbres y étaient verts, les façades roses, le square bruyant comme de coutume. Alors que tout aurait dû se voiler, s'éteindre ou se taire, tout demeurait pareil, se refusant à marquer la petite chose à quoi se réduit la disparition d'un être humain, fût-il le plus aimé ! Seul, le cœur d'un vieil homme en mourait. Encore M. Baslèvre avait-il les yeux secs quand, après avoir retiré son pardessus et ses gants, il prit dans un coffret le legs de Claire et s'installa devant sa table. Libre d'abandonner le masque, il restait le même : pétrifiés par la souffrance, ses traits ne pouvaient plus changer !

Longuement d'abord, M. Baslèvre contempla l'enveloppe sur laquelle la main désormais inerte de la bien-aimée avait tracé son nom. Il regardait l'écriture en elle-même, comme dans un musée on regarde un dessin du Vinci ou une feuille de Rembrandt, c'est-à-dire avec l'étonnement qu'à une heure donnée de l'existence du monde, un être vivant eût créé cela, et que, les siècles écoulés, cela survive encore ! En même temps, il s'efforçait d'évoquer le visage, mais sans y parvenir.

Puis, sans hâte, il prit un coupe-papier et avec d'infinies précautions le glissa sous le revers.. Il y eut un léger crissement, et d'un seul coup l'enveloppe se déchira, libérant des feuillets que M. Baslèvre reconnut avant même de les toucher : sa lettre !

Ainsi Claire avait gardé les pages où pour l'unique fois de sa vie il avait jeté sans contrainte le grand cri de son amour :

non seulement elles n'avaient pas été détruites, mais revenaient, témoins fidèles, certifier l'émoi qui les avait accueillies, le bonheur secret que peut-être elles avaient donné. M. Baslèvre, devant cette découverte, aurait dû ressentir une ivresse : il n'éprouvait même pas de la surprise. Celle-ci ne serait venue que si les choses s'étaient passées autrement.

Les feuillets retirés un à un, une seconde enveloppe parut encore, et ceci non plus n'étonna pas M. Baslèvre. Il n'aurait pu, à coup sûr, préciser son attente ; cependant, il lui semblait nécessaire que Claire, avant de le quitter, eût résolu de lui donner la réponse si longtemps attendue. Celle-ci ne comportait qu'une courte page, et il lut :

« Mon ami, j'ai menti : votre amour est la flamme à laquelle je réchauffais mon âme qui grelottait; votre lettre, l'eussé-je détruite, aurait continué de l'incendier, puisque, à force de relire, les mots s'y étaient gravés. Bénie soit la mort qui m'en permet l'aveu !

» Mon ami, j'ai menti : on ne résiste pas à un amour tel que le vôtre, je vous aimais... Bénie soit toujours la mort qui me libère et m'assure l'éternité pour vous rejoindre !

» Mon ami, si vous étiez tenté de m'en vouloir parce que je me suis tue, rappelez-vous qu'à notre dernière entrevue vous aussi vous êtes porté garant d'un passé que je connaissais, hélas, depuis peu, et que, cependant, pour ce mensonge, j'ai souhaité vous prendre dans mes bras en criant merci.

» Mon ami, je vais mourir, mais le cœur plein de vous, dans la joie de votre tendresse et vous livrant la mienne. Que la merveille de notre double émoi vous aide à vivre ! Je ne veux pas être pleurée. Ce moment ineffable, loin de séparer, est le premier qui rapproche. Je ne vous quitte pas : je vais vous attendre. Je vous aime comme vous m'avez aimée. La mort me donnant à vous, je ne me reprendrai plus... »

Ici la main, sans doute, avait défailli : aucune signature ne suivait la phrase inachevée.

M. Baslèvre se renversa contre le dossier et aspira l'air. Il contemplait la muraille nue, mais sans la voir ; il s'appuyait de toutes ses forces contre le fauteuil, mais ne le sentait pas.

Il n'éprouvait que la sensation bizarre d'une étreinte invisible.

Ceci dura quelques secondes au plus : après quoi, la muraille reparut, le corps accablé retrouva son appui et l'étreinte s'évanouit.

Alors il comprit que Claire était bien morte : arraché à son calme glacé, la tête enfouie dans ses mains, il commença enfin de pleurer, sans le besoin de cris qui l'avait torturé au ministère, avec le soulagement particulier que donnent les larmes quand il semble que la douleur va couler avec elles.

Il pleurait sur l'amour de Claire qui n'était plus désormais qu'une chose morte comme elle, sur les heures qui auraient pu être et ne seraient pas. En même temps, et par une singulière contradiction, son cœur endolori hésitait à se plaindre d'une fin qui, en le dépouillant de tout, révélait pourtant quelle avait été sa richesse. Mystère inexplicable que la douceur ainsi insinuée dans sa détresse ! Il souffrait atrocement, et il n'était pas désespéré. C'était en vérité comme si l'être dont il avait perçu l'étreinte était revenu le prendre dans ses bras et l'y gardait, blotti.

Lorsque M. Baslèvre parvint à se calmer, la nuit tombait déjà. Dehors, le square, grilles fermées, était redevenu muet. Les façades décolorées s'effaçaient dans la pénombre. Un tel silence de funérailles pesait sur la maison qu'on avait envie de s'enfuir.

Ayant replacé pieusement le legs de Claire dans le coffret, M. Baslèvre ne résista pas à la suggestion et repartit.

Tandis qu'il descendait l'escalier, la face ravagée et l'allure raide, mademoiselle Fouille montait précisément, son pot à lait en main, absorbée elle aussi par on ne savait quelles pensées douloureuses. Ils se saluèrent, mais ne s'arrêtèrent pas. Aucun d'eux ne songea non plus à remarquer combien l'autre était changé.

En passant devant la concierge qui tricotait au pas de la porte, M. Baslèvre dit également :

— Ne vous inquiétez pas, madame Gerbois ; il est probable que je reviendrai tard.

— Ah ! Monsieur va en soirée? — répliqua celle-ci avec un air de complicité maternelle, car, depuis la maladie, elle

avait pris l'habitude de considérer le directeur un peu comme sa propriété.

Déjà loin, M. Baslèvre ne put répondre : il avait pris maintenant la direction du boulevard Blanqui.

Il ne comptait pas entrer dans la maison. L'évocation du visage immobile et peut-être décomposé suffisait à le glacer jusqu'aux moelles. Gustave, au surplus, l'aurait-il permis, lui qui n'avait pas même fait part de la mort de Claire? De ce côté, retardée pour des raisons qu'on voyait mal, la rupture était devenue certaine... Non, M. Baslèvre retournait là-bas pour autre chose : simplement, il voulait parcourir les chemins d'autrefois avec la nouvelle certitude que Claire lui avait léguée. Aux avenues, aux pavés, qui avaient regardé passer son amour désemparé, il venait dire : « C'est encore moi. Elle est partie, mais elle m'aimait. »

Pèlerinage poignant, où le cœur, écrasé par la mort, il ne cessait d'évoquer la vie et quelle vie! celle — la seule que les choses auraient dû jadis lui révéler, puisque alors déjà toutes savaient ! Étrange spectacle aussi que celui de cet homme en redingote, respectable et correct, errant avec les couples louches et les rôdeurs.

Soudain, la maison parut. A l'étage, une lueur à peine visible filtrait à travers une persienne. Bouleversé, M. Baslèvre alla s'asseoir sur un banc et, les yeux fixés sur la lueur, les mains jointes comme s'il allait prier, murmura :

— Elle est là.

Ensuite, il cessa de penser. Anéanti, prostré, il se contentait de rester à cette place, veilleur fidèle et ignoré, pareil encore à un mendiant jusque dans le suprême adieu.

Des heures passèrent. Par-dessus les toits, successivement le ciel acheva de s'éteindre et se peupla d'étoiles. A leur tour, les étoiles s'effacèrent. Le jour pointa sa face blême. M. Baslèvre n'avait pas bougé.

— Qu'est-ce que vous faites là? Vous êtes malade? — dit brusquement un gardien de la paix qui venait d'approcher.

M. Baslèvre s'éveilla en sursaut :

— Je ne fais rien... je songe ...

A la vue de la rosette du dormeur, le gardien haussa les

épaules sans insister. Rappelé à lui, M. Baslèvre s'aperçut alors qu'il grelottait.

— Allons ! — soupira-t-il, — il est temps.

Des deux mains ensuite, pieusement, il envoya un baiser vers la lueur qui, mangée par l'aube, achevait de s'éteindre. Ce fut l'adieu suprême, déchirant dans sa simplicité. Après cela, il s'éloigna. Un silence, pareil à celui de Claire, descendait sur son âme. Hélas ! moins heureux que la morte, il allait continuer de vivre !

XVIII

Ensuite, des jours affreux... Littéralement, M. Baslèvre n'était plus qu'un désespoir qui marche. Il ne parlait à personne, en dehors des nécessités de service ; il avait disparu du cercle. Si, par hasard, il entendait le pas de mademoiselle Fouille dans l'escalier, il fuyait. Madame Gerbois, elle-même, en vint à s'inquiéter.

Le soir de l'enterrement de Claire, auquel Gustave ne l'avait pas convié, il entra chez la fleuriste de la rue de Bellechasse, y choisit une brassée de roses rouges et la porta sur la tombe. Il n'y retourna plus : le cimetière le chassait. Ainsi pas un lieu où se donner désormais l'illusion d'approcher d'elle : chez lui, pas une photographie. Sans la lettre à laquelle il n'osait plus toucher, il aurait pu croire que l'aventure n'avait pas existé : à coup sûr, elle paraissait finie et seuls des souvenirs, revenant par grandes ondes, ridaient de loin en loin la surface du temps, tels des cercles sur un lac quand une pierre vient de toucher le fond.

Il faut aussi pour s'intéresser à la vie que cette vie se rattache à un désir. Or, M. Baslèvre n'en connaissait qu'un qui était de ne pas exister. Puisque son âme était morte, à quoi bon s'obstiner à vivre? Jamais il n'avait perçu à ce degré la totale inutilité d'une présence humaine en un point de l'univers : il ne mettait pas de différence entre lui et un brin de mousse dans la forêt. Sa douleur même était négative, tout entière faite d'absence : quelque chose ou quelqu'un, il ne savait, manquait autour de lui et le malaise en résultant rendait intolérables les gestes antérieurs.

Ceux-ci continuaient, pourtant. Un seul parmi eux vaut d'être retenu. Peu de jours après la catastrophe, M. Baslèvre congédia sa femme de ménage et la remplaça par celle qui avait « servi jadis chez madame Gros ». C'était une personne silencieuse, docile et qui répondait au nom de Virginie. Gustave, paraît-il, l'avait renvoyée sans ménagements. Madame Gerbois fut chargée de l'initier aux soins de la mansarde directoriale. M. Baslèvre, lui, ne la rencontrait jamais ; il était naturel d'ailleurs qu'il voulût échapper aux balayages.

Des semaines coulèrent... puis un soir, comme M. Baslèvre était chez lui, un livre en main et les yeux au plafond, l'ombre d'un désir autre que celui de la mort passa enfin sur lui.

Ayant retiré la lettre de Claire du coffret où elle reposait comme dans un cercueil, il tenta de la relire. Dès les premiers mots il s'arrêta, stupéfait de s'apercevoir qu'il la savait par cœur. Il avait donc suffi d'une seule lecture pour la graver dans sa mémoire ! Mais si les termes étaient restés, leur sens profond avait dû lui échapper : sans cela, comment expliquer l'allégresse qui suivit?

Arrivé au bout, il abandonna le feuillet, baissa la tête, et brusquement ramené aux impressions de la première heure, crut sentir passer sur lui, pareil au vent du soir, l'amour de Claire. Miracle de la tendresse en apparence la plus lointaine et la plus vaine : après un passé qui ne lui avait rien donné et ressemblait à une faillite, voici que, dégagée de l'ombre funèbre, la vérité l'illuminait. Claire n'était plus, mais Claire l'avait aimé ! Il n'avait même pas le souvenir d'un baiser et tant d'amants, las de courir vers la minute ineffable qui se dérobe, auraient pu l'envier ! Allons ! rebâtissons les heures vécues ! Qu'elles reparaissent, dépouillées du mystère que la mort emporta ! Pas une tache les flétrissant ; une probité totale ; la beauté de l'aimée purifiée au creuset de l'épreuve et sans cesse grandie. Par contre, comme Claire peu à peu avait obligé M. Baslèvre à comprendre ce qu'est l'amour et quels renoncements l'élargissent en faisant monter l'âme ! comme, guidé par elle, il avait gravi la côte et toujours respiré un air plus vif !

On répondra : immolation déplorable de deux êtres qui auraient dû tomber aux bras l'un de l'autre. Est-ce bien sûr, puisque ce soir, M. Baslèvre ne regrettait — rien, non, pas même le silence de Claire ! Vivante, il aurait pu douter d'elle : dans la mort, il n'y a que franchise et lumière, et, grâce à l'aveu de la morte, quelle assurance merveilleuse que désormais Claire demeurait à lui seul !

Car, ceci encore frappait M. Baslèvre, que dans son adieu Claire n'avait plus songé à lui recommander l'homme pour qui, cependant, elle avait tout sacrifié. A l'heure suprême, sa pensée avait cherché uniquement celui qui, de même, l'adorait uniquement. Plus de partage ! S'il est une vie au delà, si, libérée, l'âme flotte à son gré, ce n'était plus là-bas près du mari, ni au cimetière qu'il fallait chercher Claire, mais ici, dans la chambre désolée, près de l'élu :

« Je ne vous quitte pas... Je ne me reprendrai plus !... » La fin de la lettre qui, cette fois, sonne aux oreilles de M. Baslèvre comme prononcée à voix basse : ensuite l'impression que l'absence vient de cesser et qu'alentour quelqu'un est là, invisible et présent...

— Misère ! — murmura M. Baslèvre d'une voix brisée, — je viens de rêver !

Il ne rêvait pas : Claire était revenue ; l'aventure recommençait !

Qu'on ne croie pas à de la chimère : désormais, en effet, la pensée de Claire s'installa dans l'âme de M. Baslèvre pour ne plus la quitter. Si, regardant l'avenir, il n'apercevait qu'une allée sans issue, du moins l'aimée y marchait-elle devant lui. Dans le présent, elle le guidait. A tout instant, sur le point d'agir, il se demandait : « Qu'en penserait-elle? » et, la décision prise, la besogne faite, il se tournait encore vers elle : « Est-ce bien cela? êtes-vous contente? » Jamais il n'avait vécu ainsi près d'elle. Il la portait en lui. Elle était devenue son témoin, son arbitre, le juge de ses mobiles, le confident de ses moindres mouvements d'âme. Il en arrivait à oublier parfois la réalité au point de se dire : « Quand je la verrai, je lui demanderai... » Par-dessus tout, sa passion ressuscitée s'exaltait : certain d'être accueilli, aucun regard n'arrêtant

plus ses aveux, il jetait sa tendresse à la morte, et à force d'amour finissait par la rendre vivante.

Combien de temps cela dura-t-il? Encore des jours, des semaines, comme auparavant ses révoltes : jours et semaines miraculeux, tissés tour à tour d'exaltations singulières et de sérénité.

M. Baslèvre s'obstinait à éviter mademoiselle Fouille, ne revenait pas au cercle ; sa solitude apparente était pareille : mais il avait cessé d'être seul. On le voit, c'était bien l'aventure tout entière revenue : il n'était pas jusqu'au travail de dépouillement intérieur qui ne semblât se poursuivre, puisque à force de n'exister plus que pour une morte, M. Baslèvre en était venu à se détacher définitivement du monde et de lui-même.

Il faut marquer ici quelques-uns des faits qui traversèrent cette période et tout d'abord le plus notoire, car il défraya la curiosité du ministère.

Avisé par le ministre de sa prochaine promotion au grade de commandeur de la Légion d'honneur, M. Baslèvre déclara s'effacer devant les titres d'un collègue plus ancien. Par quels chemins était-il arrivé à dédaigner ce qui avait paru l'idéal lointain de sa carrière? Ni le secrétaire, ni Michon, ni personne ne le soupçonnèrent. M. Baslèvre même s'en rendit-il un compte exact? Il y a des moments dans la vie où l'on commet des actes qui semblent naturels bien qu'aucun motif ne semble y avoir poussé, et parce qu'ils sont la résultante d'une longue habitude d'âme.

D'autre part, après avoir longtemps évité avec soin la rencontre de Virginie, — la nouvelle femme de ménage, — M. Baslèvre s'avisa tout à coup de s'attarder chez lui le matin, simplement pour la voir entrer, comme autrefois elle devait entrer chez Claire. Le dimanche, il ne s'en alla plus quand elle venait. Comme elle était taciturne, il s'abstenait de lui parler, mais tandis que, silencieuse, elle vaquait à ses besognes, de quels regards d'envie ne la couvrait-il pas? C'est qu'ayant vécu près de Claire, elle avait des souvenirs qu'il eût payés de sa vie, et auxquels pourtant elle ne tenait pas !

Une seule fois, il demanda :

— Pourquoi vous a-t-on congédiée, là-bas?

— Où ça, là-bas?

— Chez les Gros.

Virginie hésita, puis cédant à sa rancune en dit plus en deux minutes qu'en plusieurs semaines :

— Entre Monsieur et moi, ça ne pouvait plus aller. D'ailleurs, maintenant, Dieu sait ce qu'il fait ! L'autre jour encore, on parlait de tout saisir. Avec des gens pareils on n'est jamais payé...

M. Baslèvre fit un geste dont on n'aurait su s'il était approbation ou découragement. Il avait espéré entendre parler d'*elle*.

Enfin, il eut d'étranges curiosités, rechercha ainsi les maisons où Claire avait habité jeune fille, une pension où elle allait suivre des cours et dont elle lui avait donné le nom, par hasard. Malheureusement tout avait disparu, chassé par des immeubles neufs ou des percées de rues : à Paris, les pierres roulent comme les gens et passent avec eux. Il lui arrivait aussi de rêver parfois à l'inexplicable lien qui avait attaché Claire à Gustave : mais alors on eût dit que sa pensée était détournée par un guide invisible et très vite, saisi de malaise, il revenait à sa propre tendresse.

Ainsi installé dans son bonheur irréel, planant dans un ciel invisible, M. Baslèvre pouvait croire l'aventure hors d'atteinte. Quel danger l'eût menacé? il traversait l'univers sans s'y mêler : il vivait réfugié dans un rêve où aucun œil humain n'était capable de le rejoindre. Aussi bien, les mois, l'un après l'autre, passaient sans le toucher : après août, septembre doré comme les raisins qu'il donne et les premières journées d'automne dont la fraîcheur fait grelotter l'âme, octobre enfin décrochant des branches les feuilles jaunes... Mais a-t-on réfléchi que pour détruire une telle félicité, une pensée suffisait, une seule, passant comme un éclair?

Elle surgit un soir d'octobre. On ne doit s'étonner que d'une chose, c'est que, si parfaitement harmonique avec les faits, elle eût mis tant de jours à paraître. Et ce fut le dernier stade de cette période, la dernière étape aussi de M. Baslèvre sur la route de douleur : au delà, il n'y aurait plus eu que la mort...

Donc, un soir, M. Baslèvre, relisant la lettre comme cela lui arrivait à peu près chaque jour, songea tout à coup :

« Si pourtant Claire n'avait écrit qu'elle m'aimait que pour me consoler? »

Pensée folle évidemment. Il y a des mots qui gonflent au vent de la passion comme des voiles et, sans elle, tomberaient impuissants à soulever un cœur. Depuis des semaines, M. Baslèvre avait écouté ceux-là sans cesser d'être porté par eux : si Claire ne l'avait pas aimé, auraient-ils réalisé pareil miracle? Cependant, aimer vraiment, avait dit aussi Claire, n'est-ce pas penser au bonheur de l'autre? La certitude de sauver un être peut suffire à créer l'émotion souveraine dont l'écho retentira ensuite, quel qu'ait été le mobile, quelle que soit la vérité : Claire, certaine de sauver son ami, n'aurait-elle pas eu le même accent? M. Baslèvre avait bien osé, par amour, lui affirmer la fidélité de Gustave ! Si la tendresse féerique dont il se grisait depuis des jours n'avait été que l'aumône d'une amitié inquiète? Si Claire avait menti?...

Pensée folle : encore un coup pensée logique et qui, une fois venue, livrait le présent dévasté au pire des doutes — celui qu'on sait d'avance condamné à rester sans réponse !

A quoi bon décrire ce qui suivit? Un vent glacé — peut-être la brise mouillée qui arrivait de la place — couvrit les épaules de M. Baslèvre. Il ne pleura point. Il n'eut pas de révolte. Uniquement, il comprenait que l'invisible auprès duquel sa douleur s'était calmée, venait de s'éloigner. Avec une infinie tristesse, il replia la lettre et, certain de n'y plus toucher, la remit dans son coffret avec autant de soin que s'il se fût agi d'un corps humain. Le coffret refermé, la chambre reprit son aspect ordinaire, M. Baslèvre son attitude de tous les jours : et de fait, extérieurement, qu'y avait-il de changé? M. Baslèvre, qui avait cru avec délices, venait de cesser de croire : de telles révolutions, même si l'on doit n'y pas survivre, n'affleurent pas au dehors...

Après cela, rien, ou plutôt l'agonie d'heures qui se traînent et qu'aucun intérêt ne traverse. M. Baslèvre vivait et c'était pourtant comme s'il n'eût pas vécu. Ses seuls mouvements d'âme étaient des alternatives de foi mystique et de négation désespérée. Ah ! la torture du doute où vous laissent les

morts ! Il arrive encore qu'à un vivant on tente d'arracher son secret : mais les morts, eux, gardent un effrayant silence : parce que Claire était morte, M. Baslèvre savait que, dût-il interroger jusqu'au dernier souffle, il n'obtiendrait pas de réponse.

Du monde vivant, il ne percevait plus également que les seules formes douloureuses. Il suffit d'être impotent pour remarquer un boiteux, dans la rue. Parce qu'il souffrait, après avoir tant d'années côtoyé la souffrance sans la voir, M. Baslèvre ne découvrait plus qu'elle et en avait pitié : hélas ! pas plus que le temps ne soulagerait son doute, il ne pouvait tarir la source de misère dont le flot inondait les seules contrées que rencontrât son regard.

Avez-vous vu quelquefois un aveugle se guider, sur le trottoir, avec une canne? Son corps est raide, ses prunelles fixes, son visage impassible. Il n'a pas l'air de soupçonner que d'autres êtres circulent autour de lui : il ne semble pas non plus redouter les obstacles. M. Baslèvre maintenant était ainsi : pour lui également il n'y avait plus que de la nuit — une nuit où tout se passe, où rien ne paraît.

Octobre encore. Aux Tuileries, deux silhouettes avancent l'une vers l'autre : la première est d'un homme grand, l'épaule déjetée, la seconde roule à pas rapides comme une boule. Toutes deux suivent la ligne d'asphalte qui coupe le jardin et que recouvre aujourd'hui la jonchée lumineuse tombée des branches.

Soudain, un heurt léger dû à la marche rapide sans se préoccuper des promeneurs : deux gestes de surprise, puis un arrêt :

— Tiens ! vous par ici?

— Quel hasard?

C'est Michon et c'est M. Baslèvre. Mais qui les reconnaîtrait? Car Michon est aujourd'hui sans sourire, son épaule succombe sous un fardeau ; rien positivement ne décèle en quoi il est changé, cependant il est devenu autre. Et, de même, M. Baslèvre est autre, malgré le masque neutre et les yeux toujours vifs : il n'est pas utile que l'indéfinissable ait modifié des traits pour qu'on le sente autour d'un être.

Grâce à l'imprévu de la rencontre, chacun a eu le temps

d'entrevoir une seconde le personnage véritable que l'officiel vient remplacer aussitôt.

Et les voix poursuivent, avec le timbre d'autrefois :

— Vous flânez?

— Vous couriez?

Il y a des jours où pour répondre à une première question on se hâte toujours d'en poser une deuxième...

— En tout cas, — reprend M. Baslèvre, — ce lieu nous sert d'académie : quels propos philosophiques m'apportez-vous?

— De quelle couleur sont vos pensées? — réplique Michon.

M. Baslèvre baisse les yeux vers le sol :

— Vous rappelez-vous que la dernière fois, c'était le printemps? — murmure-t-il. — Ce sont aujourd'hui les feuilles sèches.

— Image de la vie : il y a des jours où l'on est content et d'autres où cela ne va pas.

— Qu'est-ce qui ne va pas?

— Le métier.

— Vous venez de tuer un malade?

— J'ai fait pis : je n'ai pu le sauver. Mais je vous parle hébreu, ô le plus sage des directeurs!

— Croyez-vous?

Un petit intervalle vide... M. Baslèvre reprend :

— Était-ce quelqu'un de chez nous?

— Non, une femme... à laquelle je m'intéressais.

— Et qui vous le rendait?

— Peut-être.

Encore un intervalle ; tous deux semblent réfléchir à des sujets dont ils ne parlent pas.

— Il est possible en somme que la mort ne soit qu'une absence un peu longue, — recommence Michon. — Qu'est-ce qui vous ferait souffrir, vous, dans une absence?

Et M. Baslèvre tardant à répondre :

— A dire vrai, des absents ont toujours, quoi qu'il arrive, la perspective du retour une fois ou l'autre, tandis que des morts....

C'est M. Baslèvre, cette fois, qui achève :

— Tandis que les morts se taisent... sans revenir...

Un geste évasif de Michon, que suit une crispation des lèvres :

— La mort m'irrite parce qu'elle est bête : elle finit tout et n'apprend rien : c'est du néant.

M. Baslèvre fait un geste pareil :

— Non, — répond-il encore, — elle est pire : c'est du silence, alors qu'on interroge.

— Dites donc, mon cher directeur, vous n'êtes pas gai non plus : autant se retrouver un jour meilleur...

— A une prochaine rencontre ! en hiver...

« Ainsi, songeait M. Baslèvre, celui-là souffre peut-être comme j'ai souffert, quand il n'a pu sauver Claire... Peut-être sait-il, en revanche, qu'on l'a aimé? S'il soupçonnait son bonheur!... »

Écrasant les feuilles d'un pas lourd, il retomba dans sa rêverie. Sans se lasser, il continuait d'interroger une image devenue presque effacée, comme s'il n'était pas sûr encore que la mort est « du silence alors qu'on interroge » !

XIX

Ce même jour, mademoiselle Fouille, sa tâche terminée, descendit vers six heures pour faire ses commissions du soir. En la voyant passer, madame Gerbois dit à son mari :

— Je ne sais ce qu'elle a; mais, sûr! elle couve quelque chose.

Quoi qu'il en soit, mademoiselle Fouille franchit la porte, suivant l'usage, sans hâte et la tête droite, puis, arrivée à l'angle de la rue Saint-Antoine, toujours suivant l'usage, disparut dans la foule.

Qu'elle eût changé, cependant, n'était pas niable. Et d'abord ses cheveux, jusqu'alors demeurés très noirs, grisonnaient. Sa robe brune aussi, qui si longtemps avait paru neuve, s'était fripée : on ne pouvait s'empêcher d'en remarquer la coupe désuète. Quant au sautoir en jais, enroulé nerveusement autour du doigt, il paraissait maintenant une vilaine petite chose bonne au plus à orner une vieille fille. Seule, la marche restait pareille, volontaire et rapide, une

marche qui, chaque jour, au départ, rasait le sol plutôt qu'elle ne se posait.

A six heures, en octobre, la nuit est déjà venue. La journée avait été de celles où l'on respire une magnificence éparse sur la terre : son déclin était encore plus beau. L'air limpide et traversé de souffles tièdes, le ciel net de brumes, tout évoquait l'été finissant. Il semblait impossible de vivre sans allégresse.

En moins de cinq minutes, mademoiselle Fouille atteignit la gare de Vincennes. Après avoir inspecté d'un coup d'œil les alentours, elle étouffa un soupir et commença d'arpenter le trottoir le long des arcades. Elle le faisait avec une extrême tranquillité. Les gens qui la croisaient ne pouvaient soupçonner qu'elle attendît quelqu'un ou quelque chose. En fait, elle s'imposait d'aller jusqu'à un réverbère déterminé et de ne revenir sur ses pas qu'après l'avoir atteint. Dès qu'elle tournait, elle apercevait l'horloge située au-dessus du hall, mais elle s'obligeait aussi à ne la regarder que revenue au point de départ. Le reste du temps, elle calculait mentalement la durée de minutes dont chacune, en tombant, mettait sur son âme un petit poids d'anxiété supplémentaire.

Viendrait-il?

S'il ne venait pas, pourtant?...

A chaque pas qui approchait, son cœur bondissait : puis, l'erreur reconnue, elle éprouvait un choc, telle une machine arrêtée en vitesse. Combien d'êtres inconnus n'avons-nous pas bouleversés, simplement parce que nous passions?

Un quart d'heure... une demi-heure... Obstinée, mademoiselle Fouille continuait d'aller et venir. Soudain, elle décida :

— Si dans cinq minutes je ne l'ai pas aperçu, je repartirai.

Et du coup, parce qu'elle venait de fixer une limite à son attente, elle souffrit moins. Elle avait cessé de guetter les bruits de pas. Elle n'était plus tentée de tirer sa montre pour surveiller le temps. Elle respirait à peu près comme d'habitude.

Ce premier délai écoulé, elle s'en accorda un second. Cependant, malgré son calme apparent, on n'aurait pas pu attendre plus qu'elle n'attendait. On eût dit que d'une manière continue son être lui échappait pour aller scruter l'ombre.

Enfin, elle s'arrêta. Elle était revenue près de la gare. Sa voilette relevée, elle se plaça en pleine lumière pour qu'*il* ne pût prétexter ne pas l'avoir aperçue, mais en même temps une détresse faisait flageoler ses jambes, car tout à coup elle réalisait la rupture que, depuis trois mois, elle avait senti venir. Puisqu'il n'était pas accouru après sa lettre suppliante, il ne reviendrait plus ! Tant de souffrances pour aboutir à cette douleur suprême ! mieux aurait valu ne pas être.

Alors, sans plus rien regarder, elle abattit sa voilette et, du pas qu'on lui voyait jadis quand elle rentrait heureuse, elle retourna rue de Béarn. A chaque devanture, la lumière s'efforçait d'éclairer son visage : à quoi bon? Mademoiselle Fouille avait repris son air de tous les jours : tous les jours et depuis si longtemps n'était-ce pas la vie d'une âme morte qu'elle menait?

Au même moment, M. Baslèvre, revenant des Tuileries, approchait de la porte. Suivant son habitude, depuis la mort de Claire, à la vue d'une silhouette qu'il croyait reconnaître, il ralentit le pas, bien décidé à éviter la rencontre. Était-ce d'ailleurs mademoiselle Fouille qu'il apercevait là? Non ; il se trompait : la rue était obscure, et on distinguait mal...

Le bec de gaz allumé devant la loge projetait devant l'entrée du 16 un grand carré lumineux. Mademoiselle Fouille, qui ne se savait pas regardée, entra dans la clarté. Cette fois, M. Baslèvre s'arrêta.

Rêvait-il? Plus de doute, c'était bien mademoiselle Fouille qui marchait de la sorte et elle avait des cheveux blancs ! Il l'avait quittée triomphante au lendemain du voyage : il retrouvait une vieille femme, sans toutefois l'air apaisé que donne la vieillesse quand elle vient à son heure. Les rides que creuse le burin de la douleur ont une dureté qui les décèle au premier examen : le visage de mademoiselle Fouille n'était pas seulement flétri, il était devenu presque méchant.

Une seconde suffit pour percevoir de tels changements et en tirer la conclusion : M. Baslèvre murmura :

— Pauvre fille ! son amant l'a quittée !

On voit aussi combien ceci est simple. Les moyens qu'emploie la vie pour nous conduire le sont toujours. Pendant des mois, mademoiselle Fouille avait subi de telles tortures que

ses cheveux, sa figure, son allure étaient devenus méconnaissables : et ni Andréa, ni les petites, ni personne n'avaient rien deviné. Un jet de lumière tombe sur elle au moment où M. Baslèvre la regarde et, parce que celui-ci souffre lui-même, aussitôt il comprend et dit : « La rupture est venue. » Que ce fût d'aujourd'hui, d'hier ou de plus loin, peu importe : elle était.

M. Baslèvre fit un geste découragé. Une souffrance de plus... qu'y pouvait-il? Mademoiselle Fouille, après tout, n'était pas à plaindre. On ne perd jamais tout à fait un amour que la vie peut ranimer : il n'y a de vraies douleurs que celles que font les morts! Mais, cela, le savait-elle et ne fallait-il pas le lui dire?...

A ce moment précis, mademoiselle Fouille acheva de traverser la lumière pour disparaître dans la cour. Si M. Baslèvre eût hésité plus longtemps, rien sans doute ne serait arrivé et l'aventure serait restée sans dénoûment. Au contraire, sans plus réfléchir, il se précipita pour la rejoindre : une fois de plus, la destinée venait de tourner.

— Hé bien? — dit-il, — ne voulez-vous pas reconnaître un ami?

Déjà au premier étage, mademoiselle Fouille dut penser qu'on ne s'adressait pas à elle ; cependant, elle tourna la tête et, interdite à la vue de M. Baslèvre, s'arrêta.

— A défaut de visites, ne puis-je au moins m'enquérir de vos nouvelles? — poursuivit celui-ci après l'avoir rejointe.

— Vous me suiviez?

En même temps, une expression d'effroi traversa son regard.

— Non, — reprit vivement M. Baslèvre, — je faisais comme vous, je rentrais, je vous ai aperçue... et voilà... Que de choses depuis notre dernière entrevue !...

Mademoiselle Fouille qui s'était remise à monter ne put retenir un nouveau tressaillement.

— Excusez-moi, — murmura-t-elle d'une voix étouffée, — de quelles choses s'agit-il?

— Oh ! — fit M. Baslèvre, — je parle en général, et il est naturel que vous ignoriez... J'ai eu un deuil...

Comme un écho, mademoiselle Fouille répéta :

— Un deuil... qui n'en a pas?

Elle s'arrêta en même temps sur une marche : on aurait cru qu'elle ne pouvait continuer. M. Baslèvre s'arrêta aussi et d'une voix grave :

— Justement, je tenais à vous dire... c'est même ce qui m'a poussé à vous rejoindre... tous ne sont pas pareils. On croit quelquefois avoir perdu un être parce qu'il s'éloigne momentanément...

Mademoiselle Fouille, toujours arrêtée, dut cette fois s'appuyer sur la rampe. Elle semblait uniquement attachée à reprendre une respiration qui lui manquait.

— La mort seule laisse sans espoir... Un vivant, lui, peut toujours revenir, — acheva M. Baslèvre.

— Pourquoi me parlez-vous ainsi? — soupira mademoiselle Fouille.

Elle examinait M. Baslèvre avec effroi.

— Parce que... en vérité...

Et M. Baslèvre comprit qu'il ne pourrait poursuivre. Devant lui, en effet, comme un éclair, une pensée venait de surgir qui n'était à vrai dire que la suite logique de son acte. Puisqu'il avait obéi au désir de consoler, pourquoi demeurer à mi-chemin et ne pas tenter de ramener le vivant à celle qui le croyait définitivement perdu?

Voyant que la phrase ne s'achevait pas, mademoiselle Fouille soupira douloureusement :

— Excusez-moi : j'ai beau être très lasse, comme ce soir, je ne puis m'attarder.

Elle abandonna la rampe et repartit. M. Baslèvre, un peu en arrière, suivait. C'était lui maintenant qui chancelait, tant l'idée, après l'avoir illuminé, l'épouvantait.

Auparavant, revoir Gustave eût déjà paru intolérable : mais le revoir pour cela !

— J'ai vraiment peur que ce ne soit mon tour d'être souffrante, — dit encore mademoiselle Fouille, cependant qu'arrivée enfin devant sa porte elle tentait d'introduire la clé dans la serrure.

M. Baslèvre frissonna.

— Qui sait alors si je ne vous ai pas rencontrée ce soir parce qu'il est écrit que je dois vous aider à guérir?

— Inutile, merci. Je ne suis pas comme vous : je vis en famille...

La clé, d'un coup, venait de faire tourner le pène. Andréa qui avait entendu la porte s'ouvrir cria, du fond de sa cuisine :

— Où as-tu encore rôdé pour rentrer si tard ?

— La famille compte peu, — dit M. Baslèvre à mi-voix. A bientôt. Qui sait !...

Mademoiselle Fouille ne répondit que par un geste de main sans illusion et, poussant la porte, disparut...

Arrivé dans sa chambre, M. Baslèvre dut s'y prendre à trois reprises avant de parvenir à allumer sa lampe. Installé ensuite dans son fauteuil, il réfléchit.

Tout d'abord, il avait espéré ne s'occuper que de mademoiselle Fouille. Étonné de sa longue indifférence à l'égard d'elle, il songeait : « S'il se fût agi d'une typhoïde, la maison aurait été bouleversée : elle meurt de perdre son amant, personne ne s'en soucie. » Il revoyait surtout les yeux de mademoiselle Fouille, des yeux de détresse qui auraient suffi pourtant à révéler le drame... Mais déjà, derrière eux, une autre image se glissa.

Soudain, il n'y eut plus qu'elle. M. Baslèvre eut un sursaut et voulut fuir : il n'aurait pu. Celui que jusqu'alors une force mystérieuse avait jalousement écarté de ses pensées venait de reparaître et de la même manière irrésistible s'installait : désormais, Gustave était devant M. Baslèvre !

Retombant sur son siège, celui-ci eut un cri sourd :

— S'il savait à quel point je le hais !

De la haine était le mot juste ; M. Baslèvre n'était plus jaloux : il haïssait... Et subitement, avec la violence d'un flot qui rompt sa digue, les motifs de cette haine jaillirent. Sans Gustave, Claire ne serait pas morte ! Comme il l'avait trompée ! Quel mépris d'une tendresse unique ! Après le martyre de l'angoisse indicible, l'abandon cynique, et lui, pendant ce temps, courant le tripot, une maîtresse au bras !...

Arrivé à ce point, M. Baslèvre devint blême : subitement aussi il venait de lui apparaître que mademoiselle Fouille autant que Gustave avait tué Claire ! Et c'était la même qu'un instant plus tôt, il projetait de ramener à son amant !

Qu'aurait-il fait de plus s'il eût voulu tuer Claire une seconde fois?

— Jamais !

Ensuite, une impression de chute dans un trou noir. Il ne se reconnaissait plus. Lourdement, pour respirer de l'air, il dut aller vers la fenêtre. En bas, le square gisait, solitaire et silencieux. Ouatée d'ombre, la place avait l'air ironique : on aurait dit qu'elle se moquait des volontés d'un pauvre homme.

— Jamais ! — répéta M. Baslèvre.

D'ailleurs, maintenant qu'il en était là, il s'étonnait de n'avoir pas reconnu tout de suite l'absurdité de son projet. Escompter un attendrissement de Gustave était puéril : qu'il s'agît de sa femme ou de sa maîtresse, celui-là ne se plaisait qu'aux désastres ! Et où le rejoindre? Pour s'éviter des insistances inutiles, ayant congédié mademoiselle Fouille, il avait dû déjà changer de quartier, quitter Paris peut-être... Ainsi tout concordait à condamner une démarche vouée à l'insuccès avant même que d'être odieuse. M. Baslèvre avait obéi à la pitié : soit, que cette pitié demeure, mais à jamais lointaine et pareille à un pardon !

Ayant quitté la fenêtre, M. Baslèvre sentit une paix lasse s'insinuer ensuite dans son âme : la crise était passée, l'obsession chassée : délivré, il n'avait plus qu'à dormir comme s'il n'avait jamais revu mademoiselle Fouille, comme si Gustave n'existait plus...

Le lendemain, quand il se leva, ce fut pour retrouver la même impression de paix. Sa volonté n'avait pas changé ; il dut même faire effort pour se rappeler son émoi de la veille : décidément, la vie reprenait le train normal. Cependant, il n'aurait su dire d'où venait qu'il en trouvât le poids plus lourd encore que d'ordinaire.

Tout à coup, comme il achevait sa toilette, la porte s'ouvrit, sans toc préalable pour avertir, et Virginie entra.

A la vue de M. Baslèvre, elle recula, confuse :

— Je demande pardon à Monsieur, je le croyais parti... j'ai dû me tromper d'heure.

— C'est bon, — dit M. Baslèvre à peine attentif à l'inci-

dent, — mettez-vous dans un coin et attendez que je sois parti pour commencer.

Elle obéit. Lui continua de se vêtir ; de temps à autre, il la regardait, trouvant désagréable la présence d'un témoin.

Comme si elle prenait conscience de ce que ce regard avait d'hostile, Virginie, bien que taciturne à l'ordinaire, commença par changer de place, puis se décidant :

— Monsieur a dû apprendre ce qui arrive chez monsieur Gros?

Elle disait cela, tranquille, ayant cherché dans sa cervelle le seul sujet qu'elle connût capable d'alimenter la conversation.

M. Baslèvre, qui mettait sa redingote, s'arrêta net, mais sans répondre.

— Ce n'est pas parce que j'ai quitté monsieur Gros, — poursuivait Virginie, — mais on voit bien que tout était vrai...

— Quoi, tout?

— Déjà du vivant de Madame, on ne connaissait que lui dans le quartier pour parier aux courses : depuis, naturellement, ça ne pouvait qu'être pis, si bien qu'il doit filer et qu'on va vendre...

— Vendre? — répéta M. Baslèvre, toujours sa manche en l'air.

— Hé bien, oui ! le mobilier, les frusques, tout ce qu'il a...

— Ah ! le mobilier doit être...

La voix de M. Baslèvre expira :

— Merci, — acheva-t-il.

Et sa manche enfin glissée, il sortit. Il affectait une allure dégagée. Gustave partait? Cela ne changeait rien à ses décisions d'hier, cela n'avait même avec elles aucun rapport...

Cependant, ses mains tremblaient et il voyait flotter un brouillard devant ses yeux. Passant devant la porte de mademoiselle Fouille, il reprit tout haut :

— Très curieux, j'avais prévu qu'il s'en irait : je n'avais pas pensé qu'on devrait vendre...

Au même instant, un frisson le secoua jusqu'aux moelles : le mot soudain lui apparaissait avec son sens précis et sa menace immédiate.

Vendre, c'est-à-dire livrer à toutes les curiosités, à tous

les contacts, ce qu'avait vu et touché Claire : c'est-à-dire encore ajouter à la mort de l'aimée la mort des choses et quelle ! la moins respectueuse, la plus sale. Enfin ! à la pensée que demain, peut-être, les reliques d'un bonheur, — qui avait été à lui, en somme, comme à Gustave, — subiraient l'estimation hâtive d'un marchand à la toilette ou que dissipées au vent d'enchères publiques elles iraient peupler des étalages de trottoir, la colère de M. Baslèvre, sa grande colère retenue la veille, sortait. S'il avait à ce moment rencontré Gustave, il lui aurait sauté à la gorge et crié :

— Rends-moi tout ! tu n'as pas le droit...

Fureur vaine : Gustave avait le droit ! Car voici l'extraordinaire : M. Baslèvre ne tenait pas à ses meubles, ni à sa table, ni à son lit, ni aux bronzes commémoratifs ; sans hésiter, il les aurait jetés à la rue ou livrés à un revendeur et, sans doute, à cause de cela, il en était le maître incontesté : au contraire, les seuls objets qui fussent entrés dans sa vie, les seuls capables d'évoquer à ses yeux une émotion ou un souvenir vraiment chers, ceux-là étaient aux mains de *l'autre*, et *l'autre* était libre, lui, d'en disposer à son gré !

Emporté par une tempête intérieure, M. Baslèvre acheva de descendre. Arrivé dans la rue, il répéta comme un homme ivre :

— Cela ne doit pas être ! J'interdirai que cela soit !...

Mais comment l'empêcher? N'était-ce pas déjà? Si Gustave n'avait même pas remis à demain?

D'un geste raide, M. Baslèvre héla un fiacre qui passait :

— 98, boulevard Blanqui.

Le cheval, à petit trot, tourna le dos à la direction du ministère. Enfoncé dans le coin de la voiture, M. Baslèvre, qui avait décidé douze heures avant de ne pas revoir Gustave pour défendre mademoiselle Fouille, allait maintenant chez Gustave pour défendre des biens qui n'étaient pas à lui : les motifs changent, mais la route est pareille : et une fois parti, sait-on jamais où l'on arrive? Sait-on surtout que si les morts se taisent, c'est pour mieux commander?

Sans le savoir, M. Baslèvre obéissait...

XX

Au cours du trajet, M. Baslèvre, l'âme tout entière tournée vers l'intérieur, cessa de percevoir le monde réel. Les rues se succédaient et il ne les voyait pas. Des lieux apparaissaient, pleins de la mémoire de l'aimée, qu'à d'autres minutes il n'aurait pu traverser sans battement de cœur et il les contemplait sans les reconnaître. La notion du temps lui échappait aussi. Bien que la voiture le conduisît avec lenteur, il n'en ressentait pas d'impatience. Quand il arriva enfin devant la maison, il n'aperçut même pas une affiche manuscrite collée près de la porte : « Mobilier à vendre », mais gravit d'une traite les étages et sonna. Il semblait dirigé par la seule angoisse de trouver les meubles dispersés : en réalité, il n'était plus que le serviteur inconscient de la force mystérieuse qui avait décidé de le conduire au port.

On entendit un pas traîner dans l'antichambre ; la porte s'ouvrit : c'était Gustave qui répondait lui-même.

A la vue de M. Baslèvre, il eut un recul violent :

— Toi ! que viens-tu faire encore ici?

Sans se soucier de l'hostilité non déguisée qui l'accueillait, M. Baslèvre avança aussitôt comme s'il était invité à pénétrer.

— J'ai à te parler, — dit-il, — rassure-toi, je ne serai pas long.

— C'est que, moi aussi... je suis très occupé...

— Raison de plus pour ne pas nous attarder sur ce palier. Où me reçois-tu?

— Le cabinet est ouvert, tu peux y aller.

M. Baslèvre n'avait pas attendu la réponse pour passer déjà dans la salle à manger : bien que les meubles y fussent encore, il avait l'impression de rentrer, un lendemain de vol, dans un domaine à lui. Dieu merci ! toutes choses ici étaient encore présentes; cependant, quel changement ! Restés à leur place de la veille, les sièges épars criaient le désordre à demeure. Partout de la poussière, une saleté qui avait gagné les murs, des odeurs de nourriture qui flottent. Si le déménagement

n'avait pas commencé, c'était comme si les déménageurs avaient passé.

— Avance donc ! — dit Gustave qui suivait.

Le cabinet donnait une impression pire de vie au jour le jour et d'incurie devenue régulière. Des objets traînaient : ici une brosse, là des cartons, un peigne, des bouteilles. A demi rempli de détritus de cigares, un cendrier, seul occupant de la table de travail, empestait. Tout était intact et tout était devenu vilain, triste de la tristesse spéciale aux garçonnières d'où la femme est exclue.

Mais quand Gustave se fut installé, M. Baslèvre eut une bien autre surprise. Quelles aventures avaient pu donner au joyeux vivant d'autrefois ce regard éteint, cette face mâchurée par une fatigue de mauvais aloi? Plus de tenue, non plus : un débraillement, la chemise ouverte, le veston maculé. On se demandait : « Par où a-t-il passé? » Il était possible qu'il eût souffert : on était sûr aussi que la souffrance n'avait servi qu'à le flétrir et la compassion s'arrêtait d'elle-même...

Presque aussitôt, d'ailleurs, et précisément parce que M. Baslèvre l'examinait ainsi, Gustave s'efforçait de reprendre une attitude ironique et dédaigneuse. Les traits fripés se raidirent, le dos se redressa; un rictus sans bienveillance tordit la bouche et négligeant d'offrir un siège :

— Hé bien, — dit-il, — parle maintenant : rien ne t'en empêche.

Avant de répondre, M. Baslèvre tira d'abord à lui le siège qui était auprès de la cheminée et s'assit. Décidé ensuite à supprimer les détours inutiles :

— On m'a conté que tu allais partir : est-ce exact? — répondit-il.

Gustave haussa les épaules :

— Et après?... en quoi est-ce ton affaire?

M. Baslèvre poursuivit :

— On m'a dit aussi que tu avais l'intention de te débarrasser de ce qui est ici.

— Possible encore. N'as-tu pas lu l'affiche à l'entrée?...

Chose étrange, ils s'exprimaient à peu près à voix basse. Ils avaient l'air de marcheurs installés à une halte et qui sentent qu'elle ne les reposera pas, tant l'étape est encore

longue. Tous deux ressentaient moins l'étonnement de se trouver en tête à tête que de la peine à exprimer leurs pensées.

Gustave reprit :

— Est-ce tout?... dans ce cas, il était inutile... je ne comprends pas que tu m'aies dérangé. J'avais cru pourtant te faire suffisamment sentir que je ne tenais pas à un revoir... ceci, sous réserve, bien entendu, de raisons graves.

Il rectifia avec un second haussement d'épaules :

— ... Et encore !...

— Moi non plus, — répliqua M. Baslèvre, — je ne comptais pas revenir.

— Alors?

Et tandis que Gustave levait les yeux sur M. Baslèvre, continuant d'interroger, celui-ci baissa les siens. Il éprouvait un embarras subit. Il s'apercevait brusquement que, sans avoir rien dit, il n'avait rien à ajouter.

— Alors? — répéta Gustave.

La réponse qui vint fut la seule qu'on devait ne pas attendre :

— Peut-on aussi connaître tes intentions au sujet de ceux que tu laisses?

En vérité, il aurait été incapable de savoir pourquoi il s'exprimait ainsi : il sentait que la question n'avait rien à voir avec ce qui l'avait amené, mais elle s'était imposée à lui, comme si quelqu'un la lui eût dictée.

Gustave parut chercher, puis froidement :

— Serait-ce à toi que tu penses?

— Je pense à une femme que j'ai rencontrée hier, et que tu dois connaître mieux que moi, bien que nous ayons eu jadis des rapports d'intérêt.

Gustave eut le geste d'un homme qui se rappelle, tout à coup, un nom vainement cherché :

— Mademoiselle Fouille, peut-être, ta voisine?

— Ah ! — fit M. Baslèvre interloqué, — tu savais...

— Il paraît.

Quelques secondes s'écoulèrent. Voyant que M. Baslèvre n'ajoutait rien, Gustave reprit d'une voix mordante :

— J'admire la rage qui te pousse à t'occuper de mes affaires : mais je serai bon prince, pour le cas où tu serais

chargé d'un mandat. J'estime beaucoup la personne dont tu parles ; c'est pourquoi je suis convaincu qu'elle sera la première à se féliciter de me voir enfin muni d'un emploi régulier, celui-ci dût-il me conduire à mille lieues de Paris.

M. Baslèvre acheva ironique :

— Bref, la méthode continue de te plaire : on passe, on disparaît... le tour est joué.

— Tu ne prétends pas cependant que je l'emmène en Amérique?

— Si loin? C'est donc une fuite?...

— Départ, fuite ou voyage, cela ne regarde que moi.

— Pas tout à fait, semble-t-il.

Et M. Baslèvre, avec un geste découragé, conclut comme pour lui-même :

— Allons ! ta destinée est bien toujours pareille : faire souffrir ceux qui t'aimaient. Triste que les autres n'aient pas eu, autant que toi, le cœur léger !

— De grâce, — répliqua encore Gustave, — trêve d'homélies : je ne suis pas d'humeur à les subir.

Il parut ensuite que désormais M. Baslèvre n'avait qu'à se lever, Gustave à donner congé. Cependant, aucun des deux ne bougea. Il semblait à M. Baslèvre qu'une autre chose, la seule en vérité qu'il eût cherchée ici, n'était pas venue et qu'il devait l'attendre. Quant à Gustave, s'il avait au début désiré d'en finir le plus vite possible, il avait perdu sa hâte et, le front buté, le corps tassé, ne se taisait que faute de trouver encore pour sa pensée les mots souhaités.

Un instant s'écoula, durant lequel l'un et l'autre ne paraissaient plus occupés que d'examiner le parquet.

Ce fut soudain Gustave qui reprit :

— Notre adieu, pour être définitif, ne doit pas être moins sincère. Je n'en ai pas recherché l'occasion, mais du moment que la voici et que c'est toi-même qui me l'apportes, il serait bête de ne pas l'utiliser à satisfaire un vieux désir de tout mettre au point... Tu affirmes qu'il était dans mon destin de faire souffrir ceux qui m'aimaient. Ne me laisse pas ce privilège : parts égales, s'il te plaît, car enfin, toi, — oui, toi, — qu'as-tu donc fait par ici?

Comme au début, sa voix affectait l'indifférence : toute-

fois, la cigarette qu'il venait d'allumer tremblait au bout de sa main.

Stupéfait, M. Baslèvre le contempla sans répondre. Il poursuivit :

— Oh ! inutile de feindre : tu sais fort bien de quoi je parle. Du camarade que, bêtement, je fus solliciter, un jour de rogne contre un chef imbécile, je pouvais tout attendre... sauf ce que tu m'as apporté et qui était bien le plus inattendu, comme le moins tolérable.

Toujours muet, M. Baslèvre continuait de le regarder avec des yeux où passait de l'effroi. Toujours paisible aussi, du moins en apparence, Gustave conclut :

— Reconnais que je ne suis pas seul à savoir apporter des souffrances, là où je passe. Il me semble que lorsque tu t'en mêles...

Cette fois, M. Baslèvre, devenu livide, ne le laissa pas achever :

— Tais-toi, — fit-il si bas, qu'on avait peine à l'entendre, — ce que tu oses penser ajoute un acte abominable à ce tu as fait.

D'un geste rageur, Gustave jeta au hasard la cigarette qu'il mâchonnait :

— Les grands mots n'empêcheront pas la chose d'avoir été et, que j'aie subi cela, je ne le pardonne ni à toi... ni à elle !

— Ta femme était une sainte ! — dit encore M. Baslèvre.

— Allons donc ! comme si j'ignorais qu'à dater de ton apparition, le règne du troisième a commencé !

Mais, subitement, M. Baslèvre venait de se lever :

— Misérable !

Ensuite la chose que M. Baslèvre attendait tout à l'heure, sans la connaître, celle pour laquelle il est uniquement venu et qui, entrée en trombe, souffle comme une poussière tout ce qui fut auparavant...

Au cri de M. Baslèvre, Gustave aussi s'était dressé, avait quitté la table et approchait. Enfin ! leurs deux haines si longtemps cachées sous le masque des attitudes conventionnelles allaient donc s'affronter sans détour ! Inutile de se colleter : des coups auraient trop mal exprimé la rancune de leurs âmes : en revanche des mots choisis et jetés bouche à

bouche, des mots où la lumière jaillit, éclaire à fond et permet de blesser à coup sûr !

M. Baslèvre répéta :

— Misérable ! demande-lui pardon !

— J'ai vu ! — jeta Gustave.

— Tu mens !

— Je ne mens pas : elle t'aimait !

— Tu l'as tuée, et c'est toi qui l'accuses !

— Oh ! je sais très bien, tu n'as jamais été son amant : qu'est-ce que cela fait puisqu'elle t'aimait !

Cela sonnait pour la seconde fois : M. Baslèvre n'entendait toujours pas.

— Tu te trompes ! elle a vécu pour toi !

— Tu te trompes; quand elle vivait, c'est à toi qu'elle pensait : quand elle allait mourir, c'est toi qu'elle a demandé !

Ah ! pour le coup, M. Baslèvre commençait d'entendre ! Il chancela,

Gustave, croyant qu'il prenait peur, eut un rire furieux :

— La preuve que je dis vrai, c'est qu'*avant* je t'ignorais : qu'est-ce que cela me faisait que tu existasses ou non ! Tandis qu'aujourd'hui...

Son poing se leva.

—... Aujourd'hui, je t'écraserais si j'osais ! Voleur ! voleur ! qui me l'as prise, et comment ! de la manière la plus hypocrite, la plus insaisissable, la plus certaine ! Un autre l'aurait enlevée, j'aurais peut-être pardonné ; mais toi, tu n'avais pas l'air de t'en occuper, on ne pouvait rien te dire, tu ne faisais rien, tu ne parlais pas et je n'ai plus cessé de t'avoir chez moi, contre moi ! Tant que tu n'avais pas encore paru, j'étais assuré d'elle, quoi qu'il y eût. Tu passes : on ne m'a plus supporté. Absent, tu étais entre nous : présent, tu me chassais.. La pire des trahisons, te dis-je, la trahison de l'âme, celle sur laquelle on ne revient pas, si totale que l'autre compte à peine ! Que m'importe qu'elle n'ait pas été ta maîtresse ! elle t'a donné mieux que son corps : elle t'a aimé avec son âme, plus qu'un amant, et jusqu'au dernier souffle ! Comprends-tu maintenant que je ne puisse ni vous séparer, ni pardonner? Tu ne dis rien?... Tu commences à percevoir que le brave homme ici n'est pas celui qu'on pense? Parfait ! Après cela,

j'ai conscience, moi aussi, que le nécessaire est dit. On peut se quitter : bonsoir, et que la vie ne nous rapproche plus jamais... jamais !...

Il se tut.

M. Baslèvre, lui, sans un mot, sans un geste, continuait d'écouter : il aurait voulu écouter toujours. La mort n'est donc pas l'éternel silence puisqu'elle peut crier à un vivant : « Ne doute plus ! Es-tu sûr que l'on t'aimait vraiment? »

Miracle de la délivrance, merveille de l'aventure qu'aucune angoisse ne traversera plus ! Voilà donc pourquoi M. Baslèvre a dû venir ; on voulait qu'il entendît la chose ! Et c'est Gustave qui l'a dite, Gustave qui, s'il avait su, aurait payé de la vie le droit de se taire et dont chaque parole de haine, au contraire, recréait du bonheur !

Voyant que M. Baslèvre ne bougeait pas, Gustave reprit :

— As-tu compris? va-t'en !

M. Baslèvre s'obstinait à ne pas entendre qu'on le chassait : il ne percevait qu'une sensation d'allégresse surhumaine. Entre la résurrection de la pensée de Claire et la colère de Gustave avait surgi un espace démesuré : aucun cri n'était capable de le franchir.

Gustave saisit le bras de M. Baslèvre :

— Faudra-t-il que de force...

Au contact brutal de la main qui tentait de l'entraîner, M. Baslèvre eut enfin le sursaut de l'homme qu'on réveille :

— Attends ! — dit-il se dégageant d'un coup rude.

Puis ses yeux qui depuis un instant n'avaient cessé de scruter Gustave s'agrandirent : une stupeur passa sur son visage. A la lumière de « la chose » il apercevait maintenant *l'autre*, avec sa face de pauvre auquel on a volé le festin, ses traits fanés, sa bravade superflue. A la même lumière, il découvrait aussi que la délivrance était payée par la douleur du misérable. Une vague de pitié dissipa son ivresse. Il ne savait encore comment témoigner ce qu'il ressentait : n'importe, la pensée qui libère commençait de lever dans le cœur illuminé.

— Attends ! — dit-il une seconde fois.

Puis d'un pas hésitant, il revint à la cheminée et s'y accouda. Autant il avait souhaité d'abord s'enfuir pour

savourer l'immense joie reconquise, autant il comprenait désormais l'impossibilité absolue de s'éloigner sans essayer de panser la blessure dont il profitait.

Décontenancé, Gustave de son côté recula jusqu'à la table, et s'appuyant contre elle, les bras croisés :

— Quoi encore? — demanda-t-il.

M. Baslèvre répliqua simplement :

— N'est-il pas juste que je parle à mon tour?

Les lèvres de Gustave s'entr'ouvrirent pour répondre : un geste de M. Baslèvre le prévint.

— Que tu le veuilles ou non, j'exige que tu m'écoutes. Non pas que j'aie l'intention de me défendre ! Ce que tu as vu ou cru voir se passait plus haut que nous, dans un domaine que ta volonté n'atteint pas. Quoi que tu en penses, d'ailleurs, tu ne m'as pas blessé... au contraire... je te remercierais plutôt. Sans doute enfin, je n'ai pas tout compris : on ne comprend jamais tout. Si par exemple, je sais à présent pourquoi, m'étant venu chercher, tu es devenu tour à tour moins amical, puis agressif et aujourd'hui mon ennemi, je saisis moins le sentiment dont tu as souffert. Qu'est-ce qu'une jalousie qui survit à une tendresse qui n'est plus ou qu'en tout cas, chacun de tes actes démentait? Au surplus, ce sont là choses secondaires. Encore un coup laissons le passé : on est libre de le bénir ou de le détester : on ne le changera pas : il est. En revanche, l'avenir demeure : si incertain qu'on l'imagine, nous en sommes un peu maîtres et je me demande... je te demande... ce que penserait du tien, s'il était là, celui qui, jadis, a dû souvent regarder l'heure à cette pendule, en y songeant...

Aux derniers mots, Gustave n'avait pu réprimer un tressaillement :

— Je te prierai de ne pas mêler à nos querelles des souvenirs qui y sont étrangers, — fit-il d'une voix sèche.

M. Baslèvre ne parut pas entendre : pensif, parlant autant pour lui-même que pour Gustave, il poursuivit :

— Que dirait-il de ses beaux rêves envolés pour la plupart au vent de tes folies? Que me dirait-il surtout, à moi, qui, sans le vouloir, semble n'être revenu dans ton existence que pour aider à leur écroulement?

Cette fois, les yeux de Gustave avaient quitté M. Baslèvre :

— De grâce, — interrompit-il encore, — laisse mon père où il est et... quittons-nous.

M. Baslèvre répliqua avec un hochement de tête :

— Trop tard, vieux : depuis que cette idée m'est venue, je ne pourrais plus... tu sais bien que se quitter sur des paroles de colère serait impossible... Il ne le permettrait pas !

Penché ensuite vers la pendule il l'écouta battre un instant, comme si ç'avait été un cœur vivant. A mesure, il sentait aussi son âme devenir légère et la route apparaître. Après une suprême hésitation, devenu pareil à Claire, il allait tenter, fût-ce aux dépens de lui-même, le salut de l'homme qu'il avait tant haï !

— Écoute, — reprit-il, — n'est-ce pas toi qui m'as dit, le jour où nous nous sommes retrouvés, que la vie est un grand chemin ou chacun marche à son pas, en attendant de se rejoindre au but final? Après cette rencontre, chacun de nous va repartir et, sans doute, ne nous retrouverons-nous jamais... sauf au terme dont tu parlais. Mais tu as perdu ton foyer, peut-être la sécurité de demain : laisse-moi te montrer, en guise d'adieu, que ce qui est détruit peut se refaire : la vie est un perpétuel recommencement...

Sa voix peu à peu devenait très douce, presque affectueuse. Tourné vers Gustave qui ne cherchait plus à l'interrompre, il avait l'air pourtant de s'adresser à un autre auditeur visible pour lui seul.

— Écoute encore : rappelle-toi le clos ou nous allions, le châtaignier qui était à l'angle et sous lequel on goûtait, et un peu plus loin, si content ! ton père, nous regardant... Alors, sans doute tu ne te demandais guère ce que tu deviendrais plus tard, mais quelle que dût être ta destinée, comme tu étais bien sûr de rester pareil à lui !

Gustave, cette fois, fit un geste vague :

— Oh ! — murmura-t-il, — nous sommes loin de Limoges !

— Moins loin que tu ne le penses, puisque aujourd'hui surgit l'occasion de redevenir comme l'ancêtre, un honnête et un brave homme ! Recommence, te dis-je ! Si tu consens à ne plus jouer, qu'est-ce qui t'oblige à partir? Des dettes?... tu as perdu?... La somme est grosse?... Soit : quelqu'un y pourvoira, auquel tu ne devras rien, non, pas même de la recon-

naissance, puisque, suivant ton désir, cet entretien est le dernier. Ton foyer n'existe plus?...

Ici M. Baslèvre eut une imperceptible hésitation. Il lui avait été indifférent d'offrir sa fortune : aller au delà devenait sacrilège. Après avoir frémi à la seule perspective de la vente de quelques meubles, allait-il attenter de ses propres mains à la mémoire de l'aimée? Un déchirement intérieur fit vaciller son regard. Une seconde, il douta de pouvoir continuer : mais sans doute l'auditeur invisible approuvait-il, car déjà il reprenait :

— ... Hé bien, ne t'ai-je pas prévenu, tout à l'heure, que ton départ aurait pour conséquence un abandon douloureux? Je me refuse à juger le passé : on peut être cruel sans le savoir ; on peut aussi ne pas mesurer très bien sa cruauté... La femme dont je parle t'a donné tout : qu'à ses côtés, tu puisses retrouver un bonheur simple et sain, qu'à son exemple, tu te laisses reprendre à l'effort quotidien, cela encore est possible, certain... Va la chercher : et au grand jour, désormais, chemine à côté d'elle, gardé contre toi-même par l'amour d'une vivante et le souvenir d'une morte qui, elle aussi, n'a cessé de t'aimer !...

Enfin, il avait achevé... Ensuite une sensation de délivrance et de richesse dans le dépouillement total. Ayant offert même la mémoire de Claire, il ne lui restait rien à sacrifier. La cime était atteinte : après, il n'y a plus que la sérénité des espaces solitaires...

Un lourd silence suivit. Toujours appuyé contre la table, Gustave continuait de regarder le sol : il ne paraissait pas s'apercevoir que M. Baslèvre avait cessé de parler.

— Non, — dit-il enfin, — ce n'est que du rêve...

— Pourquoi? — murmura encore M. Baslèvre, bien qu'il n'éprouvât pas de surprise.

Gustave leva les yeux vers lui :

— Parce qu'une nouvelle aventure aboutirait aux mêmes catastrophes.

Il laissa passer un instant avant de poursuivre et, tout à coup, revenu lui aussi aux appellations d'antan :

— Que veux-tu, vieux ! ta franchise m'a touché et j'y réponds par une franchise égale. Je suis joueur : je ne cesserai

pas de l'être. Oh ! cela n'est pas venu tout de suite... Quand j'ai épousé Claire, j'ignorais jusqu'au nom de la cote. Nous nous aimions alors... On a eu même de belles années !... le départ est toujours beau... Puis, un jour, c'est un camarade qui m'a conduit là-bas... un pari fait à l'aveugle, un gros gain... j'avais découvert la joie de la vie : je ne peux plus m'en passer.

Il s'exprimait, à son tour, avec effort. On avait le sentiment qu'il établissait un bilan pour lui-même.

— Quant à la femme dont tu parles, — reprit-il, — qu'elle se dise qu'en disparaissant je vais lui rendre service. Si j'étais resté, je l'aurais tuée de chagrin, quand même, et aussi vite... Au moins, à New-York, là-bas, je serai seul, je ne ferai de mal à personne et j'aurai ce qu'il me faut : un cercle à conduire, du jeu tout le long de la nuit... le jeu des autres évidemment ! mais l'odeur m'en suffira, en attendant l'occasion de recommencer, toutefois pas de la manière que tu espérais.

Lourdement, ensuite, il se redressa, tenta de sourire et conclut :

— Reconnais que c'est tout à fait ce que je pouvais désirer... tout à fait...

Il y eut un nouveau silence, solennel et profond comme ceux qui accompagnent la mort. N'en était-ce pas une, d'ailleurs, que Gustave annonçait?

M. Baslèvre attendit un peu, puis voyant que Gustave n'ajoutait rien, quitta l'appui de la cheminée.

— En ce cas... — commença-t-il.

Gustave approuva d'un signe.

— Oui, — dit-il, — je crois que maintenant nous n'avons plus qu'à tâcher de nous oublier.

— Nous oublier... — répéta M. Baslèvre pensif : — tu as raison, c'est le mieux.

Il reprit encore :

— Quand dois-tu vendre ce qui est ici?

— Dans quelques jours... quand j'aurai trouvé à sous-louer, car j'ai un bail.

— Et... à quand le départ?

— Dans trois semaines.

— Alors, bonne chance!

Une lueur fugitive éclaira les yeux de Gustave.

— Souhaite-la moi : c'est en effet la seule chose à laquelle je tienne encore... vraiment.

Ce fut le dernier mot. M. Baslèvre descendit sans tourner la tête : il savait que Gustave ne le rappellerait pas.

Arrivé dehors, il voulut une dernière fois regarder la maison où il avait connu tant de joies et tant de détresses : mais un papier blanc collé à la muraille détourna aussitôt son attention. Il approcha et lut : « Mobilier à vendre. S'adresser ici. » Il n'avait pas aperçu cette affiche à l'arrivée et, sans doute alors elle ne l'aurait pas arrêté, tandis que maintenant elle avait l'air de vouloir lui parler.

Un long moment, il resta devant elle : soudain, une clarté illumina ses traits, la première en vérité depuis que Claire n'était plus : après quoi, il se mit en marche et s'éloigna d'un pas rapide. Un dialogue merveilleux s'échangeait dans son âme :

— Doutes-tu encore? — disait une voix.

— Es-tu contente? Est-ce bien ce que tu as voulu? — répondait-il.

Devant lui, derrière lui, tout était pur : son cœur battait comme des ailes et il avait envie de sangloter, de même qu'autrefois, la nuit du grand adieu...

ÉPILOGUE

Deux années s'écoulèrent, suivant leur cours égal et irrésistible. A Paris, les mois se dépensent en menue monnaie et quand on jette le calendrier, on est stupéfait de se trouver ruiné sans avoir rien acheté.

Deux années...

Rue de Béarn, rien n'avait changé ou peu de choses. Encore ce peu de choses était-il un retour à des habitudes anciennes. Pendant quelque temps, on avait vu M. Baslèvre sortir à des heures diverses, manquer le ministère, être malade, et revenir fréquemment sans avoir dîné. Aujourd'hui, sans plus de raisons connues, il descendait de sa chambre à l'heure exacte adoptée depuis trente ans, ne se plaignait jamais d'être indis-

posé et dînait régulièrement au Volney. Surtout il avait repris son allure sereine, c'est-à-dire que, parvenu au sommet de la hiérarchie, il bornait ses ambitions à des vacances bien choisies et à un minimum de rapports avec le Parlement.

Quelques nouveautés pourtant s'étaient implantées dans le cours paisible de sa vie. La plus notable était la suivante : chaque samedi, M. Baslèvre partait pour la campagne et disparaissait jusqu'au lundi. Madame Gerbois tenta vainement de découvrir où gisait l'éden choisi par le directeur pour abriter ses repos hebdomadaires et plus tard sa vieillesse. M. Baslèvre était discret. Il allait donc en villégiature, on ne sait où, et en revenait avec une mine fleurie. Le grand air lui était favorable.

Autre nouveauté de moindre importance : Virginie avait cessé de venir, sans qu'on éclaircît le problème soulevé par sa disparition. Était-elle partie d'elle-même ou avait-elle été congédiée? Quoi qu'il en fût, M. Baslèvre pria madame Gerbois de diriger désormais son ménage : marque de confiance qui fut accueillie après hésitation, bien qu'elle flattât.

Enfin, à l'inverse de ce qu'on pouvait attendre, les relations de M. Baslèvre et de mademoiselle Fouille ne s'étaient pas développées. Une visite au nouvel an, rarement une rencontre dans l'escalier ou aux abords de la maison. A peine les questions d'usage échangées sur la santé ou la saison, ils se quittaient en hâte et dissimulant mal leur désir commun d'échapper à une gêne qui les oppressait également, sans qu'on sût au juste à quoi elle se rapportait.

Si M. Baslèvre avait peu vieilli, mademoiselle Fouille, sans cause apparente, était devenue méconnaissable; les cheveux tout blancs, la face éteinte, elle s'était courbée, avait dû renoncer à ses courses du soir et finit même par refuser des leçons au dehors. Le plus souvent, elle demeurait chez elle ; d'autres fois, prise d'un désir inexplicable de rôde, elle partait de grand matin, et rentrait tard, toujours plus accablée. Au début, on avait dit : « Qu'a-t-elle? » Faute de réponse, on s'inquiéta moins : bientôt on n'y songea plus du tout. Il est dans la destinée de certains êtres d'attirer l'indifférence. Andréa, néanmoins, se plaignait que sa sœur fût devenue morose; à quoi madame Gerbois répondait avec philosophie :

« C'est l'âge. » Quant aux petites, qu'auraient-elles remarqué puisque mademoiselle Fouille apportait à enseigner la règle des participes la même conviction de Messie?

Pour le reste, maison, quartier, locataires ou voisins, tout avait marché d'un pas égal sur la route du temps et se croyait semblable. De même, dans un train, les voyageurs ne remarquent pas la fatigue qui les change.

Or, il arriva que, retenu un samedi soir à Paris par une cérémonie officielle, M. Baslèvre dut remettre au lendemain son départ habituel pour la campagne. On était alors en mai, à peu près exactement à l'anniversaire du jour où M. Baslèvre avait dîné chez Claire. Que ces heures étaient loin !

Au matin, en se levant, M. Baslèvre aperçut un ciel barbouillé de nuages et maussade. Place des Vosges, les arbres semblaient haleter dans le brouillard et sur les façades des palais se lisait l'expression lépreuse des mauvais jours. Pourtant M. Baslèvre quitta sa chambre le sourire aux lèvres : sans doute était-il satisfait d'échapper à l'air pesant de la ville et à ses meubles qui, moins soignés que jamais, exhalaient une odeur d'attristante pauvreté.

Madame Gerbois, le voyant allègre, dit gaîment :

— Rien qu'à l'idée de partir, Monsieur va déjà mieux. Moi aussi j'aimerais tant avoir une maison à Fontenay !

Tantôt elle désignait Fontenay pour la villégiature de son rêve et tantôt quelque autre endroit, ceci dans l'espoir vain qu'un jour M. Baslèvre dirait : « C'est là que je vais. »

— Pleuvra-t-il? — répondit M. Baslèvre sans marquer même d'un mot qu'il était sensible à une telle courtoisie.

En même temps, il agitait son parapluie comme pour tâter l'humidité de l'air.

— Si la gare n'est pas loin, Monsieur n'a rien à craindre.

Alors, à demain, madame Gerbois ; qu'il pleuve ou non, les trains n'attendent pas.

Et M. Baslèvre se mit en route, cependant que madame Gerbois le contemplait de loin.

— Sûr qu'il s'en va par Vincennes ! songea-t-elle, il prend toujours à gauche.

Mais elle se trompait, car, arrivé à la Bastille, M. Baslèvre traversa de biais la place pour gagner le quai de la Râpée.

Au loin, la gare d'Austerlitz profilait sa silhouette lourde : il ne parut pas plus s'en soucier que de celle de Vincennes. Après avoir franchi la Seine, paisible, il monta la côte du boulevard de l'Hôpital et suivit le boulevard Saint-Marcel.

De ce côté, la vie de Paris reprenait, populaire et bruyante. Un dimanche d'autrefois, M. Baslèvre avait aussi passé là, escorté par la même gaîté : comme ce dimanche, des voitures chargées de fleurs longeaient le trottoir. Seul, le marchand au panier n'y était plus, mort de misère, sans doute...

Étrange pouvoir de quelques mots jetés au vent pour vendre un bouquet ! Parce qu'il y a très longtemps un pauvre avait dit à cet endroit : « Ce sont toujours les vieux qui aiment le mieux », M. Baslèvre aujourd'hui se demandait : « Qu'est-il devenu? » et, seul au monde, songeait encore à lui !

— Combien vos muguets?

Il prit deux bottes sur la voiture. Ensuite, il approcha du banc où étaient assis deux vieilles gens qui s'apprêtèrent à lui faire place : mais il remercia d'un signe : il ne voulait que regarder l'endroit où le visage avait respiré un bouquet pareil à ceux qu'il tenait dans la main. Que d'amour, alors, dans ce geste ! Hélas ! M. Baslèvre, tout à la douleur du premier sacrifice, n'avait pas su comprendre : douceur amère des heures lointaines, faut-il qu'on vous recherche, vous qui ne rappelez que notre aveuglement et des erreurs !

Étonnés de l'insistance de M. Baslèvre à les examiner, les vieilles gens allaient se lever quand même ; il fit un nouveau signe, et décidément oubliant de quitter Paris se dirigea, cette fois, vers la place d'Italie : il se rendait *à la maison*.

Il en gravit les étages sans interroger, au préalable, le concierge : en montant, son cœur battait avec allégresse : quand il eut sonné, ce fut Virginie qui vint ouvrir :

— Voyant que Monsieur n'avait pas couché, — dit-elle, — je me suis demandé s'il viendrait aujourd'hui.

— En effet, — répondit M. Baslèvre, — j'avais ma soirée prise : une fois n'est pas coutume ; le déjeuner est-il prêt tout de même?

Sans écouter la réponse, il se dirigea vers la salle à manger où deux couverts étaient préparés, mit un bouquet sur l'un

d'eux, alla déposer l'autre dans la chambre et, revenu près de la table, soupira :

— Comme on est bien !

M. Baslèvre, enfin ! était de retour à sa campagne.

Miracle de l'amour qui demeure ! Tout était pareil ici, les meubles, les tentures ; ainsi qu'autrefois la porte du bureau était ouverte et sur la cheminée, la pendule du père Gros battait à petits coups. Au milieu de la table, trois roses rouges, dans un vase de verre, souriaient à la nappe blanche. Tout à l'heure, Virginie, comme jadis, annoncerait le repas et M. Baslèvre s'assiérait au bout de la table. Son couvert n'avait pas changé de place, ni celui de Claire à demi caché sous les muguets. Claire allait-elle donc rentrer? Était-elle même jamais partie?

Ainsi, l'appartement repris, les meubles rachetés, la servante revenue, chaque dimanche, M. Baslèvre était libre d'abolir le temps et, loin du ministère, uniquement réfugié dans le passé qu'il ressuscitait, retrouvait l'illusion d'une présence sans égale. Ce n'est rien encore...

Qu'est en effet la résurrection de choses que le temps n'atteint pas, à côté de celle de l'être même? On peut toujours racheter des meubles et faire d'une demeure un sanctuaire. La merveille était ailleurs, au temple érigé dans l'âme et que la tendresse avait peuplé. Comme Claire vivait en lui et toute à lui ! Une sécurité sereine ; de longs colloques où l'invisible a cessé de se taire. Il ne la quittait plus, sentait ses pensées rejoindre sa pensée et une immense quiétude répondre à ses appels. Il faut pour pénétrer de telles impressions avoir connu soi-même l'effroyable douleur où l'on vogue après la perte d'un être cher : seuls ceux qui les ont subies diraient quelle force créatrice en émane. Ici, elle recréait l'amour !

Cependant, inconscient du miracle qu'il réalisait, M. Baslèvre s'était assis. Il ne regardait nulle part, ou plutôt regardait tout, et à mesure se pénétrait de l'accueil des choses. Jamais il ne l'avait trouvé plus doux, sans doute parce que, n'ayant pu venir dès la veille, il en jouissait doublement. Le calme était profond, l'air léger. Que Paris était loin et loin la place des Vosges ! Pour imaginer la rue de Béarn, il eût

fallu un grand effort et il était absurde d'y songer ! On n'est jamais, d'ailleurs, si près que lorsqu'on se flatte d'être loin : au même instant, une sonnerie retentissait à l'entrée. Étonné, M. Baslèvre tendit l'oreille, puis, stupéfait, se dressa : il venait d'entendre mademoiselle Fouille !...

Elle disait :

— Je vous demande pardon, madame ! on m'a assuré en bas qu'il n'y avait que vous dans l'appartement et je voudrais...

Puis, une exclamation :

— Mais, Dieu me pardonne ! vous êtes Virginie !

— J'avais bien aussi reconnu mademoiselle...

— Quel bonheur ! Vous, au moins, n'hésiterez pas à m'accorder la permission d'entrer et de jeter un coup d'œil... Oh ! vous ne regretterez pas...

— Inutile, mademoiselle : Monsieur, sans doute...

— Me voici, — dit M. Baslèvre apparaissant au seuil.

Au son de cette voix, la plus inattendue de toutes, mademoiselle Fouille eut peine à retenir un cri de saisissement. Il poursuivit :

— Craindriez-vous de faire l'inspection demandée alors que le maître de la maison s'offre, lui-même, à la conduire?

Et avançant d'un pas :

— Ne voyez-vous pas aussi que le mieux est de vous résigner à m'expliquer pourquoi vous la souhaitiez?

Il s'exprimait avec un mélange de condescendance et d'ironie : il ne cherchait pas, d'ailleurs, à comprendre ce qui arrivait ou, du moins, il n'en sentait que le côté inquiétant.

Mademoiselle Fouille, elle, dans sa surprise, avait posé la main sur le pène de l'entrée et s'y était appuyée comme sur une canne. A mesure que M. Baslèvre parlait, elle s'efforçait de suivre sans y parvenir ; cependant, quand il eût achevé, elle inclina la tête :

— A votre gré, — murmura-t-elle.

Et abandonnant son appui momentané, elle pénétra d'un pas lourd.

— Virginie, je ne déjeunerai pas tout de suite, — dit M. Baslèvre qui s'effaçait pour laisser passer mademoiselle Fouille.

Il ferma ensuite la porte. Il n'aurait su ni ce qu'il allait dire, ni ce qu'il ferait, mais tout à coup, son grand bonheur d'auparavant s'était éloigné. Il suffit d'une intrusion humaine pour bouleverser l'âme des choses ; parce que mademoiselle Fouille venait de pénétrer ici, le recueillement de la pièce venait aussi de s'enfuir et toute douceur avec lui !...

Assis, face à face, ils restèrent à se considérer.

Il y a mille manières de réagir à une présence. M. Baslèvre en ce moment devait soupçonner que mademoiselle Fouille avait découvert, on ne sait par quel moyen, le mystère de ses absences et voulu satisfaire une curiosité aussi intolérable qu'indiscrète. Il aurait pu encore être irrité de subir un entretien qu'à l'évidence il avait toujours évité avec soin.

Au contraire, cela seul le frappait que mademoiselle Fouille se trouvait dans la salle à manger de Claire, c'est-à-dire de tous les lieux où elle n'aurait point dû pénétrer, le plus sacré. Avant même de parler, M. Baslèvre eut ainsi un mouvement pour se relever aussitôt et passer dans le cabinet voisin. Cependant, à peine esquissé, son geste s'arrêta. Une main se serait posée sur son épaule qu'il aurait repris de même sa première attitude.

En face de lui, mademoiselle Fouille paraissait uniquement occupée d'attendre. Le hasard l'avait jetée dans une aventure imprévue. Elle en acceptait d'avance les conséquences. Au surplus, toutes ne seraient-elles pas négligeables, en regard du supplice intérieur qu'elle ne cessait de vivre?

Étonnée que M. Baslèvre se tût, elle crut nécessaire de commencer :

— J'espère, — dit-elle, — que vous accepterez de me croire, si j'affirme que j'ignorais absolument que ce fût ici « votre campagne ». Je n'avais, en venant, aucune raison de m'attendre à vous rencontrer ; encore moins désirais-je violer le secret d'une retraite que vous avez le droit de garder à l'abri des commérages.

M. Baslèvre se contenta d'acquiescer d'un signe de tête. Toujours désireuse d'éviter le silence, mademoiselle Fouille poursuivit :

— Vous pouvez demeurer sans crainte au sujet de ma découverte... involontaire. On ne sait jamais où je vais, ni

pourquoi. J'ai toujours eu l'habitude et le goût de me taire.

M. Baslèvre hocha de nouveau la tête et répondit cette fois :

— Iront-ils jusqu'à vous empêcher de m'avouer ce qui vous intéressait dans cet appartement et pourquoi vous avez eu le désir de le visiter?

Elle hésita : en même temps, son regard levé parcourut les aîtres, se fixa une seconde sur la table où étaient les deux couverts :

— A quoi bon? ce désir est passé...

— Vous en êtes le meilleur juge. Me confierez-vous, au moins, d'où vient qu'après avoir tenu à une visite domiciliaire au point de la risquer chez des inconnus, vous y renoncez subitement? Y serais-je, sans le vouloir, pour quelque chose?

— A quoi bon? — reprit-elle encore, — je ne suis entrée que pour m'excuser près de vous. Je vous demande de répondre à mon sincère regret par une égale indulgence et d'oublier que je vous ai dérangé.

Elle se leva. Elle semblait, à la fois, pressée de prendre congé et consciente de ce que ses réponses avaient d'énigmatique.

— On dirait, — murmura M. Baslèvre, — que vous avez hâte d'éviter des questions que, pourtant, suivant votre désir, je ne poserai pas.

— Non, — fit-elle, — je vois simplement que vous attendez quelqu'un et je ne veux pas, à une première indiscrétion, en ajouter une seconde.

De la main, elle désignait le couvert fleuri.

M. Baslèvre frissonna :

— Rassurez-vous, je n'attends jamais personne ici.

Une seconde passa : il acheva :

— ... Vous êtes la première à y pénétrer... bien qu'entre toutes, celle sur qui je comptais le moins.

Le visage de mademoiselle Fouille eut une soudaine anxiété.

— A mon tour, j'aurais envie de demander pourquoi ces derniers mots?

— Mais, — conclut M. Baslèvre, — suivant votre exemple, je répondrais : « A quoi bon?.... »

Tous deux, maintenant, étaient debout. Ils s'efforçaient de garder un ton aisé que démentait le tremblement impercep-

tible de leurs voix. Dans les quelques phrases qu'ils avaient échangées ne se trahissait plus une simple gêne, mais trop d'arrière-pensées. Cependant, sans rien ajouter, mademoiselle Fouille approcha de la porte : et sans doute en seraient-ils restés là, si M. Baslèvre n'avait aperçu, de nouveau, son regard dirigé vers la table.

— Encore? — murmura-t-il, à mi-voix.

Elle se retourna :

— Je vous ai dit déjà que je vous croyais et ne demandais rien. Si vous saviez, d'ailleurs, combien je suis loin de toute curiosité et de la vie !...

— Alors, mettons que c'est moi qui souhaite ne pas vous laisser partir en imaginant des choses qui ne sont pas.

Subitement, M. Baslèvre était devenu grave. La pensée qu'on pût le supposer infidèle — même sans savoir à quel passé — l'irritait comme une injure.

Il poursuivit, fixant mademoiselle Fouille au fond des yeux :

— Si je demeure ici, c'est qu'ici a vécu la seule femme que j'aie aimé et qui m'aima.

Mademoiselle Fouille paraissait maintenant suspendue à ses paroles.

— Il y a longtemps, n'est-ce pas, qu'elle n'y demeure plus? — répliqua-t-elle vivement.

— Bientôt trois ans.

— C'est bien ce que je pensais...

— Depuis trois ans, — continuait M. Baslèvre, — rien n'a changé ici : voyez, ce sont là ses meubles, son couvert... D'autres vous affirmeraient qu'elle est morte... pour moi, elle est toujours vivante !

— Vous dites que depuis trois ans, tout est pareil?...

— Vivante, j'étais séparé d'elle : morte, je ne la quitte plus.

— Mon Dieu! — murmura mademoiselle Fouille.

Et, défaillante, elle tomba sur un siège.

— Qu'avez-vous? — s'écria M. Baslèvre.

— Rien... un peu de faiblesse... je ne suis plus très forte, en vérité. Cela va passer... Cette femme, du moins, dont vous parliez, n'était pas mariée?

— Mariée?... — répéta M. Baslèvre, — si elle ne l'eût pas été, comment aurais-je été séparé d'elle? D'ailleurs, — acheva-t-il, presque malgré lui, — ne le saviez-vous pas?

Elle ne dut pas entendre.

— Mon Dieu ! — murmura-t-elle encore.

Puis, appuyant ses coudes sur la nappe blanche, elle enfouit sa tête dans les mains. Une lumière illumina M. Baslèvre :

— Auriez-vous ignoré par hasard...

Un sanglot fut la seule réponse.

— Se pourrait-il que je vous révèle son existence, moi qui ne vous pardonnais pas le mal que vous lui avez fait ?

Un second sanglot secoua mademoiselle Fouille :

— Ah ! je n'en suis plus à une découverte près ! J'en arrive à douter qu'il soit parti !

— Il l'est !

— Si j'étais sûre qu'il fût vivant !

— Il vit !

Mais arrivée à ce point, mademoiselle Fouille se redressa épouvantée : enfin, elle s'apercevait que M. Baslèvre répondait à ses questions.

— Ciel ! soupçonnez-vous seulement de qui je parle !

M. Baslèvre répliqua simplement :

— Vous voyez bien que tout s'éclaire, même cela !

Et stupéfaits, ils se turent, non que les mots les eussent effrayés, mais parce que, tout à coup, ils osaient s'examiner sans détour. Enfin ! plus de mystère ! une irruption de vérité, les masques qui s'abattent, l'abîme qui paraît...

Un abîme, en effet, car si M. Baslèvre, réfugié dans le décor où a vécu Claire pour y oublier le martyre de l'absence, ne semble pas moins dépouillé que mademoiselle Fouille, réduite à visiter furtivement le dernier domicile de son amant pour raviver la mémoire d'un bonheur qu'elle n'aura plus, l'analogie s'arrête là. Il y a mille façons d'aborder au même port : elles dépendent du voyage, et l'accueil de la rive n'est jamais que le reflet de l'âme qu'on lui ramène.

Ici impossible de concevoir deux aventures plus diverses : celle de M. Baslèvre, tissée d'attentes, de réserves et de renoncements — une seule fois il avait parlé, on l'avait écarté, et les gens pratiques auraient ri de sa candeur à obéir — made-

moiselle Fouille, au contraire, ayant tout connu des ivresses partagées, de l'amour ayant tout subi, y compris les ruptures, les reprises et l'abandon. Quand deux êtres ont parcouru de telles routes divergentes, aucune force ne saurait plus les réunir. Un instant auparavant, M. Baslèvre et mademoiselle Fouille avaient pu croire que leur amitié allait renaître : parce qu'ils s'apercevaient à visage découvert, avant que de poursuivre ils savaient déjà que cette amitié devait finir et que leurs mots sonneraient comme des adieux.

Ce fut ensuite quelque chose de très court, simple comme toutes les fois qu'on trace un trait final au bas d'une page de vie.

M. Baslèvre, s'efforçant d'exprimer la pitié réelle qu'il ressentait, reprit le premier :

— Jadis c'était vous qui tentiez de me consoler sans bien y parvenir : aujourd'hui pourrais-je espérer de vous le rendre?

Mademoiselle Fouille eut un redressement farouche :

— Impossible : il faudrait pour cela me rendre aussi ce que je n'ai plus et ce n'est pas en votre pouvoir.

Il répliqua :

— La douleur, quelquefois, aide à mieux vivre. N'est-ce pas depuis que j'ai perdu ma bien-aimée que je sens mon cœur délivré?

— Le mien ne bat que pour désespérer. Nous ne parlons pas la même langue, faute sans doute d'avoir traversé les mêmes contrées.

M. Baslèvre eut un triste sourire :

— C'est donc que vous n'avez pas aimé vraiment?

— Ou que j'ai aimé d'autre manière.

— Mon amour, — soupira M. Baslèvre, — m'a révélé la souffrance et la pitié. Tout de lui m'a grandi. Jusqu'au sein de la détresse, je ne cesse pas de le bénir.

— Le mien, — repartit mademoiselle Fouille, — s'est débattu dans le mensonge. Sa honte me submerge, et, tel quel, si un miracle me le rendait, je l'accueillerais avec transport.

— Je vous plains, — conclut M. Baslèvre, — en effet, il semble bien que je vous sois inutile.

Encore un intervalle poignant. Alentour, la pièce, témoin

muet, avait l'air de contempler ces deux êtres parvenus à l'heure souveraine où l'on juge sa vie.

S'apercevant que M. Baslèvre n'ajoutait rien, incapable elle-même de proférer un mot, mademoiselle Fouille mit d'un geste las son mouchoir dans son petit sac et avant de se lever jeta un dernier regard vers la table. M. Baslèvre tressaillit. Tel un doigt mystérieux, un rayon de soleil venait en effet d'avancer sur la nappe pour y atteindre l'une des roses rouges. Convaincu de recevoir là un ordre secret, et toujours silencieux, il tendit la fleur à mademoiselle Fouille, qui ne put retenir un geste de surprise.

— Pourquoi toucher à ce que vous désirez garder intact? — dit-elle sans avancer la main.

— Parce que c'est l'heure du pardon. N'est-ce pas lui que vous avez cherché ici... sans le savoir?

Enfin debout, mademoiselle Fouille sembla d'abord ne point comprendre, puis hocha la tête :

— Il est possible : cependant ai-je été coupable, et doit-on m'en vouloir de souffrances que j'ignorais imposer?

Lentement elle prit la rose, en aspira le parfum et la glissa dans son corsage. Ils n'échangèrent point d'autres adieux : tout n'était-il pas dit?

Penché par-dessus la rampe, M. Baslèvre écouta le pas de mademoiselle Fouille s'évanouir dans l'escalier. Revenu ensuite dans la salle, il approcha encore de la fenêtre pour la voir traverser, là-bas, la place d'Italie.

Pauvre fille! Elle avait eu de l'amour tout ce que lui-même avait éperdument regretté, et voici qu'elle s'en allait, l'âme perdue, le cœur labouré de chagrin sans autre refuge que les mauvaises humeurs d'Andréa ou les fautes de ses « petites »!

Lui aussi, demain, retournerait au lot quelconque d'occupations sans grandeur qui était sa part. Demain, il reparaîtrait au bureau comme hier. Devant lui, semblait-il, rien que des gestes médiocres, toujours semblables, et dont aucun ne manquerait à l'univers, le jour où ils disparaîtraient. Cependant, quelle différence, et quelle douceur ! Hors d'atteinte, défiant les hasards de l'existence, une immense tendresse illuminait son chemin. Claire ne le quitterait plus. Était-ce elle qui vivait en lui ou lui en elle? Qu'importe ! Sûr qu'elle l'aimait,

il était sûr de lui répondre par une constance égale, et dormeur éveillé n'aurait pu découvrir s'il vivait le rêve ou la réalité !...

Alors, comprenant le don merveilleux qu'est un amour véritable, mesurant la prodigieuse ascension au terme de laquelle son cœur se reposait, il joignit les mains.

— O ma bien-aimée, — murmura-t-il, — qu'as-tu fait de l'homme que j'étais et que je ne reconnais plus?

Sur la table, les muguets et les roses embaumaient. Une paix divine éclairait l'humble asile des grands souvenirs de M. Baslèvre. On aurait cru aussi que, tout bas, la morte répondait :

— J'ai fait de toi une âme !

ÉDOUARD ESTAUNIÉ

LES ARTS ET LA VIE

Lettre d'un correspondant. — M. Henri-Matisse. Léonard de Vinci. Watteau. Echelle des valeurs. — Article de M. Blaise Cendrars. Taine et son cours d'esthétique. — Passons des théories aux œuvres ; l'Embarquement pour Cythère; Watteau, les La Tour de Saint-Quentin ; l'Étendard du Sacré-Cœur ; Monument aux Morts de la Guerre. — MM. René Piot, Georges Desvallières et Gustave Moreau. Expérience personnelle.

Un de nos lecteurs, peintre, nous écrit :

« On vous apercevait, un jour de mai, visitant les nouvelles salles ouvertes au Louvre ; je vous ai suivi. Vous êtes longuement resté devant les Léonard, les Rubens, les Rembrandt, les La Tour, et je vous laissai, contemplant *l'Embarquement pour Cythère*. Une heure plus tard, vous me rejoigniez rue Richepanse, où un même mobile nous avait sans doute conduits. Combien, Monsieur, eussé-je voulu savoir ce que vous vous disiez à vous-même, en présence des toiles de Henri-Matisse, que MM. Bernheim exposaient dans leurs galeries... Vos articles sur le cubisme trahissaient une gêne, et vous avouerais-je que je ne vous ai pas, tout de suite, compris? Curieux temps que celui où, en une même après-midi, le même

homme *doit* se faire une opinion sur Matisse et sur *la Joconde* retrouvée, mise au soleil, en face d'une fenêtre dont la lumière pénètre les couches de vernis que trois siècles superposèrent !... Vous vous servez des mêmes mots pour parler du Vinci, et des pochades de Henri-Matisse ; j'ai dû mener chez MM. Bernheim des amis à moi, venus exprès de Copenhague, pour y faire leur choix. Ils ont discuté plusieurs jours, avant de choisir celle de ces toiles qui représenterait le mieux, dans leur collection célèbre, le génie de Henri-Matisse. Un journal a répandu le bruit que vous-même, Monsieur, aviez acheté un Braque. Serait-il indiscret de savoir quel fut votre dessein?... Nous qui revenons de la guerre, nous nous sentons plus désorientés qu'avant. Il en est parmi nous qui n'ont jamais vu le Louvre, fermé depuis cinq ans ; pendant nos « permissions », notre seule ressource, c'était d'aller chez les marchands de tableaux modernes... »

***

Oui, je me suis attardé devant *la Joconde* et devant des Matisse.

Serait-ce une audace, ou rien d'original, que de considérer Vinci comme un grand génie qui fait de la peinture, en théoricien, plutôt que comme le plus grand peintre de la Renaissance? Or, M. Matisse — n'est-il pas à l'instar des meilleurs de cette époque de reconstruction — ou plutôt ne veut-il pas être un théoricien? Nous bornons là le parallèle. Mais il nous semble utile d'établir des points de comparaison, et si l'on porte un jugement sur les modernes, de ne jamais oublier ceux auxquels ils succèdent, la réaction qu'ils représentent.

La discussion devient difficile, par défaut d'une « échelle des valeurs » ; dans notre génération nous étions déjà bien peu érudits ; quant à ceux qui nous suivent, l'on démêle vite qu'ils en savent moins encore, qu'ils n'ont rien lu et vu peu de choses : d'où leurs engouements soudains et déconcertants; puis comme conséquence, la situation de certains artistes à la

mode, dont la gloire et le succès local, sont dus à ce que ces favoris sont pris dans « le lot » — comme l'on dit d'un cheval de courses — et le lot qui est sur le programme du jour. Il semble urgent d'élargir le concours, à moins que Paris ne consente à s'endormir dans une admiration mutuelle, qui est le narcissime d'une ville de province...

***

« *Il faut comparer pour juger.* »

Pour plus de commodité, nous imaginerions volontiers deux échelles parallèles de même hauteur, du même nombre de barreaux, sur chacun desquels nous figurerions un ancien et un moderne, le premier sur l'échelle de droite, le second sur l'échelle de gauche. Au même degré de ces deux échelles, nous situerions, en face l'un de l'autre, deux artistes dont les buts et les tendances, sinon la valeur, se prêteraient à la comparaison. Quand nous disons à propos des ouvrages de Braque : « c'est de la peinture », le lecteur doit sous-entendre notre critérium : la qualité *art*. Une œuvre est « de l'art », ou n'en est point ; cette œuvre ne peut pas être *presque* de l'art, non plus qu'un métal n'est *presque* de l'or, *presque* de l'argent ; mais du faux, du simili. L'Art existe dans la sculpture nègre et dans la *Vénus de Milo*, il est présent dans toutes les toiles de Braque, de Picasso ou de Derain ; — quant à la forme *d'expression*, quant à la *valeur* de cet art « d'avant-garde », ce sont celles d'un pays, d'une époque, d'une race, d'une civilisation, ou d'une heure dans le développement de l'Art éternel, universel ; l'heure où nous vivons.

Le « Cubisme » — comme écrit M. Blaise Cendrars — « *pourra désigner dans l'histoire de la peinture contemporaine certaines recherches des peintres entre les années 1907-1914. Il serait niais de ne pas vouloir reconnaître l'importance du mouvement cubiste, comme il était imbécile d'en rire.* »

Si nous parlons avec insistance des impressionnistes, des néo-impressionnistes, des futuristes ou des cubistes, c'est qu'ils constituent, historiquement pour le moins, des « faits

sociaux » de notre temps, des phases caractéristiques d'une incessante évolution, que doivent étudier le critique d'art et l'historien non moins que le romantisme en 1830.

Répéterons-nous : « d'après les œuvres, jugez l'époque » ? La nôtre, nous devons en chercher la beauté, y croire, ou en être exclus.

Elle est inquiétante, mais elle nous passionne, quoiqu'on nous assure que nous sommes assez bas « sur la route qui descend des cimes où régna l'Art serein, l'art lucide »; mais nous nous résoudrons non sans peine à croire cela, et ne permettrons pas à l'espérance de faiblir en nous. Si les phases de l'évolution se succèdent avec une telle vélocité, les réactions sont soudaines, certains s'attendent à se retrouver un jour prochain à peu près là où nous étions, il y a vingt ans, trente ans. Cette mobilité n'est-elle pas un des signes et la conséquence fatale d'une époque bouleversée où peu d'hommes font ce qu'ils étaient nés pour faire? Les recherches des peintres, en 1907-1914, témoignaient d'un abus de la *raison* en révolte contre le culte de l'*instinct* (le cubisme après l'impressionisme), et voici qu'on nous annonce, non pas encore un sursaut de l'instinct, — heureusement, car combien d'erreurs l'instinct n'a-t-il pas excusées? — mais une *peinture constructive* en même temps que sensuelle, vivante : ce que nous désirons le plus. Bon augure !

Nous ignorons encore ce que nous réserve la jeunesse d'aujourd'hui « saine, bien musclée et vivante ». Elle existe, n'en doutons pas, puisqu'elle parle.

M. Blaise Cendrars nous assure qu'elle a

« ...le sens de la réalité. Elle a l'horreur du vide, de la destruction, elle ne raisonne pas le vertige. Elle est debout. Elle vit. Elle veut construire. Or, on ne construit que dans les profondeurs. Et c'est la couleur qui est l'équilibre. La couleur est un élément sensuel. Les sens sont la réalité. C'est pourquoi le monde est coloré. Les sens construisent. Voilà l'esprit. Les couleurs chantent. En négligeant les couleurs, les cubistes négligèrent le principe émotif qui veut que pour être vivante (vivante en soi, surréelle), toute œuvre porte un élément sensuel.

La génération « retour du front » a l'esprit éveillé par d'autres problèmes et ses recherches s'aiguillent dans une nouvelle direction. Avant tout, elle se sent très maîtresse d'elle-même. Elle veut construire. Et je ne crois pas qu'elle s'égare dans de longues recherches

théoriques, car elle a des éléments en main : la couleur. Elle construira par la couleur.

Je ne ferai pas l'historique du cubisme ni l'exposé des doctrines. Je renvoie aux ouvrages qui en ont parlé et qui ont démontré la haute tenue de cette peinture. Je me bornerai à faire ici la critique de l'erreur initiale du cubisme, erreur toute théorique qui est aujourd'hui la deuxième cause, une cause externe, de l'effritement du cube. Quelles ont été les quatre principales préoccupations théoriques des peintres cubistes?

1° La recherche de la profondeur (réalité sur réalité, vie);

2° L'étude des volumes (espace) ;

3° L'étude des mesures (temps) ;

4° Critique et revision de tout ce qui est « métier » en peinture (technique).

Je formule : réaliser la profondeur par le rayonnement des volumes et la multiplication des mesures à l'aide d'une technique raisonnée.

Cette formule ne fut jamais observée intégralement. Dès le début, les cubistes l'ont singulièrement réduite en perdant de vue le point un pour le confondre avec les points deux et trois amalgamés. En effet, sous le prétexte de serrer la *réalité* de plus près, ils ont censément multiplié l'*espace* par le *temps*, ce qu'ils ont naïvement appelé la *quatrième dimension*, créant ainsi une hérésie où ils n'approchèrent jamais que la *réalité de l'objet*, et non pas la *réalité en soi*. Autrement dit, ils étudièrent la *progression dans l'espace*, c'est-à-dire la *matière* (*de l'objet*) et non pas la *progression dans la profondeur*, c'est-à-dire *le principe* (*de la réalité* [1]).

Réduites à la réalité de l'objet, de synthétiques les recherches devenaient analytiques. Aussi voyons-nous rapidement les peintres cubistes s'astreindre à ne faire plus que des natures-mortes et, prenant l'effet pour la cause, introduire bientôt des matières authentiques dans leurs toiles, telles que tessons de bouteille, faux cols, papiers, bois, faux bois, étoffes, cheveux, voire « l'objet » lui-même tel qu'il se trouve dans le commerce ! C'était, trouvé, le contraire de ce que l'on avait cherché. Car cet objet incongru, il fallut « l'arranger » picturalement, et l'on aboutissait ainsi au domaine de la « mode ». C'est pourquoi le cubisme, qui devait rénover la peinture, n'est jamais sorti des limites du « goût ». Il a instauré le règne du simulacre, ce qui est, en art, la suprême hérésie. (Ici, on touche à la sorcellerie, et je suis sûr qu'examiné au point de vue occulte, le cubisme livrera d'effrayants, de terribles secrets. Certaines toiles cubistes font penser à certaines opérations de magie noire, tant elles dégagent de charme imprévu, troublant,

1. Les futuristes, eux, divisèrent l'espace par le temps et n'étudièrent jamais que le *dynamisme* (de l'objet) et non pas la *rythmique* (de la matière), c'est-à-dire la *progression sur un plan* et non pas la *progression dans l'espace* ; la *mécanique* et non pas le *chimisme* dont certains cubistes se sont doutés.

malsain : elles envoûtent, littéralement. Ce sont des miroirs magiques, des tables de sorcellerie.)

Vis-à-vis de ce que sera la peinture constructive de demain, le cubisme théorique est comme le Trocadéro vis-à-vis la tour Eiffel : sans lendemain, sans réalisation possible. Cette comparaison s'applique aux théoriciens du groupe. Et si, malgré ceux-ci, l'expérience cubiste ne fut pas entièrement négative, nous le devons aux antithéoriciens du groupe, trois peintres de tempérament qui représentent les trois aspects successifs du cubisme, à Picasso, à Braque, à Fernand-Léger. »

Ces mots que certains lecteurs trouveront peut-être obscurs, passionnent des milliers de gens intelligents — de même que l'article excellent de M. André Lhote (dans la *Nouvelle Revue française*).

Nous sommes loin des théories de Léonard de Vinci et même de celles de Maurice Denis. « Qu'est-ce que cela va donner? — dit-on. — Le besoin d'ordre que nous sentons partout, ne produit encore que du chaos. »

Si la *Monna Lisa*, la *Vierge aux Rochers* du grand théoricien m'a causé, à les revoir, moins d'émotion que Rubens, Titien, Rembrandt, Watteau — quelle tristesse nous envahit dans les galeries Bernheim, au milieu de ces pochades faciles et hâtives de M. Henri-Matisse, répondant à un besoin incontestable d'un public qui ne sait plus ce que c'est qu'un tableau et semble perdre la notion du bien et du mal faire ! M. Matisse, comme M. Marquet, auront été les victimes de leurs impresarii et de leur succès *commercial* : comme le furent Ziem, Daubigny, Claude Monet et tant d'autres que devine le lecteur et dont on préfère taire les noms. Qu'est-ce donc, le Beau pour eux? Ce que des marchands et quelques critiques assermentés de l' « avant-garde » nous obligent à croire tel. Il y a la camaraderie aussi, un manque d'isolement dans le travail et — il faut toujours y revenir : la conversation, la littérature... le snobisme des « modernités ».

Les deux échelles des valeurs comparées, que nous voulions dresser, est-il opportun de les établir? A peine en avais-je le désir, que déjà j'hésite. Comme je demandais à un jeune peintre si les couleurs de vernis jaune n'étaient pas un charme de plus dans *l'Hélène Fourment* de Rubens, il me fut répondu que, sous ces couches ambrées, l'on retrouverait « la fleur d'une

Berthe Morisot ». Chacun sait la haute opinion que nous professons de cette charmante et quoique traditionnelle, très originale, artiste; néanmoins ces deux noms associés nous donnent à réfléchir... car, partout, c'est aujourd'hui la même habitude, d'associer des noms au hasard, de procéder par vagues analogies, flatteuses pour nous...

Il est des maîtres d'autrefois, dont se reclament, comme nous l'avons souventes fois remarqué, les « avant-garde » et d'une façon assez inattendue : Poussin, Ingres, David. Dieu sait ce qu'on en arrive à appeler *Poussinesque, Ingresque,* ou *Davidien* ! Mais cette logomachie est la naïve traduction d'un besoin de retour à une discipline, à l'équilibre, à la raison; d'un besoin de science, de technique, très obsédant après un quart de siècle d'indiscipline. Les avant-derniers esthéticiens et étudiants en art, ont tellement bafoué la *technique,* le *métier* et détruit les écoles où l'on s'efforçait encore de les enseigner, que soudain les jeunes constatent leur embarras à mettre sur pied un ouvrage qu'ils croient porter dans leur cerveau, à l'état de projet magnifique, mais qu'ils sont incapables de réaliser. Et ils s'intéressent tout à coup à des tableaux d'avant-hier, ne valant que par la facture, de même que l'on commence à collectionner les meubles Louis-Philippe et du second Empire, parce qu'ils sont *bien faits* et que leur style prend de la saveur, d'être différents des nôtres.

La jeunesse va découvrir chaque jour de petits Pompéi qui ne sont qu'enduits d'une couche de poussière.

***

Notons un fait : l'admirable *Cours d'esthétique* [1] d'Hippolyte Taine, aux élèves de l'École des Beaux-Arts, et qui est une encyclopédie de la pensée humaine, ces deux volumes ne sont pas en librairie ! Pas plus que ceux d'un maître dont M. Vandérem vous entretient si éloquemment ici même. Personne ne connaît le grand critique d'art Théophile Silvestre, dont *les Artistes français, études d'après nature,* me rendent bien modeste, quand on me fait éloge de mon *De*

1. H. Taine : *la Philosophie de l'Art,* librairie Hachette, 1903 (en réimpression).

David à Degas. Si les marchands de tableaux lisent Platon et Kant, leurs clients devraient lire du Taine, du Théophile Silvestre. Ils ont trop lu de théories, depuis celles de notre éminent ami M. Maurice Denis : *Du Symbolisme et de Gauguin vers un nouvel ordre classique, 1890-1910*. Les meilleurs esprits, comme M. Maurice Denis, furent malgré eux responsables, en une certaine mesure, des théories extrémistes que, selon M. Blaise Cendrars, vont secouer les « *retour du front* ». Il faudrait étudier, par exemple le chapitre de Denis sur *l'Esthétique de Beuron* et les formules mathématiques par quoi le Père Didier, de ce monastère, « entend exprimer » *en formes et figures, des sentiments et des idées conformes à la liturgie catholique* ; les chapitres sur la *Liberté épuisante et stérile ; de Gauguin et de Van Goh au classicisme* et la définition du néo-traditionnisme. Excellentes pages, mais d'une influence que Taine n'aurait sans doute pas appelée *bienfaisante*, si l'on se prévalait de tout ce que contient d'explosifs cette machine à réformer l'art. « *C'est trop demander que demander le calme à nos esprits. Les gens de la Renaissance laissaient jaillir leurs œuvres infiniment profondes et esthétiques, de l'abondance de la nature.* » Or, la plus récente expérience nous prouva qu'en quelques esprits germait l'idée de supprimer le visage humain, l'*homme* ; on aboutissait à la nature morte. Taine, dont la méthode est celle des naturalistes, du pur darwinisme, met l'homme au sommet de la création : au-dessus du lion parce que l'homme a plus de moyens moraux (sa vraie force à lui) pour atteindre au but suprême qui est la richesse. « *Nous montons degré par degré vers ces formes supérieures qui sont le but de la nature, et vous verrez* — dit Taine aux élèves de son cours — *vous verrez la parenté de l'art avec la morale.* »

« *Dans le courant tempétueux de la vie, les caractères sont des poids qui nous font tantôt couler à fond, tantôt nous maintenir à la surface. Ainsi s'établit une autre échelle* (des valeurs), *les caractères s'y classent selon qu'ils nous sont plus ou moins nuisibles ou salutaires, par la grandeur de la difficulté, ou de l'aide qu'ils introduisent dans notre vie, pour la détruire ou la conserver.* » Taine consacre la leçon où nous prenons ces phrases à l'homme moral et aux œuvres d'art qui l'expriment.

« *Nous voyons tous les jours des individus et des sociétés prospérer, accroître leur puissance, échouer dans leurs entreprises, se ruiner, périr ; et chaque fois, si l'on prend leur vie en bloc, on trouve que leur chute s'explique par quelque vice de structure générale, par l'exagération d'une tendance, par la disproportion d'une situation et d'une aptitude, de même que leur succès a pour cause la stabilité de l'équilibre intime, la modération d'une convoitise ou l'énergie d'une faculté.* »

La Philosophie de l'Art, de Taine, surplombe les sujets de réflexion que nous indiquons ici. Nous y renvoyons nos lecteurs [1]... L'art récent s'avéra le contraire de *la richesse* : la pauvreté, la navrante indigence des moyens, toujours, et souvent de l'idéal. « *L'importance et la bienfaisance sont deux faces d'une qualité unique, la force, considérée tour à tour par rapport à autrui et par rapport à elle-même* [2]. » Bienfaisance du caractère physique et du caractère moral : dans le premier cas, c'est, selon Taine, Phidias, la plastique même ; dans le second, c'est Rembrandt. Le sens de la qualité *bienfaisante* s'est perdu, dans notre démocratie. Il s'agira de le retrouver, à l'usage dans une société rebâtie. Et c'est à cette fin que l'on aperçoit tant d'esprits spéculatifs se tendre, dont quelques-uns s'exerceraient mieux ailleurs que dans les Arts.

***

Mais en voici assez. Pour le moment, ne parlons plus de théories et des théoriciens. Nous jugerons dorénavant les œuvres en elles-mêmes, comme nous les jugeâmes jusqu'à ces temps troublés. Il nous semble que nous avons appris et exercé notre métier, sans préoccupations doctrinales, si avec sévérité pour nous-même. Avant que les jeunes ne fassent les philosophes, il conviendrait qu'ils apprissent la grammaire. Nous sommes de tout cœur avec ceux qui se lamentent sur

1. Selon que les caractères sont les plus importants ou bienfaisants, ils sont à une place plus haute, et mettent à un rang plus haut les œuvres d'art par lesquelles ils sont exprimés.

2. P. 313, IIe vol. de *l'Esthétique* de Taine.

leur propre faiblesse comme nous nous lamentons sur la nôtre; qu'ils s'en prennent à leurs prédécesseurs, artistes, critiques en révolte, qui ont nié, comme des étourneaux et des ignorants, que le *métier* fût la base de leur art. On ressent une certaine pitié de voir les cadets si désorientés déjà, et l'erreur d'hommes dont le développement s'arrête court.

Chaque courrier nous apporte des lettres touchantes : « Savez-vous que vous avez une famille anonyme de lecteurs, qui vous demande une méthode, une langue, celle que votre expérience vous a montrée la plus logique? Apprenez-nous à écrire : nous serons éloquents ensuite, car nous croyons avoir quelque chose à dire. Un grand défaut des gens qui parlent d'art et de métier, c'est qu'ils ne prennent pas la peine de définir nettement, comme le conseille Pascal, les mots dont ils se servent. De grâce parlez-nous ! »

Ailleurs : « L'auteur de cette lettre, malgré ses succès, avoue qu'il ne sait rien et qu'à chaque tableau il se voit forcé de réinventer la peinture, et quelle peinture, hélas ! Alors, découragé, c'est le bolchevisme, n'est-ce pas, qui... »

D'un autre encore : « Vous nous devez un traité du métier de la peinture. Ah ! combien nombreux, qui n'avons pu nous exprimer faute de savoir (on ne nous a rien appris), et n'étant pas de bons artisans, sommes tombés sur les genoux, à mi-côte, abattus... »

De tous côtés, les mêmes gémissements, les mêmes invocations aux aînés qui, comme nous du moins, croyons savoir si peu, et qui avons aussi frappé à toutes les portes, en vain !

Quel sera le désespoir de nos petits-fils, s'ils s'aperçoivent qu'il est trop tard pour « renouer les maillons de la chaîne » depuis trop longtemps rompue, et volontairement, avec une imprudente audace, par leurs grands-pères!

Aura-t-on assez ri de la « Tradition » et de ceux qui la révéraient ! Dans un volume prochain des *Propos de peintre*, je republierai des polémiques, qui datent de vingt ans, les insultes dont je fus abreuvé dans les Revues d'avant-garde où les Jean Dolent, les Charles Morice, les Roger Marx, les Frantz Jourdain me traitèrent d'*amateur*, de *réactionnaire*. Et nous fûmes, plusieurs, congédiés, comme correcteurs, dans les ateliers de peinture où trônaient les esthéticiens-élèves

de la Mittel-Europa ! Cette génération-là demandait non pas qu'on lui apprît à construire une figure, mais s'attendait à des conversations sur l'Esthétique... mais quelle esthétique? Celle des marchands de tableaux d'avant-garde. Et c'est ainsi que des galeries-modernes, des boutiques à tendances hardies remplacèrent le Louvre, bien avant que ce musée ne fût fermé pour cause de guerre ; or aujourd'hui, l'impatience de ce même public est telle, que l'administration s'émeut, pour la calmer choisit quelques chefs-d'œuvre et les exhibe dans de petites pièces ci-devant réservées aux dessins et aux bibelots.

***

La *Monna Lisa, la Belle Ferronnière* ; *la Mise au tombeau* du Titien ; les Rubens ; les Rembrandt ; enfin, tout au bout de l'aile nord, près d'une fenêtre c'est *l'Embarquement pour Cythère* : donc quelques prodiges du génie des hommes.

J'entends de jeunes avant-garde regretter qu'on ne nous ait pas plus tôt rendu le *Gille* — qu'ils tiennent pour un chef-d'œuvre plus sévère, plus grave, et je serais presque de leur avis ; mais *l'Embarquement* me semble un miracle d'un certain genre de chez nous, une *toile de chevalet*, un sujet typiquement français, pimpant et sentimental, clair. Ce que lui reprochent les purs, c'est qu'il ait inspiré tant de littérateurs et qu'on ait écrit à son propos tant de pages de rhétorique-cuistre, parfois niaises, sans compter les poèmes. Et Verlaine, cependant?... Il faut, en effet, se méfier des ouvrages plastiques qui se prêtent aux commentaires et font dessécher les écritoires. Néanmoins nous continuerons de mettre *l'Embarquement* en évidence dans l'histoire de l'art français. Nous ne l'avions jamais vu d'aussi près, et pénétré de lumière.

Watteau ignora Gainsborough, à peu près son contemporain, croyons-nous ; mais le paysage enchanteur qu'il inventa est un paysage de Gainsborough, une « nouveauté » du XVIIIe siècle.

Gérard de Nerval, dans son *Voyage d'Orient*, nous dit :

« Il faut avouer que Cythère n'a conservé, de toutes ses beautés, que ses rocs de porphyre, aussi tristes à voir que de simples rochers de grès. Pas un arbre sur la côte que nous avons suivie, pas une rose, hélas ! pas un coquillage le long de ce bord où les Néréides avaient choisi la conque de Cypris. Je cherchais les bergers et les bergères de Watteau, leurs navires ornés de guirlandes. abordant des rives fleuries ; je rêvais ces folles bandes de pèlerins d'amour aux manteaux de satin changeant et je n'ai aperçu qu'un gentleman qui tirait aux bécasses et aux pigeons, et des soldats écossais blonds et rêveurs cherchant peut-être à l'horizon les brouillards de leur patrie. »

Nous y chercherions peut-être nos parcs bruns et vert-d'argent, le Saint-Cloud d'où Watteau fait partir ses amoureux pour l'Ile de la Déesse du Tendre.

Étrange et si moderne composition cinématographique de ce tableau peint en 1719, par un homme de vingt-cinq ans ! L'avez-vous remarqué? de droite à gauche, c'est le même couple, qui semble girer comme des valseurs et être pris tour à tour par l'appareil du « tourneur », quand ils se lèvent de terre, se mettant à danser, se présentant de face, de dos, de profil. Rodin (voir *l'Art ; propos recueillis par Paul Gsell*, sa description de *l'Embarquement*), Rodin dit : « Si la peinture et la sculpture peuvent faire mouvoir des personnages, il ne leur est pas défendu de tenter plus encore et dans un même tableau ou dans un même groupe sculptural, plusieurs scènes qui se succèdent. » Et il cite *l'Enlèvement d'Europe*, de Véronèse, puis *l'Embarquement*. Ailleurs il dit : « *Notez d'abord que le mouvement est la transition d'une attitude à une autre*[1]. »

L'Embarquement est le contraire de l'art statique que l'on confond trop avec le grand art noble.

Oui, la facture est facile, souvent mince, d'une adresse incroyable dans *l'Embarquement* ; la couleur est faite pour séduire comme un couvercle de bonbonnière. Mais étudiez ces mains, ces chevilles délicates, grosses comme des mouches, et qui sont si justes, si bien construites, d'un modelé si gras, qu'une photographie de *l'Embarquement*, agrandie et projetée sur un écran (expérience que j'ai vu faire avec tant de dessins de maîtres), prend plus d'autorité, d'ampleur, au

1. Voir son explication de la statue du Maréchal Ney, par Rude.

lieu de se fondre, de s'amollir et même de se désagréger, comme c'est le cas des dessins de Léonard.

La couleur? Elle n'est qu'un monochrome, un barbottage de terre-verte, de brun de Bruxelles, d'ocre. On ne sait ce qui colore, argente et dore cette toile, ce frottis de boue, et qui paraît diaprée comme une aile de papillon du Brésil.

Qui veut apprendre à peindre, qu'il fasse une copie de *l'Embarquement pour Cythère* — et il y apprendra « bien des petites choses » sur l'art des colorations, autant que sur le dessin. Ce dessin a l'âpreté, la nervosité de contours, l'aigu des gravures de Jacques Callot et d'Abraham Bosc. Après cent ans de dessin rond (nous ne parlons ni de Poussin, ni de Lenain), l'école française se réveille, avec Watteau, rebondit, palpite, renaît.

Watteau dessine par l'intérieur et non point par le *trait* le contour, ce fil de fer extérieur. Ce n'est pas un *trait*, qu'il voit et trace sur le papier, mais une ronde-bosse, figurine, dont il ploie les articulations, incline la tête, la relève à son gré. Son dessin est un dessin *d'articulation* — même quand il n'y a que le *trait*.

Le dessin peut être *articulé*, comme dans les vases antiques grecs, où les figures se construisent anatomiquement par le trait, tel chez Rodin.

Il y a confusion sur le mot « *dessin* », qui, aujourd'hui, chez un Picasso, ne suggère point les trois dimensions, mais une seule, là où ses commentateurs prétendent que Picasso dessine une tête « à la manière d'Ingres ». Confusion, confusion, vague analogie, encore !

Qui se donnerait la peine d'étudier Watteau, et dans *l'Embarquement pour Cythère*, surtout, y découvrirait : style, sur réalisme, synthèse, mais se reposant sur la science de la forme ; interprétation constante des membres et des traits, mais non déformation arbitraire et voulue; déformation qui est une nécessité de tempérament, et que Watteau ne pourrait pas faire autre, tandis qu'un dessin au trait de Picasso, esprit tourmenté, multiple et divers, est tantôt « ingresque », égyptien, japonais, à la Lautrec, souvent une arabesque d'ornemaniste.

Watteau nous apparaît l'aboutissant plastique de l'effort

du XVIIe siècle ; l'ordre dans la libre imagination : Descartes, Pascal, Racine, Lafontaine. Chez Watteau, vous apprendrez ce que le style épuré, sévère, ajoute à la *forme vivante* ; chaque individu a son caractère propre, mais ennobli par de belles proportions. La nature est le contraire de *l'imitation*.

***

Nous préparons, mais n'avons point la place ici de traiter comme il le faut, tant de problèmes qu'Antoine Watteau a résolus. Que lui a-t-il manqué?

On s'extasie sur « l'étendue du clavier de Picasso », étendue comparée, sans doute, aux restrictions systématiques de ses congénères ; et l'on assure que ce Catalan parisien nous vient directement de Watteau ; que son cubisme « est fils de la mandoline du maître valenciennois »; ce mot, qui date de 1919, lu dans cent cinquante ans fera peut-être sourire — mais il aura eu un sens pour les « *retour du front* ».

Il faudrait analyser le système de composition, la perspective scénique, l'interprétation théâtrale du jeune phtisique de Valenciennes, un Beardsley louisquatorzième, mort si tôt, mais qui eut le temps d'accomplir une œuvre vaste, pourtant ciselée comme un sonnet, et où il fondit et fit françaises les techniques de Rubens et de Titien. Il eut « l'étrange fortune de plaire au roi de Prusse, plus qu'aux Français de son époque, pour ensuite séduire et charmer les plus austères comme les plus avertis ». Celui-là fut — ou il n'en est pas — un *initiateur*. Sa place était marquée dans le « *paradis des créateurs* » ; et il doit de plus en plus retenir les modernes, par son goût du décor, par son réalisme épuré, son symbolisme humain, si clair et qui nous touche comme le chant de *Madelon* entendu dans les bois...

D'ici à ce que la version définitive de *l'Embarquement pour Cythère* nous soit ramenée du Palais impérial de Berlin, étudiez, jeunes artisans, celle du Louvre, que Watteau présenta comme pièce de réception à l'Académie, résumé d'innombrables connaissances si vite acquises; étudiez son art

du paysage : comment avec un arbre de Saint-Cloud qu'il tend à la façon d'un dais de feuillage sur le proscenium, il reconstruit toute une forêt; l'arbre dessiné par *articulations*; le creusement mystérieux des perspectives par un maître « dessinateur des jardins », oui, jardinier, décorateur, architecte, géomètre, ornemaniste... il possède un ensemble de *métiers*, de spécialités dont une seule suffirait à chacun de nous, qui regardons avec envie l'exécution d'un trumeau peint, après Watteau, par quelque anonyme artisan de village.

***

Les pastels de La Tour, échappés à l'incendie de Saint-Quentin, sont pour quelques semaines au Louvre. La réputation de ces portraits est telle, que la foule a envahi les salles où nous les pouvons voir, en payant cinq francs pour une œuvre de guerre; foule déçue — assure-t-on. La Tour ennuie par sa sécheresse, le dépouillé de sa facture, son manque d'invention dans les accessoires et la présentation de ses modèles. On lui préfère, aujourd'hui, le délicieux, le grand Péronneau, qui est autrement que lui coloriste, piquant, savoureux, artiste et tout autant psychologue.

La Tour en cela passe pour inégalable, mais comme une sorte de possédé, un médecin diabolique, chirurgien, oculiste, qui mettrait le verrou sur sa porte, s'enfermerait avec son modèle, le triturerait comme une grenouille, voulant savoir ce qu'il y a dans le crâne de ses contemporains. Combien l'investigation d'un masque humain par La Tour nous semble être une opération douloureuse, pratiquée avec un soin méticuleux, de lentes recherches et hésitations !

C'est aux littérateurs qu'il doit sa réputation, à ceux de son temps, qui légèrement traitaient Péronneau. L'injustice est si criante, que l'on a presque envie de nier les talents de La Tour. Les pastels du musée saint-quentinois ne sont pas supérieurs à ceux du Louvre ; ceux qui sont composés et « finis » paraissent assez mornes comme présentation, d'un faire un peu fatigué, mou, sans charme, ni imprévu. Restent les masques, les études, ce qu'il ne vendait pas.

Il a été trop écrit des personnages représentés, pour que nous tentions aujourd'hui d'en choisir l'un plutôt que l'autre. Qu'il suffise pour *les Arts et la Vie* de noter l'indifférence qu'avouent les artistes à l'endroit de La Tour; et non seulement les jeunes, que l'âme des autres a cessé d'intéresser, mais ceux aussi qui le croyaient plus profond et plus bel exécutant.

La Tour restera une victime de la guerre. Si ses pastels n'ont pas souffert du voyage, le « cliché » pris de lui, il y a plus de deux cents ans, s'est brisé quand la fameuse collection rapportée de province, s'ouvrait au Louvre. Ce renversement de l'opinion, surtout qu'il ne crée pas un nouveau « cliché » qui ne serait pas plus exact que le précédent !

***

Nous avions dès notre premier article des *Arts et la Vie* fait prévoir que *l'Art nègre* serait bientôt l'objet d'une ferveur à Paris, et quelques mois à peine écoulés voici que la galerie Devambez, la plus mondaine, s'ouvre pour lui. Les pensées que nous suggère cette riche et curieuse collection, il nous plaît d'en trouver d'analogues dans les quelques lignes qu'un romancier de grand talent, M. Francis Carco, publie dans la *Rose Rouge*. Nous les citerons ci-dessous, afin que nos lecteurs se rendent compte que nos réticences, qu'on pourrait croire celles d'un « passéiste » ou de quelqu'un de trop prudent, seraient comprises aussi, sinon partagées par un moderniste ; réticences quant à la « qualité » de l'admiration, de la part du public, quant au choix des objets exposés, non pas sur la valeur de la sculpture nègre. Il est évident que certaines pièces, de belle plastique, ont autant de caractère, d'expression et d'humanité, que des fragments de haute époque, hindous, égyptiens ou assyriens dont s'honorent le Louvre et le British Museum. Ce qu'il y a d'extrêmement intéressant, c'est l'influence qu'une telle esthétique a et aura sur les modes, sur nos artistes, notre littérature et le public; la nouvelle confusion, l'équivoque qui se créeront, à son sujet,

comme par une fatalité. Mesdames, M. Poiret rapporte d'Afrique des cuirs et des peaux pour vous vêtir... en vue des fêtes nègres.

Qu'un connaisseur mette sous vitrine, à côté d'un vase antique, des poteries sans valeur marchande parce qu'il leur a reconnu de la beauté, c'est légitime; mais il y a aussi des tribus sauvages où l'on échange de l'or contre des verroteries.

« Ce n'est pas un des faits les moins négligeables, dans l'histoire de l'art français contemporain, écrit M. Francis Carco, que ce changement radical des valeurs auquel nous assistons. Il faut y voir l'affirmation de tendances générales et, sans nous arrêter à telles ou telles formes empruntées, qui sont les canons de la nouvelle école, reconnaître que les peintres ont mis toute leur foi dans un état de la sensibilité, si rapproché de celui de l'âme barbare et primitive, que rien avant lui ne semble plus exister. Ce renversement devait se produire à dater du moment où, dégoûtés d'acquérir — dans des genres déterminés — la certitude que tout avait été dit et même peint avant eux, les artistes sont remontés aux sources de l'inspiration et de la création plastique. Aujourd'hui, les voici arrivés à l'art nègre et, qu'on le veuille ou non, décidés à se réclamer uniquement de lui.

» Cette découverte, à vrai dire, n'était point pour certains une révélation. Déjà dans l'atelier de Picasso, chez Vlaminck, parmi les livres et les bibliothèques des poètes de notre génération et jusque chez les « marchands » de peinture, de très curieux spécimens de la statuaire nègre s'offraient à la méditation de la plupart d'entre nous. Mais jamais ensemble, comparable à celui que M. Paul Guillaume a réuni à la galerie Devambez, ne nous parut plus complet ni plus digne de retenir l'attention du public. Nous y trouvons les objets familiers au culte des deux principes de la première religion, des masques à barbe de laine tressée, des armes, et ces étonnantes statues de la divinité noire dont les attitudes animales sont pour beaucoup dans l'admiration que nous en avons.

» Je ne pense pas que cette admiration s'éteigne bientôt. Les artistes dont elle stimule le goût, en même temps que la candeur toujours prête à « donner dans le panneau », sont sincères, et s'ils sont allés jusqu'à tout condamner qui n'apporte

pas la preuve du désintéressement le plus absolu, c'est qu'ils veulent découvrir le monde et le recréer dans ses apparences sensibles. Nous voyons le risque qu'ils courent. Et ils ne l'ignorent pas... Mais l'admiration pour un art — quel qu'il soit — dont nous ne connaissons que des fragments peut nous entraîner à de bien singulières conclusions. Ce n'est pas, en effet, sans surprise que j'ai retrouvé, à la galerie Devambez, des masques que, tout enfant, j'ai pu voir, dans des villages canaques, fichés au bout d'une lance et qu'ici l'on a suspendus au mur... comme s'ils avaient dû, de tout temps, prendre place entre une vitrine et un appareil de téléphone. »

***

Le Musée des Arts décoratifs à invité M. Piot à exposer un ensemble de son œuvre. Cet artiste est, avec M. Desvallières et M. Rouault, l'un des plus célèbres élèves de Gustave Moreau; respecté pour la tenue de sa carrière, son idéal esthétique, il fut à la tête des néo-impressionnistes, il maintient la tradition des disciples des Elie Delaunay, des Puvis de Chavannes, de ces maîtres dont Ary Renan nous rapportait autrefois les propos. C'était encore la suite de M. Ingres, mais aussi de Chenavard. M. Piot a sacrifié plusieurs années de sa maturité à copier les maîtres en Italie pour apprendre le métier de la fresque, de la détrempe, de la peinture, à la cire et à l'œuf. La fresque n'a plus d'arcanes pour lui et ses fac-similés de décorations primitives, de Florence, d'Assise, sont des tours de force manuels.

Jadis, M. René Piot avait exécuté une série de fresques dont il eut la grandeur d'âme de supporter avec un souriant stoïcisme la destruction presque totale, lors des inondations de la Seine.

Il a subi bien d'autres déboires, que sa foi lui permit d'accepter sans découragement. C'est avec respect et sympathie que ses confrères ont regardé les études, dessins et peintures, les projets de décorations, les nus, les fleurs, les papillons, mille fantaisies ornementales qui font penser à Odillon Redon,

un peu à Gauguin, aux Chinois, aux Persans, aux ballets russes, écrit M. André Michel, et même aux nègres, tout en restant des Piot, c'est-à-dire des ouvrages d'une candeur d'inspiration toute quatrocentiste. Ces choses-là, toujours un peu archaïques ou pompeuses, ne trouvent pas aisément leur place dans nos pratiques immeubles ; il faudrait à Piot des cloîtres, des églises ou bien des palais, tels que les plantent, sur la scène, les décorateurs d'une *Elektra*, de Strauss, ou M. Bakst quand il reconstitue les remparts de Troie pour madame Ida Rubinstein et Émile Verhaeren. Cependant la villa d'André Gide, à Auteuil, s'honore d'une fresque, unique fragment sauvé des flots. Cela s'appelle l'*Hymne homérique*, cela pourrait être quelque cosmogonie papoue, ou une transcription picturale des *Nourritures terrestres*, mais peu importe le sujet, puisque cette peinture d'une couleur aussi intense que des Jules Romain ou des Signorelli, tient bien sa place autour d'une cheminée belge, entre des fauteuils en tapisserie Louis XIV et quelques-uns de ces meubles de palissandre toujours chers à une vieille famille bourgeoise ; c'est là un des rares panneaux peints à même le mur, qu'on pourrait donner comme exemple à des propriétaires soucieux d'originalité, mais à la fois prudents.

Le « clavier » de M. Piot est « d'une telle étendue » qu'il équivaut presque à un trottoir roulant d'exposition universelle, ce qui serait un péril pour un homme moins équilibré, moins sage, moins retenu par les règles d'une école ou d'une autre. Qu'il peigne un fruit exotique, des fleurs, des papillons, ou un éphèbe africain jouant du tambour, M. Piot a ses références à Monte-Olivetto, dans les plus purs monuments de l'Ombrie et de la Toscane, de l'Inde ou du Cambodge.

La République devrait ouvrir une vaste école des arts décoratifs, dont M. Piot serait le directeur et où il tiendrait plusieurs cours, capable comme il l'est d'enseigner aux élèves tout ce que ceux-ci demandent de technique — si ce n'est pour un tableau, car les couleurs à l'huile répugnent à M. Piot comme une sale médecine qui fait du mal. D'ailleurs sa pensée serait à l'étroit dans le cadre où Rembrandt enferme les *Pèlerins d'Emmaüs*.

Fresquiste donc, et architecte, il a conçu un *Monument aux*

Morts de la guerre, comportant une chapelle triomphale, des sanctuaires pour tous les cultes du souvenir et un *Baptistère du sang*, qui serait, dans la pensée de l'auteur, une construction hexagonale, dont chacun des côtés « serait alternativement décoré de figures encadrées de colonnes et de grandes fresques surmontées d'un vitrail ». Sans emplacement désigné. Sera-ce le mont Valérien, le Père-Lachaise, les fortifications rasées, le Chemin des Dames ou Verdun? Montmartre conviendrait, si la Basilique n'était pas plutôt convenable, semble-t-il, à M. Georges Desvallières.

Un monument aux morts de la guerre, quel thème plus exaltant pour nous autres artistes? Ce qu'une imagination aussi riche que celle de M. Piot, de tant de littérature, inventerait ! quels mythes, quels symboles ! Des textes, des ordonnances savantes tiendraient ce « Mémorial » au-dessus des contingences terrestres. Pourtant, M. André Michel écrit :

« J'ai été très vivement intéressé, mais pas également persuadé partout, je dois l'avouer. Certaines parties, *la ruée dans les ruines*, par exemple, avec les belles volutes de ses fumées et de ses flammes, les gestes cadencés de ses gnomes beuâtres, ressemble à un finale de ballet russe et éveille des impressions qui sont plutôt d'esthètes raffinés et qui, dans un pareil lieu, contrarient plus qu'elles ne servent et n'expriment l'émotion et l'attente des cœurs... » Mais qui s'est promené dans les Salons de 1919, sait ce que la guerre aura fait perpétrer aux artistes. M. Piot mérite la palme.

Il y aura beaucoup à écrire, dans quelque temps, sur ces monuments commémoratifs. Chaque canton en commande un, d'un bout à l'autre de l'Europe.

***

L'école de Gustave Moreau devait produire quelque chose de noblement intellectuel, comme le *Monument aux Morts*, de M. Piot, et ce grand succès du Salon de 1919 : *l'Étendard du Sacré-Cœur*, par M. Georges Desvallières.

Cet ouvrage pathétique, dramatique, et « vécu » a reçu

des tributs d'admiration, de toutes parts. Aussi bien les querelles de doctrinaires se sont tues devant ce Christ pantelant qui trébuche dans les fils de fer barbelés, mais juste à point stylisés, tend son cœur-viscère, sur le blanc magnifique de notre drapeau national. Le fond du tableau est noir, comme du laque de Coromandel ; la figure du Rédempteur, d'une anatomie savante, est barbouillée de sang, comme les statues baroques des églises d'Espagne; il y a là un effet réaliste sans trompe-l'œil, néanmoins très puissant ; une mise en page très habile comme dans les estampes en couleurs de ces publications de naguère où M. Steinel clamait la révolution sociale. Une des originalités de cet *Étendard du Sacré-Cœur*, c'est qu'il pourrait être à la fois le drapeau rouge des humanitaires mystiques, celui de M. Barbusse, et la sacrée bannière de M. Claudel. L'ardente foi catholique de M. Desvallières, la sympathie que communique à toute âme bien née la vaillance du héros militaire et la générosité du peintre « arrivé » pour ses jeunes confrères; son ouverture pour toutes les audaces esthétiques, son libéralisme, envers les autres et la rigueur de ses convictions personnelles, n'est-ce point suffisant pour qu'un artiste de si riche nature soit le maître de ces jours troublés?

C'est pourquoi M. Desvallières avait acquis une position exceptionnelle depuis qu'il prit en main les intérêts des « fauves ». Tout le monde lui doit de la reconnaissance, et nous les premiers, pour les belles « rétrospectives » qu'il organisa, pour la largeur de ses vues, sa fiévreuse inquiétude de ne rien dissimuler, entre les nouveautés étrangères qu'on proposa au jury, ayant, plus que quiconque, lui, le patriote, le Français de bonne race, l'autorité nécessaire, quand il protestait contre une trop jalouse xénophobie, sentant comme M. André Gide que « c'est une absurdité que de rejeter quoi que ce soit du concert européen ».

M. Desvallières fut aussi, par son honnêteté et sa clairvoyance, le régulateur du Salon d'Automne, dans l'histoire duquel il aura sa page. Au moment où les guides commençaient de se détendre, il y avait encore quelques cochers de tradition dont il fut l'un — pour les rassembler.

On compte au Parlement d'anciens élèves de la rue des

Postes, qui gardent leur foi et siègent à l'Extrême-Gauche. En art, cette subtile politique comporte un danger aux trop intelligents, aux mystiques, aux plus généreux, ce n'est point qu'on leur tranche un jour la gorge — car ils ne craignent rien — mais que leur cœur ardent ne soit pas assez surveillé par la raison, que leur œuvre manque d'unité dans sa direction. MM. Desvallières et Piot restent à la Droite.

Si l'on a reproché au Salon d'Automne l'influence étrangère qu'il répandait sur la jeunesse, hier encore quelqu'un demandait : «Voyez-vous un caractère français dans l'œuvre de Desvallières? *L'Étendard du Sacré-Cœur* et le *Monument aux Morts*, de Piot, vous semblent-ils figurer nos angoisses de la guerre? »

Pour le style, je ne sais pas ; mais « l'artiste qui, lorsqu'il crée, se préoccupe d'être Français et de faire œuvre « bien française », se condamne à la non-valeur ». (André Gide, *Réflexions sur l'Allemagne.*)

Le sentiment de MM. Piot et Desvallières est par excellence français. Seraient-ce donc les moyens d'expression, leur esthétique, leur goût, qui le seraient moins? Trop intellectuels !

Nous semblerions nous contredire en avançant que la culture, l'éducation des musées les enrène ; non, ce n'est pas *les* maîtres, mais *leur* maître, Gustave Moreau, qui tient en servage ses élèves par la conception qu'il avait du *sujet* à traiter picturalement. Quand nous aurons le loisir de parler esthétique, au lieu d'ouvrages exposés dans le mois, nous étudierons le problème du sujet pictural et de son développement par rapport au peintre-individu : est-il des motifs qui rendent, et d'autres qui ne rendent pas, comme l'assure M. Paul Claudel, — qu'il faut entendre discourir, sur le *thème lyrique* ? Je ne m'aventurerais point à transcrire les merveilleux développements du grand poète et du philosophe. J'incline à croire qu'il n'y a rien d'absolu en cette matière. Certains thèmes favoris du romantisme, de l'impressionnisme et du cubisme, ne sont ni pauvres ni riches en eux-mêmes. Le thème de « la nature impassible devant la douleur humaine », la mélancolie d'un « jeune homme d'une sensibilité un peu maladive » inspire à Berlioz des mélodies

admirables, la *Tristesse d'Olympio* à Victor Hugo, et fait écrire des pages exécrables à d'autres romantiques. Tout consiste à se demander si l'auteur d'une œuvre d'art possède un instrument d'accord avec son sentiment intérieur ; surtout si cet auteur avait quelque chose à dire, de si impérieux qu'il ne pouvait point hésiter sur la forme, le style, la dimension qu'il donnerait à son ouvrage. La plupart du temps c'est la disproportion entre le thème et l'œuvre, qui infirme celle-ci. La juste proportion d'une œuvre est régie par des lois que de rares créateurs n'ont point apprises et qu'ils appliquent *a priori* : c'est ce qu'on appelle *savoir d'instinct.*

Puisque j'ai parlé d'un tableau de Georges Braque (1er mai, *R. de P.*) que je dénommais *Chevalerie,* et que je comparais à une pierre tombale dans une cathédrale, je dois honnêtement ajouter qu'une reproduction en blanc et noir, de la même toile, parue dans le magazine romain *Valori plastici,* m'a convaincu que ce motif prenait sa valeur complète, si réduit mathématiquement. D'autres tableaux cubistes, dans le même numéro, et d'assez médiocres, comme *tableaux,* devenaient agréables et éloquents même, en tant que vignettes. Le thème de la *Guitare* est riche pour MM. Braque, Picasso et pauvre pour leurs imitateurs. Quant à la dimension de ses toiles, je crois que M. Braque ne songe qu'à la réduire.

***

Expérience personnelle.

Ayant à commémorer la guerre dans une église normande, j'envisageai de quelle façon je traiterais mon sujet. Je fis plusieurs esquisses; les premiers temps, la Mort, la Guerre, se présentèrent à moi comme « stylisées » picturalement, pour l'éxécution d'un panneau qui devait couvrir toute une muraille de forme ogivale. Je vis d'abord dans la partie supérieure de cette surface, le Ciel des Chrétiens habité par des anges, des saints : l'Espérance, la récompense paradisiaque après la mort. Dans mes premières études, l'humanité souf-

frante ne figurait que sous le crêpe des donateurs, de chaque côté d'un groupe d'anges, et assistant par la pensée un soldat qui expire sur le champ de bataille.

J'abandonnai ce programme ; je renonçai au symbolisme guerrier, à la scène du héros expirant, aux cadavres, aux anges, à tout ce que je n'avais pas vu. Deux ans plus tard, lors d'un service funéraire à l'intention des fils de notre canton, ce fut à la Toussaint que ces mères, ces pères, ces veuves et ces orphelins avec lesquels j'ai vécu, qui sont un peu de ma famille, se présentèrent à moi, picturalement et émotionnellement, autour de notre clocher cauchois. Ils étaient réunis, à l'ombre d'un if datant des croisades, fétiche du bourg, et mon tableau se trouva dès lors composé, parce que ce n'était plus un thème offert à mon raisonnement, mais un spectacle pictural d'où se dégageait le thème : la Mort, la Guerre, l'Espérance.

Vaille que vaille, ce rétable érigé au-dessus des plaques de marbre noir où seront inscrits soixante-quatre noms de nos frères tombés pour la Patrie — mon œuvre est inspirée par un sentiment individuel et collectif. Il paraît qu'elle émeut, alors que ma première version eût été un devoir d'écolier sur lequel je me serais fait des illusions, monté artificiellement la tête, et ce n'eût été qu'une pièce de commande sur un thème de concours, bien pauvre pour le portraitiste que je suis. Sans l'apport de la nature, sans l'émotion *visuelle*, je n'avais point le droit de traiter un sujet si actuel ; il me fallait voir, derrière ces braves gens en deuil, autour d'un cercueil anonyme, toute la France au bout de la rue du village, situer la scène.

Si je me suis permis de parler, pour une fois, d'une peinture de moi (car je peins, je n'ai jamais fait plus de peinture, quoique j'écrive), que mes lecteurs l'entendent : c'est afin de leur faire suivre le travail intérieur qui fait lâcher à un peintre un thème mauvais pour lui et en trouver un meilleur[1].

Si l'artiste ne porte pas en soi son sujet, comme la coque d'un œuf le germe, l'œuvre est factice. La théorie ne doit

1. Mon tableau qui devait être exposé aux « Arts décoratifs » en juin n'a pu l'être, à cause des difficultés de transport, la partie architecturale, due à M. Victorien Lelong, étant exécutée à Rouen par les élèves de l'École régionale.

pas précéder l'œuvre, mais en être le corollaire déduit par l'auteur. D'où le péril de l'enseignement d'un Gustave Moreau et de la plupart de nos doctrinaires.

Je suis surpris, plus encore que mes amis, d'avoir exécuté mon *Hommage aux Morts*; nullement sûr de sa valeur picturale, si convaincu, du moins, de mon émotion ; et il ne me reste que chagrin de m'être entendu dire par le plus intelligent des jeunes poètes, un ami qui connaît ma vie... mais il est « d'avant-garde » : « Ah ! comme vous avez choisi un *sujet ingrat* ! »

J.-É. BLANCHE

LES FINANCES FRANÇAISES

APRÈS LA GUERRE

Après cinq années d'effroyables batailles, de sacrifices immenses d'existences humaines et d'argent, comment s'étonner des difficultés financières et économiques qui assaillent notre pays? Depuis le 1er août 1914, c'est par centaines de milliards que nous avons dépensé les capitaux accumulés par notre épargne séculaire; des millions d'hommes ont été mobilisés, arrachés à la production industrielle et agricole, source de bien-être et de richesse, pour être employés à des œuvres de destruction et de mort. Beaucoup de ceux qui ont échappé aux hécatombes sanglantes reviennent des champs de carnage mutilés ou affaiblis, accablés par les deuils, les privations et les dettes. La France victorieuse est encore plus meurtrie que ses ennemis et elle se demande avec angoisse par quels miracles d'énergie et de labeur elle pourra réparer les ruines du conflit, unique dans l'histoire du monde, que le fer et le feu ont semées sur son territoire.

Maintenant qu'il s'agit de liquider ce lourd passé de gloire et de sacrifices, en aurons-nous le courage et la force? Serons-nous capables de supporter nos charges, de reconstruire nos usines et nos villes détruites, d'accroître notre production nationale dans une mesure suffisante pour vivre et faire honneur à nos engagements?

Commençons par dresser le bilan de nos Finances de guerre.

Ce n'est pas très simple. Notre comptabilité publique est compliquée et obscure. Elle a conservé ses vieux règlements et ses traditions archaïques. La clarté, la précision et la rapidité sont des qualités dont elle n'a pas encore compris les avantages. Elle ignore les procédés modernes de la gestion financière anglaise qui permet de connaître, chaque semaine, le montant des dépenses et des recettes de l'État. Elle aime mieux persister dans l'antique méthode de l'« exercice » qui l'oblige à porter au compte des ressources propres à une même année toutes les recettes encaissées en retard et à rattacher à l'année précédente les dépenses qui lui appartiennent, bien qu'elles ne soient payées qu'après le 31 décembre. On comprend que, dans ces conditions, les comptes définitifs d'un exercice ne soient arrêtés qu'avec de longs retards : ceux de 1914 à 1918 ne sont point encore établis, et quand pourront-ils l'être?

Pour savoir ce que nous avons dépensé depuis le 1er août 1914, nous ne pouvons pas non plus nous référer aux cahiers de crédits ordinaires, extraordinaires, additionnels ou spéciaux, qui ont été distribués aux Chambres. Le total dépasse 200 milliards, y compris les dépenses prévues jusqu'au 31 décembre 1919. Mais ces crédits seront-ils en partie annulés ou, au contraire, seront-ils suivis de nouvelles demandes? Personne ne peut le prévoir. Adoptés sous forme de douzièmes provisoires qui s'enchevêtrent les uns dans les autres, prévus souvent au hasard et toujours avec précipitation, contrôlés dans les mêmes conditions, ces crédits ne peuvent évidemment fournir que des éléments d'évaluation variables. Il n'est pas possible, d'ailleurs, en temps de guerre, d'équilibrer le budget, de faire des prévisions de recettes et de dépenses annuelles : le produit des impôts est incertain et le montant des dépenses l'est plus encore. La hausse générale des prix provoque des charges inattendues et les événements font apparaître la nécessité de pourvoir à des besoins urgents. Le budget n'est plus qu'une fiction et il est condamné à des déficits sans cesse accrus. Pour y faire face, le Trésor doit se procurer des ressources exceptionnelles au moyen de prélèvements sur les disponibilités de la dette flottante et surtout par des emprunts à terme plus ou moins long.

On confond, parfois, surtout dans les Chambres, les deux services distincts du budget : la comptabilité publique, qui le prépare et en contrôle l'exécution, et le mouvement général des fonds, qui en est le banquier. Or, en temps de guerre, c'est ce second service qui est le plus important et dont la tâche est la plus lourde. On paraît même ne pas s'en être aperçu, puisqu'on n'a même pas rapporté, à l'heure où nous écrivons, le projet de crédits destinés à réorganiser une direction surchargée de besogne. Quoi qu'il en soit, le banquier du budget, qui procède à des encaissements et à des décaissements quotidiens, est en mesure d'établir une « situation » du Trésor permettant de se rendre compte des ressources employées. Cette situation est arrêtée chaque mois et adressée, régulièrement, aux membres des commissions financières des deux Chambres qui la lisent ou ne la lisent pas. Elle devrait être publiée par le *Journal officiel*, car elle est très instructive. Elle indique, d'une part, le montant de l'encaisse du Trésor à la fin du mois, et, de l'autre, les opérations principales intéressant la dette flottante, la dette à terme, la dette consolidée et le chiffre des avances de la Banque de France et de la Banque d'Algérie. En ajoutant à ces ressources diverses le produit des impôts, qui est publié chaque mois, on peut donc connaître assez exactement le total des sommes mises à la disposition du Trésor, et, quand on veut savoir ce qu'il a payé, il suffit d'en déduire le montant de son encaisse.

Ce procédé, qu'on n'emploie pas d'ordinaire, est cependant le seul qui permette de se faire une idée juste des dépenses soldées par l'État et des moyens de Trésorerie employés pour remplir ses engagements. Jetons les yeux sur le tableau des principales ressources réalisées par le Trésor du 1er août 1914 au 30 avril 1919 [1] : nous y lisons que leur montant s'est élevé, pendant cette période, à 160 963 862 000 francs, et, comme le Trésor n'avait plus en caisse, à la date du 30 avril dernier, que 293 millions, il avait par conséquent payé la différence aux créanciers de l'État, soit 160 670 millions en chiffres

1. Ce tableau figurera dans le rapport général du budget des services civils de 1919, dont son auteur, M. Louis Marin, a bien voulu nous communiquer les épreuves.

ronds. Les ressources du Trésor se sont réparties, au cours des années de guerre, de la manière que voici :

Période du 1er août au 31 décembre 1914	6 263 207 000 fr.
— Année 1915	22 721 604 000
— — 1916	29 634 455 000
— — 1917	37 464 072 000
— — 1918	45 988 213 000
— — 1919	18 892 311 000
Total	160 963 862 000 fr.

Il résulte des chiffres détaillés de ce tableau, que nous ne pouvons publier ici, que, au 30 avril 1919, les bons du Trésor ordinaires et les bons de la Défense nationale en circulation dépassaient 30 369 millions ; que les emprunts extérieurs s'élevaient à 28 milliards environ ; les souscriptions aux emprunts en rente perpétuelle avaient atteint près de 54 milliards et les avances de la Banque de France, 22 400 millions. La part des impôts était très faible : elle ne s'élevait qu'à 24 041 millions, soit 15 p. 100 seulement de ce formidable total de 160 milliards [1].

Ces 160 milliards de ressources ont été entièrement dépensés : ils ont servi à payer les frais de la guerre et des services civils. Mais, à cette même date de fin avril, il restait à solder 4 milliards environ d'indemnités de démobilisation, ou peu s'en faut, et un pécule d'environ 1 milliard aux pères de famille ou aux héritiers de nos morts. Il restait aussi à contracter des emprunts évalués à 75 milliards pour la reconstitution des régions pillées, brûlées ou saccagées par l'ennemi. Cela formerait déjà un total d'au moins 240 milliards qui n'est même pas complet, puisqu'il ne comprend pas les comptes spéciaux du ravitaillement, des échanges de marks en Alsace-Lorraine et les nouvelles dépenses qui vont se poursuivre cette année. Enfin, la démobilisation n'est pas terminée, loin de là, et il ne faut pas s'attendre à un budget équilibré par des ressources normales avant le délai de quatre ou cinq ans au

1. Il est en outre à remarquer que le montant des dépenses payées jusqu'au 30 avril 1919 s'est progressivement et largement accru au cours de chaque exercice. De 22 milliards en 1915 et de 29 milliards en 1916, il passe à 45 milliards en 1918. Pendant les quatre premiers mois de cette année, il s'élève à 18 892 millions et, s'il devait se maintenir dans les mêmes proportions, il atteindrait donc 56 676 millions pendant l'exercice 1919.

moins qui suivra la signature de la paix : pendant cette période difficile, notre loi de finances annuelle comportera un compte de liquidation alimenté par l'emprunt, ce qui revient à dire que nous augmenterons encore nos dettes. On a calculé, d'une manière assez optimiste à notre avis, que les intérêts de ces diverses dettes atteindraient 10 milliards par an, y compris la charge des emprunts contractés avant la guerre, mais en mettant à part les intérêts et l'amortissement des futurs emprunts destinés à la reconstitution des régions du Nord et de l'Est. En ajoutant à ces 10 milliards la nouvelle dette viagère de 4 milliards par an environ qui sera payée aux mutilés et aux familles de nos morts, on arrive ainsi à un total de 14 milliards. Cette charge annuelle figurera au budget ordinaire des dépenses ; elle formera ce qu'on appelle avec raison une dépense incompressible ; l'État ne peut l'éviter sans faire banqueroute, c'est-à-dire sans s'exposer aux pires fléaux, à la débâcle du crédit public et privé, avec toutes les conséquences mortelles du régime bolcheviste dont la Russie nous a donné le triste exemple.

Peu à peu, il est vrai, ces charges écrasantes s'atténueront par des amortissements automatiques qui ont été prévus avec sagesse par M. Ribot dans les premières conventions de 1914, relatives aux avances de la Banque de France. Elles diminueront en outre, chaque année, par le décès d'un certain nombre de bénéficiaires des pensions viagères. En réalisant des économies sévères dans le budget des services civils et militaires, qui pourrait être réduit à 4 milliards par an, lorsque le compte de liquidation sera réglé, il n'en resterait pas moins un total de dépenses de 18 milliards par an au minimum à couvrir par des recettes permanentes, ce qui veut dire que nous aurions à équilibrer un budget trois fois plus lourd que celui d'avant-guerre. Mais nous ne parlons que d'un avenir encore éloigné. Avant d'arriver à la période des budgets normaux, nous serons exposés, pendant cinq ou six années, il faut bien le répéter, aux plus rudes difficultés financières qu'aucun pays ait jamais connues. Cette année même n'allons-nous pas dépenser, si les crédits demandés par le Gouvernement sont votés par les Chambres, plus de 40 milliards?

La vérité sur notre situation financière était connue depuis longtemps par le petit nombre de personnes qui suivaient avec attention le mouvement des dépenses publiques, qui apercevaient les erreurs commises et qui en redoutaient les périls. Mais si elles avaient parlé, on ne les aurait peut-être pas écoutées, ou on leur aurait répondu qu'elles tenaient un langage pessimiste et décourageant. La censure, au surplus, aurait arrêté certaines critiques, sous prétexte qu'elles auraient nui au crédit public. Tandis que, en Angleterre, les Finances publiques ont été discutées avec passion et souvent même avec une sévérité excessive, on a mieux aimé, en France, garder ou imposer le silence. Cependant, dès que l'armistice a été signé, il n'y avait plus aucune raison de se taire. Des explications ont été demandées à diverses reprises au ministre des Finances qui déclarait ne pouvoir les fournir au cours des négociations du traité de paix. Et, pendant qu'on se taisait, une campagne déconcertante se poursuivait dans divers journaux : elle avait pour but de dissiper les inquiétudes qui commençaient à se répandre dans les milieux informés, en proclamant la nécessité de faire payer à l'Allemagne la rançon de sa défaite, d'exiger d'elle des indemnités qui combleraient le gouffre béant du déficit budgétaire.

L'Allemagne paierait ! Elle réparerait toutes ses infamies, tous ses crimes, tous ses attentats contre la civilisation, ce qui eût été, en effet, de toute justice. En France, comme en Angleterre, pendant la période électorale de l'année dernière, on a sigulièrement abusé de cette promesse de faire payer par l'Allemagne les frais de la guerre. Dès le 19 décembre 1918, le ministre des Finances affirmait à la tribune du Sénat sa volonté de ne « s'adresser au contribuable français — pour payer les dettes de la guerre — que lorsque tous les efforts auraient été accomplis par le Gouvernement de la République pour exiger de l'ennemi la réparation de tous ses crimes et de tous ses forfaits ». Le ministre ajoutait même : « Cette revendication nous la fondons sur notre droit... Toutes les conditions du traité de paix prendront pour fondement la violation du droit, l'envahissement de notre territoire, la destruction systématique de notre industrie dans les départements du Nord et de l'Est ; nous imposerons nos conditions à l'Allemagne

parce qu'il y a eu des victimes civiles, parce qu'on a tué sur le sol de France plus de soldats que partout ailleurs, parce que nous avons été, comme le rappelait M. Ribot, la principale victime de cette guerre... C'est donc au nom du droit que nous agissons ; jamais la considération budgétaire n'entrera dans l'esprit du ministre des Finances, lorsqu'il dressera le bilan de tous les dommages causés par l'ennemi et qu'il en réclamera, comme il en a le devoir, l'intégrale réparation. » Comment s'étonner, après ces fières et justes paroles, que la presse ait poursuivi une campagne encourageant le public à l'optimisme, lui faisant entrevoir, ce qui était absurde, une ère de reconstitution financière rapide — parce que l'Allemagne payerait — et l'incitant par cela même à ne plus faire d'économies, à ne plus s'imposer les moindres privations? Comment s'étonner en outre, que des affiches signées d'un nom vénéré entre tous, aient été apposées sur tous nos murs pour proclamer que de justes réparations nous seraient accordées par nos ennemis? Et comment, enfin, être surpris que les membres du Parlement, comptant sur la promesse ministérielle, se soient laissés aller à de nouvelles prodigalités, qu'ils aient voté de nouveaux subsides en faveur de telles ou telles catégories d'électeurs?

Certains publicistes, dont l'optimisme n'avait d'égal que l'ignorance des plus vulgaires notions économiques, avaient répété sans cesse que les charges écrasantes de la guerre nous seraient remboursées par nos ennemis. Ils avaient cité des chiffres impressionnants sur la fortune de l'Allemagne. Les capitaux mobiliers et immobiliers, les terres et les maisons, les mines et les usines, l'outillage industriel et agricole, les chemins de fer, etc., étaient évalués à des sommes fantastiques. Rappelant la célèbre brochure [1] que le docteur Helfferich,

1. Cette brochure était sans doute un hommage rendu par un financier ambitieux à son empereur. Mais elle avait aussi pour but, en glorifiant et en exagérant la prospérité économique de l'Allemagne, d'accroître son crédit sur les marchés de Londres et de Paris. Les banquiers allemands se procuraient alors et à très bon compte, en Angleterre et en France, des avances qu'ils pouvaient ensuite répartir avec profit soit entre leurs nationaux, soit entre leurs emprunteurs habituels de l'Autriche-Hongrie et des pays d'Orient. Ils trouvaient même le moyen de se faire rembourser leurs créances extérieures sur le produit d'emprunts contractés en France. C'est ainsi que sur les 500 millions de l'emprunt turc émis à Paris le 3 avril 1914, les banques allemandes ont prélevé sans délai les 75 millions qui leur étaient dus par le gouvernement ottoman.

alors directeur de la *Deutsche bank*, publiait en 1913 à l'occasion du jubilé de Guillaume II, ils affirmaient que la richesse allemande, qui, d'après eux, s'était même accrue pendant la guerre, suffirait à nous indemniser de toutes nos pertes. Qu'on s'emparât des grandes usines, des mines et des chemins de fer d'outre-Rhin, qu'on les fît travailler à notre profit, et les Français n'auraient pas la peine de supporter de lourds impôts pour acquitter leurs dettes : l'Allemagne paierait !

Elle paierait, mais avec quoi? Sa fortune pouvait être évaluée à une centaine de milliards de plus ou de moins ; ses biens matériels pouvaient atteindre une valeur plus ou moins considérable et d'ailleurs difficile à déterminer exactement : la question de savoir ce que l'Allemagne *pouvait* payer était tout autre. M. Charles Rist a clairement expliqué dans une récente étude [1] « que le capital allemand, quelle que fût sa valeur en francs ou en marks, n'était pas une somme d'argent liquide, mais un ensemble de biens matériels dont la plus grande partie n'était pas transférable et se trouvait par cela même hors de notre atteinte ». Les capitaux — sauf toutefois l'or, les titres étrangers et les stocks de marchandises ou de matériel — ne sont point transportables ni, par conséquent, saisissables. On ne peut faire état que du *revenu* qu'ils assurent à leurs détenteurs et c'est sur ce revenu qu'on peut déterminer la capacité approximative de paiement du débiteur.

Cette capacité est, en outre, subordonnée à une autre condition : ce n'est évidemment pas en marks et en billets de la *Reichsbank* que l'Allemagne doit nous verser une indemnité, c'est en *francs*, c'est-à-dire en monnaie française, et, par suite, elle doit se procurer du change, comme nous avons dû le faire nous-mêmes, de 1871 à 1873, pour lui payer une indemnité de 5 milliards. Or ce change se vend et s'achète, de même que toutes les marchandises. Il fait l'objet de transactions quotidiennes sur les marchés internationaux. Il se paye plus ou moins cher selon que l'acheteur a plus ou moins de créances extérieures à échanger contre les créances que l'extérieur possède sur lui. En sorte que, pour nous verser une indemnité en espèces, l'Allemagne doit nécessairement soit acheter du

1. *Action nationale* d'avril 1919 : *Indemnité de guerre et commerce international.*

change à un cours très onéreux pour elle — le mark n'est guère coté à Genève plus de 40 centimes et il baisserait d'autant plus que les demandes seraient plus actives —, soit exporter des marchandises et nous remettre, au cours du jour, les lettres de change qu'elle pourrait ainsi tirer sur ses créanciers. Mais en ce qui touche les billets de la *Reichsbank*, sa monnaie courante, elle ne nous serait d'aucun secours pour équilibrer nos budgets. Les marks, que nous avons échangés en Alsace-Lorraine pour des francs, ne pourront, par exemple, nous servir qu'à payer les marchandises importées d'Allemagne. Si nous les vendions à l'étranger, nous ne pourrions toucher, en ce moment, que 40 centimes par mark — si tant est que nous trouvions des acheteurs de marks — et subir par conséquent une perte de 85 centimes, puisque nous les avons payés aux Alsaciens-Lorrains 1 fr. 25.

Ainsi, pour nous verser une indemnité annuelle, l'Allemagne devrait s'acquitter soit en or, — et il n'en reste plus que 2 150 millions de francs dans les caisses de la *Reichsbank*, soit en valeurs étrangères — et nous ne connaissons pas le montant de celles qu'elle détient ; soit, enfin, au moyen de lettres de change représentatives de ses exportations. De ces divers modes de règlement, c'est assurément le dernier qui serait le plus important : il nous permettrait de vendre à notre tour du change à nos importateurs, de rembourser, de cette manière, les avances de la Banque de France, et, en outre, de nous libérer des dettes extérieures que nous avons contractées en Angleterre, aux États-Unis et ailleurs pour payer nos achats de vivres et de munitions. Mais, pour que cette indemnité nous fût versée, il faudrait, bien entendu, que l'Allemagne développât son commerce extérieur, qu'elle fît des exportations dont le montant devrait largement dépasser celui de ses importations. Elle ne peut payer qu'en produisant et en vendant au dehors. Si, comme certains protectionnistes français, anglais et américains le demandent, son commerce extérieur était entravé par des droits de douanes prohibitifs elle serait sans doute ruinée, mais par cela même elle ne pourrait pas remplir ses engagements et solder ses dettes. Il faut qu'elle exporte ou qu'elle ne paye pas.

Dans ces conditions, il était évidemment puéril de faire miroiter à nos yeux les centaines de milliards que l'Allemagne devait à ceux auxquels elle avait déclaré la guerre ou qu'elle avait obligés à participer au conflit. Oui, certes, elle les devait, car, sans sa brutalité agressive, nous ne serions pas aujourd'hui accablés de dettes dont les intérêts vont être si lourds — sans parler des charges considérables qui résulteront de la reconstitution économique des régions pillées et dévastées sur l'ordre de Guillaume II et des chefs de son armée. Oui, l'Allemagne aurait dû réparer tous ces effroyables dommages. Elle le pouvait dans une mesure assez large ; mais comment s'y prendre pour l'y contraindre?

Les négociations ont traîné en longueur. Elles étaient sans doute difficiles. Quand les soi-disant techniciens se sont réunis pour évaluer le montant des dommages, ils ne pouvaient évidemment pas le connaître. Mais ils auraient pu se renseigner d'avance sur les possibilités de paiement de leurs ennemis. Cela ils ne l'ont même pas fait. Dès le début, il a fallu renoncer à parler d'indemnité de guerre. On a substitué à ce terme clair les mots de « réparations » et de « dommages » dont on a énuméré avec soin les diverses catégories. Ces réparations ne s'appliquent nullement aux frais proprement dits de la guerre qui resteront à la charge des Alliés; elles comprennent les dommages résultant de la guerre : pensions militaires, remboursements des exactions commises dans les villes occupées, destructions de toutes les propriétés et de tous les biens accomplies par l'ennemi, etc. Le chiffre de ces dommages sera fixé par la commission interalliée des réparations chargée, en outre, d'« étudier périodiquement la capacité de payer de l'Allemagne et de déterminer la quotité et les modalités des paiements à effectuer par ce pays ».

Que de difficultés, de discussions et de récriminations à prévoir si de pareilles clauses avaient été maintenues dans le traité de paix ! Un texte nouveau a été élaboré; il ne paraît guère nous offrir de plus sérieuses garanties et il nous oblige à débattre avec des fourbes, experts en chicane, des questions ardues et complexes. Mais, en fin de compte, que nous paierait l'Allemagne? Pendant la période qui s'écoulera

jusqu'au 1er mai 1921, elle s'engagerait à verser une provision de 25 milliards représentés par un bon de pareille somme qui ne serait pas payée intégralement : on en déduirait les frais d'occupation militaire, le montant des aliments et des matières premières qui seraient exportés en Allemagne. Le solde de cette provision, s'il en reste un, serait ajouté aux nouveaux bons de 50 milliards qui seront remis par l'Allemagne, à partir de 1926, à la commission des réparations et sur lesquels nous aurions éventuellement à percevoir un peu plus de la moitié, 55 p. 100. Mais ces bons ne produiraient qu'un intérêt de 2 1/2 p. 100 jusqu'en 1926 et de 5 p. 100, plus 1 p. 100 d'amortissement, après cette date. Enfin une troisième série de bons de 50 milliards pourrait être réclamée à l'Allemagne, quand la commission le jugerait à propos, et serait productive des mêmes intérêts de 6 p. 100. Ainsi, dans la première période de 1919 à 1921, nous ne toucherions rien ou presque rien ; dans la seconde, de 1921 à 1926, l'Allemagne paierait les intérêts des bons de 50 milliards à 2 1/2 p. 100, soit 1 250 millions dont notre part serait de 700 millions environ par an. Dans la troisième période, il est vrai, la somme à percevoir serait beaucoup plus forte, puisque les intérêts s'élèveraient à 6 p. 100, mais, en attendant, nous serions obligés de supporter seuls la charge des pensions militaires de 4 milliards par an et celle des emprunts contractés pour la reconstitution économique des régions envahies.

Lorsque, dans l'admirable discours qu'il a prononcé, le 30 mai, à la tribune du Sénat, et dont nous aurons à parler plus loin, M. Ribot a cité ces chiffres, un mouvement de stupeur s'est produit dans la Haute Assemblée. Mais les évaluations de l'éminent orateur n'en étaient pas moins certaines. Le ministre des Finances ne les a point contestées : il s'est borné à dire qu'il ne pouvait pas s'expliquer à l'heure actuelle sur ce sujet délicat. Peut-être, en effet, n'était-ce pas commode. Ce qu'on lui a reproché très justement, ce n'est pas de se refuser à des commentaires d'un traité de paix encore en suspens à la date du 30 mai, c'est de n'avoir pas voulu donner plus tôt son avis sur notre situation financière, de ne pas en avoir indiqué les remèdes et d'avoir fait naître, dans le pays, des illusions dangereuses, suivies d'une déception profonde.

Dès le lendemain de l'armistice, il devait attirer l'attention du Parlement sur l'énormité des dépenses engagées depuis 1914, s'opposer aux sollicitations de charges nouvelles qui surgissaient de tous les côtés et prendre, au contraire, des mesures pour ne pas les augmenter. Mais le succès de l'Emprunt du mois de novembre 1918, émis au moment où s'achevait la victoire du maréchal Foch, avait évidemment fait naître des espérances optimistes et le ministre croyait, parce qu'il voulait le croire, que l'Allemagne paierait !

Mais l'Allemagne ne pouvait pas payer, du moins sans délai, tout ce qu'elle nous devait et elle ne pouvait, même plus tard, en payer qu'une partie [1]. Voilà ce qu'on aurait dû savoir. Voilà pourquoi on avait le devoir impérieux de ne pas se griser de mots, d'établir le bilan de nos pertes matérielles et de dire la vérité au pays et aux Alliés. Si, dès le mois de novembre 1918, on avait eu un réel souci des Finances publiques, il fallait envisager l'énormité de nos dettes, se rendre compte du fardeau qui pesait sur nos épaules, non seulement par le fait de la guerre, mais par les conséquences

1. A l'heure où nous écrivons, le texte du projet de traité de paix n'a pas encore été publié. Mais les notes communiquées à la presse font prévoir que nous n'avons pas obtenu des garanties suffisantes en ce qui touche le montant des dommages. On s'est refusé, paraît-il, à organiser une Société financière des nations, si utile cependant pour défendre nos intérêts et nous aider à réparer nos énormes pertes. Nous avons besoin d'argent tout de suite. La Société financière des nations aurait pu nous en procurer sans délai en gageant un emprunt international sur les annuités que l'Allemagne se serait engagée à lui verser. Cet emprunt aurait été, en outre, garanti par les grandes et les petites puissances faisant partie de cette Société.

Au fur et à mesure que cet emprunt aurait été émis par tranches successives, on aurait réparti son produit entre les ayants droit et dans la mesure des dommages subis par eux. Que serait-il arrivé, si l'Allemagne n'avait pas rempli ses engagements? Les Alliés, ayant un intérêt solidaire à l'y obliger, auraient d'autant moins hésité à faire sentir leur force que, si l'Allemagne n'avait pas payé les coupons de la dette, ce sont eux qui auraient été obligés de les payer. Une telle combinaison financière, à la fois pratique et offrant les meilleures garanties, aurait eu enfin cet immense avantage de fortifier l'union des Alliés après comme pendant la guerre, ce qui est indispensable pour éviter de nouvelles catastrophes. Il est très regrettable qu'une proposition de cette nature n'ait pas été faite avec assez d'énergie et d'insistance. La vérité est que, depuis l'armistice, nos négociateurs n'ont pas eu une mentalité de vainqueurs. C'est cependant nous qui avons gagné la guerre, sans doute avec l'aide de nos alliés, mais nous avons joué le rôle décisif, en subissant, d'ailleurs, les plus lourdes pertes.

qu'elle allait entraîner. Il fallait prévoir que de nouveaux emprunts seraient à émettre, de nouveaux impôts à établir. Mais les prévisions, les programmes d'avenir ont-ils été conçus? La volonté de suivre une politique financière conforme à l'intérêt national s'est-elle même manifestée un seul instant? Non : les Gouvernements ont pris l'habitude, pendant la guerre, comme avant et après, d'agir pour vivre, de se tirer d'embarras par des expédients ou des manœuvres parlementaires, et, au lieu de regarder la France, de jeter les yeux sur les groupes de la Chambre des députés. Mais cette Chambre elle-même, si souvent désemparée et toujours divisée comme toutes les foules qui encombrent les palais législatifs, est-elle à ce point inaccessible à la vérité qu'on soit obligé de toujours la lui cacher?

L'insistance du Sénat a fini toutefois par faire fléchir l'obstination du ministre des Finances à ne point parler. La discussion de l'interpellation sur la situation financière, qui s'est ouverte le 18 avril dernier, au Luxembourg, a été interrompue par les vacances de Pâques. Elle s'est poursuivie ensuite avec une certaine lenteur, mais à partir du moment où le Sénat a voulu qu'elle s'achevât par un vote, M. L. Klotz n'a pu s'empêcher de prendre la parole et il a prononcé, le 27 mai, un discours très intéressant et assez complet. Que ne l'a-t-il pas prononcé plus tôt! Tout ce qu'il a dit, ce jour-là, aurait pu l'être au lendemain de l'armistice. Et que d'erreurs auraient été évitées, s'il avait suivi lui-même la politique d'ordre et d'économie dont il a si vigoureusement proclamé l'urgence! Quoi! le ministre des Finances s'aperçoit, après tant de prodigalités, qu'il est temps de s'arrêter, de comprimer les dépenses et de préparer l'équilibre du budget? Il n'avait pas senti plus tôt la nécessité « de mettre un frein à l'accroissement des dépenses publiques », et il n'avait pas compris, avant le 28 mai, « qu'il n'y avait pas de finances possibles dans ce pays, si l'on continuait à dépenser sans compter »? Il fallait le dire nettement, lorsque la Chambre, cédant à des entraînements regrettables, votait des primes, des allocations en faveur des électeurs qu'elle redoute d'autant plus que son mandat est épuisé, qu'elle sera bien obligée, un jour prochain,

de comparaître devant le suffrage universel. Le ministre aurait bien dû appliquer plus tôt le programme qu'il a tracé. Y a-t-il songé lorsqu'il a déposé des demandes de crédits qui s'élèvent à 44 milliards pour l'exercice 1919? Est-ce donc réaliser des économies que d'engager des dépenses de plus en plus fortes? Est-ce préparer l'équilibre du budget que de laisser en plein désarroi l'administration qu'on dirige, de ne pas la rendre capable de percevoir les nouvelles taxes sur le luxe, de faire rentrer l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les bénéfices de guerre? Le ministère des Finances est aujourd'hui impuissant à remplir sa lourde tâche. Ses services sont désorganisés, mutilés, et ses agents sont moins nombreux qu'avant la guerre, alors que leurs devoirs sont dix fois plus étendus. La place fait même défaut pour contenir les employés auxiliaires et les dossiers : on a été obligé de déplacer du Palais du Louvre les régies financières de l'enregistrement et des contributions directes, de les transporter l'une sur la place Vendôme et l'autre sur le boulevard des Invalides, ce qui fait perdre un temps précieux aux fonctionnaires lorsqu'ils vont conférer avec leur chef.

Ce n'est pas d'hier, il est vrai, que des erreurs ont été commises dans la gestion des Finances publiques et la responsabilité n'en incombe pas au seul département ministériel qui en a la charge. Sous prétexte d'encourager les « civils » à « tenir » jusqu'au bout, on ne leur a imposé que beaucoup trop tard des restrictions nécessaires ; on a multiplié les subventions et les secours, on a élevé sans cesse les salaires des ouvriers mobilisés qu'on a occupés dans les ateliers de la guerre à fabriquer des armes et des munitions et, par ces prodigalités sans mesure, on a jeté dans la circulation une masse énorme de billets de banque, provoqué par suite une hausse générale des prix, ruineuse pour nos budgets [1]. On aurait bien dû réfléchir plus vite aux conséquences de tant de faiblesses et suivre plus tôt une politique adaptée aux événements. Tandis que, sur le front, les soldats sacrifiaient leur vie au salut du pays, ceux qui restaient à l'arrière n'auraient-ils pu s'imposer de plus grandes privations, vivre plus simplement et donner l'exemple de l'épargne? Nous

1. Cf. notre étude sur la *Hausse des prix*, dans la *Revue de Paris*, 1er avril 1919.

avons assisté, depuis cinq ans, à un spectacle étrange : des fortunes scandaleuses s'édifiant sur les ruines et les dévastations de nos frontières ; des parvenus s'enrichissant sans scrupule, lorsque de pauvres gens étaient dans la détresse ; la cupidité des profiteurs de la guerre s'étendant à toutes les catégories de gros et de petits vendeurs de comestibles ; des spéculations effrénées sur toutes les marchandises de première nécessité. Voilà pourquoi nous sommes menacés aujourd'hui de désordres sociaux, provoqués en grande partie par la cherté des vivres, pourquoi surgissent des crises industrielles suivies d'un affaiblissement de la production qu'il serait, au contraire, indispensable d'accroître.

Ces fautes lourdes auraient pu être évitées, si les pouvoirs publics avaient consenti à prévoir les périls économiques et financiers de l'après-guerre. Le Gouvernement devait avertir les Chambres, leur rappeler que l'existence du pays était en jeu, que les anciennes habitudes de gaspillage n'étaient plus de mise et que l'intérêt privé devait céder le pas, plus que jamais, à l'intérêt national. S'il ne l'a pas fait, s'il a suivi le Parlement au lieu de le conduire, et s'il lui a même caché la vérité, c'est sans doute parce qu'il croyait plus habile de se taire, d'user et d'abuser de la censure pour que le public ne sache rien. Mais les ténèbres finissent toujours par se dissiper, et, lorsque la vérité éclate, la surprise, sinon la colère, succède au mirage décevant de l'illusion. L'inquiétude se répand et on se demande par quels moyens on sortira du gouffre où on s'est laissé entraîner.

Par quels moyens? Par le travail, par un travail persistant, par nne production de plus en plus large, comme M. Ribot l'a clairement expliqué au Sénat et au pays dans l'éloquente réponse qu'il a faite, le 30 mai, au discours du ministre des Finances. Il faut lire, dans le texte officiel, cet admirable exposé d'une situation compromise, mais nullement désespérée. Simple et vigoureux, aisé à comprendre et d'un robuste bon sens, le discours de M. Ribot est un modèle de courage et de lucidité. Au moment où il allait l'achever, il a ressenti une faiblesse passagère qui l'a obligé à s'arrêter, pendant que la Haute Assemblée tout entière lui faisait de longues ovations. Mais il n'en a pas

moins réussi, par un sursaut d'énergie, à dire tout ce qu'il voulait dire et, après avoir parlé pendant plus de deux heures, à conclure son discours par des conseils de la plus haute moralité. Il s'est alors produit une scène unique dans notre histoire parlementaire : l'orateur parlant assis à la tribune du Sénat, tandis que tous ses collègues, debout dans l'hémicycle, applaudissaient sa vaillance et saluaient d'acclamations prolongées la confiance qu'il témoignait à la France, — à la France, dont les vertus se sont peut-être engourdies, mais qui a toujours triomphé de ses difficultés par son travail et qui saura réparer dans la paix victorieuse les deuils cruels et les épreuves de la guerre. N'a-t-elle pas mérité l'admiration du monde par la résistance qu'elle a opposée à ses implacables assaillants, et n'a-t-elle pas vaincu le plus orgueilleux et le plus redoutable des ennemis?

Si les négociations des préliminaires de paix ont été trop longues et suivies de projets d'insuffisantes réparations, rien ne démontre qu'elles ne pourront pas être corrigées par des ententes nécessaires entre les Alliés. Pour rester ce que nous avons été dans le passé, le rempart de la civilisation et de la liberté contre la barbarie et l'esclavage, il faut qu'on nous aide, parce que nous ne pourrions supporter seuls le poids de nos dettes d'hier et de demain. Sans nous et sans nos morts, l'Europe tombait sous le joug allemand. Mais nous avons voulu vaincre et nous avons vaincu, en payant chèrement le prix de notre victoire. M. Ribot l'a rappelé aux peuples qui ont secondé nos efforts : « Nous avons souffert, a-t-il dit, plus que personne; nous avons perdu 1 500 000 de nos enfants et combien de mutilés ! Et, parce que notre pays a été le théâtre de la guerre, parce que c'est chez nous que l'on s'est battu, il faudra qu'on nous laisse supporter seuls toutes les conséquences de la guerre et faire face seuls à toutes les incertitudes de payements de l'Allemagne? Non, je dis que c'est une injustice ! Ceux qui ont combattu avec nous sauraient, au fond de leur conscience, qu'ils manqueraient à la haute équité s'ils nous laissaient supporter seuls un tel fardeau.

» Et ma conclusion est celle que j'indiquais en décembre

dernier — je n'en ai point d'autre aujourd'hui —, ma conclusion c'est qu'il faut mettre en commun ces dépenses de réparations et ces dépenses de pensions. C'est que, s'il y a des emprunts à faire pour parer aux insuffisances provisoires si notables que j'ai indiquées, il faut que ces emprunts soient faits, non pas, messieurs, par nous séparément, mais par la communauté des Alliés. Il faut que les insuffisances soient supportées non par nous séparément, mais par la communauté elle-même, non pas en proportion de nos souffrances et de nos sacrifices, mais en proportion des ressources de chacun. Voilà ce que veut la justice, voilà ce que veut l'équité. »

Ces nobles paroles, dont l'affichage a été voté par l'unanimité du Luxembourg, auront au dehors le retentissement qu'elles méritent. Oui, nos Alliés nous doivent leur concours ; mais, pour l'obtenir, il faut leur montrer que nous sommes résolus à suivre sans délai la politique financière dont le Sénat, après M. Ribot, a tracé le programme dans un ordre du jour admirablement motivé[1]. Il faut montrer à nos Alliés que nous sommes dignes de conserver leur confiance par cet esprit de labeur et d'épargne, d'économies publiques et privées, dont nous avons longtemps donné l'exemple. Il faut que cessent ces conflits du travail qui rendent la production impossible à l'heure où nous avons le devoir impérieux de créer des richesses nouvelles, de réaliser de grands progrès économiques, de reconstituer nos industries et d'améliorer nos cultures. Il ne faut pas que se renouvellent ces brusques arrêts des moyens de transports qui énervent la population parisienne et qui discréditent la capitale de la France. Le

1. Voici le texte de cet ordre du jour voté par l'unanimité des membres du Luxembourg.

« Le Sénat,

» Approuvant les déclarations du ministre des Finances et comptant sur le Gouvernement pour obliger nos ennemis, responsables, aux réparations légitimes et nécessaires,

» établir avec nos Alliés une entente financière et douanière qui sauvegarde nos intérêts,

» assurer l'équilibre budgétaire par une plus stricte économie dans les dépenses, par une politique de justice fiscale exempte de tout caractère vexatoire et par le libre développement de la production du pays,

» mettre un terme aux recours du Trésor à la Banque de France et rembourser les emprunts à la circulation en faisant plus largement appel aux disponibilités de l'épargne, notamment par l'émission de prochains emprunts de liquidation,

» passe à l'ordre du jour. »

crédit n'est offert qu'à ceux auxquels on accorde confiance et nous avons besoin de larges crédits extérieurs pour passer les années difficiles qui vont suivre la conclusion de la paix. Avant de retrouver notre prospérité, nous aurons à traverser une période intermédiaire de quatre ou cinq ans, plus peut-être, pendant lesquelles de rudes efforts devront être accomplis, des travaux énormes entrepris et menés à bonne fin, un courage à toute épreuve se manifester dans tous nos actes. Nous trouverons des appuis efficaces et prochains, si nous comprenons l'étendue de nos devoirs et si nous avons le sentiment de plus en plus vif de l'intérêt national.

GEORGES LACHAPELLE

CORRESPONDANCE

A Monsieur Ernest Lavisse,

Directeur de la *Revue de Paris.*

Monsieur le Directeur,

On me signale, dans la *Revue de Paris* du 1er juin dernier, un article sur *les Relations de la France avec le Saint-Siège*, dans lequel je suis mis en cause par les lignes suivantes : « La France fit respecter ses prérogatives et le Saint-Siège dut s'incliner devant les protestations que lui apporta l'évêque de Périgueux en visite *ad limina.* » (P. 516.)

Si l'article de M. H. C. devait être lu par les seuls catholiques, une rectification serait superflue. Nul d'entre eux ne saurait, malgré l'affirmation de l'auteur, douter, après tant de documents publiés, que le rôle du Saint-Père pendant la guerre a été un rôle de justice et de bienveillance pour notre patrie. Nul ne saurait davantage, parmi ceux qui connaissent l'épiscopat de France, attribuer à l'un de ses membres l'attitude qui m'est donnée.

Mais il est des esprits toujours prêts à accueillir les affirmations tendancieuses contre le Souverain Pontife et à essayer de mettre en opposition le Chef de l'Église et ceux qui s'honorent de le suivre en tout, de le vénérer et de l'aimer.

Pour ces lecteurs mal avertis, j'ai le devoir de m'inscrire en faux contre l'interprétation qui est donnée de ma démarche du mois de mars 1918.

Je n'aurais pu, sans impudence, rappeler au Pape les prérogatives de la France : il ne les a jamais oubliées.

Je n'aurais jamais accepté, le cas échéant, de me faire l'interprète d'une protestation.

Évêque français, je mis aux pieds du Souverain Pontife l'expression d'un désir de la France catholique.

Il n'avait pas à s'incliner. C'est moi, bien plutôt, qui m'inclinai profondément devant une preuve, ajoutée à tant d'autres, de sa condescendance pour mon pays.

Je ne crois pas devoir répondre plus longuement à l'article en question. Un simple appel à votre loyauté décidera, j'en suis sûr, l'insertion de cette rectification dans votre prochain numéro.

Veuillez agréez, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

† MAURICE,
Évêque de Périgueux.

Nous avons, selon l'usage, communiqué cette lettre à l'auteur de l'article critiqué par Monseigneur l'évêque de Périgueux. Nous avons reçu de lui la lettre que voici :

Paris, le 11 juin 1919.

Monsieur le Directeur,

Monseigneur l'évêque de Périgueux ne dément pas les faits que j'ai rapportés. Il proteste seulement contre la manière dont j'interprète sa « démarche du mois de mars 1918 ». Il affirme qu'il n'a fait ni transmis au Vatican aucune *protestation* contre les agissements par lesquels la Custodie de Terre Sainte, conformément à des instructions de la Secrétairerie d'État, travaillait à abolir les prérogatives de notre protectorat.

Il me suffit que Monseigneur l'évêque de Périgueux reconnaisse qu'au cours de son voyage *ad limina* il mit « aux pieds du Souverain Pontife l'expression d'un désir de la France catholique ». Je renoncerai sans peine à l'expression qui choque mon contradicteur, et remplacerai, s'il le désire, « protestations » par « respectueuses remontrances ». Quelle qu'en ait été la forme, une seule chose importe : c'est que la démarche fut efficace, et que Monseigneur Rivière contribua ainsi à sauvegarder le patrimoine de la France en Orient. Tous les Français lui en seront reconnaissants.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments très distingués.

H. C.

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

LIVRES NOUVEAUX

LE MUSICIEN ERRANT,
Correspondance de Berlioz,
publiée par **Julien Tiersot.**

M. Julien Tiersot nous donne aujourd'hui le deuxième volume de la Correspondance de Berlioz. Après l'insuccès de *la Damnation de Faust*, son chef-d'œuvre, le musicien dut quitter la France pour chercher à l'étranger les moyens d'existence que son pays ne lui fournissait plus. Dès lors commence pour lui une vie errante dont ces lettres nous racontent les péripéties. Elles ont paru ci-même ; nous n'avons donc pas à insister autrement sur l'intérêt qu'elles présentent pour l'histoire de l'art musical français. Elles achèvent aussi d'éclairer un chapitre important de ce qu'on pourrait appeler la biographie sentimentale de Berlioz : sa rupture avec Henriette Smithson. M. Tiersot s'est acquitté excellemment de sa tâche d'éditeur et ce nouveau livre accroîtra la reconnaissance des fidèles de Berlioz envers l'érudit musicographe.

LE ROI TRISTE,
par **Joseph Mélon.**

Nos lecteurs retrouveront dans ce recueil des poèmes qu'ils ont goûtés à leur apparition dans la *Revue de Paris*. Paul Hervieu, juge difficile autant qu'autorisé, se plaisait à signaler dans les vers de M. Joseph Mélon l'originalité, « les alliances de mots et les images si expressives qui saisissent et enchantent ». Par la hauteur de la pensée, par un lyrisme généreux dont l'expression demeure toujours concise, le *Roi triste* justifie pleinement ces éloges du maître auxquels le public lettré souscrira.

MADELEINE DE GLAPION, DEMOISELLE DE SAINT-CYR,
par **Jehanne d'Orliac.**

Mademoiselle Jehanne d'Orliac a consacré à la mémoire de la marquise de Maintenon et de mademoiselle de Glapion, sa touchante amie, un joli livre tout parfumé de piété, de distinction et d'élégance. En regard de Port-Royal, dont le grandiose ne va pas sans une austérité un peu décourageante, Saint-Cyr avec son « essaim d'innocentes beautés », comme disait Racine, éclaire d'une délicate poésie le déclin du grand Siècle. Mademoiselle d'Orliac, à l'aide des mémoires de l'époque, nous a rendu avec beaucoup de charme un épisode romanesque qui marqua dans les annales de la Maison. Et cela est, en vérité, fort attachant.

LE « DOGME » TRANSFORMISTE,
par le **Professeur Grasset.**

Peu de mois avant sa mort, le professeur Grasset avait commencé ce travail dont il put rédiger la plus grande partie. Il y a continué la démonstration qu'il avait entreprise avec les *Limites de la Biologie* et poursuivie depuis 1901 dans plusieurs publications. Après le transformisme de Darwin et le monisme de Hæckel, il résume les vastes systèmes où Spencer et Le Dantec ont vu l'explication intégrale de l'univers et de l'homme par l'évolution : le transformisme est ainsi devenu un « dogme » considéré comme intangible. Distinguant au contraire les généralisations hypothétiques des faits expérimentaux, mettant au point le célèbre argument du parallélisme de l'ontogénie et de la phylogénie, Grasset s'applique à établir que ce « dogme » ne doit pas s'appliquer comme une loi absolue à l'étude de l'homme, espèce fixée depuis de longs siècles et pourvue de caractères différenciels indiscutables. On lira avec attention ce testament intellectuel d'un homme qui a laissé une marque vigoureuse dans les plus graves problèmes de la science et de la philosophie et constitué sur une base scientifique une doctrine d'un spiritualisme élevé.

LES DRAPEAUX DÉPLOYÉS,
par **Jacques Normand.**

Ce sont des vers d'inspiration très variée, quoique se rapportant tous à la grande guerre. Il en est de belliqueux et de mélancoliques ; d'autres sont tendres ou gracieux, il en est même de gais, car la gaîté est une forme très française du courage. La forme droite et souple, toujours heureuse, s'adapte à la diversité des sujets chantés par le poète.

DROITS DES MOBILISÉS ET DE LEURS FAMILLES,
par le **Commandant Lassalle.**

Cet ouvrage contient le texte des diverses dispositions, légales, fixant la condition et les droits des mobilisés et de leurs familles. Affectations, récompenses, permissions, soldes, catégories de réformes, allocations, pensions, telles sont quelques-unes des principales rubriques du recueil. La classification ordonnée des matières permet de consulter facilement cet utile répertoire. Un index alphabétique en facilite l'usage.

LA REVUE DE PARIS

85bis, faubourg Saint-Honoré

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS	50 »	26 »	14 »
SEINE ET SEINE-ET-OISE	51 »	26.50	14.25
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	56 »	29 »	15 »
ÉTRANGER	62 »	32 »	17 »

PRIX DE LA LIVRAISON : 3 fr.

On s'abonne aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré (téléphone : Élysées* 16.20*), dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

Les mandats ou valeurs à vue doivent être au nom de M. l'administrateur-gérant de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

Les annonces sont reçues aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La première Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* 2 *fr.* 50.

POCHY, imprimeur de la Revue de Paris, 85 bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.